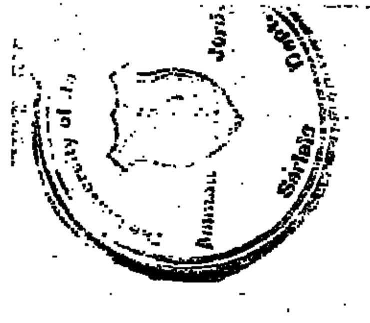



# Le Monde

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE – Nº 12349 – 4 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens — MARDI 9 OCTOBRE 1984


## La « rentrée » de M. Tchernenko

**Après avoir disparu pendant plus de six semaines pour des vacances qui, selon certaines rumeurs, se seraient passées – en partie au moins – à l'hôpital, M. Constantin Tchernenko semble vouloir mettre les bouchées doubles. Depuis le début de septembre, il fait montre d'un activisme étonnant pour un homme dont tout laisse à penser qu'il est sérieusement malade. On le voit presque tous les jours à la télévision soviétique remettre des médailles ou en recevoir, faire des discours ou s'entretenir avec des visiteurs étrangers. Or toute cette agitation, qui a culminé avec la célébration du soixante-treizième anniversaire de M. Tchernenko, n'est pas seulement une mise en scène destinée à prouver au bon peuple que le chef de l'Etat et du Parti tient fermement la barre. Tout se passe comme si le retour de M. Tchernenko à Moscou avait coïncidé avec une remise en mouvement de la politique soviétique.**

**Les membres du bureau politique ont recommencé à voyager ; le verdict est tombé contre les projets de visite de l'Allemand de l'Est Honecker et du Bulgare Jivkov en Allemagne fédérale ; le chef d'état-major Ogarkov a été démis de ses fonctions ; M. Gromyko a accepté de rencontrer le président Reagan à Washington, et à cette occasion les commentaires soviétiques sur les relations avec les Etats-Unis ont été légèrement moins agressifs qu'ils ne l'étaient depuis le déploiement des Pershing-2 et des missiles de croisière américains en Europe occidentale. Le Kremlin a voulu donner l'impression, vraie ou fausse, que l'immobilisme des premiers mois du règne Tchernenko appartenait au passé.**

**Le numéro un soviétique a même cru bon de faire un discours solennel contre la corruption, thème cher à son prédécesseur, et on laisse entendre à Moscou, de plusieurs sources, qu'une session plénière extraordinaire du comité central pourrait être réunie avant la fin du mois. Elle serait consacrée d'une part à l'examen du nouveau programme du Parti – dont le principe avait été décidé au 26e congrès en 1981, pour remplacer celui où Khrouchtchev promettait de dépasser économiquement les Etats-Unis avant 1980 – et d'autre part à l'agriculture, dont les insuffisances sont toujours compensées par des importations de blé... américain.**

**La réunion pourrait prendre aussi un certain nombre de mesures d'ordre personnel, comme le rajeunissement du bureau politique par la promotion de secrétaires du comité central ou de suppléants qui font antichambre, ou encore le remplacement du chef du gouvernement, M. Tikhonov, un proche allié de M. Tchernenko, mais qui est âgé de soixante-dix-neuf ans. Si de telles mesures étaient annoncées, le calme apparent de l'été aurait caché un profond remue-ménage, et le nouveau rapport de forces au sein de la direction soviétique préparerait la relève des générations. Actuellement, la situation paraît la suivante : le « noyau dirigeant » du Parti est formé d'une troïka de gérontes, avec MM. Tchernenko, Gromyko et Oustinov, auxquels s'ajoutent M. Tikhonov, le chef du Parti à Moscou, et M. Grichine, et surtout les représentants de la « jeune garde » : MM. Gorbatchev, numéro deux de fait et M. Romanov, dont les actions sont en baisse.**

**M. Tchernenko parle beaucoup dans ses interventions du nouveau programme du Parti et du 12e plan quinquennal qui seront adoptés au congrès de 1986, comme s'il comptait bien en présider lui-même les travaux. Nul doute pourtant que les grandes manœuvres pour sa succession ont commencé le jour même où il a été élu secrétaire général.**

# Le duel Reagan-Mondale

## *Léger avantage du candidat démocrate dans un débat télévisé dominé par le déficit budgétaire et l'avortement*

De notre correspondant

Washington. – M. Ronald Reagan a évité de se laisser aller à l'une de ces gaffes dont il est coutumier et que M. Walter Mondale aurait aimé qu'il commette le dimanche 7 octobre dans leur premier débat télévisé de la campagne électorale.

Le candidat démocrate n'aura, en conséquence, remporté aucun avantage vraiment spectaculaire ; mais le président sortant, face à un adversaire très maître de lui et relativement décontracté, est néanmoins apparu singulièrement fatigué, souvent tendu, et cherchant quelque peu ses mots – dans sa déclaration finale surtout. S'il faut désigner le gagnant de cette épreuve, disputée devant cent millions d'Américains, ce sera donc plutôt M. Mondale (1).

Il s'est, d'abord, montré plus à l'aise et meilleur qu'à son ordinaire, tandis que le candidat républicain était, lui, loin d'être aussi bon qu'il ne l'est dans ses discours télévisés ou en campagne électorale. L'un a fait mieux que prévu, l'autre moins bien. Le prétendant a largement été à la hauteur du tenant du titre. Et cela pourrait peut-être réveiller l'attention de l'électorat, pour lequel, jusqu'à présent, les jeux sont faits.

Dans cette vaste et moderne salle de spectacles de Louisville (Kentucky), les deux candidats, debout derrière des pupitres, ne se regardent pas ; ils ne se répondent qu'à travers leurs réponses aux trois journalistes qui les interrogent. Deux questions vont alors dominer cette double conférence de presse : le déficit budgétaire et l'avortement.

Avez-vous un *« plan secret »*, a-t-il été demandé à M. Reagan, pour réduire ce déficit que vous vous étiez engagé en 1980 à supprimer ?

Oui, dit le président ; mais ce plan n'est pas secret. C'est celui du programme de reprise mis en œuvre avec succès depuis quatre ans. Si nous continuons à suivre ce programme, explique-t-il, l'économie continuera de se rétablir et de croître ; les rentrées d'impôts seront donc supérieures et, comme l'effort de diminution des dépenses publiques continuera, les *« deux lignes »* se rejoindront. Au passage, M. Reagan rappelle longuement (il le fera à plusieurs reprises) la diminution des taux d'intérêt, de l'inflation et du chômage dont il peut s'enorgueillir, et qui pèse si lourd dans la balance électorale.

M. Mondale esquive ensuite une question sur l'ampleur du déficit du temps où il était vice-président de M. Carter.

BERNARD GUETTA.

*(Lire la suite page 3.)*

(1) A plusieurs reprises depuis un quart de siècle, des débats télévisés entre candidats à la présidence des Etats-Unis ont eu un impact sérieux sur le résultat. En 1960, M. Richard Nixon, pourtant considéré comme un excellent *debater*, avait « perdu », selon les sondages, face à son adversaire démocrate, John Kennedy : celui-ci, moins connu, partant avec peu de chances, avait emporté les élections. En 1976, le républicain Gerald Ford avait affirmé, lors d'un tel débat : *« Il n'y a pas de domination soviétique en Europe de l'Est. »* M. Jimmy Carter avait été élu. En 1980, face au président démocrate sortant, M. Reagan avait fait meilleure impression aux téléspectateurs américains : il avait battu M. Carter.

# Les métamorphoses du socialisme

## *Une enquête de la rédaction du « Monde »*

Trois ans après l'élection de M. Mitterrand, la gauche a sérieusement infléchi sa politique, prenant quelques libertés tant avec ses promesses d'avant 1981 qu'avec les premiers projets mis en œuvre dans les mois qui ont suivi la victoire. Elue sur un programme dont elle a découvert l'irréalisme, elle a peu à peu modifié sa pratique, puis son langage, allant jusqu'à s'exposer au reproche de trahison, formulé aussi bien par ses partisans que par ses adversaires. C'est à mesurer l'étendue réelle de ces révisions, à en préciser la nature et les causes, que s'emploie *le Monde*, à partir d'aujourd'hui, dans une série de sept articles consacrés aux métamorphoses du socialisme.

Dans un premier article, Thomas Ferenczi montre comment les rebondissements de la « querelle scolaire » ont mis en évidence, au-delà même de l'école, le vieillissement d'un système de valeurs auquel la gauche s'est longtemps identifiée. Dans les deux articles suivants, Alain Vernholes étudiera les revirements de la politique économique, des illusions du projet socialiste à la découverte du capitalisme réel, et dans le quatrième article Jacques Amalric examinera l'évolution de la politique étrangère. Deux éclairages seront ensuite proposés, l'un géographique par Daniel Vernet, qui analysera les « contre-modèles » appliqués dans les autres pays d'Europe, en particulier en Espagne et en Suède, et l'autre historique par René Rémond, qui rappellera les précédentes expériences socialistes en France. Enfin, Pierre Drouin s'interrogera, en conclusion, sur ce que peut être un socialisme du temps de crise.

*(Lire page 8.)*

## *AU JOUR LE JOUR*

## Victimes

*La guerre que se livrent sur tout le territoire les véritables amoureux de la nature et les maniaques de la gâchette a fait une nouvelle victime.*

*Dans le Var, des chasseurs de sangliers ont tué un homme pour le punir de s'être opposé à leur présence sur sa propriété.*

*La victime était membre du Rassemblement des opposants à la chasse. Il a payé sa cause et son bon droit de sa vie.*

*On attend avec intérêt les réactions politiques à ce drame.*

*Qui se lèvera pour dénoncer le climat d'insécurité entretenu dans nos campagnes, dimanche après dimanche, par des groupes d'hommes armés jusqu'aux dents ?*

BRUNO FRAPPAT.

LA CRISE DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

# Il n'y a pas de modèle Renault

par BRUNO DETHOMAS

La volonté de la régie Renault de négocier dès le 15 octobre avec les syndicats un pacte social fondé sur la formation, la mobilité et l'acceptation d'un objectif de productivité a quelque peu déminé le dangereux terrain de l'automobile. C'est si vrai que le rapport Dalle, commandé par M. Mitterrand au président de L'Oréal, naguère jugé trop explosif, sera rendu public dans le courant du mois d'octobre ; Mme Cresson s'y est engagée. Même s'il est limé entre-temps par de hauts fonctionnaires de ses aspérités les plus douloureuses.

On aurait tort pour autant de croire que la réalité a changé, que tous les travailleurs de Peugeot, de Renault et des équipementiers pourront être formés, que les effectifs en surplus dans l'automobile seront reclassés sans difficultés. M. Calvet, le président de Peugeot, a raison de dire que *« promettre cela, ce serait faire injure aux 2,5 millions de chômeurs »*.

*« Il n'y a pas de modèle Renault »*, affirme-t-on d'ailleurs au ministère du redéploiement industriel, où l'on doit commencer à être inquiet des retombées des propos de M. Hanon. Ne dit-on pas que, dans le dossier Creusot-Loire, la CGT a *laissé entendre que la solution* Renault – formation et assurance *de reclassement – devrait être* appliquée ? Chaque constructeur a dessiné sa voie : Talbot et Peugeot d'abord, Citroën ensuite, Renault maintenant. Il n'y a pas de solution globale. Pas question donc de former *« les 800 000 travailleurs de la branche automobile »* comme on le lit ici ou là. Même si le centre de formation technologique des travailleurs de l'automobile, créé par M. Bérégovoy, pour traiter des 1 950 « licenciés-formés » de Citroën, envisage naturellement d'étendre son activité de formation (en premier lieu avec Renault, même si la Régie entend mettre des moyens propres en place).

De 1978 à 1983, les effectifs de la construction automobile en France ont baissé de 17 % pour atteindre 233 000 personnes. *Crûment*, le rapport de M. François Dalle réduit ce nombre de 70 000 d'ici à 1987. Sans doute extrapole-t-il trop mécaniquement les tendances. Mais, pour faire comprendre qu'il ne croit guère au *plan Renault – si celui-ci doit être* financé par la Régie, – M. Calvet fait aussi de l'arithmétique simple. Il est admis – ce fut même un objectif précisé par M. Mauroy devant l'Assemblée nationale – qu'il faut gagner entre 6 % et 8 % en productivité chaque année pour rester compétitif au niveau mondial. Peugeot comme Renault ajoutent qu'ils devront embaucher des jeunes (1 % des effectifs par an) pour des raisons de spécialisation comme de *pyramide des âges dans leurs* entreprises. Face à cela, les départs naturels représentent désormais, sur un marché du travail difficile, à peine 2 % par an, et le marché automobile n'est pas censé croître – en moyenne annuelle – de plus de 1,5 % à 2 % par an (il baissera même de 10 % en France en 1984). Comme les mises en préretraite sont en train, de l'avis même des pouvoirs publics, d'atteindre *leurs limites et* que l'aide au retour aura bientôt fait *le plein de ses volontaires*, les effectifs devront inexorablement baisser de l'ordre de 3 % à 4 % par an en moyenne. Pour ceux-là, M. Dalle, autant qu'on le sache, prévoyait un système proche de celui qui avait *permis à Fiat de se défaire de* 35 000 salariés – payés ensuite par *l'Etat – sans rompre les liens juridiques* de ceux-ci avec l'entreprise. Une opération qui aurait coûté à l'Etat français entre 1985 et 1988 un peu plus de 5 milliards de francs.

*(Lire la suite page 40.)*

## « Le Monde de l'économie »

- ***Les difficultés du secteur associatif***
- ***L'immigration clandestine***

Lire pages 23 à 27





# Le prix Nobel de littérature a-t-il un sens ?

**Il y a vingt ans, Jean-Paul Sartre refusait la consécration du prix Nobel, et, depuis, la France a été punie pour cette incartade...**

**Octobre ramène la saison des prix Nobel. Pour la littérature, les choix de l'Académie suédoise ont souvent été contestés, et sont contestables.**

***Quel sera l'écrivain, ou le poète, qui, cette année, ralliera les votes des dix-huit académiciens, sans doute, jeudi prochain ? Quel pays, quel continent, sera distingué ?... Comme toujours, toutes les suppositions sont permises.***

**Dans un pamphlet vigoureux intitulé « Le scandale du prix Nobel », publié dans le dernier numéro du *New York Times Book Review* (30 septembre 1984), l'auteur de *la Mort de la tragédie*, George Steiner, qui enseigne actuellement à l'université de Genève, accuse. Voici des extraits de son texte :**

par GEORGE STEINER

Jusqu'à présent, les choix de l'Académie suédoise ont été capricieux et même trop souvent une insulte à l'esprit critique. Etant donné qu'aucune hiérarchie littéraire ne peut être justifiée objectivement, étant donné le délai inévitable avant qu'un génie ne s'impose, les erreurs, les oublis, les retards dans la reconnaissance du talent étaient inévitables dès le départ. Mais même lorsqu'on a tenu compte de tous ces facteurs, le palmarès de la *« générosité suédoise »* – pour reprendre l'expression naïve de Yeats, lorsqu'il reçut le prix en 1923 – est bien pauvre.

Le tout premier prix fut de mauvais augure. Le nom et les vers de Sully Prudhomme annoncent ce juste milieu officiel qui sera si souvent choisi par les jurés du Nobel. Prudhomme, pourtant, ne fut pas le pire.

Même en tenant compte de la plus large marge d'erreur humaine, peut-on prendre au sérieux une institution – avec ses procédures – qui a ignoré la majorité des plus grands romanciers et des plus grands innovateurs des temps modernes ? James Joyce, Marcel Proust, Franz Kafka, Thomas Hardy, Joseph Conrad, Henry James, André Malraux, Hermann Broch, Robert Musil, D.H. Lawrence, qu'ils aient été remarqués ou non par les jurés, ont finalement été rejetés. Peut-on prendre la défense d'un jury qui préfère l'art de Pearl Buck (1938) à celui, disons, de Virginia Woolf ? Paul Claudel, dont nous pouvons comparer les pièces à celles d'Eschyle et de Shakespeare, ne fut jamais remarqué. Paul Heyse fut choisi, pas Bertolt Brecht. Galsworthy est un Nobel, pas Carlo Emilio Gadda, l'un des romanciers les plus originaux et inventifs de ce siècle.

En poésie, les comptes sont sinistres. Pas d'Ezra Pound, pas de Rilke, pas de Valéry, pas de Wallace Stevens, pas de Kazantzakis, pas de Lorca, pas d'Auden, pas de Fernando Pessoa (un poète des poètes), pas de Cavafy, pas de Mandelstam, pas d'Akhmatova.

On trouve de grands noms sur la liste des canonisés du Nobel, des choix qui allient bon sens et vivacité de jugement. J'ai mentionné Yeats.

*(Lire la suite page 20.)*

Le Monde

# idées

## Le poids des armes

La course aux armements continue de plus belle sans que rien, ou presque, soit fait pour protéger les populations : le général Billotte lance à ce sujet un cri d'alarme. Henri Froment-Meurice expose, de son côté, les problèmes, nombreux, que soulève pour les chefs militaires et politiques l'apparition de types d'armements entièrement nouveaux, dont on ne sait pas à quel point ils sont compatibles avec la dissuasion nucléaire.

## La survie du peuple français

par le général PIERRE BILLOTTE (*)

ALORS que les impératifs quotidiens de l'économie écrasent nos responsables politiques, on a le sentiment que les préoccupations à court et moyen terme qui les assaillent les empêchent d'avoir cette vision ample, *stratégique* et globale qui est la marque des hommes d'État *s'imposant à leur temps.*

En d'autres mots, il est bon et légitime *que les gouvernements* successifs de la législature en cours se soient attachés à essayer de résoudre en priorité les angoissants problèmes du sous-*emploi*, de l'inflation, d'un franc hyper-déprimé, d'un déficit du commerce extérieur cumulé vertigineux et d'un endettement qui vont désormais hypothéquer *notre* marge de manœuvre. Tous problèmes au demeurant infiniment moins graves, pour aussi urgents qu'ils soient, que les grandes questions qui se posent en cette fin de vingtième siècle : *l'unité* de l'Europe *et sa nécessaire* et rapide émergence comme une force *économique et politique* cohérente, et surtout la possibilité de *plus en plus grande d'un* malentendu entre l'Est et l'Ouest.

Ces menaces ne sont pas vaines et théoriques. On a ailleurs analysé cent fois le rapport des forces, qui ne nous est guère favorable. La Suède amie en est depuis trois ans le témoin « privilégié » mais impuissant : je tiens à dire ici qu'il ne *s'agit pas d'« erreurs »* de navigation mais d'une série de tests s'inscrivant dans un plan global très précis de la part de l'état-major voisin à l'endroit d'un neutre paisible et n'appartenant à aucun système d'alliances.

Dès le mois de mars 1982, mes *amis* Jacques Soustelle *(UDF)* et Claude Delorme (député PS au Parlement européen) *sont, sur* mes conseils, allés voir Pierre Mauroy à Matignon pour attirer son attention sur la nécessité urgente pour notre pays de se doter d'une défense civile efficace et de lancer un programme d'abritement décennal s'inspirant de l'exemple helvétique.

Nous tenions à informer le nouveau *chef du gouvernement de* la naissance du Haut Comité français pour *la défense civile,* dont mon ami Maurice Schumann a bien voulu assumer la présidence après que j'en eus établi les structures et qui rassemble maintenant sous son autorité souriante plus de 420 parlementaires des deux Assemblées, *majorité* et opposition confondues (PC *excepté...*) et les 250 maires *des principales villes* de France, ainsi que la quasi-totalité des *conseils généraux et régionaux.* Pierre Mauroy nous écouta avec cette gentillesse sincère qui est la sienne, opina dans notre sens, nous encouragea de la voix puis nous confia à ses services, dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils montraient une certaine lourdeur à comprendre *nos arguments,* pourtant fondés sur le sens le plus commun *qui soit. Nous allâmes donc plus* haut, et le président Mitterrand *voulut bien recevoir une délégation* de notre comité en juillet 1983, *parlementaires socialistes et de* l'opposition confondus. Le chef de *l'État nous dit sans réticences qu'il* approuvait notre démarche et nos initiatives et qu'il *lui* paraissait urgent que les Français fussent informés de la nécessité d'une défense civile à la hauteur de nos moyens d'attaque, soulignant lui-même combien le péril à l'Est lui paraissait chaque jour plus inquiétant et qu'il convenait de situer désormais la défense civile dans le cadre de la menace des euromissiles.

*Sur les moyens et les voies de* lancer un tel programme, on fut assez respectueux *pour ne pas* importuner le président en insistant trop, *or nous demandions peu :* l'équivalent des frais de fonctionnement d'une maison de la culture et une information scientifique et impartiale régulière sur les ondes de la télédiffusion nationale, à l'exemple de ce qu'ont obtenu les organisations de consommateurs pour les *défendre contre certaines distorsions* trop criantes du marché.

Deux ans après notre visite à Pierre Mauroy et un an après celle rendue au chef de l'État, où en sommes-nous alors que le Haut Comité français pour la défense civile est à la veille (1) de tenir ses deuxièmes assises parlementaires *de la défense civile ?*

### Guère plus avancés...

Guère plus avancés, il convient de le dire. Sous l'œil consterné des sénateurs et députés, la défense civile voit son maigre budget rétrécir de plus en plus et les pouvoirs publics l'ignorer ou ne reconnaître son utilité que de façon tout à fait rhétorique. Certes, Pierre Mauroy, *avant de quitter Matignon,* a quand même décidé de faire débloquer un *demi-million de francs pour permettre* au Haut Comité de continuer à *faire quelques études, mais quelle* insuffisance quand il s'agit de la *survie de nos populations civiles* en cas de conflit !

Qu'on ne vienne surtout pas *nous dire que le programme* d'abritement décennal que nous réclamons *est si énorme qu'il est* infinançable en l'état actuel de nos *finances publiques et qu'il* vaut donc mieux faire une impasse discrète. C'est une erreur profonde, et qui peut être fatale s'il n'y est *remédié.* Le Sénat, grâce aux travaux économiques menés par l'université de Bordeaux, prouvera au cours de notre journée du 9 octobre *que plusieurs dizaines de millions* d'abris sont finançables sans toucher *au budget de l'État.* Bien mieux, l'État sera bénéficiaire dans l'opération *par le produit de la* TVA, et au moins deux cent mille emplois sont induits directement ou non par un tel programme décennal.

Chiffres contestables ? Que l'on écoute d'abord les économistes de l'université de Bordeaux, placés sous la direction du professeur Michel Robine, que les pouvoirs publics en discutent avec notre *Haut Comité de défense civile et en* commissions parlementaires, mais *que le débat ait lieu, sincère,* démocratique, sans chercher à l'esquiver, car, encore une fois, il s'agit de la survie de millions de Français en cas de conflit. *L'enjeu vaut bien* que l'on transcende les querelles idéologiques et les présupposés. C'est ainsi que l'ont compris les huit cents parlementaires, élus régionaux et maires qui nous soutiennent, tous horizons politiques confondus. C'est ainsi que nous souhaiterions désormais une collaboration plus étroite et franche avec les pouvoirs publics, quelle *que soit leur philosophie politique.*

(*) Ancien ministre de la défense, président d'honneur du Haut Comité français pour la défense civile.

(1) Le 9 octobre au Sénat, salle Médicis.

## Défense et technologie

par HENRI FROMENT-MEURICE (*)

FAUT-IL redouter les nouvelles technologies qui font leur apparition dans le domaine de la défense ? Faut-il au contraire s'en féliciter ? Vont-elles contribuer à renforcer la sécurité ou avoir des effets déstabilisants ? Ces questions ont fourni le thème central du 26e congrès de l'Institut international des études stratégiques (IIES), qui s'est tenu le mois dernier.

Disons-le tout de suite : les réponses ont été si loin d'être unanimes que l'impression générale est finalement celle d'une grande incertitude. Que de nouvelles technologies émergent, personne certes ne peut en douter. C'est ainsi que, dans le domaine conventionnel, les armes dites « intelligentes », capables par leur puissance et leur haute précision d'attaquer les points fixes et les concentrations de l'adversaire sur ses arrières immédiats, peuvent puissamment contribuer à diminuer l'avantage dont disposent actuellement en Europe les forces classiques du pacte de Varsovie. Mais quel en serait le coût ? Et la correction du déséquilibre dont souffre l'alliance en permanence depuis trente-cinq ans peut-elle s'opérer par la seule introduction de ces nouvelles armes ?

S'agissant par ailleurs des armes nucléaires offensives, le fait majeur est sans aucun doute la vulnérabilité croissante des fusées intercontinentales (ICBM) basées à terre. La protection de leur capacité de survie pose donc des problèmes fondamentaux, et si la nécessité de leur maintien dans la « triade » fusées sol-sol - sous-marins - bombardiers composant l'arsenal stratégique de l'alliance n'est pas mise en question, les moyens pour renforcer cette protection font l'objet d'intenses débats.

Quant à la « guerre des étoiles », ou, pour dire les choses plus simplement, l'introduction de systèmes défensifs capables de détecter puis de détruire les missiles balistiques offensifs, c'est un fait que les techniques sont là, que les Soviétiques les développent et que le président Reagan a lancé un vaste programme de recherches qui, s'il est élu, a de bonnes chances d'être au moins partiellement mis en œuvre. Mais, sans même parler du coût énorme *qu'impliquerait leur déploiement,* les avis divergent considérablement *sur l'étendue et l'efficacité de la protection* réelle qu'on peut attendre de ces systèmes : *s'étendrait-elle* aux populations des cités ? Serait-elle limitée aux objectifs stratégiques, voire aux seules forces ? La défense irait-elle jusqu'à permettre de s'attaquer aux satellites, y compris à ces satellites qui, placés en très haute altitude, jouent un rôle vital de communication, de contrôle et de commandement, et dont la destruction risquerait d'avoir les effets les plus graves sur l'aptitude à conserver une certaine maîtrise d'un éventuel *conflit ?*

### Le temps de l'incertitude

Tout aussi grande est l'incertitude quant aux effets possibles de ces technologies émergentes sur la doctrine d'emploi des forces et la stratégie de la dissuasion, ainsi que sur les réactions des Soviétiques en ce qui *concerne tant la structure* et la composition de leurs propres forces que *l'orientation de leur stratégie.* De même l'impact de ces technologies sur *l'avenir des négociations* de contrôle des armements donne lieu à d'intenses controverses. Même si ces négociations sont loin d'avoir justifié les espoirs mis en elles à l'origine, elles ont introduit un minimum de rationalité dans la course aux armements. Mais leur champ d'application étant celui des systèmes sur lesquels se fonde une dissuasion reposant jusqu'à présent, pour l'essentiel, sur des arsenaux composés d'armes nucléaires offensives, *seront-elles en mesure de traiter* les problèmes nés de l'apparition des nouvelles technologies et d'une évolution dont l'une des plus sérieuses conséquences semble devoir être d'atténuer de plus en plus la frontière entre le nucléaire et le non-nucléaire ?

Toutes ces incertitudes ont cependant un lien commun : *elles sont,* pour l'essentiel, le reflet d'une incertitude plus grande encore, celle qui vient d'une interrogation croissante sinon sur la justesse, du moins sur les limites de l'actuelle stratégie de dissuasion nucléaire. Qui agit sur quoi ? La technologie sur la stratégie ou la stratégie sur la technologie ? Il est difficile de trancher mais, quoi qu'il en soit, l'interaction est évidente. Aujourd'hui, tout se passe comme si les interrogations que suscite l'actuelle stratégie favorisaient l'apparition de nouvelles technologies, et comme si celles-ci à leur tour, loin de répondre entièrement à ces interrogations, en adressaient d'autres à la stratégie. En *creusant davantage, peut-être* trouverait-on que les nouvelles technologies ont entre *elles ceci de commun* qu'elles sont non nucléaires, voire antinucléaires, et qu'elles peuvent donc apparaître comme susceptibles de remettre en question la stratégie de dissuasion nucléaire. Peut-être même le fait que la recherche scientifique ait poussé dans ce sens est-il le signe d'un besoin politique et même spirituel. Mais qui peut dire que les percées ainsi faites doivent être suivies ou que, au contraire, il faut d'urgence essayer de les arrêter ?

Distinguons, cependant. A Avignon, une *tendance assez forte* s'est manifestée en faveur des nouvelles *technologies conventionnelles,* jugées en effet aptes à contribuer à la correction du déséquilibre entre les forces classiques des deux *alliances* sur le continent. Certains, qui ne cachent pas leurs critiques envers la dissuasion nucléaire, y voient en outre le moyen de relever le seuil nucléaire et d'éliminer le danger d'une guerre nucléaire limitée en Europe, au risque de provoquer l'inquiétude de ceux qui, en revanche, craignent que pareille orientation n'incite Moscou à penser que, décidément, les Européens ne sont pas prêts à accepter l'emploi de l'arme nucléaire pour leur défense. Néanmoins, les menaces supplémentaires que ces nouvelles technologies peuvent faire peser sur les points sensibles des arrières adverses paraissent suffisamment efficaces pour justifier leur introduction progressive, d'autant que, selon toute probabilité, les Soviétiques s'en doteront en tout état de cause.

Par contre, le congrès de l'IIES a permis de constater à quel point les arguments avancés par l'administration Reagan pour justifier le lancement d'un considérable programme de recherches sur de possibles systèmes défensifs soulevaient de critiques et d'inquiétudes. Entre les sceptiques et les enthousiastes, nombreux sont ceux qui, notamment en Europe, s'interrogent sur les conséquences d'une telle orientation : découplage entre une Europe non couverte par la « bulle » défensive et une Amérique sanctuarisée ? Remise en question fondamentale de la « *parité nucléaire* » américano-soviétique ? Bref, déstabilisation *générale ? Peut-être. Mais il* n'empêche que le recours à des systèmes défensifs susceptibles d'offrir au cauchemar nucléaire une autre issue que celle d'une stratégie fondée sur la « destruction mutuelle assurée » *(MAD),* en *proposant* l'espoir d'une « protection mutuelle assurée », constitue désormais une option qu'il ne sera pas facile d'enterrer purement et simplement. A sa manière, la « guerre des étoiles » procède, elle aussi, d'une réaction antinucléaire, mais alors que les antinucléaires classiques, si l'on peut dire, cherchent leur solution du côté des interdictions d'emploi ou de déploiement, l'approche Reagan espère découvrir par la voie technologique le moyen de neutraliser l'arme nucléaire.

### Les autres options : complémentaires ou conflictuelles ?

Devant ces tendances, comment ne pas réfléchir aux très sérieuses implications que leur développement pourrait présenter pour la stratégie de défense de notre pays ? Même si certaines évolutions, dont témoigne par exemple la création de la Force d'action rapide, se font jour, notre système demeure pour l'essentiel fondé sur la dissuasion nucléaire. Ce n'est pas contester le bien-fondé de cette option fondamentale que de constater l'apparition, peut-être sous la poussée de forces politico-psychologiques antinucléaires, de nouvelles technologies permettant d'autres options. Complémentaires ou conflictuelles ? Certains tranchent déjà, mais peut-être prématurément.

Ce qui apparaît, en revanche, avec une *relative évidence, ce sont* les difficultés supplémentaires que ces options *nouvelles,* en se concrétisant, nous vaudraient. Du côté des *technologies conventionnelles :* l'idée d'une bataille de l'avant, voire de l'extrême-avant, peut en sortir renforcée, accroissant ainsi les pressions pour amener la France à y participer. Les partisans d'un engagement plus poussé de nos armées dans une telle bataille y trouveront de solides arguments. Du côté également des systèmes défensifs : pour maintenir l'efficacité de l'élément nucléaire de notre force de dissuasion, ne serions-nous pas obligés de multiplier le nombre des ogives pour essayer d'obtenir un effet de saturation et d'améliorer considérablement les aides à la pénétration ? Mais face à la question, plus importante encore, de savoir si nous devrons éventuellement entrer dans la course aux systèmes défensifs, qu'allons-nous faire : rien, coopérer avec les Américains, tenter une entreprise européenne ?

Sans vouloir dramatiser, on ne peut nier que les *conditions sont* réunies pour une sérieuse réflexion, tant au niveau de *l'alliance* qu'en ce *qui* nous concerne. De ce dernier point de vue, il apparaît hautement souhaitable que personne ne s'enferme dans des dogmes rigides, mais que, à l'inverse, personne, pour démolir des dogmes qu'il n'aime pas, ne se serve à la légère d'options nouvelles, peut-être prometteuses mais peut-être aussi dangereuses. Pour asseoir la réflexion sur des bases solides, on aimerait qu'elle soit menée en étroite coopération avec les trois partenaires qui ont le plus à dire et à apporter en la matière : les Américains, les Britanniques et les Allemands. La sagesse serait de vérifier *si nos options sont bien compatibles* avec l'évolution prévisible des technologies et avec les conséquences que l'alliance en tirera quant à sa propre stratégie, à la structure de ses forces et aux objectifs des négociations avec l'Union soviétique.

(*) Ambassadeur de France.



## LETTRES AU Monde

### Le drame des Indiens Miskitos

Je n'ai pas pu lire sans être profondément choqué le paragraphe que MM. Frédéric Deve et Alain Ruellan consacrent, dans leur article sur le Nicaragua publié par *le Monde* du 29 septembre, à la tragédie dont sont victimes les Indiens Miskitos (ainsi d'ailleurs que les Sumos et les Ramas) sous le régime sandiniste. En *tant qu'ethnologue* spécialisé dans l'étude des populations mexicaines et centre-américaines, je n'ai pas cessé de suivre avec intérêt d'abord, puis avec inquiétude, enfin avec un sentiment de révolte, les événements qui se sont déroulés dans la zone côtière orientale du Nicaragua.

*Tous les témoignages, tous* les rapports d'hommes sérieux et honnêtes qui ont été sur place, concordent : le peuple indien vit un drame effroyable, qui n'a d'autre nom que le génocide. La dictature somoziste avait négligé les Indiens. Aussi survivaient-ils selon leur mode traditionnel d'existence, selon leurs croyances *et sur leurs terres.* On pouvait s'attendre à ce que le régime nouveau s'efforçât de les aider à améliorer leurs conditions de vie tout en respectant leur identité. Malheureusement, c'est tout le contraire qui s'est produit. Pour ce qui me concerne, j'ai appris avec stupeur, par des témoins indiscutables, la terrible *vérité :* villages incendiés, récoltes détruites, meurtres, viols, déportations.

« *C'est la première fois dans l'histoire du Nicaragua,* écrivent MM. Deve et Ruellan, *que l'on se préoccupe de réaliser un véritable développement de ce peuple* » : quelle ironie ! Les Miskitos combattent, non point pour ou contre une idéologie, mais pour leurs terres et leur foi, c'est-à-dire pour leur vie même en tant que peuple autochtone.

JACQUES SOUSTELLE,
*de l'Académie française.*

### Amalgame

*M. Pierre Lefranc, dans un article* publié par *le Monde* du 27 septembre 1984, prodigue un certain nombre de conseils à M. Fabius. Il utilise pour cela un thème à la mode, relatif à la nécessaire « diminution des dépenses de l'État ». A l'appui de cette profession de foi, point d'argumentation, mais des exemples particulièrement mal choisis.

Depuis quand les piscines communales, les routes secondaires, les trottoirs des villages ruraux, sont-ils financés par le budget de l'État ? L'administration d'État est-elle responsable de l'attitude des élus locaux qui, selon M. Lefranc, « *devraient être jugés en fonction du respect qu'ils portent aux escarcelles de leurs concitoyens* » ? Cet amalgame est intolérable et prouve une méconnaissance du droit administratif, sans parler des textes récents sur l'autonomie et la responsabilité des collectivités locales.

PHILIPPE RICHARD,
*Inspecteur principal du Trésor (Paris).*

### Toutes les victimes

Je suis encore tout étonné que M. Elie Wiesel, dans son papier sur la torture (*le Monde* du 20 septembre), ait réussi ce tour de force de *ne pas mentionner* le seul pays sur lequel il pouvait avoir une influence décisive : Israël. En effet, dans les territoires occupés depuis 1967, aussi, on déshabille, on promène hommes et femmes les yeux bandés, on se sert de chiens pour les intimider, on *prive les prisonniers* de leurs facultés... et j'en passe. En ce mois de *Roch Hachana* (Nouvel An juif), il faut se rappeler les victimes d'aujourd'hui ; *toutes* les victimes d'aujourd'hui ; bien plus que celles du passé.

MAXIM GHILAN
*(Israélien et juif.)*

Le Monde
5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS – Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 $ ; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 $ ; G.-B., 65 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 800 L. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

Édité par la S.A.R.L. *le Monde*
*Gérant :*
André Laurens, directeur de la publication
*Anciens directeurs :*
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

*Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration*

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

| | 3 mois | 6 mois | 9 mois | 12 mois |
|---|---|---|---|---|
| FRANCE | 341 F | 605 F | 859 F | 1 080 F |
| TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE | 661 F | 1 245 F | 1 819 F | 2 360 F |
| ÉTRANGER (par messageries) | | | | |
| I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS | 381 F | 685 F | 979 F | 1 240 F |
| II. – SUISSE, TUNISIE | 454 F | 830 F | 1 197 F | 1 530 F |

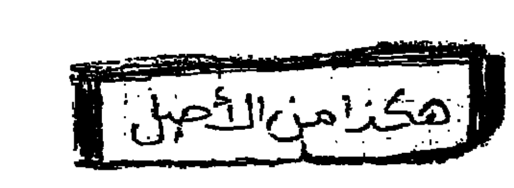
Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



Le Monde

# étranger

## AMÉRIQUES

### Etats-Unis

# Le duel Reagan-Mondale

*(Suite de la première page.)*

Pour le candidat démocrate, cette discussion sur le budget offre aux Américains une occasion de « tester » le *leadership* de M. Reagan. Le *leadership*, dit M. Mondale, c'est une *qualité consistant à voir clairement* ce que sont les problèmes, à les exposer et à les résoudre. Or, poursuit-il, le *« problème central et le plus important »* qu'il a soulevé, et en faveur duquel il a, lui, avancé des solutions, c'est celui du déficit, dont *« tous les économistes s'accordent à prévoir la hausse »*, qui fait grimper les taux d'intérêt, freine les exportations américaines et porte au bout du compte la menace d'une récession.

### Une polémique courtoise

Jamais directe et toujours courtoise, la polémique est lancée. M. Reagan affirme que son adversaire n'a pas *« un plan de réduction du déficit mais d'augmentation des impôts »*. Il s'insurge avec indignation contre ce rôle du *« méchant »*, acharné à sabrer le budget des retraites, dont on voudrait *« démagogiquement »* l'affubler. Il reconnaît que le nombre des personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté s'est accru sous son mandat – mais, dit-il, à un rythme moins fort que sous M. Carter. Il est faux, assure encore le président, que les réductions d'impôt aient favorisé les riches, car la progressivité du taux d'imposition *n'a pas été modifiée*. M. Reagan déclare avec solennité qu'il n'envisage pas de relever la fiscalité.

Un journaliste lui demande aussitôt si cela signifie qu'il n'envisage plus, contrairement à ses déclarations antérieures, de le faire, même *« en dernier ressort »*. Réponse : *« Cela signifie seulement qu'une chute de la croissance n'étant pas à prévoir le problème ne se pose pas. »*

Il se pose bel et bien, rétorque M. Mondale ; mais le président ne veut pas avouer qu'il projette d'instaurer un impôt sur la consommation : les électeurs ne peuvent ainsi comparer l'équité respective de ce système et des sacrifices qu'il se propose pour sa part de demander seulement aux contribuables les plus aisés. Systématiquement, le candidat démocrate dénonce *l'« injustice »* et le manque de *« morale »* de la politique de M. Reagan. Il en donne à deux reprises pour exemple le fait que le vice-président Bush, qui compte, dit-il, parmi les *« hommes les plus riches du pays »*, payait 40 % de ses revenus en impôts en 1981 et moins de 13 % en 1983 – soit moins que *« sa femme de ménage ou son chauffeur »*.

### L'avortement en question

L'avortement maintenant. M. Reagan veut le voir à nouveau interdit par la loi. Ce n'est pas une question de religion, mais de respect de la Constitution : tant qu'il n'a pas été prouvé scientifiquement qu'un foetus (un *« non-né »*, dit-il) n'est pas un être humain, l'avortement reste un *meurtre, qui devrait être réprimé* comme tel par les lois en vigueur. Seule exception possible à ses yeux : les cas où la vie de la mère est en danger.

La tradition a toujours été aux Etats-Unis, rétorque M. Mondale, *« de laisser chacun trancher des questions morales fondamentales »*. Il serait inconcevable que l'Etat veuille résoudre ce problème, qu'il s'arroge le droit d'entrer dans les appartements pour décider à la place des *familles*, et que l'interruption d'une grossesse, fruit d'un viol ou d'un inceste, soit considérée comme criminelle.

D'une profonde orthodoxie reaganienne, cet argument « anti-Etat » *M. Mondale justifie par le même biais* son opposition au rétablissement de la prière dans les écoles. *« Voulons-nous*, demande-t-il, *que les politiciens locaux aient à rédiger des prières* [pour les écoliers] ? » M. Mondale démontre que ses convictions religieuses ne sont pas en cause : sa foi profonde, dit-il, est même probablement la raison *« de son engagement politique »*. Mais il dénonce *« une tendance croissante et inquiétante à utiliser en politique sa propre interprétation de la foi pour imposer ses vues aux autres » (...)*

*« La foi*, ajoute-t-il, *est forte aux Etats-Unis parce que la politique en est séparée. »* En effet, lui rétorque M. Reagan, il faut conserver le *« mur »* existant entre l'Etat et la religion. La Constitution ne dit certes pas que l'Etat doive *« entraver »* l'exercice de la religion. Or c'est, à ses yeux, ce qui se passe actuellement.

Pourquoi, lui demande-t-on, vous voit-on si rarement suivre un office ? A cause des risques d'attentat qui pourraient coûter tant de vies, répond-il. Et si l'*« Eglise me manque, je crois que le Seigneur comprend »*. Conclusion du candidat républicain : *« Nous avons à recommencer encore le monde. »* Conclusion du candidat démocrate : *« Nous sommes grands, mais nous pouvons être plus grands encore. »*

En près d'une heure trois quarts, M. Mondale ne s'en est pas pris une seule fois à M. Reagan personnellement. Il a au contraire déclaré qu'il *« aimait bien »* le président et qu'il fallait porter à son crédit le renouveau d'enthousiasme sensible dans le pays. Mais il n'aime pas sa politique !

Les compliments de M. Mondale tenaient beaucoup du discours d'hommage au retraité méritant ! Et la presse américaine dans ses premières réactions s'accorde à juger la prestation de M. Mondale meilleure que celle de M. Reagan. C'est le début d'un suspense, bien absent jusqu'à lors.

BERNARD GUETTA.




## Le Parti démocrate mis en cause dans ses tréfonds

De notre correspondant

Washington. – Dans son premier débat télévisé avec le président sortant, M. Mondale n'avait pas seulement à essayer de rattraper son propre retard. Dans une certaine mesure, c'est l'avenir même du Parti démocrate qui *était également en jeu ce soir-là*, car dominant depuis Roosevelt et le New Deal des années 30, ce parti est aujourd'hui en mauvaise posture.

Il y a un an encore, 56 % des Américains se disaient démocrates ou proches des démocrates, alors que 33 % d'entre eux seulement s'identifiaient au Parti républicain ou penchaient vers lui. Il y a un mois, cet écart s'était réduit à 11 points ; et il n'est plus maintenant, à en croire un sondage publié le week-end dernier par le *New York Times*, que de 2 points (46 % contre 44 %), soit une marge statistiquement insignifiante.

Une très large majorité des électeurs considère ainsi que le *Parti républicain est plus à même* que son adversaire démocrate d'assurer la force de l'économie (54 % contre 27 %) ; de lutter contre le chômage (45 % contre 37 %) ; de réduire le déficit budgétaire (44 % contre 29 %) et de doter le pays de *« solides »* capacités de défense (64 % contre 18 %).

Les démocrates n'arrivent à peu près à égalité (34 % contre 37 %) que pour ce qui est d'éviter les dangers de guerre. Ils sont, en revanche, considérés comme davantage susceptibles de défendre les retraites et l'assistance médicale (54 % contre 24 %), de faire preuve d'équité sociale (43 % contre 34 %), et 46 % des électeurs, contre 36 %, considèrent surtout que le Parti démocrate est le plus enclin des deux à prendre en compte leurs besoins et leurs préoccupations.

Ces chiffres semblent indiquer qu'une bonne part de ceux-là mêmes qui ont le plus besoin de l'Etat pour leur assurer une redistribution et une protection sociale voient désormais une promesse d'amélioration de leur sort *dans le libéralisme économique* mis à la mode par M. Reagan.

Cette évolution de fond marquant une rupture profonde avec un demi-siècle de valorisation de l'*Etat-providence* se traduit en particulier par un ralliement spectaculaire des jeunes générations au parti du président sortant. Plus de la moitié des électeurs âgés de dix-huit à vingt-neuf ans (53 % contre 37 %) se réclament, en 1984, du Parti républicain ou sympathisent avec lui ; et le nombre des *partisans de la peine de* mort a doublé en dix ans dans cette tranche d'âge.

Les démocrates ont donc devant eux des temps difficiles s'ils ne parviennent pas rapidement à modifier leur image – ce qu'avait vainement tenté de leur proposer M. Gary Hart durant la campagne des « primaires ».

Un autre sondage publié ce même week-end par le *Washington Post* indique, d'ailleurs, que l'audience de M. Reagan parmi les électeurs qui se sont inscrits sur les listes depuis 1981 est à peine moins solide que parmi ceux qui l'étaient avant cette date (14 % contre 19 %). L'un des principaux espoirs des démocrates pour l'élection présidentielle avait été que l'inscription sur les listes des plus démunis – des Noirs notamment – leur donnerait un avantage sur les républicains. Or les plus démunis se sont mobilisés, mais ils n'ont pas été les seuls... et M. Reagan ne s'en porte pas plus mal.

B. G.

### LÉGÈRE BAISSE DU CHOMAGE EN SEPTEMBRE

Le chômage, aux Etats-Unis, a de nouveau diminué en septembre, mais légèrement, retombant à 7,4 % de la population active, contre 7,5 % en août. Cette baisse s'est produite malgré un accroissement du nombre des personnes sans emploi pour la première fois depuis la fin de la récession (automne 1982).

Il s'agit du taux le plus bas enregistré depuis août 1981, excepté celui de juin dernier, qui avait atteint 7,1 %. Le chômage est maintenant inférieur à ce qu'il était quand M. Reagan est arrivé au pouvoir, en janvier 1981 (7,5 %).

Environ 105,2 millions d'Américains avaient un emploi le mois dernier et 8,46 millions étaient au chômage, selon les statistiques du département du travail, qui précise que 270 000 emplois ont été créés en septembre.

Le taux de chômage américain *était demeuré stable en août et* avait augmenté de 0,4 point en juillet, une hausse considérée comme temporaire par certains économistes.

La plupart des experts estiment que le chômage ne devrait plus baisser de façon notable au cours des prochains mois en raison du tassement relatif de la reprise économique américaine.

### LE GÉNÉRAL WESTMORELAND CONTRE LA CHAINE CBS

Un procès en diffamation intenté par le général Westmoreland, ancien commandant des forces américaines au Vietnam (1964-1968), contre la chaîne de télévision CBS, doit s'ouvrir le mardi 9 octobre à New-York. L'officier réclame 120 millions de dollars, en réparation de la diffusion, en 1982, d'un documentaire de 90 minutes intitulé « Les ennemis non recensés : *tromperie sur le Vietnam* », *dans* lequel l'auteur, le journaliste Mike Wallace, assurait que les plus hauts responsables militaires en poste à Saigon avaient caché au président des Etats-Unis la force réelle des effectifs vietcongs engagés face aux GI's. *L'objectif aurait été de persuader* l'exécutif et l'opinion que la guerre pouvait être gagnée, au prix d'envois de renforts somme toute modestes.

Une autre dimension de ce procès est qu'il met en cause le pouvoir des médias américains. Actuellement, la presse est, aux Etats-Unis, protégée par un arrêt de la Cour suprême de 1964, décidant qu'une personnalité publique ne peut obtenir des dommages et intérêts d'un organe d'information que si la malveil*lance et le caractère délibéré*ment mensonger sont prouvés.

Les dirigeants de la CBS et les journalistes américains estiment, dès lors, qu'une victoire du général Westmoreland réduirait gravement la capacité de la presse à *faire un travail d'enquête véritable*. Pour l'officier et son entourage – notamment une fondation conservatrice qui l'a constamment appuyé, – il s'agit bel et bien de rappeler aux journalistes, considérés comme trop arrogants, trop puissants, trop libéraux, qu'ils ne sont pas au-dessus des lois. – *(AFP, Reuter.)*

### Argentine

#### M. ALFONSIN CONFIRME QUE LES MILITAIRES COUPABLES DE VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME SERONT POURSUIVIS EN JUSTICE

Buenos-Aires *(AFP)*. – Les quelque mille trois cents officiers argentins accusés de violations des droits de l'homme durant le régime militaire *« seront poursuivis en justice »*, a réaffirmé, samedi 6 octobre, M. Raul Alfonsin, en écartant la possibilité de *« menaces militaires »* contre la démocratie.

Selon le président argentin, les militaires mis en cause dans l'enquête de la commission officielle pour les personnes disparues (CONADEP) doivent être jugés en évitant tout *« esprit de vengeance ou de revanche »*. La CONADEP a présenté à M. Alfonsin, le 20 septembre, un rapport sur la disparition de milliers de citoyens à l'époque de la répression militaire contre l'extrême gauche, après 1976.

### Bolivie

#### LE PC QUITTERAIT LE GOUVERNEMENT

La Paz *(Reuter, UPI)*. – Le *Parti communiste prosoviétique*, membre de la coalition gouvernementale, pourrait quitter le gouvernement de M. Siles Zuazo, selon des informations de bonne source recueillies à La Paz, dimanche 7 octobre. Le ministre des affaires étrangères, M. Mario Rueda, a lui-même déclaré que le cabinet remettrait sa démission collective afin de permettre au président de réorganiser son équipe dirigeante.

**[M. Siles Zuazo a accédé au pouvoir le 10 octobre 1982, il y a juste deux ans, et il est soumis depuis plusieurs mois à de violentes pressions des groupes d'opposition qui réclament sa démission. La coalition gouvernementale, qui comprend quatre formations, dont le PCB, est elle-même déchirée et divisée. M. Siles Zuazo a déjà procédé à trois remaniements ministériels en deux ans.]**

● *M. Jean-Michel Baylet à Panama.* – Le secrétaire d'Etat aux relations extérieures, M. Jean-Michel Baylet, représentera la France aux cérémonies d'investiture du président de la République du Panama, M. Nicolas Ardito Baretta, a annoncé le Quai d'Orsay. M. Barletta a été élu le 6 mai dernier, et les cérémonies auront lieu jeudi 11 octobre. – *(AFP.)*

## PROCHE-ORIENT

### EN BUTTE A L'HOSTILITÉ DE DAMAS

# M. Arafat continue à chercher un pays d'accueil pour le Conseil national palestinien

Le colonel Kadhafi a souligné, le dimanche soir 7 octobre, l'*« impérieuse nécessité »* pour la résistance palestinienne de s'unifier sous le commandement d'un chef unique d'un *« acier bien trempé »* et l'a invitée à diriger ses coups contre le régime jordanien pour *« punir »* le roi Hussein d'avoir renoué avec l'Egypte. Le souverain jordanien doit *« payer le prix de sa bassesse et de son inconséquence »*, a affirmé M. Kadhafi, qui a ajouté : *« Un seul chef palestinien doit unifier les organisations palestiniennes, par le fer et le feu si nécessaire, et tout Palestinien qui ne s'acquitterait pas de l'impôt du sang et de l'argent doit être tué. »*

Cette prise de position a coïncidé avec une nouvelle attaque de M. Georges Habache, secrétaire général du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), contre M. Yasser Arafat, dont il a souhaité la *« chute »*, *« puisqu'il ne représente pas un dénominateur commun pour le peuple palestinien »*. M. Habache a dit : *« Nous sommes prêts à prendre une position claire au sujet de M. Arafat, à condition que l'alliance nationaliste* (coalition d'organisations palestiniennes prosyriennes) *soit diposée à mener la lutte contre celui-ci par les moyens démocratiques et à l'intérieur des institutions légales palestiniennes. »*

### L'échec de la médiation algérienne

Nullement découragé par les attaques dont il est l'objet, M. Arafat cherche toujours un pays d'accueil pour le Conseil national palestinien. Devant les réticences de l'Algérie à accueillir la dix-septième session du Parlement palestinien en raison du veto de la Syrie et des organisations palestiniennes qui lui sont proches, le chef de l'OLP examinerait actuellement diverses options pour réunir le CNP avant la fin de l'année, en passant outre à l'hostilité de ses adversaires. Une des possibilités les plus sérieusement envisagées serait de convoquer la prochaine session du CNP dans un *« pays méditerranéen tiers »* qui pourrait être la Grèce, Chypre ou Malte. Il n'est pas exclu que le choix du chef de l'OLP se porte sur Bagdad, qui se serait proposé en effet, ou même sur Tunis, le siège de la Ligue arabe.

A ce propos, l'un des proches de M. Arafat, M. Abou Iyad, a confirmé dimanche, dans une interview au journal *Al Watan* publié à Koweït, que la médiation algérienne entre l'OLP et la Syrie avait échoué. Celle-ci, a-t-il dit, a posé une condition inacceptable pour une rencontre avec des dirigeants palestiniens : que le comité central du Fath *« renie et destitue Arafat »*.

Le dirigeant palestinien a indiqué que la mission de réconciliation menée par le président algérien Chadli Bendjedid et son collègue sud-yéménite, M. Ali Nasser, avait tourné court, et il a ajouté que ce dernier était en Union soviétique pour chercher à convaincre le Kremlin d'amener les Syriens à un rapprochement avec M. Arafat. Il a précisé que ce dernier avait, pour sa part, abordé cette question avec M. Andrei Gromyko en Allemagne de l'Est, en ajoutant : *« Nous et les Syriens, nous n'avons pas d'autres choix que de nous unir afin de faire face à l'offensive américano-sioniste. »*

### Une nouvelle campagne d'arrestations

Il ne semble pas toutefois que ces tentatives de rapprochement avec Damas puissent réussir dans l'immédiat. Au contraire, selon l'agence palestinienne d'information Wafa, les rapports entre la Syrie et l'OLP se sont encore tendue à la suite d'une nouvelle et vaste campagne d'arrestations *« de dizaines de cadres du Fath en Syrie et au Liban du Nord »*. *« Au moment où la révolution palestinienne fait tous ses efforts en vue de limiter le différend qui l'oppose à la Syrie, et au moment où des efforts sont déployés par les frères algériens et sud-yéménites auprès d'elle, nous avons été surpris par les mesures prises par les autorités syriennes »*, a indiqué un porte-parole palestinien, qui a ajouté que les militants arrêtés subissaient *« les tortures les plus sauvages »*.. – *(AFP, Reuter.)*

## M. Paul Marc-Henry a reçu le Prix de l'amitié franco-arabe

A l'issue de l'assemblée générale de l'ASFA (Association de solidarité franco-arabe), le Prix de l'amitié franco-arabe a été remis, le samedi 6 octobre, à MM. Paul Marc Henry, ancien ambassadeur de France au Liban, pour son livre *les Jardiniers de l'enfer* (prix décerné à un auteur français), Bouzid pour *la Marche, voyage à travers la France profonde* (prix décerné à un auteur d'origine arabe), et à Mme Nadia Benjelloun-Olivier pour *la Palestine, des stratégies, un destin* (prix Mahmoud-Hamchari).

La résolution politique adoptée par l'assemblée générale *« regrette que la France... semble avoir renoncé à jouer un rôle de premier plan »* au Proche-Orient. Elle demande au gouvernement français de prendre l'initiative de convoquer dans les prochains mois à Paris *« une conférence internationale pour la paix au Proche-Orient »* sous l'égide des Nations unies et *« sur la base de toutes leurs résolutions »*. L'Association souhaite la *« participation de tous les Etats intéressés, des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'URSS et de l'OLP »*.





# AFRIQUE

## LE CONFLIT TCHADIEN

### Les divergences entre Paris et N'Djamena demeurent

Après plusieurs jours de confusion et d'incertitude, l'application de l'accord franco-libyen du 16 septembre sur le Tchad a été relancée, alors que M. Hissène Habré regagnait N'Djamena, le dimanche 7 octobre, à l'issue d'une visite de trois jours à Paris. Avant de quitter la capitale française, le président tchadien nous a déclaré, samedi soir, que ses entretiens, notamment avec M. François Mitterrand, s'étaient déroulés dans une *« atmosphère très amicale »*, que les problèmes avaient été abordés *« avec beaucoup de sérieux et de franchise »*, que *« rien n'avait été laissé dans l'ombre »* et que les points de vue de la France et du Tchad s'étaient *« rapprochés »*.

Des divergences demeurent entre Paris et N'Djamena, mais les explications fournies ont permis d'assainir le climat. Tout en ne s'estimant pas concerné par l'accord franco-libyen, puisqu'il en a été tenu à l'écart, M. Hissène Habré a fait un geste en assurant qu'*« une solution satisfaisante pour tout le monde sera trouvée et annoncée en son temps »* à propos des observateurs du désengagement militaire. Cette *« solution »* pourrait être révélée à l'issue d'un conseil extraordinaire des ministres qui devrait se réunir rapidement à N'Djamena.

De son côté, la France fournit une aide exceptionnelle au Tchad, non seulement dans le domaine de l'assistance militaire, mais également dans la lutte contre la famine. Lundi matin, un appareil transportant35 tonnes de blé – premier d'avions et de navires chargés de ravitailler le Tchad – s'est envolé du Bourget à destination de N'Djamena.

Cet effort accru de coopération joint à une meilleure compréhension réciproque sont à porter à l'actif de la série de consultations dont la capitale française a été le théâtre en fin de semaine dernière.

#### « Libyens blancs » et « Libyens noirs »

A la lumière des discussions dont la capitale française a été le théâtre la semaine dernière, notamment à l'occasion du « mini-sommet » de vendredi à l'Elysée, l'ambiguïté de l'accord franco-libyen semble concerner le point crucial de savoir *qui* se retirera du nord du Tchad d'ici à la mi-novembre, soit avant la fin du délai de quarante-cinq jours prévu par Paris et Tripoli. N'Djamena fait une distinction, jugée fondamentale entre *« Libyens blancs »* et *« Libyens noirs »*. Les premiers sont faciles à repérer et se retireront. Mais les seconds – *« des descendants de Tchadiens installés depuis plusieurs générations en Libye »*, – qui servent dans les rangs de la légion islamique recrutée par Tripoli, resteront dans le nord du pays avec l'important matériel de guerre fourni récemment par la Libye. Tel est le sentiment des officiels tchadiens.

N'Djamena en est d'autant plus persuadé que, à ses yeux, l'opposition tchadienne – les « coalisés » de M. Goukouni Oueddeï n'ayant plus de troupes, – *« n'existe plus sur le terrain en tant qu'armée »*. Les officiels estiment qu'il faut, certes, discuter avec cette opposition, ce qui devrait être l'objet d'une première réunion d'experts avec participation de ministres tchadiens, dont M. Hissène Habré souhaite la tenue avant la fin de l'année à Brazzaville. Mais, sur le plan militaire, *« les Libyens noirs sont baptisés opposition tchadienne »*, et N'Djamena redoute qu'ils demeurent sur place afin de former, au sud de la bande d'Aouzou – occupée par l'armée libyenne – le « glacis » méridional recherché par le colonel Kadhafi.

L'accord du 16 septembre entre la France et la Libye prévoit un retrait *« simultané et concomitant »* des *« forces françaises »* et des *« éléments d'appui libyens »*. A tort ou à raison, la formule adoptée pour qualifier la présence militaire libyenne dans le Nord *(« éléments d'appui au GUNT »)* a été interprétée comme une concession à la Libye, le colonel Kadhafi n'ayant jamais reconnu officiellement que ses troupes étaient stationnées dans cette partie du Tchad. Si l'on en croit de bonnes sources, les Français ont fait valoir à leurs partenaires tchadiens que cette formulation signifiait qu'avec les troupes régulières la légion islamique se retirerait du Nord. Les Tchadiens demeurent sceptiques à cet égard, et c'est pourquoi, vendredi, sur le perron de l'Élysée, le président Hissène Habré a eu la « petite phrase » ; *« L'avenir dira s'ils sont partis ou pas. »*

Les officiels tchadiens ne veulent pas toutefois *« mettre en doute la parole de M. Mitterrand »* – surtout dans cette première phase d'application de l'accord avec Tripoli. Ils semblent, d'ailleurs, toujours persuadés que Paris, négociant en position de force, aurait pu imposer des conditions plus draconiennes au colonel Kadhafi, aux prises avec de sérieux problèmes internes, liés pour une part à ses interventions militaires au Tchad.

Tout en se félicitant de l'aide accrue de la France et des assurances que le président Habré a reçues à Paris, N'Djamena continue d'observer un grand scepticisme à l'égard de l'engagement de Tripoli et se réserve apparemment le droit, le moment venu, en remontant à la conquête des oasis du Nord, de démontrer que la Libye a tendu un *« piège »*. Dans un premier temps, M. Hissène Habré devrait donc laisser les Français jouer, quitte à surveiller, avec la plus grande vigilance, le déroulement du retrait libyen. Mais cette attitude d'expectative n'engage pas l'avenir, le président tchadien s'étant gardé, pour autant que l'on sache, pendant son séjour en France, de s'engager à maintenir ses troupes l'arme au pied.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

### Les troupes françaises ont commencé à évacuer Biltine

De notre envoyé spécial

N'Djamena. – Une phase importante de l'*« opération Silure »* a été déclenchée le dimanche 7 octobre. Le colonel Le Pichon, qui commande le 2e RIMA à Biltine, a, en effet, reçu l'ordre, samedi soir, de commencer l'évacuation de ses troupes sur Abéché. L'opération de repli a débuté dimanche en milieu de journée. De source militaire française, on indique qu'il ne s'agit, dans un premier temps, que d'un *« allégement des stocks et des matériels »*.

Cette précision, qui traduit l'habituel souci des militaires français de souligner que le processus de retrait est à la fois progressif et souple (il peut, à tout moment, être stoppé), ne saurait occulter le caractère hautement significatif de la décision qui vient d'être prise par Paris. De façon lapidaire, on peut dire que si la force Manta se retire de Biltine, c'est que les Libyens commencent eux aussi à évacuer leurs positions. En quittant, le 25 septembre, les postes avancés de Salal (axe ouest) et Arada (axe est) – de façon ostentatoire, – la France voulait montrer qu'elle avait fait le premier geste. La réaction, du côté libyen, s'est fait attendre.

La situation ne s'est débloquée que dans les dernières quarante-huit heures. Le service des écoutes français chargé d'intercepter les liaisons radio des Libyens a, en effet, capté vendredi en fin d'après-midi, un message de Tripoli, probablement adressé aux commandants des différentes unités, ordonnant le début des opérations de retrait. Cette information a été confirmée par l'observation de convois de camions-citernes se dirigeant du territoire libyen vers les positions libyennes les plus septentrionales du Tchad, sans doute les grandes palmeraies de Faya-Largeau et Fada.

Enfin, il semblerait – selon une source non encore confirmée – que le démontage des batteries de missiles sol-air installées à Faya a déjà commencé. L'évacuation des matériels libyens se fera lentement, dans la mesure où certains d'entre eux, notamment les avions qui n'ont pas été utilisés depuis longtemps – ne sont pas, selon certaines informations, en parfait état de marche.

Du côté français, on indique que l'évacuation des troupes s'effectuera par « un mouvement tournant » d'est en ouest. Les sept cent cinquante hommes et les deux cents véhicules basés à Biltine vont se replier sur le « plot logistique » d'Abèche (100 kilomètres au sud de Biltine) où sont stationnés cinquante hommes. Lorsque l'ordre d'évacuer cette dernière localité interviendra, l'ensemble des troupes se repliera sur Ati, base qui commande l'axe central du dispositif de Manta et où sont stationnés trois cents hommes, ainsi que l'escadron de douze chars AMX-10 RC. De là, le repli se poursuivra sur N'Djamena, la base de Moussouro étant la dernière à être évacuée. Théoriquement, la base de Biltine peut être repliée sur Abèche en trois ou quatre jours.

Le centre logistique qui a été installé à N'Djamena, à côté du camp Dubut, est, d'ores et déjà, prêt à accueillir les troupes qui transiteront par la capitale tchadienne avant de regagner la France. Un spécialiste de logistique, le colonel Cardinal, de la FAR (Force d'action rapide) est arrivé de Paris il y a une quinzaine de jours pour superviser toute l'opération.

La capacité d'hébergement de cette base (composée de tentes) est de huit cent cinquante hommes à la fois. Les unités ne doivent toutefois y séjourner que de un à trois jours. Enfin, l'ensemble du dispositif de Manta pourrait – théoriquement – quitter le Tchad en quinze ou vingt jours ; pour 90 % le matériel partira par la route, via le Cameroun. Les convois devraient mettre une dizaine de jours avant d'atteindre le port de Douala. De là, ils gagneront la France par bateau. Les 10 % de fret restants seront acheminés par voie aérienne (il s'agit de matériel dit « sensible » : transmission, missiles).

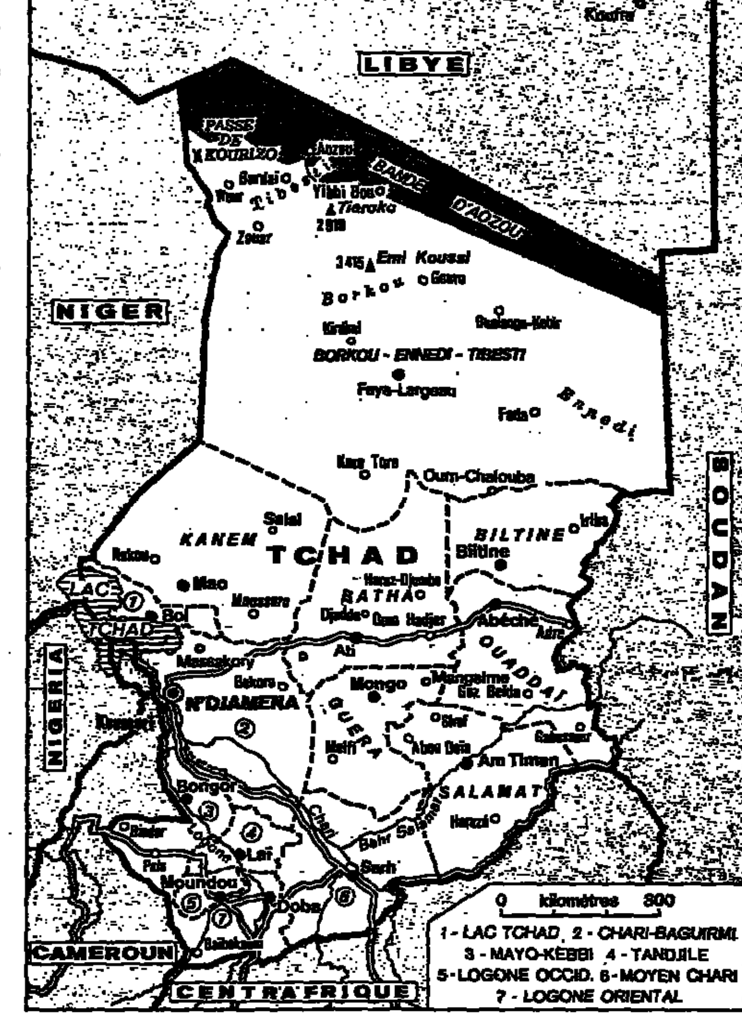
Bref, pour rapatrier les 3 300 tonnes hors véhicules) de fret qui ont été acheminées au Tchad lors de la mise en place de l'opération Manta, trois cent cinquante conteneurs de 30 mètres cubes chacun seront nécessaires. Depuis le 25 septembre, soit le début de l'opération Silure, les avions Transall ont déjà effectué cinquante rotations des bases situées sur les axes à N'Djamena.

Le dispositif militaire de Manta ne sera toutefois pas intégralement rapatrié en France. Il semble, en effet, que le contingent militaire français stationné à Bouar, en Centrafrique, sera notablement étoffé par des éléments de Manta. Il se confirme, d'autre part, que les avions Jaguar et Mirage présents au Tchad resteront – pour un laps de temps indéterminé – dans la région, sans doute sur les bases de Libreville, au Gabon, et de Bouar, cette dernière étant aussi un important centre d'écoutes. Le maintien des avions français non loin du territoire tchadien pourrait faire partie des *« garanties »* que M. Hissène Habré est, notamment, allé chercher à Paris, avec également la confirmation d'une augmentation importante de l'assistance militaire technique (AMT) française au Tchad, qui passerait de trente à environ cent dix coopérants militaires.

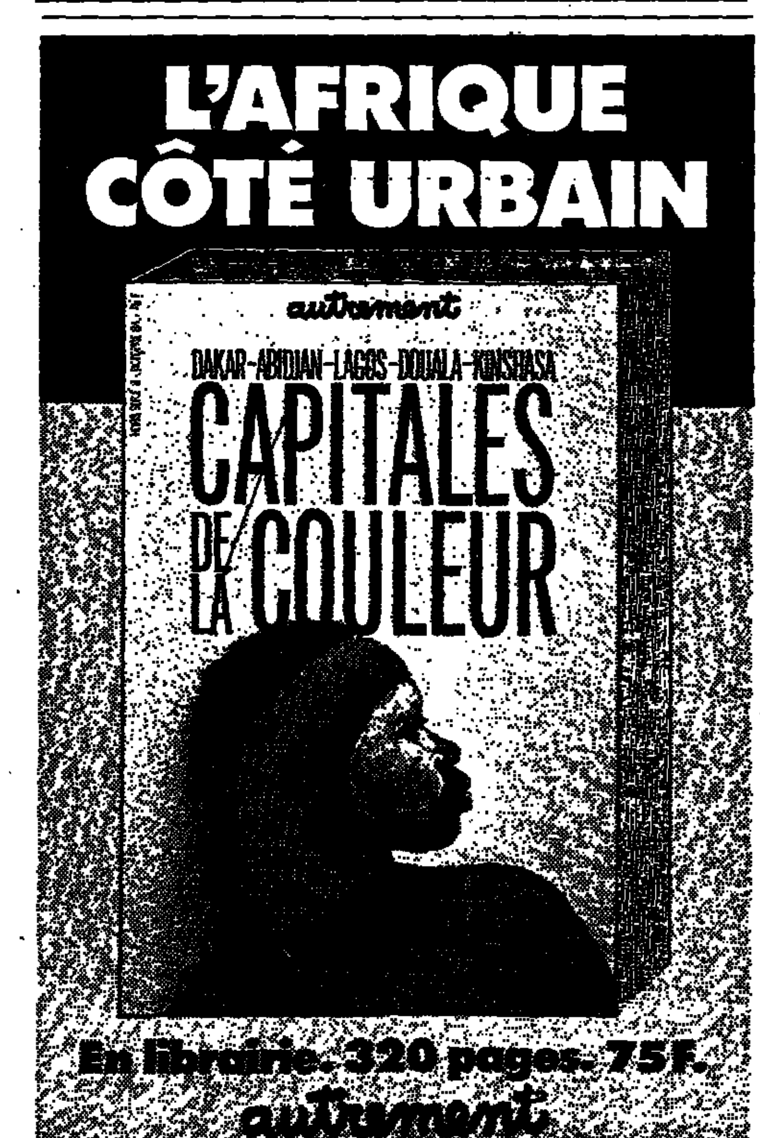
Du côté français, on affichait ce week-end un certain optimisme quant au bon déroulement du processus en cours, qui contrastait avec le pessimisme des dernières soixante-douze heures. Il semble, d'autre part, que la visite à N'Djamena du général Jeannou Lacaze, chef d'état-major général des armées, qui est attendu ici en fin de semaine, soit liée au problème des observateurs. Sur ce point, l'hypothèse d'observateurs libyens apparaît pour le moins surprenante. On voit mal, en effet, comment le gouvernement tchadien pourrait admettre sur son sol un détachement d'officiers libyens, alors même qu'il a refusé la présence d'observateurs béninois, qualifiés de *« mercenaires »* de Tripoli.

Enfin, on indiquait à N'Djamena que les chances de tenir une conférence de réconciliation entre Tchadiens à Brazzaville n'avaient jamais été si grandes. Divers opposants au régime de M. Habré séjourneraient actuellement dans la capitale congolaise, notamment le colonel Kotiga, chef des « codos » rouges, ces maquisards du Sud tchadien, ainsi que M. Djogo, ex-chef d'état-major du GUNT de M. Goukouni Oueddeï.

LAURENT ZECCHINI.






### LE VOYAGE A TRIPOLI DU GÉNÉRAL LACAZE

C'est le 17 septembre, au lendemain donc de la signature de l'accord franco-libyen, que le général Lacaze s'est rendu à Tripoli pour avoir des entretiens avec son homologue libyen. Le chef d'état-major des armées était « uniquement » chargé de mettre au point le volet militaire de l'accord, indique-t-on de bonne source à Paris. Le général Lacaze reste d'ailleurs en contact avec son homologue libyen. On peut se demander pourquoi ces précisions n'ont pas été fournies plus tôt par Paris. Et constater, une fois de plus, qu'en matière de politique africaine les diverses autorités compétentes se livrent à une petite guerre dont l'information fait les frais.



## Maroc

### DES PRISONNIERS POLITIQUES ONT REPRIS LEUR GRÈVE DE LA FAIM

Une quinzaine de personnes ont observé une grève de la faim de vingt-quatre heures, à partir du samedi soir 6 octobre, dans un local attenant à l'église Saint-Merri, à Paris, à l'appel du Collectif des étudiants progressistes marocains.

Ce mouvement entend à protester contre le fait que les grévistes de la faim détenus à Safi, Essaouira et Marrakech, n'ont pas obtenu satisfaction. Frappés de peines de un à quinze ans de prison pour leur participation aux « émeutes de la vie chère », en janvier, les détenus avaient observé une grève de la faim de deux mois afin d'obtenir le statut politique et trois d'entre eux sont morts. Ils avaient suspendu leur mouvement début septembre à la suite des promesses qui leur avaient été faites.

Selon le Collectif, les grévistes de la faim de Safi, Essaouira et Marrakech ont cessé à nouveau de s'alimenter dimanche 7 octobre. Le Collectif précise aussi que les prisonniers politiques d'Oujda font une grève de la faim par roulement depuis le 2 octobre et que treize d'entre eux, tuberculeux, sont hospitalisés. – *(AFP.)*

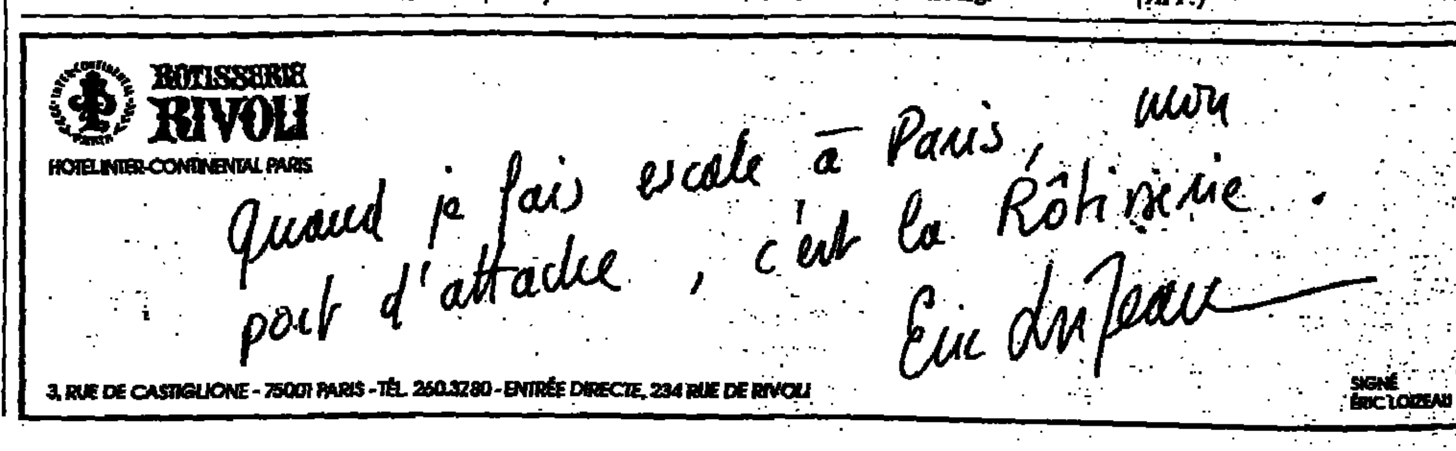
## République sud-africaine

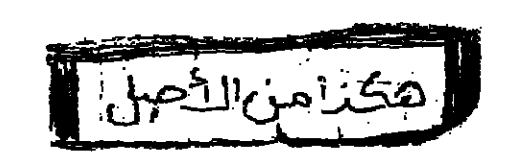
### L'armée prête main-forte à la police pour restaurer l'ordre dans les cités noires

Des soldats ont, pour la première fois, prêté main-forte à la police afin de restaurer l'ordre le samedi 6 octobre, à Joza, l'une des « townships » noires, où des émeutes ont fait plus de soixante-quinze morts en un mois, a annoncé, dimanche, l'état-major de la police à Pretoria. Vendredi soir, le ministre de la loi et de l'ordre, M. Louis le Grange avait annoncé que l'armée serait désormais appelée en renfort chaque fois que la situation l'exigerait pour mettre fin aux violences.

Plusieurs hebdomadaires dominicaux ont critiqué cette décision, affirmant qu'elle était de nature à aviver les tensions. M. Ephraïm Tshabalala, maire de Soweto, a exprimé la même crainte en déclarant que *« le nombre des morts augmenterait »* si la troupe intervenait. Il a ajouté dans une interview à l'hebdomadaire *City Press* que le 21e bataillon d'infanterie serait désormais affecté au maintien de l'ordre dans la « township » de 1,5 million d'habitants située à une quinzaine de kilomètres de Johannesburg.

D'autre part, trois des six dirigeants anti-apartheid réfugiés depuis le 13 septembre au consulat britannique de Durban (Natal), afin d'échapper à un ordre de détention, ont été arrêtés après avoir quitté les locaux diplomatiques. Ils voulaient, selon leur avocat, défier Pretoria, qui refuse de livrer à la Grande-Bretagne quatre Sud-Africains accusés de trafic d'armes en représailles à l'asile offert par Londres aux six militants anti-apartheid. Le ministre de la loi et de l'ordre a jusqu'ici refusé d'indiquer les raisons des poursuites engagées contre les six hommes, une première fois interpellés puis relâchés par la justice en août. Lundi, la Cour suprême du Natal a rejeté l'appel contre les ordres de détention des cinq opposants indiens membres du Congrès indien du Natal (NIC) et du président noir du Front démocratique uni (UDF), composé d'environ sept cents associations anti-apartheid, M. Archie Gumede. – *(AFP.)*



هكذا من الأصل



## Grèce

### DÉMISSION D'UN DES FONDATEURS DU PARTI DE M. PAPANDRÉOU

Athènes *(AFP)*. – M. Assimakis Fotilas, qui avait quitté au mois de juin dernier son poste de secrétaire d'Etat chargé des Grecs de l'étranger, a démissionné *samedi 6 octobre* du PASOK (mouvement socialiste panhellénique), dont il était un membre fondateur, à la suite de désaccords politiques avec M. Papandréou.

Dans une lettre à M. Andréas Papandréou, président du PASOK et premier ministre grec, M. Fotilas (cinquante-deux ans) explique *« qu'il ne veut plus participer aux responsabilités, non seulement du gouvernement mais aussi du PASOK dans sa manière d'appliquer la politique gouvernementale »*.

M. Fotilas a précisé qu'il ne partageait plus les options de politique intérieure et étrangère telles qu'elles sont appliquées et qui ne correspondent pas aux promesses électorales de M. Papandréou.

M. Fotilas, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères dans le premier gouvernement de M. Papandréou, avait été limogé en janvier 1982 pour avoir voulu associer la Grèce à des sanctions prises par les Dix à Bruxelles contre l'URSS dans l'affaire polonaise. Il avait été ensuite chargé des Grecs à l'étranger.

D'autre part, le secrétaire américain adjoint à la défense, M. Richard Perle, se rendra, du 13 au 16 octobre, en Grèce, où il visitera la base navale américaine de Souda (nord-ouest de la Crète).

*« Il est possible qu'il se rende à Athènes quand une rencontre avec un membre du gouvernement grec sera prévue »*, a ajouté seulement le porte-parole d'Athènes.

La presse grecque relève que la visite de M. Perle intervient après la déclaration faite mercredi par M. Papandréou selon laquelle le Boeing sud-coréen abattu par un chasseur soviétique *« effectuait une mission d'espionnage pour le compte de la CIA »*. Les Etats-Unis ont indiqué qu'ils demanderaient à ce sujet *« une clarification officielle »* au gouvernement grec.

## Norvège

### UN INCIDENT AÉRIEN AVEC L'URSS A ÉTÉ ÉVITÉ DE JUSTESSE

*(De notre correspondant.)*

Stockholm. – Deux chasseurs F-16 de l'armée de l'air norvégienne sont intervenus le dimanche 30 septembre dans le nord de la péninsule scandinave pour empêcher un avion civil américain de pénétrer dans l'espace aérien soviétique. L'appareil, un Boeing-707 de la compagnie South Pacific Island Airway, avec deux cents passagers à bord, venait de l'Alaska et se dirigeait vers Amsterdam. Il transportait un contingent des îles Fidji mis à la disposition de l'ONU.

Il n'était qu'à quinze minutes de vol de la frontière soviétique et de la base militaire de Mourmansk au moment où l'erreur de navigation a été observée. Le Boeing s'était alors écarté de 800 kilomètres de sa route, a annoncé, samedi 6 octobre, un porte-parole du ministère de la défense à Oslo.

Selon le pilote américain, le radar de l'avion était défectueux. L'URSS a, rappelons-le, concentré à Mourmansk et dans les ports avoisinants de la presqu'île de Kola les deux tiers de sa flotte de sous-marins stratégiques.

## Turquie

● *Exécution d'un militant d'extrême gauche.* – Un extrémiste de gauche, Ilyas has (vingt-neuf ans), militant de Dev-Yol (la voie révolutionnaire, principale organsiation clandestine de l'extrême gauche turque), a été pendu dimanche 7 octobre dans la prison civile de Buca, à Izmir.

Condamné à mort en octobre 1982 par un tribunal militaire d'Izmir, il est le vingt-sixième extrémiste exécuté depuis le coup d'Etat militaire de septembre 1980. Il avait été reconnu coupable du meurtre d'un garde, en juin 1980, à Izmir, lors d'une tentative de vol.

Cela faisait seize mois qu'aucune peine capitale n'avait été appliqué en Turquie, où dix-sept militants d'exrême gauche et neuf d'extême droite ont été pendus depuis le coup d'Etat. La condamnation à mort d'Ilyas Has avait été approuvée jeudi par le Parlement turc et confirmé par le président Evren. – *(AFP).*

## Italie

# Le Parti communiste exige à son tour la démission de M. Andreotti

De notre correspondant

Rome. – M. Giulio Andreotti, ministre italien des affaires étrangères (démocrate-chrétien), a répondu, pour *la première fois*, le dimanche 7 octobre, par un article publié en première page du quotidien romain *Il Tempo*, aux accusations dont il est l'objet. Trois jours auparavant, en effet, au cours d'un débat parlementaire sur l'affaire du banquier failli Michele Sindona, homme de confiance de la Mafia, et lié à l'époque de sa splendeur à une bonne partie de l'establishment politique, M. Andreotti avait été durement mis en cause par les néofascistes, les radicaux et l'extrême gauche. Cent un députés – contre cent quatre-vingt-dix-neuf – demandèrent sa démission, dont une cinquantaine de « francs-tireurs » provenant des rangs mêmes de la majorité. Seule l'abstention des communistes lui sauva alors la mise.

Mais, le lendemain, désavouant de fait l'attitude du groupe parlementaire, la direction du PCI demandait, à son tour, le départ du dirigeant démocrate-chrétien. Ainsi, *ce qui n'était encore qu'un incident* parlementaire devenait une affaire politique risquant de compromettre sérieusement la carrière de M. Andreotti et notamment l'éventualité de sa candidature à la présidence de la République en juin prochain.

« Mélancolique automne. » C'est sur ce titre que le ministre des affaires étrangères commence sa méticuleuse mise au point sur l'affaire Sindona. Il affirme ainsi que jamais le banquier *« ne* [lui] *demanda aucun titre de faveur »* et ajoute : *« Je ne me suis jamais trouvé dans la situation de devoir prendre des décisions ministérielles ou collégiales qui le concernait, alors qu'à l'époque, d'ailleurs, son prestige, aussi bien ici qu'aux Etats-Unis, était très élevé. »* Il s'attribue, en revanche, le mérite d'avoir obtenu l'extradition en Italie du financier après la signature du traité entre la péninsule et les Etats-Unis, le 13 octobre 1983.

Mis en cause par ailleurs dans le livre de M. Nando Dalla Chiesa, fils du général-préfet assassiné à Palerme le 3 septembre 1982, M. Andreotti nie formellement toutes les accusations de l'auteur et ajoute : *« J'espère que ce rejeton pourra revenir sur ses imprudentes et troubles affirmations. »* Pour M. Andreotti, cette affaire n'est pas dénuée d'arrière-pensées politiques, à la fois dans la perspective de l'élection du chef de l'Etat, mais aussi et surtout pour *« mettre en échec une certaine ligne de politique étrangère »*.

La Démocratie chrétienne a, bien entendu, pris fait et cause pour M. Andreotti, qualifiant les accusations portées contre lui *« d'infondées et calomnieuses »*. Le chef du gouvernement, M. Craxi, a, pour sa part, décidé une brève *« pause de réflexion »*. En revanche, certains partis de la majorité, comme le Parti social-démocrate par la voix de son secrétaire, M. Pietro Longo (démissionné du cabinet pour ses liens supposés avec la loge P 2), profitent de l'occasion pour exiger une « mise au point » sur une politique étrangère trop ouverte au monde arabe et aux pays de l'Est qu'ils n'ont jamais acceptée.

La situation de M. Andreotti est d'autant plus délicate que, désormais, l'opposition communiste exige sa démission. Un éditorial de *l'Unita* soulignait ainsi dimanche que le ministre doit s'en aller *« parce que, sur une question de moralité publique d'extrême importance, il n'a eu en sa faveur que 199 voix sur les 435 députés présents »*.

Les communistes – tout comme les radicaux et les néo-fascistes – soulignent que, au travers des documents et témoignages examinés par la commission parlementaire d'enquête sur l'affaire Sindona, transparaissent de continuelles références à M. Andreotti, qui, pendant six ans, *aurait été ainsi l'interlocuteur privilégié* du banquier et de son groupe, voire, à certains égards, leur protecteur. Le principal agent de liaison entre MM. Andreotti et Sindona aurait été d'abord l'ingénieur Fortunato Federici, puis, après le mort de ce dernier, l'avocat Rodolfo Guzzi. Celui-ci a, par exemple, affirmé devant la commission d'enquête avoir eu huit rencontres avec le ministre démocrate-chrétien et diverses conversations téléphoniques.

Ces faits sont niés par M. Andreotti. C'est en s'appuyant sur diverses dépositions et documents de cet ordre qui concordent sur la réalité et la continuité des liens entre l'homme politique et le banquier failli que communistes et radicaux dressent leur réquisitoire. La majorité de la commission d'enquête parlementaire, en revanche, a rendu des conclusions opposées.

*(Intérim.)*

# EUROPE

## Espagne

### Le président de l'Institut national de l'industrie a été destitué

De notre correspondant

**Madrid. — Le gouvernement espagnol a démis de ses fonctions, en conseil des ministres, le président du holding d'Etat INI (Institut national de l'industrie) M. Enrique Moya, dont les deux ans de gestion se soldent par des pertes importantes. M. Moya est remplacé par un « jeune » du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), M. Luis-Carlos Croissier, trente-quatre ans.**

M. Croissier, qui était jusqu'à présent sous-secrétaire à l'industrie, est notamment l'un des auteurs du programme économique électoral du Parti socialiste présenté avant les élections législatives du 28 octobre 1982.

Il est également considéré comme un « homme d'Alfonso Guerra », le vice-président du gouvernement, défenseur de thèses économiques plus énergiques que celles soutenues par certains de ses collègues, notamment en ce qui concerne la difficile reconversion industrielle.

Avec la nomination de M. Croissier, prend fin également une tradition qui consistait à confier la direction de l'INI à un chef d'entreprise indépendant, et non à un responsable politique. M. Moya était, par exemple, secrétaire général d'un cercle de dirigeants industriels.

Le renvoi du patron de l'INI, organisme qui dépend du ministère de l'industrie, peut par ailleurs laisser penser que les chefs d'entreprise publique qui ne satisfont pas le gouvernement pourraient bien subir le même sort dans le futur.

En 1983, les soixante-cinq entreprises — plus de 200 000 personnes — contrôlées par l'Institut national de l'industrie ont perdu près de 10 milliards de francs, en augmentation de plus de trois milliards de francs par rapport à 1982.

Les deux tiers de ce déficit avaient été le fait de seulement sept entreprises, dont la firme nationale Seat et Iberia, la compagnie d'aviation nationale. Il y a quelques mois, M. Moya avait annoncé que l'INI allait perdre 8,5 milliards de francs en 1984.

En février dernier, M. Felipe Gonzales avait déjà demandé des explications sur ces pertes à M. Moya et au ministre de l'industrie lui-même, M. Carlos Solchaga.

La destitution du président de l'INI intervient aussi à un moment où le problème du déficit du secteur public espagnol est devenu « une obsession du gouvenement socialiste », selon les propres termes de M. Gonzalez, mais aussi un cheval de bataille de l'opposition conservatrice et du patronat.

*(Intérim.)*

### Le patronat et le syndicat socialiste ont conclu un accord économique et social

De notre correspondant

Madrid. — Le gouvernement socialiste de M. Gonzalez a finalement arraché au patronat et à l'un des deux principaux syndicats l'accord économique et social (AES) nécessaire à la reprise économique après de laborieuses négociations. L'accord doit être signé mardi 9 octobre.

Il prévoit la création d'un fonds de solidarité pour l'emploi, doté de plus de 3 milliards de francs [financé conjointement par l'Etat, les entreprises et les salariés], la baisse de 0,3 % des cotisations à la Sécurité sociale, l'augmentation de 7 % des pensions, l'attribution à l'Institut national de l'emploi (un organisme dépendant du ministère du travail) d'environ 1,6 milliard de francs supplémentaires pour l'embauche de cent quatre-vingt-dix mille personnes dans le secteur public. Les salaires augmenteront de 5,5 % à 7,5 % en 1985 et de 5,4 % à 6,4 % en 1986.

Sur le plan économique, le gouvernement a aussi fixé ses ambitions : taux de croissance de 3 % en 1985, de 3,5 % en 1986, un déficit public de 5 % en 1985 et de 4,5 % en 1986, une hausse de 7 % de l'indice des prix l'année prochaine et de 6 % en 1986 (cette année, l'objectif de 8 % annoncé ne semble pas devoir être atteint).

Par ailleurs, dans le but évident de relancer l'investissement privé et donc de favoriser l'embauche, l'AES prévoit pour les entreprises un dégrèvement fiscal de 15 % à 25 % pour les investissements réalisés. L'investissement public augmentera, quant à lui, d'au moins 8 % en 1985.

Le gouvernement, le patronat (CEOE) et l'Union générale des travailleurs (UGT, pro-socialiste) ont donc réussi à sortir les négociations de l'ornière dans laquelle elles étaient embourbées depuis plusieurs mois, en parvenant à se mettre partiellement d'accord sur le point le plus controversé : les modalités de licenciement.

La presse espagnole résume l'accord par la formule « Ni vainqueurs ni vaincus ». En effet, la CEOE apprécie que le gouvernement reconnaisse la nécessité d'harmoniser la législation espagnole en matière d'emploi à celle qui est en vigueur dans l'Europe communautaire (art. 16 de l'accord). De son côté, le syndicat UGT estime que le document écarte la possibilité de licenciements libres.

En fait, le patronat revendique la possibilité non de licencier librement mais plus vite. Actuellement, tout licenciement collectif doit obtenir, après adhésion des parties, l'autorisation de l'administration, en l'occurrence du ministère du travail, ce qui augmente les délais et le montant des indemnisations.

Pour le syndicat communiste, les Commissions ouvrières (CC.00) de M. Camacho, le patronat est le grand gagnant de l'accord. Le syndicat communiste a claqué la porte des négociations en septembre et est hostile à tout assouplissement des conditions de licenciement. Le gouvernement, le patronat et l'UGT se sont, certes, engagés à soumettre l'accord aux Commissions ouvrières, mais on voit mal comment celles-ci pourraient y souscrire, alors que la direction générale de l'emploi a déjà donné son accord pour la suppression de mille sept cent quatre-vingt-quatorze postes de travail aux Hauts Fourneaux de la Méditerranée (AHM) de Sagunto (près de Valence).

*(Intérim.)*

### VIOLENTS AFFRONTEMENTS A BILBAO ENTRE LA POLICE ET DES MANIFESTANTS

Bilbao *(AFP)*. — De nombreuses personnes ont été blessées lors de violents incidents survenus samedi 6 octobre à Bilbao entre la police et plusieurs centaines de manifestants qui dénonçaient les récentes extraditions vers l'Espagne de trois Basques espagnols réfugiés en France. La police a effectué plusieurs arrestations.

Parmi les blessés figure un dirigeant de la coalition Herri Batasuna (HB, proche de l'ETA-militaire), M. « Txomin » Ziluaga, qui a dû être transporté dans un hôpital; trois autres manifestants ont été assez sérieusement atteints.

### L'Espagne dans la CEE

### IL FAUDRA DIX ANS DE RÉGIME PROVISOIRE estime M. Roland Dumas

Au cours d'une réunion de travail avec des représentants des organisations agricoles, samedi 6 octobre à Montauban (Tarn-et-Garonne), M. Roland Dumas, ministre des affaires européennes, a déclaré que « l'entrée de l'Espagne dans la CEE se fera progressivement sur une période de dix ans en ce qui concerne les produits agricoles sensibles ».

Le ministre a précisé qu'il y aurait deux périodes : une de quatre ans, pendant laquelle rien ne sera changé aux frontières, mais qui sera mise à profit pour adapter le système économique espagnol aux règles de la CEE.

La seconde période de six ans permettra une diminution progressive des droits de douane.

M. Dumas a indiqué que le gouvernement étudiait la mise en place d'une action directe pour aider les régions du Midi de la France à se préparer pour cet élargissement de la CEE.

Enfin, toujours selon le ministre, une année encore sera nécessaire afin que le traité d'adhésion soit rédigé et ratifié par les gouvernements membres de la CEE.

Les négociations en vue de l'adhésion de l'Espagne devaient être terminées le 30 septembre 1984. L'Espagne avait fait connaître officiellement son intention d'adhérer à la CEE le 28 juillet 1977 et les négociations officielles avaient commencé en février 1979.



# DIPLOMATIE

## LA COMMÉMORATION DE LA FONDATION DE LA RDA

### MM. Honecker et Gromyko ont insisté sur l'inviolabilité de la frontière inter-allemande

**La célébration du trente-cinquième anniversaire de la fondation de la RDA a donné lieu, samedi 6 et dimanche 7 octobre à Berlin-Est, à d'imposantes cérémonies, en présence de nombreux délégués des autres pays socialistes et des « partis frères » occidentaux. Le traditionnel défilé militaire, que les Occidentaux considèrent toujours comme une violation du statut international de Berlin, a rassemblé cette année un nombre exceptionnel de soldats — plus de deux mille cinq cents — ainsi que des véhicules lance-missiles et des chars. Pour la première fois ont en outre été présentés les missiles sol-mer qui équipent actuellement les bâtiments de la marine est-allemande dans la Baltique.**

Une commémoration de cette nature exige une trop longue préparation pour que le faste exceptionnel qui l'a entourée cette année puisse constituer une réplique directe et immédiate des autorités de Berlin-Est aux événements dont l'ambassade de RDA à Prague est actuellement le théâtre.

Ni même, sans doute, aux déclarations à peine plus anciennes de Bonn sur les perspectives de réunification de l'Allemagne. Mais plusieurs allusions ont été faites à ce second thème par MM. Honecker et Gromyko, avec une insistance qui devait probablement quelque chose, elle, à l'actualité.

Devant la Chambre du peuple, le ministre soviétique des affaires étrangères a souligné que la création de la RDA avait été d'une grande importance pour le sort de l'Europe. « L'inviolabilité des frontières européennes, telles qu'elles ont été fixées à Yalta et à Potsdam, est très importante. Toute attaque contre ces accords internationaux (...) est vouée à l'échec », a-t-il ajouté.

Quant au chef de l'Etat est-allemand, il a déclaré à l'intention du gouvernement de la République fédérale : « Entre la RDA et la RFA, il ne peut exister comme relations — et plus tôt on le comprendra en Allemagne fédérale, mieux cela vaudra — que celles qui sont habituelles dans l'arène internationale entre des Etats souverains, indépendants l'un de l'autre et jouissant de droits égaux. »

Bien que Berlin-Est garde un mutisme total sur le sort de ses quelque cent quarante ressortissants réfugiés à l'ambassade de RFA à Prague, c'est sans doute pour répondre à la réprobation soulevée contre son régime par cette affaire que M. Honecker a ajouté : « La RDA est un Etat dans lequel les droits de l'homme sont appliqués, notamment le droit au travail et à la protection sociale. »

Les observateurs présents à Berlin-Est ont en tout cas noté le caractère plus nettement nationaliste et patriotique qu'à l'accoutumée des manifestations organisées pour cet anniversaire. Il est vrai que, samedi soir, un grand défilé aux flambeaux des jeunesses communistes est longuement passé devant la grande statue équestre de Frédéric le Grand, roi de Prusse...

Outre cet avertissement à la RFA — ou plutôt, pour reprendre l'expression en usage à Berlin-Est, aux « milieux militaristes et revanchistes occidentaux », — la commémoration de la fondation de la RDA a donné à M. Gromyko, dont la présence n'était pas sans signification, l'occasion d'accuser à nouveau les Etats-Unis d'aggraver la tension internationale tout en cherchant à cacher « par des mots » leur opposition à toute négociation sérieuse sur la limitation des armes spatiales.

Le ministre des affaires étrangères soviétique a assuré que son pays demeurait « prêt à un dialogue franc et sérieux » avec Washington, mais qu'il revenait aux Etats-Unis de « montrer vraiment leur intérêt à résoudre des problèmes d'une actualité brûlante, s'agissant notamment du désarmement. La reprise de ce dialogue ne dépend pas de nous », a-t-il insisté.

Aux Nations unies, vendredi, M. Vladimir Petrovski, chef du département des organisations internationales au ministère des affaires étrangères d'URSS, avait développé au cours d'une conférence de presse une argumentation similaire, réaffirmant que le retrait des fusées Pershing-2 de l'OTAN était la condition nécessaire et suffisante mise du côté soviétique à la reprise de pourparlers stratégiques avec les Américains.

En attendant, l'ampleur du défilé militaire de Berlin-Est et la tonalité des discours officiels (en particulier l'insistance mise par MM. Honecker et Gromyko à célébrer la solidité et la pérennité du pacte de Varsovie) semblent indiquer que la RDA a été invitée par Moscou à ne pas relâcher son effort en matière d'armement, et que de nouveaux sacrifices budgétaires pourraient lui être demandés, si ce n'est déjà fait. Cependant que, comme on l'a appris la semaine dernière (le Monde du 4 octobre), des fusées SS-22 étaient déployées en Allemagne de l'Est et en Tchécoslovaquie.

Comme si, après avoir adopté à cet égard un « profil bas » durant le déroulement de la campagne pacifiste en Allemagne fédérale — une campagne à laquelle la RDA n'était évidemment pas restée étrangère, — on avait désormais, au Kremlin comme à Berlin-Est, tourné la page de cette opération finalement infructueuse. Et résolu de rendre à l'Allemagne de l'Est son vrai visage : celui d'un élément essentiel du dispositif militaire soviétique en Europe.

BERNARD BRIGOULEIX.

### L'afflux de réfugiés est-allemands à l'ambassade de RFA à Prague embarrasse le gouvernement de Bonn

Correspondance

Bonn. — La police tchécoslovaque a renforcé les contrôles autour de l'ambassade d'Allemagne de l'Ouest à Prague pour empêcher de nouveaux Allemands de l'Est de s'y réfugier. Malgré la fermeture des locaux au public jeudi 4 octobre, plusieurs personnes avaient en effet réussi à pénétrer dans le bâtiment vendredi en escaladant une clôture. En l'absence de toute information officielle, la presse de la RFA estime à cent quarante le nombre d'Allemands de l'Est ayant trouvé refuge dans l'ambassade.

Ce brusque afflux pose d'énormes problèmes aux autorités de Bonn. Fidèle à son attitude constante dans ce genre d'affaire, le gouvernement demeure extrêmement discret sur les négociations en cours avec Berlin-Est. « Nous ferons tout ce qu'il est humainement possible de faire », s'est borné à déclarer samedi le chancelier Kohl avant son départ pour Pékin.

A plusieurs reprises, dans des cas similaires, le gouvernement est-allemand s'était engagé cette année à donner ultérieurement une autorisation de sortie aux réfugiés si ceux-ci rentraient d'abord chez eux. La semaine dernière, cependant, la RDA avait seulement offert de ne pas engager de poursuites contre ceux qui y reviendraient. La Constitution de la RFA ne reconnaissant qu'une seule citoyenneté allemande, tous les ressortissants est-allemands ont droit à un passeport ouest-allemand, et il ne saurait être question de remettre purement et simplement les réfugiés, contre leur gré, à la police.

Depuis plusieurs mois, Bonn a essayé par tous les moyens de dissuader les Allemands de l'Est d'obtenir la possibilité d'émigrer en se réfugiant dans les ambassades occidentales. Bonn avait déjà dû, le 26 juin dernier, fermer sa représentation à Berlin-Est pendant plusieurs semaines, et les contrôles pratiqués devant le bâtiment avaient fini par provoquer des remous dans l'opinion publique ouest-allemande à la suite de plusieurs incidents : un homme avait été arrêté au moment où il tentait de s'immoler par le feu et plusieurs autres avaient été condamnés à des peines de prison pour avoir pris contact avec des membres de la représentation ouest-allemande.

Trente mille personnes ont été autorisées officiellement à quitter la RDA depuis le début de l'année, faisant naître dans la population est-allemande des espoirs souvent déçus. Pour Bonn comme pour Berlin-Est, qui a continué depuis à distribuer ses autorisations au compte-gouttes, la situation est en partie incontrôlable. Rien ne permet, surtout après le report de la visite de M. Honecker en RFA, de penser que les autorités est-allemandes soient en mesure d'assouplir la législation en matière d'émigration.

HENRI DE BRESSON.

# ASIE

## Philippines

### MANIFESTATION D'HOMMES D'AFFAIRES CONTRE LE RÉGIME

Répondant à l'appel du chef de l'Église catholique philippine, le cardinal Jaime Sin, d'importants hommes d'affaires ont participé, dimanche 7 octobre à Manille, à une manifestation de protestation contre le régime du président Ferdinand Marcos et les interventions particulièrement violentes des forces de l'ordre lors de précédents rassemblements. Depuis l'assassinat du dirigeant de l'opposition Benigno Aquino, en août 1983, c'est la deuxième fois que des membres des milieux d'affaires philippins descendent dans la rue.

Cette manifestation a débuté par un office religieux célébré par l'archevêque de Manille. Puis, les manifestants, estimés à trente mille, ont défilé dans un quartier de Manille, où de graves incidents avaient eu lieu le mois dernier entre manifestants et forces de police. L'un des principaux dirigeants industriels philippins, M. Jaime Ongpin, président du consortium minier Benguet et frère d'un des membres du gouvernement, a déclaré à l'issue du rassemblement : *« J'ai finalement cessé de me dire que j'avais des choses plus importantes à faire. L'important, c'est désormais de se lever et de prendre place au sein du Parlement des rues. »* — *(AFP, Reuter).*

## Pakistan

### VIOLENTS AFFRONTEMENTS ENTRE SUNNITES ET CHIITES

#### Cinq morts près de trois cents blessés

Le calme semblait revenu, ce lundi 8 octobre, dans certaines villes du Pakistan, après les violents affrontements des deux jours précédents entre musulmans chiites et sunnites. Les incidents les plus graves, qui ont fait au total cinq morts et près de trois cents blessés, ont eu lieu dans les quartiers les plus pauvres de Karachi. Cette ville est soumise en partie au régime du couvre-feu pour une durée indéterminée.

Ces affrontements ont commencé samedi lorsqu'un groupe d'extrémistes sunnites a forcé une procession de quelque trois cents chiites célébrant l'Achoura, qui se dirigeait vers le centre de Karachi, à rebrousser chemin et à retourner dans le quartier de Liaquatabad.

Des chiites (30 % de la population), réunis au parc de Nishtar pour la cérémonie traditionnelle des *flagellations*, ont organisé une contre-manifestation. Selon une information non confirmée, l'armée aurait ouvert le feu pour disperser les manifestants.

Deux jeunes chiites ont été tués par balles dans le quartier de Liaquatabad par des sunnites et deux autres personnes sont mortes brûlées vives dans le quartier de New-Town.

Les chiites exigent que le gouvernement militaire reconnaisse la spécificité de leur tradition religieuse dans l'enseignement, la vie publique et culturelle. — *(AFP.)*




# A TRAVERS LE MONDE

## Algérie

● M. NATTA ET M. PONOMAREV EN VISITE A ALGER. — M. Alessandro Natta, secrétaire général du Parti communiste italien, est arrivé samedi 6 octobre à Alger pour une visite officielle de quatre jours, la première qu'il effectue à l'étranger depuis son élection à la tête du PC italien, en juin dernier. Il a précisé que les conversations porteront sur *« les relations entre les deux pays et les questions intéressant les deux partis, notamment la situation en Méditerranée et l'affirmation du droit à l'indépendance des peuples en lutte, tels les peuples palestinien et sahraoui »*.

Par ailleurs, M. Boris Ponomarev, membre suppléant du bureau politique du PC de l'URSS, effectue également une visite en Algérie à la tête d'une délégation et a remis au président Chadli Bendjedid un message du président Tchernenko. — *(AFP.)*

## Belgique

● ATTENTAT A BRUXELLES. — Un attentat a détruit lundi 8 octobre, vers 5 heures, les locaux de la société américaine Honeywell à Bruxelles, située non loin du siège de l'OTAN. L'explosion d'une bombe, placée contre la façade des bâtiments, n'a pas fait de victime, mais a causé d'importants dégâts matériels. L'attentat, le troisième commis en moins d'une semaine dans la capitale belge, n'avait pas été revendiqué ce lundi matin. De source judiciaire, on n'exclut pas qu'il soit l'œuvre des Cellules combattantes communistes (CCC), qui avaient déjà revendiqué les deux attentats de la semaine dernière contre des entreprises travaillant au déploiement des missiles en Europe. — *(AFP.)*

## Chili

● ATTENTAT A LA BOMBE DANS UNE ÉGLISE DE PUNTARENAS. — L'évêque de cette ville de l'extrême Sud chilien a accusé les autorités d'être responsables de l'attentat à la bombe perpétré dimanche 7 octobre dans l'église et qui a fait un mort. L'attentat est attribué à un mouvement d'extrême droite, l'Alliance chilienne anticommuniste (ACAH). — *(AFP.)*

## Guinée

● LE SORT DES DÉTENUS POLITIQUES. — En visite en Guinée depuis le début du mois afin d'enquêter notamment sur les personnes disparues du temps de Sékou Touré, une délégation d'Amnesty International a reçu, samedi 6 octobre, du président Lansana Conteh, l'autorisation de rendre visite aux dignitaires de l'ancien régime détenus après le coup d'Etat du 3 avril. Le chef de l'Etat guinéen a classé ces détenus en trois catégories : *« Les criminels qui ont enfreint les droits de l'homme, les suivistes dans le mal, considérés également comme des criminels, et ceux qui, après le coup d'Etat du 3 avril, ont voulu prendre les armes. »* — *(AFP.)*

## Libéria

● LIBERATION DU PROFESSEUR SAWYER. — Les autorités ont libéré toutes les personnes qui avaient été arrêtées à Monrovia en août (*le Monde* du 29 août), sous l'accusation d'avoir comploté pour renverser le gouvernement de M. Samuel Doe, a annoncé samedi 6 octobre la radio nationale. Parmi les personnes libérées figurent le professeur Sawyer, président du Parti du peuple libérien, dont l'arrestation avait provoqué de violentes manifestations le 22 août à l'université du Libéria, et l'ancien adjoint du président Doe, le général Nicholas Podier. M. Sawyer avait présidé à l'élaboration de la nouvelle Constitution libérienne. Les deux hommes faisaient partie d'un groupe de huit personnalités politiques et militaires qui avaient été incarcérées peu après l'annonce par le gouvernement libérien de la découverte d'un complot en vue d'installer un gouvernement socialiste, dans lequel des pays étrangers (dont les noms n'avaient pas été précisés) étaient impliqués, selon M. Samuel Doe. — *(AFP.)*

## Mozambique

● DEUX ITALIENS ASSASSINÉS. — Les corps de deux ressortissants italiens, qui avaient été enlevés le 12 septembre et assassinés deux jours plus tard, ont été retrouvés dans la brousse, à 50 kilomètres au nord de la capitale, a-t-on annoncé, officiellement, samedi 6 octobre, à Maputo. Le porte-parole à Lisbonne de la RNM (Résistance nationale du Mozambique, mouvement rebelle) a rejeté, dimanche, toute responsabilité de son organisation dans ce crime, à propos duquel le gouvernement italien a *« vigoureusement protesté »* auprès des autorités mozambicaines. — *(AFP, Reuter.)*

## Pérou

● ATTENTAT DU SENTIER LUMINEUX AU COURS D'UNE FÊTE RELIGIEUSE. — Cinq personnes ont été tuées dimanche 7 octobre au cours d'une fête religieuse dans une petite ville du littoral, à 450 kilomètres au nord de Lima, par l'explosion de grenades lancées par un commando du Sentier lumineux. La télévision péruvienne a présenté, d'autre part, pour la première fois, un entretien avec des militants de cette organisation terroriste de tendance maoïste.

## Sénégal

● QUATRE MORTS AU COURS D'AFFRONTEMENTS AU SEIN DU PS. — Le dernier bilan des affrontements, qui ont opposé la semaine dernière des tendances rivales du Parti socialiste sénégalais (au pouvoir), est de quatre morts (deux à Bignona, dans le sud, et deux à Kaffrine, dans le centre-ouest) et de nombreux blessés. Ces affrontements, qui ont été dénoncés par le bureau politique du PS, ont eu lieu à l'occasion des élections pour le renouvellement des instances dirigeantes départementales et régionales, dont le principal enjeu est la désignation des candidats du parti gouvernemental aux élections municipales et rurales du 25 novembre prochain. — *(AFP.)*













Le Monde

# politique

## Les métamorphoses du socialisme

### I. — *Les mythes en question*

par THOMAS FERENCZI

Recevant à l'Elysée, à la mi-juillet, un chef d'entreprise, M. Mitterrand aurait affirmé, selon son visiteur : *« En 1986, je choisirai un premier ministre libéral. »* Peut-être cette anticipation avait-elle valeur de pronostic sur les résultats des élections législatives. Il n'empêche : pour son interlocuteur d'un jour, elle était surtout l'aveu d'une conversion.

L'anecdote traduit au moins un sentiment largement répandu. Avec le départ de M. Pierre Mauroy, la gauche, dit-on, aurait enfin entrepris de rompre avec ses vieux mythes. Sensible, à la fois, au poids des réalités et à la progression des idées libérales, elle jetterait résolument le socialisme aux orties, étendant à l'ensemble de ses terrains d'action le retournement déjà amorcé sur celui de l'économie.

#### L'école et ses dogmes

Partisans du tout-Etat avant mai 1981, et encore pendant la première année du septennat, les socialistes auraient découvert, à l'épreuve du pouvoir, les vertus de l'initiative individuelle. Planificateurs attardés, ils auraient pris conscience des avantages du marché. Doctrinaires irresponsables, ils auraient appris à tenir compte des données de l'expérience.

S'il est vrai que ces métamorphoses ont commencé dès 1982 avec le plan de rigueur, l'acte symbolique par lequel le gouvernement a confirmé spectaculairement le renversement de sa politique fut, en 1984, l'abandon du projet Savary sur l'école privée. Décision d'autant plus significative qu'elle mettait en cause l'un des plus puissants dogmes de la gauche, forgé au fil d'une histoire pleine de bruit et de fureur, qu'elle frappait de plein fouet la « base sociale » de la gauche, formée, on le sait, d'une forte proportion d'enseignants, et qu'enfin, au-delà du différend proprement dit, elle touchait à des valeurs constitutives de l'identité socialiste.

La « querelle scolaire » met en effet en jeu tous les grands mythes à travers lesquels se vit l'appartenance au « peuple de gauche » : le rôle tutélaire de l'Etat, garant de la diffusion des lumières et de l'égalité des chances, l'affirmation de l'unité nationale et de l'espérance collective, la croyance au progrès indéfini des connaissances et l'attente d'un avenir meilleur. L'école et la gauche ont vraiment partie liée, au point que les principes dont elles sont porteuses, chacune pour elle-même, viennent à se confondre et que la foi suscitée par l'une est si proche de celle qu'inspire l'autre qu'elles sont pareillement atteintes quand vacillent les certitudes.

Or voici que les socialistes sont invités à abjurer leur foi, à renier leurs convictions, et à accepter des idées, des règles, en un mot une morale, qui ne sont pas les leurs et qui sont même souvent à l'opposé. Voici que l'accent est mis sur les particularismes, les différences, les hiérarchies, qu'à l'uniformité se substituent la dispersion et le fractionnement, que les stratégies individuelles prennent le relais des promotions de masse. Un nouvel élitisme se fait jour, qui se soucie davantage de compétence, de savoir.

#### Les prérogatives de l'Etat

Cette idéologie irradie dans la société tout entière. Elle a notamment pour effet de modifier le rôle de l'Etat, qui était chargé d'assurer la cohésion du système mais qui a moins de raison d'être, dès lors que celui-ci tolère les écarts et les inégalités.

Le dénouement de la querelle scolaire fut ainsi pour le gouvernement de M. Fabius l'occasion de marquer officiellement les limites de l'action de la puissance publique.

La longue controverse entre tenants de l'école publique et partisans de l'école privée, ou plutôt entre défenseurs du monopole et champions du pluralisme, a fait apparaître en effet une divergence fondamentale : pour les premiers, les enfants, selon une formule malheureuse de quelques-uns d'entre eux, appartiennent à l'Etat ; pour les seconds, ils ne sauraient être soustraits à leurs parents. En donnant finalement satisfaction à ceux-ci après avoir tenté de répondre aux aspirations de ceux-là, la gauche a reconnu, sous la pression tenace de l'opinion, que l'Etat devait préserver la part des familles. Ce n'était pas une mince concession.

Le langage que tient désormais M. Chevènement sur l'éducation témoigne du même esprit d'ouverture : le successeur de M. Savary a rappelé en effet que l'enseignement consiste avant tout à transmettre des connaissances. Ainsi mettait-il un frein à des expériences pédagogiques — encore bien rares, il est vrai — dont la philosophie implicite était de confier aux professeurs des responsabilités relevant plutôt des parents.

Qu'est-ce en effet que la fonction de tuteur proposée aux enseignants du collège par le rapport Legrand, nouvelle bible de la pédagogie, sinon une façon pour eux de se substituer aux familles en allant au-delà d'une relation purement « professionnelle » avec les élèves ? C'est ainsi, en tout cas, que l'ont compris beaucoup de professeurs, peu désireux de devenir des parents de remplacement. M. Chevènement a donné un coup d'arrêt à ce mouvement.

Dans le domaine de l'école, les prérogatives de l'Etat ont donc été nettement circonscrites et celles des familles solennellement affirmées. La conception traditionnelle de la gauche s'est trouvée mise en échec, mais à travers le débat sur l'enseignement se sont révélées les mutations idéologiques dont l'ensemble de la politique socialiste a subi le contrecoup.

La réforme de l'Université, accompagnée, elle aussi, d'une aspiration égalitaire (le « collège unique » des enseignants, reflet affaibli de la revendication syndicale du « corps unique ») a dû, plus discrètement il est vrai, composer avec cette nouvelle perception des réalités, et les notions de sélection, de concurrence, de diversification, écartées par la loi, gagnent du terrain.

A travers la réflexion sur l'éducation, ce sont bel et bien les modèles culturels de la gauche qui ont été remis en cause. Cette évolution, qui affecte les comportements globaux des « acteurs du changement », a eu pour expression politique privilégiée la controverse déjà classique sur les rôles respectifs du secteur public et du secteur privé. Et c'est sur cette question que la pensée socialiste, victime de ses illusions d'antan, a subi l'ébranlement le plus sérieux.

Pourtant, en dépit de l'apparente ampleur de ce retournement, la gauche peut faire valoir, non sans raisons, que la transition n'a été ni aussi brusque ni aussi radicale qu'il pourrait le paraître. Après tout, le projet Savary tentait déjà d'établir un compromis, et la soixantième des cent dix propositions du candidat François Mitterrand précisait que la mise en place du fameux « service public unifié et laïque » serait *« négociée sans spoliation ni monopole »*. La mutation doctrinale était en cours, révélant les premières contradictions.

Ces contradictions, le débat sur la pédagogie les a fait aussi apparaître, car si les socialistes ont en général encouragé les innovations, celles-ci ont toujours été un objet de controverses au sein même de la gauche. En sorte que les révisions d'aujourd'hui prolongent souvent des tendances inscrites en germe dans les idéologies de naguère.

#### L'esprit d'entreprise

Considérons par exemple la vision du système économique que proposait le « projet socialiste » de 1980. On y trouve des éléments contradictoires. Bien sûr, le dogme des nationalisations y est dominant et, avec lui, la méfiance à l'égard de l'initiative privée, du profit, de l'aventure individuelle. Le texte dénonce avec vigueur *« l'idéologie dominante »*, qui *« fait volontiers l'éloge du risque, de l'initiative et de la responsabilité du chef d'entreprise individuelle »*, et la politique giscardienne, qui *« entend multiplier les « petits capitalistes », souvent endettés jusqu'au cou mais participant même modestement, à la plus-value sur la terre, la pierre ou les valeurs mobilières »* (p. 154). Mais un autre passage affirme que l'*« impératif industriel »* passe par *« la reconnaissance et l'encouragement de l'esprit d'entreprise et d'innovation »* (p. 191). Et, dans le large débat, soulevé ces derniers temps par de nombreux auteurs, sur le retour de l'individualisme face aux contraintes de la société contemporaine, le même texte prend position en précisant que *« l'individu et la société, loin de s'opposer, sont complémentaires »* (p. 146) et que *« la restauration des valeurs collectives est inséparable de la grande idée de responsabilité »* (p. 153).

Ce n'était là, dira-t-on, que discours trompeurs, aussitôt contredits par les actes. Mais il est des domaines où les actes ont été d'une portée réelle.

#### Deux réformes majeures

La décentralisation, l'un des grands projets du régime, a été mise en œuvre. Le manifeste présentant les cent dix propositions de François Mitterrand la considérait comme *« le point central »* de l'action des socialistes contre un *« Etat omnipotent, uniforme et tracassier »*. Une profession de foi que ne renierait pas les « libéraux ». La fin du monopole de l'audiovisuel, inscrit noir sur blanc dans la loi de 1982, en dépit de toutes les réserves qui accompagnent son application, va dans le même sens. C'est aussi un acquis important.

Pourquoi ces deux réformes majeures n'ont-elles pas été conduites plus loin ? *« Nous avons fait le bon choix, mais nous avons reculé devant ses conséquences politiques »*, reconnaît un haut responsable socialiste. Autrement dit, nous étions prêts à « libérer » les ondes, à condition d'en conserver le contrôle. Les difficultés de la Haute Autorité face aux pressions de l'exécutif n'infirment pas cette analyse.

Le sort de la décentralisation relève apparemment de la même démarche. On est d'accord pour desserrer le carcan des bureaux parisiens. On hésite encore à accepter tous les transferts de pouvoirs qu'implique une telle entreprise. Deux pas en avant, un pas en arrière ! Le vieux mot d'ordre semble refleurir.

Un seul domaine paraissait préservé, celui de la justice et des droits de l'homme, où l'action de M. Badinter a tendu, contre vents et marées, à accroître les « espaces de liberté » du citoyen contre l'Etat. Las ! Voici que l'extradition de trois séparatistes basques vient infléchir à son tour cette politique. Et l'on annonce des mesures sévères contre l'immigration clandestine...

#### La nouvelle cible

*« Il y a la doctrine et il y a la réalité gouvernementale »*, a déclaré M. Roland Dumas, le 23 septembre, au cours de l'émission « le Grand Jury RTL-*le Monde* ». On ne saurait mieux dire que des accommodements sont parfois nécessaires.

Les socialistes ont dû se résoudre depuis trois ans à de tels accommodements. Ils ont constaté que la doctrine et la réalité étaient loin d'être concordantes. Les revirements ont été plus ou moins amples selon les secteurs : aucun n'a été épargné. Reculs tactiques, certes, mais aussi l'occasion de sérieuses mises à jour idéologiques.

Pour M. Mitterrand, l'objectif prioritaire est assurément de reconquérir l'électorat centriste. La visée est sans ambiguïté et il apparaît clairement que tout, ou presque, lui est subordonné. L'union de la gauche a permis au chef de l'Etat, qui n'avait jamais caché ses intentions, d'affaiblir le parti communiste. Autres temps, autres priorités. Il faut aujourd'hui convaincre la nouvelle « cible » du changement dans le changement.

A la faveur de ce repli, la gauche tente de rénover son langage et de rajeunir sa pensée. Elle se teinte de libéralisme et se pique de modernité. C'est peut-être sa chance historique. Pourtant, si l'on ne peut exclure que les socialistes français se fondent enfin dans le courant de la social-démocratie européenne, on imagine mal que disparaissent les grands mythes mobilisateurs qui semblent indispensables en France pour assurer la victoire de la gauche.

Prochain article :

LA DÉCOUVERTE DU CAPITALISME

par ALAIN VERNHOLES














## M. LIONEL JOSPIN A VALENCE

# Attention au thème de la « nouvelle » pauvreté

**De notre correspondant régional**

Valence. — « *Périodiquement, les militants ont besoin de conforter leurs analyses, de « passer à la pompe » pour remplir leur réservoir d'arguments* », observe le secrétaire de la section socialiste de Portes-lès-Valence. Le samedi 6 octobre, M. Lionel Jospin a consacré plus de deux heures et demie à dialoguer avec les militants et les sympathisants de la Drôme, département où le PS a établi, depuis une bonne décennie, de solides têtes de pont. Près de cinq cents personnes avaient répondu à l'invitation de la fédération départementale. La réunion, à laquelle participaient les parlementaires et M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de communication, ancien maire de Romans, était ouverte à la presse.

« *Sur le plan économique*, a dit M. Jospin, *aucun gouvernement ne peut prétendre qu'il a des résultats mirifiques en période de crise.* » Aussi ne faut-il pas « *laisser la droite développer le thème d'une « nouvelle » pauvreté.* » « *Il y a*, a dit M. Jospin, *des phénomènes de pauvreté. Ils ne sont pas nés en 1981 ni en 1984. Et, sur ce plan, mieux vaut regarder du côté de l'Angleterre ou des Etats-Unis.* »

Le premier secrétaire a observé ensuite, au cours d'une brève conférence de presse, l'ambiguïté du comportement des socialistes. Dans les réunions internes, « *les militants mettent surtout en avant les critiques* », a-t-il dit, mais dans leur milieu de travail ou dans leur environnement quotidien « *ils mettent en avant les réussites* ». Au cours de son dialogue avec la salle, les premiers applaudissements reçus par M. Jospin ont salué une critique de la stratégie du pouvoir dans la répartition de la charge fiscale entre les impôts directs et indirects.

Le premier secrétaire s'est refusé à chercher une « *définition idéale* » du rôle du PS. Seule certitude : « *Si le parti se tait, il ne joue plus son rôle.* » A un militant qui lui demandait comment il pouvait « *admettre* » les déclarations récentes de MM. Michel Rocard ou de Didier Motchane, le premier secrétaire a répondu que la contribution du ministre de l'agriculture est « *très estimable et intéressante* », et qu'il n'est pas « *choqué* » par des interventions extérieures au parti.

La question de l'immigration ne donne pas lieu à une approche unanime. M. Jospin a opposé les deux seules questions qui abordaient ce sujet : « *Où en est-on du droit de vote pour les immigrés ?* », s'impatientait une adhérente. « *Je ne suis pas raciste mais je me sens devenir xénophobe* », confessait un ouvrier de la vallée du Rhône. La voie médiane est encore à trouver entre ces deux sensibilités. L'extradition de trois réfugiés basques a suscité elle aussi des questions, auxquelles M. Jospin a répondu longuement avant de résumer brutalement sa position : « *Est-ce que la motivation politique justifie la balle dans la nuque ou l'attentat aveugle ?* »

Les questions de politique intérieure n'ont pas retenu l'attention des militants. Une seule des cent cinquante questions posées sur carte postale portait sur les vertus comparées des modes de scrutin majoritaire et proportionnel. Cinq cartes postales posaient le problème de la stratégie à adopter par rapport aux communistes. L'unanimité semblait acquise, dans la salle, sur le refus de « *pleurer à la porte de la belle* ». Le responsable socialiste a invité les adhérents à faire porter le débat sur des thèmes très simples. Dans les entreprises, dans les bureaux, on peut désormais s'attendre à des interpellations du type : « *Comment peut-on être si indulgent avec Tchernenko et si sévère avec François Mitterrand ?*

CLAUDE RÉGENT.

● *La lutte contre la pauvreté.* — Le MRG propose une « contribution volontaire ». Les radicaux de gauche suggèrent de financer « *une série de mesures d'urgence* », grâce à « *une contribution volontaire des citoyens, accompagnés d'une incitation fiscale suffisante* ». Soixante-dix pour cent des fonds récoltés seraient utilisés par chaque département pour son propre plan de lutte contre la pauvreté, tandis que 30 % seraient affectés à un fonds national pouvant bénéficier d'un complément de crédit d'Etat. Ce fonds serait géré par une mission nationale « *composée de parlementaires, de représentants d'associations déjà engagées dans de telles actions, et de représentants de l'Etat* ».

# Le PCF dresse un bilan négatif des nationalisations

Trois cent cinquante militants communistes du secteur public et nationalisé ont participé à la rencontre nationale organisée à Pantin (Seine-Saint-Denis), le samedi 6 octobre, par la section « entreprise » du comité central du PCF. Les débats ont illustré les critiques résumées, dans son discours de clôture, par M. Jean-Claude Gayssot, membre du bureau politique du PCF. Selon M. Gayssot, « *le trait dominant, c'est une sorte de dérive négative du secteur public et nationalisé, qui tourne le dos aux espoirs que les salariés et le mouvement ouvrier avaient placés en lui* ».

Ce jugement est justifié, a dit M. Gayssot, par le « *bilan des trois premières années pour les entreprises nouvellement nationalisées* » et par les « *blocages sérieux qui entravent le fonctionnement de l'ancien secteur nationalisé* ». Le reproche principal que les communistes adressent au secteur public et nationalisé est de s'en tenir aux « *vieux choix de gestion capitalistes, comme si le CNPF tenait toujours les leviers de commande* », ce qui aboutit à des réductions d'activité et d'effectifs. « *Près de deux cent mille emplois sont directement menacés par les opérations de « dégraissage » dans les entreprises nationalisées* », a affirmé M. Gayssot.

En second lieu, les communistes estiment que les entreprises nationalisées « *fonctionnent* », en fait, « *comme des entreprises étatisées* ». « *L'Etat est entré, mais la démocratie, elle, est restée à la porte* », a dit M. Gayssot. Il a expliqué, au cours d'une conférence de presse qui a suivi la réunion, que « *le fait que la majorité des membres du conseil d'administration soit désignée par le gouvernement est un vecteur d'étatisme et de tutelle bureaucratique* ». En dénonçant, à la fois, les « *décisions unilatérales* » des directions et leur absence d'« *autonomie de gestion* » par rapport au gouvernement, les communistes mettent en cause, au nom du refus de l'« étatisme », la consigne donnée par le pouvoir aux entreprises nationalisées : rétablir les équilibres financiers. Interrogé sur cette question, M. Gayssot s'est borné à déclarer que « *s'attaquer aux déficits par des suppressions d'emplois, c'est archaïque* ».

Les militants communistes du secteur public et nationalisé sont invités à établir entre eux « *des relations militantes nouvelles* », visant à promouvoir la « *solidarité* », que ce soit « *au sein des groupes* » ou « *entre groupes et banques* »

# POLITIQUE

## LE DÉBAT SUR LA COHABITATION

### Chacun pour soi

Quel jour sommes-nous ? L'éditorialiste de l'*Humanité*, qui se pose la question, a eu un réveil difficile après avoir entendu, tout au long du week-end, les chefs de file de l'opposition annoncer l'arrivée du printemps 1986 en se posant gravement, dès l'automne 1984, le problème de la cohabitation entre une majorité législative de droite et un président de la République de gauche. Comme si l'opposition avait déjà gagné les élections législatives.

Il est vrai que la direction du PCF, en critiquant de plus en plus violemment, jusqu'à le quitter, un gouvernement auquel ses représentants ont été associés pendant trois ans, a largement contribué à cette accélération du calendrier. Il est vrai aussi que, semaine après semaine, les résultats des élections partielles, désastreuses pour les socialistes et déprimantes pour les communistes, soutiennent le moral de l'opposition. La gauche vient de perdre la majorité au conseil général de l'Oise et, par écroulement du candidat communiste entre les deux tours, un canton de l'Allier qui paraissait acquis d'avance.

L'opposition est donc en droit de débattre, dès aujourd'hui, des conséquences d'une hypothèse — sa victoire en 1986 — à laquelle il lui faut bien se préparer. M. Giscard d'Estaing veut bien cohabiter — il avait envisagé une telle solution avant les élections législatives de 1978 alors qu'il était président de la République — et M. Jacques Chirac affirme qu'il faudra sans doute en passer par là. M. Raymond Barre ne veut pas en entendre parler. La cohabitation serait, à son avis, une « trahison » des institutions.

L'affaire se joue à deux contre un. Les uns cohabiteraient ou du moins font semblant d'y croire, et l'autre pas. Et lorsque M. Chirac et Giscard d'Estaing parlent d'union de l'opposition, ils parlent pour eux et s'efforcent de placer M. Barre sur la touche. M. Barre, qui n'a pas d'appareil de parti à défendre et de candidats—députés à désigner, pense d'abord à lui et à l'élection présidentielle de 1988. MM. Chirac et Giscard d'Estaing pensent d'abord au rôle qui sera le leur dans la bataille des élections législatives.

Au-delà de 1986, l'affaire se joue déjà à chacun pour soi. M. Giscard d'Estaing affirme bien qu'il s'agit de *« critiquer moins et proposer plus »* et d'en finir avec ces rivalités personnelles qui *« exaspèrent la base »*, mais il a, en sous-main, engagé le combat d'appareil contre les prétentions de M. Barre, au sein de l'UDF et des clubs avoisinants La *« ratatouille »*, comme dit M. Barre, cela se prépare amoureusement d'une main, quitte à se pincer le nez de l'autre afin d'indiquer aux masses populaires que l'on ne mangera pas de ce plat-là.

Pour ce qui est des idées, M. Chirac en a quelques-unes. Sur l'impôt qu'il s'agit de plafonner à 50 % et, pour ce qui concerne les grandes fortunes, de libérer de l' *« inquisition »* attentatoire aux libertés. Sur les fonctionnaires, beaucoup trop nombreux, à l'exception de ceux de la police, qui ne le sont pas assez. Sur la taxe professionnelle, créée sous son gouvernement, et qu'il faut supprimer. Moins d'Etat, ce qui n'exclut pas l'autorité dudit Etat, et surtout pas de complaisance pour les *« tentations social-démocrates »*. Non pas celles de M. Fabius — le discours a changé, dit M. Chirac, mais pas la politique — mais celles de... M. Giscard d'Estaing d'avant 1981.

J.-Y. L.

● *Le RPR et la loi sur la presse.* — M. Jacques Chirac, invité samedi 6 octobre de M. André Audinot, député (non inscrit) de la Somme, président-directeur général du *Figaro*, à un dîner-débat à Offoy (Somme), a déclaré que *« l'une des premières mesures de l'opposition, si elle gagne les élections de 1986, sera d'abolir la loi scélérate sur la presse »*.

● *M. Destrade et M. Chirac.* — Commentant les propos de M. Jacques Chirac au « Grand Jury RTL-*le Monde* », M. Jean-Pierre Destrade, porte-parole du PS, a estimé que le président du RPR *« abandonne les unes après les autres toutes les références gaullistes qui le gênent »*. *« Son refus de l'alternance se traduit par une remise en cause des institutions et par un mépris des intérêts de la France au profit de ses préoccupations partisanes »*,

### AU « GRAND JURY RTL-LE MONDE »

## Selon M. Chirac, le refus de la cohabitation pourrait aboutir à une « crise de régime »

Au « Grand Jury RTL-*le Monde* » dont il était l'invité dimanche 7 octobre, M. Jacques Chirac, répondant à M. Raymond Barre, qui avait parlé à propos de la *« cohabitation »* d'une *« trahison des principes de la Vᵉ République »*, a déclaré : *« Le mot utilisé est probablement un peu excessif. Il dépasse — j'en suis sûr — la pensée de son auteur. Chacun peut avoir, à cet égard, son sentiment. Je ne vais pas revenir sur un débat qui a été largement développé, notamment au sein de l'opposition et de façon, dans l'ensemble, relativement cohérente. Vous connaissez mon point de vue : je considère que nous ne pouvons pas, si nous voulons être fidèles à la lettre et à l'esprit de notre Constitution et de nos institutions, mettre en cause une réalité claire, qui est que rien ne permet à une majorité nouvelle élue par l'Assemblée nationale de renvoyer, en quelque sorte, le président de la République. Cela est clair. Si l'on veut se mettre dans l'état d'esprit d'un tel renvoi, cela risque fort d'ajouter à la crise économique que ous connaissons actuellement, de provoquer une crise politique qui pourrait même, à la limite, devenir une crise de régime. Par conséquent, soyons sérieux et restons avant tout attachés à ce qui est à mes yeux essentiel, c'est-à-dire le respect de notre Constitution et de nos institutions. »*

M. Chirac, à propos d'une éventuelle réforme des institutions, a déclaré : *« La présidentialisation renforcée ? J'y suis tout à fait hostile. Je ne souhaite pas que nos institutions évoluent dans ce sens. »* A propos de l'instauration du quinquennat, il a remarqué : *« Depuis que j'entends parler du quinquennat, j'observe qu'il est toujours à l'ordre du jour. Je crains qu'il n'y reste longtemps. J'y suis plutôt favorable, mais tout dépend du contexte. »* A propos de la modification de la loi électorale, il a réaffirmé son hostilité à tout changement : *« Quand les socialistes se mettent à tripoter une loi électorale — on l'a vu à Paris et à Marseille, et dans cette dernière ville ce fut efficace puiqu'ils ont réussi à faire élire un maire minoritaire et à battre un candidat qui avait la majorité des voix, — je suis à l'avance inquiet pour la démocratie. »*

#### La réduction des impôts

A propos de son programme économique, et refusant d'utiliser le mot « libéralisme » car *« chacun en fait ce qu'il veut »*, M. Chirac estime : *« Il faut en réalité, aujourd'hui, plus d'Etat là où l'Etat est indispensable et beaucoup moins d'Etat là où il n'a rien à faire »*. Il note à propos de la protection sociale : *« Nous sommes arrivés à un niveau qui sera très difficile à maintenir. Il ne faut se faire à cet égard aucune illusion. Ce seront des choix extrêmement difficiles. Nous aurons donc une vraie politique de rigueur, inévitable, pour payer l'ardoise. »* M. Chirac propose de réduire le taux des prélèvements obligatoires de un pour cent par an aussi longtemps que possible pour revenir au niveau de 40 % (contre près de 50 aujourd'hui) et diminuer parallèlement les dépenses de l'Etat. Il rappelle que l'Etat ne devrait recruter chaque année que la moitié du nombre des fonctionnaires partant à la retraite et mieux affecter les autres en privilégiant par exemple la sécurité publique et les hôpitaux. Il assure : *« Il faut arriver très rapidement à la suppression de la taxe professionnelle, qui est un impôt inadapté. »* Il envisage une augmentation temporaire de la TVA sur certains produits qui n'aurait pas d'incidences sociales.

A propos de l'impôt sur le revenu, les plus faibles devraient en être plus largement exonérés et son taux maximum limité à 50 %. Quant à l'impôt sur la fortune tel qu'il existe, *« il est une mauvaise affaire pour la France »*, estime-t-il, ajoutant : *« On peut parfaitement imaginer un impôt sur la fortune qui ne soit pas déclaratif et donc pas inquisitorial et qui, fondé sur l'impôt foncier, sur les droits de succession, permette plus de justice dans la contribution que tous les citoyens fortunés doivent naturellement à l'Etat. »*

#### Les contrôles d'identité

A propos des problèmes de sécurité et de l'arrêt de la Cour de cassation sur les contrôles préventifs, M. Chirac affirme : *« Le gouvernement socialiste a un discours et une politique différente de son discours. Comment faire pour trouver des délinquants que l'on recherche, si ce n'est en autorisant la police à faire des contrôles préventifs d'identité ? Cela peut contrarier les uns ou les autres. Mais, après tout, l'inconvénient est mineur par rapport à l'avantage. Ou bien le gouvernement est cohérent avec ses affirmations en ce qui concerne la lutte contre la délinquance et la lutte contre l'immigration clandestine, et, immédiatement, il dépose un projet de loi autorisant des contrôles préventifs d'identité et autorisant également — ce qu'il a stoppé en 1981, alors que c'était sur le point d'être fait — les documents d'identité infalsifiables, seul moyen de lutter efficacement contre l'immigration clandestine. Ou bien il ne le fait pas, ce qui est hautement probable, et alors cela voudra dire une fois de plus que l'on nous trompe dans ce que l'on nous dit. »*

### Les nouveaux apôtres

Quel bouleversement politique M. Chirac et les gaullistes, dont il se réclame, ont-ils affronté pour se convertir au libéralisme ? Dimanche soir, au « Grand Jury RTL-*le Monde* », le président du RPR, qui, la semaine dernière, à Perpignan, prêchait le retour aux libertés, a récusé vigoureusement les étiquettes *« étatisme, dirigisme, interventionnisme »*, attachées, selon ses interlocuteurs, à la tradition gaulliste.

Pour lui certes, le général de Gaulle se devait, à son retour au pouvoir, en 1958, de rétablir la prééminence de l'Etat, qui avait disparu.

Aujourd'hui, au contraire, il s'agit d'obtenir un retrait de l'Etat afin, notamment dans la gestion économique courante, de laisser au citoyen plus de liberté. Moins d'impôts et de taxes qui écrasent, moins de règlements qui paralysent.

Quel chef d'entreprise, petite ou grande, quel artisan, quel créateur n'accueillerait avec joie et soulagement ces propos libérateurs, qui, curieusement ou d'une manière significative, font écho à ceux de M. Laurent Fabius le 6 septembre dernier à « L'heure de vérité » d'Antenne 2. Récusant le qualificatif de néo-libéral, il a réclamé, pourtant, plus d'« efficacité ».

Français, vous avez la mémoire courte, le même général de Gaulle n'avait-il pas évoqué, en 1966, à la Caisse des dépôts, la mise en œuvre inéluctable d'un « dirigisme grandissant » ? Sous le précédent septennat, les cabinets ministériels ou présidentiel n'exerçaient-ils pas un contrôle vigilant, et souvent tatillon, sur bon nombre de dossiers industriels ?

Si M. Chirac vient au pouvoir en 1986, il faudra lui rappeler tout cela, de même qu'il convient de rappeler à M. Fabius sa fiscalité triomphante de 1982.

Dans ces deux cas, ajoutons-le, un obstacle de taille se dresse sur la route du gouvernement : la toute-puissante administration, qui n'a nullement relâché son emprise et qui, surtout, dispose de l'arme absolue, le temps, dont elle ingore le prix. Qui le lui rappellerait d'ailleurs !

Il n'empêche qu'au fil des mois M. Chirac précise le programme économique du RPR. Après le plafonnement à 50 % de l'impôt sur le revenu, déjà annoncé, il réclame la suppression rapide de la taxe professionnelle, pourtant élaborée par son gouvernement en 1975-1976, et remplacée, temporairement, par une élévation de la TVA. L'imôt sur la fortune, une « mauvaise affaire pour la France » ? Certes, la fortune doit être taxée, mais l'inquisition fiscale est un mécanisme dangereux, là encore, pour les libertés et pousse à la fraude.

Il faut donc imaginer un impôt, fondé sur l'impôt foncier et les droits de succession, qui ne soit pas déclaratif ! Quant aux subventions de l'Etat, il faut les réduire, et supprimer progressivement des pans entiers d'intervention de la puissance publique.

Moins de subventions, moins de fonctionnaires, moins de contraintes, moins de réglementations : la rivière remonte son cours. Chiche, M. Chirac !

FRANÇOIS RENARD.

### AU CONGRÈS DES FEMMES DU MOUVEMENT DIALOGUE

## M. Barre : trois conditions pour réussir l'alternance la lucidité, la clarté et la tolérance

De notre envoyée spéciale

Bordeaux. — Pas facile pour des hommes politiques de plancher devant une assemblée de femmes, insatisfaites de leur représentation dans la vie politique et bien décidées à partager le pouvoir non pas par *« goût du pouvoir »* mais au nom de la *« complémentarité nécessaire à l'harmonie de la société »* (*le Monde* daté 7-8 octobre).

MM. François Léotard et Raymond Barre, invités du *« mouvement politique féminin d'opposition »* Dialogues, présidé par Mme Monique Pelletier et réuni samedi et dimanche en congrès à Bordeaux, s'y sont risqués. Dans cette entreprise, le secrétaire général du PR a plutôt déçu ; l'ancien premier ministre a, lui, plutôt bien réussi. Au premier il a été reproché une certaine *« gentillesse »* qui laisserait supposer qu'il considère les femmes comme des *« touristes »* en politique. Au deuxième, il a été reconnu une certaine *« honnêteté »* et la volonté de ne pas *« tromper »*.

M. François Léotard a eu beau déplorer qu'en France les femmes *« ne soient entrées en politique qu'en 1945 »*, dire qu' *« il faudrait inscrire au fronton de chaque mairie qu'un homme sur deux est une femme »*, trouver que la démarche des adhérentes de Dialogue est *« bonne et salutaire »*, juger que *« les chefs de parti ne sauraient être propriétaires de la vie politique »*, plaider contre le cumul des mandats, son discours fut jugé *« trop classique »*. Et il était tout étonné d'être interpellé par une femme de Dialogue tenant à lui faire remarquer qu'il avait devant lui *« des femmes adultes qui ne sont pas venues ici pour faire du tourisme. Dites-nous ce que vous êtes prêt à faire avec nous en 86 »*. Réponse de M. Léotard : *« Trop de femmes veulent des postes en se réclamant du seul titre de femme. Je ne suis pas d'accord. Encore faut-il qu'elles soient intéressantes. » « Mais pourquoi une femme devrait-elle plus qu'un homme justifier sa candidature ? »*, lui réplique-t-on.

Le lendemain, c'était au tour de M. Barre, qui, toutefois, dispose d'un peu plus de temps pour développer une réflexion sur le thème retenu pour ce congrès : « Réussir l'alternance ».

*« L'alternance*, explique-t-il, *devra se mériter et donc il faudra être crédible »*. Cette crédibilité suppose, selon lui, que soient remplies trois conditions ; *« la lucidité, la clarté et la tolérance »*. La lucidité, déclare-t-il notamment, c'est de comprendre que *« nous n'aurons jamais l'égalité »*. *« Il faut faire disparaître les inégalités intolérables mais il faut reconnaître celles qui tiennent à l'efficience des gens, car celles-là sont productives. Elles font naître le désir de se dépasser et engendrent le progrès. »*

La clarté, c'est, par exemple, poursuit l'ancien premier ministre, *« ne pas abuser les Français pour avoir leur vote mais leur exposer les contraintes et ce que nous croyons devoir faire »*. La clarté doit se manifester aussi dans *« l'application d'une politique »*, souligne M. Barre, qui réaffirme, à l'occasion, sa position quant à la cohabitation. *« Il n'y a pas de choix possible. Il y a la Vᵉ République que nous devons sauvegarder. Si nous sortons de l'épure, nous allons revenir à la IVᵉ République et la France aujourd'hui ne peut se le permettre. Si je prends position contre la cohabitation*, précise M. Barre, répondant ainsi à certaines des attaques dont il a fait l'objet, *ce n'est parce que je suis amateur de coup d'Etat ou que je veux chasser le président de la République, mais c'est parce que, derrière l'acceptation de la cohabitation, il y a trahison du principe de la Vᵉ République et un retour à un président de la République qui inaugure les chrysanthèmes ; à un premier ministre et un gouvernement entre les mains des combinaisons et des rivalités des partis. Or je sais ce que signifie l'autorité d'un président de la République en France et par rapport à l'étranger »*.

Invité à dire son sentiment sur le renouvellement de la classe politique, la proportionnelle et le non-cumul des mandats — *« qui peuvent ouvrir pour les femmes le chemin de l'élection »*, souligne la présidente de Dialogue, Mme Monique Pelletier, — M. Raymond Barre convient de la nécessité d'un renouvellement de la classe politique, mais, dit-il, *« cette question s'adresse aux chefs et aux sous-chefs, et moi je ne suis qu'un free-lance »*. L'ancien premier ministre dit son opposition à la proportionnelle pour les élections législatives. *« Intellectuellement, c'est très bien*, remarque-t-il, *mais la politique, c'est l'action, et pour décider il faut une majorité claire. »*

*« Quelles seraient les premières mesures que vous prendriez en faveur des femmes si vous deveniez président de la République ? »*, lui demande-t-on encore. *« Je ne suis pas un candidat potentiel, mais, si cela advenait, je consulterais alors les personnes idoines. Il faut établir le dialogue le plus large possible avec ceux qui connaissent les problèmes »*, répond-il.

L'ancien premier ministre est longuement applaudi par les six cents déléguées de Dialogue, auxquelles étaient venus s'adjoindre bon nombre de représentants de la gent masculine.

*« Il ne nous a pas trompées ; c'est bien à nous de travailler »*, remarquent les femmes de Dialogue, qui, si elles se déclarent satisfaites de ce qu'elles viennent d'entendre, alors qu'elles sont en majorité pour la proportionnelle et plutôt favorables à la cohabitation, ne veulent pas, pour autant, que l'on dise qu'elles *« roulent pour Barre »*. *« Nous aimerions maintenant entendre les autres »*, déclarent-elles.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

### DEVANT LES CLUBS PERSPECTIVES ET RÉALITÉS

## M. Giscard d'Estaing : les « déçus du socialisme » ne doivent pas se sentir des « exclus de l'espoir »

**« *Critiquer moins et proposer plus* », c'est le rôle qu'a attribué aux clubs Perspectives et Réalités — réunis samedi en assemblée générale à Saint-Cloud — leur président-fondateur, M. Valéry Giscard d'Estaing. Fort des enseignements qu'il a tirés de sa campagne dans le Puy-de-Dôme, il s'est voulu, pour l'occasion, le fidèle messager des aspirations de « *la base* », le champion de « *l'union* » et le croisé des idées libérales qui, désormais bien traduites et diffusées par les clubs placés sous sa bannière, ne sauraient que redonner foi en l'opposition ; une opposition alors miraculée qui verrait revenir à elle les « *paumés* », les « *déçus* » — du socialisme — et les « *exclus de l'espoir* ».**

**Les adhérents des clubs ont bien compris le message. Ils veulent se tenir prêts à présenter dans les premiers jours de l'été 1985 un programme à l'ensemble de leurs partenaires de l'opposition. Et, pour une plus grande efficacité dans le travail, ils ont adopté samedi de nouvelles structures. Pour seconder l'ancien président de la République, M. Alain Lamassoure, conseiller référendaire à la Cour des comptes, qui se définit comme un « *engagé du 11 mai 1981* », a été élu délégué général. A ses côtés, un directoire de six personnes — Mme Christiane Calais (Seine-Saint-Denis), et MM. Patrick Colombel (Libourne), Frédéric Cuillerier (Orléans), Jean-Claude Gaudriot (Dôle), Michel Jacob (Paris), Pierre Lequiller (Yvelines) — et un conseil d'orientation (*le Monde* des 7 et 8 octobre).**

**Le compte à rebours est déclenché : « *Nous avons cinq cents jours pour donner un contenu fort à l'espoir des Français* », a calculé M. Giscard d'Estaing, avant de clôre cette assemblée.**

C. F.-M.

Soucieux de *« transmettre fidèlement »* ce que les électeurs auvergnats lui ont dit, M. Valéry Giscard d'Estaing a donc révélé, samedi, à l'assemblée générale des clubs que *« la toute première préoccupation des gens est le chômage, sa réalité ou sa menace »*, et la seconde *« la baisse de leur pouvoir d'achat »*. *« A la base, le sentiment général est une profonde inquiétude »*, a résumé l'ancien président de la République avant de remarquer : *« Les gens en ont assez de ce qui se passe ; ils ont le sentiment de subir un rétrécissement de la vie, une grisaille sans fin, où l'on ne peut plus rien choisir ni espérer. »*

*« Une grande majorité de la population attend de sortir du socialisme »*, a-t-il continué en précisant : *« Elle sait que cette sortie est nécessaire, mais elle considère que ce n'est qu'un moyen. Elle attend un changement d'attitude de la classe politique »* ; une classe politique qui *« déconcerte et déçoit »*, qui devrait s'attacher à parler un *« autre langage »* et éviter de se perdre dans des débats qui *« passionnent le milieu politicien »* mais n'intéressent pas l'opinion.

*« Tous les électeurs de l'opposition demandent l'union »*, a affirmé M. Giscard d'Estaing. *« Pour eux, l'union n'est pas l'affirmation d'une seule et unique vérité, mais le rejet absolu des attitudes qui risquent d'aboutir à la prolongation du socialisme. Il subsiste des clivages à la base. Ils peuvent être patiemment effacés, comme nous l'avons fait dans le Puy-de-Dôme, car chacun réalise, au fond de lui, quels que soient ses souvenirs, ses rivalités, ses rancunes, qu'on ne pourra gagner qu'ensemble et qu'on ne pourra gouverner qu'ensemble. J'ai été le candidat de l'union dans le Puy-de-Dôme »*, a souligné l'ancien président de la République. *« Ma victoire a été celle de l'union. Je servirai inlassablement la cause de l'union pour contribuer au redressement national. »*

Après avoir estimé que *« le problème n'est plus celui du non au socialisme »* — *« les gens le diront avec force »*, a-t-il affirmé, — mais celui du *« oui au contenu de ce que fera l'opposition quand elle arrivera au pouvoir »*, M. Giscard d'Estaing a insisté sur la nécessité pour l'opposition, dans les *« cinq cents jours »* qui la sépare des élections législatives de 1986, de *« donner un contenu fort à l'espoir des Français »*.

*« Cet espoir*, a-t-il déclaré, *s'adresse à tout le monde : à ceux qui souffrent depuis trois ans de l'abaissement de la France, aux jeunes, désorientés et souvent paumés dans l'abstention ; aux déçus du socialisme, qui ne doivent pas se sentir des exclus de l'espoir. » « Il y a un trou idéologique à gauche*, a-t-il ajouté. *Plus personne n'y croit vraiment. Le socialisme du repentir ne convainc pas plus que le socialisme de l'irréel. »*

Pour *« permettre à la France de tirer parti, pour la première fois, de l'immense chance que la libération des initiatives offre aux sociétés modernes » [...], « nous devrons organiser la mobilisation des entreprenants »*, a estimé le nouvel élu du Puy-de-Dôme. *« Il y a beaucoup de gens qui sont prêts à agir. Annonçons que nous comptons sur eux pour tirer la France de l'ornière et que nous leur ferons confiance. »*

Aux clubs Perspectives et Réalités, qu'il préside, M. Giscard d'Estaing a proposé *« une démarche en trois temps : identifier les attentes et les demandes de l'opinion ; proposer des réponses ; préparer les décisions qui les mettront en œuvre. [...] C'est à vous de dire [...] quelles sont les premières décisions que devra prendre le nouveau gouvernement, pour montrer clairement qu'il s'agit d'un nouveau départ ; quels sont les points d'accord qui permettent de réunir deux Français sur trois. Développez vos contacts avec les clubs voisins et, notamment, les Clubs 89 ; réfléchissez aux moyens d'aboutir à des propositions communes »*, a encore recommandé M. Giscard d'Estaing.

## Trois élections cantonales

# L'opposition majoritaire dans les conseils généraux de l'Allier et de l'Oise

**La gauche a enregistré, dimanche 7 octobre, de mauvais résultats électoraux. Elle a, notamment, perdu la majorité au conseil général de l'Oise. Elle se retrouve minoritaire dans l'Allier – où elle était à égalité de sièges avec l'opposition –, et elle recule dans le Gard.**

**Le PC a dû s'incliner devant le RPR dans le canton de Liancourt (Oise). Victime, semble-t-il, d'un très mauvais report des voix socialistes, il a vu le canton de Hérisson (Allier), lui échapper, alors que, à l'issue du scrutin de ballottage, la gauche avait recueilli 62,20 % des suffrages exprimés.**

**Dans le canton de Barjac (Gard), que l'opposition devrait conserver dimanche 14 octobre, le PC réussit à améliorer son score, par rapport au précédent scrutin, de 2,79 points, mais le PS enregistre une perte de près de huit points. – N.A.**

**OISE : canton de Liancourt (2e tour).**

Inscr., 18 277 ; vot., 9 829 ; suff. ex., 9 457 – MM. Crevits, RPR, 5 166, ÉLU ; Bourhis, PC, 4 291.

Il s'agissait de pourvoir le siège laissé vacant par le décès de Raymond Maillet, PC. Il avait été élu conseiller général de ce canton au second tour des élections cantonales de mars 1982 avec *6 643* voix contre 6 079 à M. Gautier (sout. UDF) pour 12 722 suffrages exprimés, 13 205 votants et 17 956 électeurs inscrits.

Majoritaire à l'issue du premier tour de ce scrutin partiel avec 58,71 % des suffrages exprimés, l'opposition l'a emporté au second. Son candidat, M. Crevits, RPR, maire de La Brayère, est élu avec 54,62 % des suffrages.

Les résultats du premier tour de ce scrutin partiel avaient été les suivants : inscr., 18 277 ; vot., 8 483 ; suff. ex., 8 254 – MM. Bourhis, 2 376 ; Crevits, 1 847 ; Gautier, sout. UDF, 1 691 ; Boyer, PS, 1 032 ; Gave, div. d., 761 ; Rubé, div. d., 547.

Le recul enregistré par la gauche dès le 30 septembre, par rapport au premier tour des élections de 1982 – le PC avait perdu près de deux points et le PS plus de onze, – a été confirmé le 7 octobre. Alors que Raymond Maillet avait été élu avec 52,21 % des suffrages au second tour de mars 1982, M. Bourhis en a recueilli 45,37 %, soit une perte de plus de six points.

La participation des électeurs a été plus forte qu'au premier tour (53,77 % au lieu de 46,41 %). Mais la mobilisation tant espérée du côté de la majorité n'a pas été suffisante pour permettre au PC de garder ce canton. La gauche est désormais minoritaire au conseil général de l'Oise, et son président M. Henri Bonan, PS, sera contraint de gouverner avec une majorité d'opposition. *« Je présenterai, a-t-il déclaré, un débat d'orientation comme chaque année et un budget primitif que je crois bon. » « Que la majorité ait basculé ne fera pas changer ma conception d'une bonne gestion du département »*, a précisé M. Bonan.

Pour M. Bourhis, si la droite a gagné c'est parce que *« les électeurs sont déçus par la politique menée par le gouvernement en matière de chômage et de pouvoir d'achat »*.

M. Jean-François Mancel, secrétaire départemental du RPR et conseiller général de l'Oise, estime pour sa part que *« la balle est dans le camp du président du conseil général »*. Il a précisé que les conseillers généraux de l'opposition allaient se réunir *« afin d'étudier la future conduite à tenir »*.

**GARD : canton de Barjac (premier tour).**

Insc., 2 481 ; Vot., 1 716 ; Suff. exp., 1 655. MM. Chaulet, PC, 491 ; Tailland, div. d., 329 ; Borie, div. d., 287 ; Four, div. d., maire de Barjac, 280 ; Bean, div. g. 111 ; Garcia, PS, 105 ; Raymond, mouv. occitan, 52. *IL Y A BALLOTTAGE.*

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de Jean-Robert Tassy, conseiller général (mod.), décédé au mois de juillet. Il avait été élu au premier tour des élections cantonales de mars 1979 avec 1 058 voix contre 483 à Mme Alivon (PC) et 256 à M. Vigne (PS), pour 1 797 suffrages exprimés, 1 858 votants et 2 303 inscrits.

Si le PC améliore sensiblement son score par rapport au scrutin de 1979 (+ 2,79 points), le PS, en revanche, enregistre une perte de près de huit points : *son candidat, M. Garcia*, recueille 6,34 % des suffrages, alors qu'en 1979 M. Vigne en avait obtenu 14,24 %. L'opposition représentée dimanche 7 octobre par trois candidats totalise pour sa part 54,13 % des suffrages.]

**ALLIER : canton de Hérisson (2e tour).**

Insc., 7 431 ; vot., 5 313 ; suff. ex., 5 129. MM. Faureau (opp.), 2 707, ELU ; Roussat (PC), 2 422.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement d'Emile Binon, conseiller général apparenté PS, récemment décédé et qui avait été élu dès le premier tour des élections cantonales de mars 1979 avec 3 220 voix contre 2 340 à M. Roussat, PC, pour 5 560 suffrages exprimés, 5 748 votants et 7 351 électeurs inscrits.

Contre toute attente, le candidat de l'opposition l'a emporté au second tour de ce scrutin partiel devant le candidat communiste. Candidat unique de l'opposition, M. Faureau était arrivé en tête du scrutin de ballottage le 30 septembre avec 37,79 % des suffrages exprimés. Il avait devancé les deux candidats de gauche, MM. Roussat (PC) et Andras (PS), dauphin d'Emile Binon, *qui obtenaient respectivement 32,57 %* et 29,62 % des suffrages. Les résultats avaient été les suivants : insc., 7 431 ; vot., 4 961 ; suff. ex., 4 884. MM. Faureau, 1 846 ; Roussat, 1 591 ; Andras, 1 447.

Pourtant majoritaire à l'issue du premier tour de ce scrutin partiel avec 62,20 % des suffrages exprimés, la gauche perd donc le canton de Hérisson. Cette défaite l'affaiblit au conseil général de l'Allier, puisqu'avec l'élection de M. Faureau, acquise avec 52,77 % des voix, l'opposition détient désormais *18 sièges sur 34. Ce scrutin, toutefois,* n'entraîne aucune modification à la présidence de l'assemblée départementale : après le renouvellement de mars 1982, M. Henri Coque (UDF) avait été élu président au bénéfice de l'âge.]

## Une élection municipale

**MOSELLE : *Marly-en-Moselle* (2e tour).**

Inscr., 6 425 ; vot., 3 980 ; suffr. expr., 3 904. Opp. (M. Jansem) *2 169* (55,55 %) 24 ÉLUS ; opp. (M. Bastien) 920 (23,56 %) 3 ÉLUS ; maj. (M. Mathieu, PS) 438 (11,21 %) 1 ÉLU ; opp. (M. Perrin, RPR) 377 (9,65 %) 1 ÉLU.

Les résultats du premier tour de ce scrutin partiel, consécutif au décès du maire *M. Joly* (div. d.) et à la démission de plusieurs conseillers, avaient été les suivants : inscr., 6 425 ; vot., 4 073 ; suffr. expr., 3 965. Opp. (M. Jansem) 1 891 (47,69 %) ; opp. (M. Bastien) 1 052 (26,53 %) ; opp. (M. Perrin, RPR) 532 (13,41 %) ; maj. (M. Mathieu, PS) 490 (12,35 %).

Quatre listes, dont trois favorables à l'opposition, participaient à ce scrutin. Les conseillers sortants élus sur la liste de M. Joly ne sont pas parvenus à s'accorder sur le nom de leur nouveau chef de file. M. René Bastien, ancien premier adjoint, mis en minorité, a néanmoins présenté sa liste avec six membres de l'ancien conseil municipal. M. Gilbert Jansem a, de son côté, rallié sur son nom 19 des membres de l'ancienne assemblée municipale. Il ne lui a manqué que 92 voix pour obtenir au premier tour la majorité absolue des suffrages exprimés. La liste de la majorité, *conduite, tout comme en mars* 1983, par M. Michel Mathieu (PS), a enregistré une légère érosion de son audience par rapport au premier tour. Si l'absence d'enjeu pour la gauche peut expliquer cette évolution entre les deux tours de scrutin, la majorité réalise néanmoins un score inférieur à celui qu'elle avait obtenu en mars 1983. L'élection avait alors été acquise dès le premier tour avec les résultats suivants : inscr., 6 184 ; vot., 4 671 ; suffr. expr., 4 570. Opp. (M. Joly) 2 917 (63,82 %) 24 ÉLUS ; maj., (M. Mathieu, PS) 844 (18,46 %) 3 ÉLUS ; opp. (M. Nuss, PRR) 809 (17,70 %) 2 ÉLUS.



## *Propos et débats*

### M. Séguy : il faut empêcher un retour de la droite au pouvoir

*M. Georges Séguy indique dans une interview publiée par* le Journal du dimanche *du 7 octobre, qu'il était, au comité central du PCF, parmi ceux qui préconisaient le départ des ministres communistes du gouvernement.* « Ceux qui, dans la CGT, pensaient qu'il fallait avoir cette position sont plus à l'aise maintenant, *explique-t-il.* Il y avait chez nous des militants qui disaient : « Peut-être allez-vous un peu loin ; vous » risquez de faire le jeu de la droite. » Maintenant, c'est fini. Le communiste est en meilleur équilibre avec lui-même, avec son passé et le rôle qu'il entend jouer. »

*M. Séguy, qui préside l'Institut d'histoire sociale de la CGT et anime l'Appel des cent, estime que le PCF ne devrait pas aller vers* « une vraie opposition ». « Il faut, *dit-il,* empêcher un retour de la droite au pouvoir. » *Selon M. Séguy,* « il peut y avoir une contestation de gauche, une action de gauche, qui exerce une pression suffisante pour qu'un certain nombre de réalités économiques et sociales soient prises en compte par le gouvernement. » *A cet égard, observe-t-il,* « ce qui s'est passé chez Renault est significatif ».

### M. Soisson : processus dangereux

*M. Jean-Pierre Soisson, invité du* « Forum » *de RMC, dimanche 7 octobre, s'est inquiété de la tentation de* « fermeture sur lui-même » *du Parti républicain. Le vice-président du groupe UDF de l'Assemblée nationale y voit* « un processus dangereux qui mène à l'affaiblissement et au sectarisme ». *Selon lui, M. François Léotard, secrétaire général du PR,* « est là pour rassembler, pour organiser et non pour distribuer les bons et les mauvais points ». *D'accord avec M. Raymond Barre pour refuser la cohabitation en 1986, M. Soisson a jugé que le libéralisme,* « trop souvent, c'est le libéralisme à tout crin et c'est le modèle américain (...). » *En cas de victoire de l'opposition en 1986,* « nous devrons conduire, sur le plan économique , une action en fonction (...) de l'état de la France de l'époque, par des mesures pragmatiques et mesurées qui ne feront pas appel à des modèles étrangers », *a-t-il affirmé.*

### M. Poperen : Connotation historique

*M. Jean Poperen estime dans une interview au quotidien lyonnais* Le Progrès *paru samedi 6 octobre* « *qu'*aujourd'hui à gauche, (...) si l'on n'est pas social-démocrate », *on est* « communiste ou gauchisant ». *Favorable à l'*« économie mixte », *au* « changement par étapes », *il observe que* « l'on se méfiait du mot « social-démocrate » car il n'a pas une bonne connotation historique ». *D'autre part, M. Poperen, membre du secrétariat national du PS, relève que M. Raymond Barre* « croit sûrement faire du neuf en reprenant la très vieille campagne contre la politique et les partis ». *M. Barre, poursuit le numéro deux du PS,* « affecte un grand mépris pour ce qu'il appelle la « ratatouille ». S'il veut entendre par là le débat démocratique, c'est inquiétant qu'un responsable de son niveau se laisse aller à de tels propos ; s'il évoque certaines combinaisons politiciennes, alors je crois qu'il a montré qu'il était lui même assez bon cuisinier », *ajoute M. Poperen.*

### M. Debarge : questions au PCF

*Comment les communistes peuvent-ils concilier leur prétention de* « faire du communisme à la française » *et leur jugement sur le bilan* « globalement positif » *des pays de l'Est ? s'est interrogé M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du PS, qui participait, dimanche 7 octobre, à une fête de son parti à Bourg-en-Bresse (Ain).*

*Après avoir estimé que* « par différentes attitudes, le PCF a franchi une étape qui concrétise d'une certaine manière la rupture », *le sénateur de la Seine-Saint-Denis s'est demandé si les communistes ne sont pas* « condamnés à rester dans l'opposition » *puisque selon lui, ils ne veulent pas* « gérer les affaires du pays ». « Nous attendons nous socialistes, une explication de la part des communistes pas seulement de l'intérieur mais devant l'opinion publique », *a-t-il déclaré.*

### M. Dumas : le jeu des quatre coins

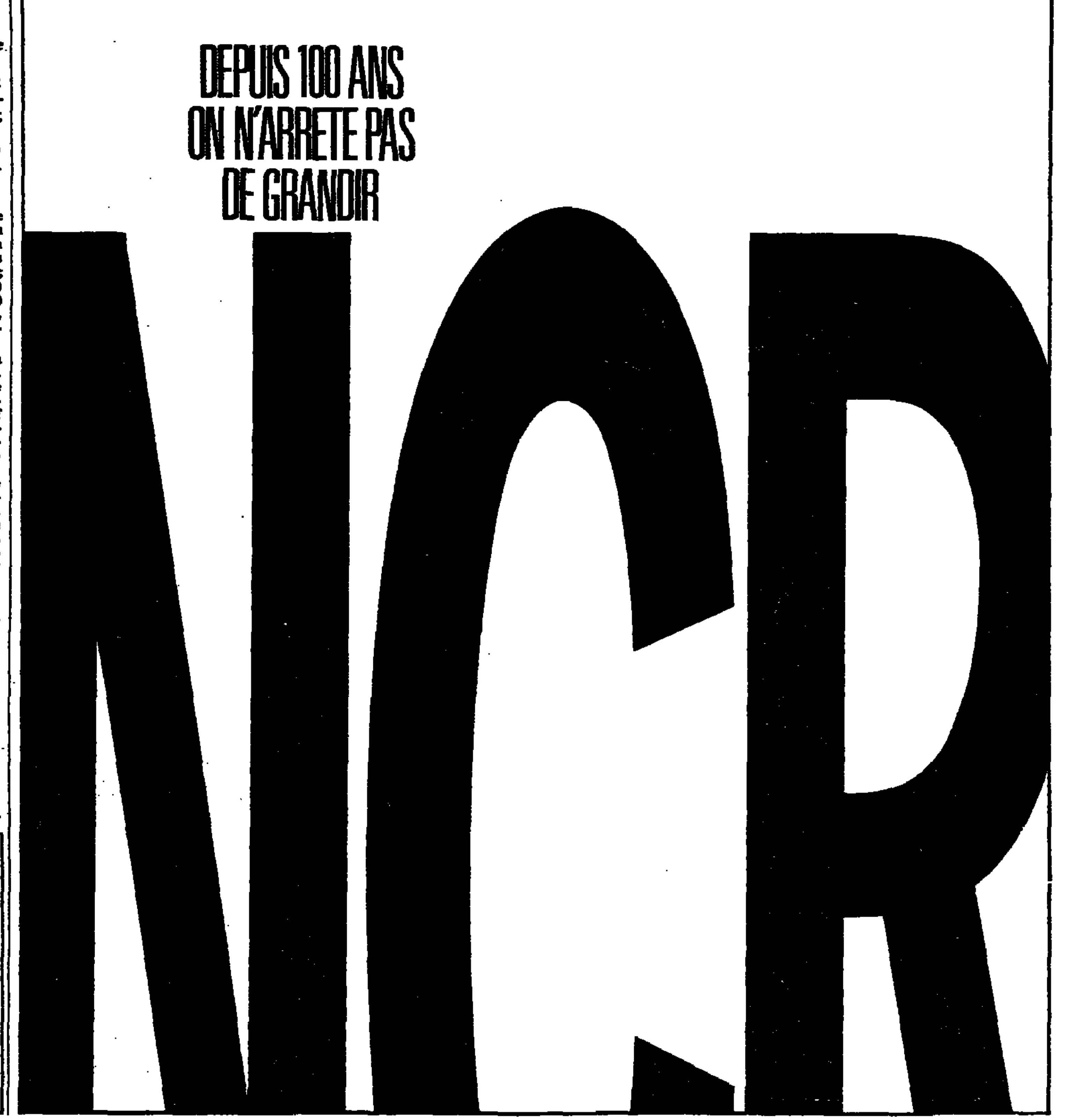
*Pour M. Roland Dumas, porte-parole du gouvernement,* « MM. Barre et Chirac jouent aux quatre coins ». *Après l'intervention du président du RPR au* « Grand Jury RTL-Le Monde », *M. Dumas a observé :* « Après avoir crié dissolution tout l'été, M. Chirac se porte aujourd'hui garant du bon fonctionnement des institutions. Quant à M. Barre, si prudent autrefois, il préparerait, si l'on en croit M. Chirac, une crise de régime. On ne s'y retrouve plus. D'ailleurs, M. Chirac s'y retrouve-t-il lui-même ?

*Les intentions du maire de Paris sont, aux yeux du porte-parole du gouvernement* « claires » : « Il veut, *dit-il,* réduire la protection sociale des Français, accroître la rigueur, augmenter la TVA ; comme à l'ordinaire, M. Chirac allie l'oubli à la démagogie, concurrence oblige ».

### M. Plissonnier : le PCF ne renonce pas à l'union

L'Humanité *met en valeur, lundi 8 octobre, les propos tenus, au cours d'une conférence de presse, par M. Gaston Plissonnier, membre du secrétariat du comité central du PCF, venu à Toulouse, le samedi 6 octobre, à l'occasion d'un banquet d'anciens résistants.* « Depuis la formation du gouvernement Fabius, sans participation de ministres communistes, une polémique s'est fait jour à propos du Parti communiste concernant l'union, *a dit M. Plissonnier.* Je tiens à réaffirmer que, pas plus aujourd'hui qu'hier ou que demain, notre parti ne renoncera à sa politique de rassemblement et d'union. »

*M. Plissonnier a affirmé que les communistes sont* « fermement décidés à agir efficacement, en tous domaines, pour empêcher le retour de la réaction » *et que le rapport présenté au comité central, le 17 septembre, par M. Georges Marchais,* « ne conduit pas à la résignation ou à l'impuissance ».



Le Monde

# société

EN 1985

## Le budget de la santé progressera légèrement moins que l'ensemble des dépenses de l'Etat

La santé sera-t-elle l'un des parents pauvres du budget de 1985 ? La question peut se poser puisque, selon le projet de budget, ses crédits progresseront de 5 % en 1985, soit moins que l'ensemble des dépenses de l'Etat (6 %) : leur total atteindra, en année pleine, 5,14 milliards de francs.

Mais cette appréciation doit être nuancée de deux remarques : en premier lieu, les crédits affectés au poste santé ne constituent qu'une fraction du vaste budget de la solidarité et des affaires sociales : celui-ci, qui atteindra pour 1985 près de 31 milliards, comporte, avec l'administration de la santé, quelques *« parties communes »*. Ensuite et surtout, les 5 milliards soumis au vote du Parlement ne représentent qu'une partie infime de ce que les Français dépensent effectivement pour leur santé et qui ne fait bien évidemment l'objet d'aucun vote. Les prescriptions des médecins de ville, les dépenses hospitalières, la consommation pharmaceutique, se décident en dehors des hémicycles... Au total, la *« consommation médicale finale »*, soit l'ensemble des dépenses engagées en France au titre de la santé, a atteint, en 1983, 319 milliards de francs, ce qui représente 8,1 % du produit intérieur brut et situe la France dans une position médiane par rapport aux autres pays industrialisés.

Cela dit, la manière dont l'Etat utilise cette modeste enveloppe — celle du budget — n'est nullement indifférente pour l'évolution et l'inflexion de la politique sanitaire : définissant une orientation gouvernementale, elle permet d'amorcer certaines actions ou, au contraire, d'en ralentir d'autres.

Sur ces 5,14 milliards de francs, plus de la moitié (3 milliards) sont absorbés par les *« dépenses obligatoires de santé »*, qui augmentent, selon le projet de budget, nettement plus que l'enveloppe santé tout entière.

Cette augmentation s'explique essentiellement par l'appui que le gouvernement est décidé à apporter, en 1985, à la psychiatrie *« de secteur »* (extra-hospitalière), aujourd'hui entièrement à la charge de l'Etat et que l'exercice 1984 avait failli sacrifier en l'amputant de 350 millions. Le rétablissement dans ce domaine, pour la fin de l'exercice en cours (*le Monde* du 4 octobre), de 290 millions de francs, marque un redressement de la politique suivie. Cet effort devrait continuer en 1985 puisque le projet de budget affecte à ce seul poste 375 millions de francs.

### Baisse des subventions aux hôpitaux

Dans les *« dépenses obligatoires de santé »* figurent aussi les interventions sanitaires dans les départements et territoires d'outre-mer, la lutte contre les épidémies, l'alcoolisme et les toxicomanies, toutes activités qui, à la suite de l'application des lois de décentralisation, sont placées — au même titre que la psychiatrie de secteur - à la charge de l'Etat (alors que d'autres types de dépenses, tel que la lutte contre la tuberculose, certaines actions de soutien aux personnes âgées et la protection maternelle et infantile sont placées à la charge des départements).

Le deuxième volet du budget de la santé se compose des subventions proprement dites de l'Etat aux équipements lourds — notamment aux hôpitaux — et aux établissements de formation des médecins et des paramédicaux. Cette partie du budget va souffrir nettement plus que la première. En effet, les autorisations de programme, c'est-à -ire la participation de l'Etat à des investissements à long terme, fléchissent de 25 % selon le projet de budget ; les crédits de paiement, quant à eux, c'est-à-dire les dépenses à court terme, baissent de 4 %.

Ces chiffres montrent qu'aucun des travaux et chantiers déjà engagés dans le domaine hospitalier ne devraient être interrompus au cours de l'année 1985 et que la priorité accordée par le gouvernement à l'acquisition de certains appareillages lourds tels que les scanographes, pourra être maintenue. En revanche, l'équipement de la France en lits et en « murs », jugé quantativement suffisant, ne devrait plus augmenter. Ce qui correspond aux objectifs du IXᵉ Plan, où figure même la suppression de vingt-huit mille lits.

Autres domaines sur lesquels s'exprimera le resserement budgétaire : la formation des personnels, certains programmes régionaux de prévention, diverses actions en faveur de la maternité et de l'enfance, ou de la protection de l'environnement. En revanche, ne seront amputés ni les crédits accordés à l'Ecole nationale de la santé publique de Rennes, ni ceux que l'Etat destine aux statistiques sanitaires et à l'épidémiologie, dont l'insuffisance en France est reconnue.

Budget d'austérité, donc. C'est dans ce contexte qu'il faut interpréter la mesure qu'a prise le gouvernement au début d'octobre en décidant d'accorder 1,25 milliard de francs supplémentaires aux hôpitaux publics pour la fin de l'exercice 1984 (*le Monde* du 4 octobre). Un geste destiné à montrer aux gestionnaires des établissements de soins que le gouvernement n'est ni aveugle, ni sourd à leurs préoccupations.

CLAIRE BRISSET.



LES MEDECINS ET LA SOUFFRANCE

## L'appel du 19 septembre a recueilli une centaine de signatures

**Le docteur Claudine Beschet, psychanalyste, était l'un des cinq signataires de l'appel de médecins en faveur de l'accompagnement des mourants, publié le 19 septembre dernier (*le Monde* du 20 septembre). Elle s'explique ci-dessous sur cette initiative qui a déjà recueilli une centaine de signatures.**

La grande vertu de l'analyste n'est-elle pas l'écoute ? N'est-elle pas aussi, à travers l'apport de sa propre analyse, d'être en mesure de mieux comprendre le sens de ses propres mouvements intérieurs ?

Qui me dira alors ce qui anime aujourd'hui nos « nouveaux moralistes » pour qu'ils ne puissent entendre tout discours qui n'est pas le leur ? Si « la psychanalyse nous enseigne ce que sont ces besoins » (ceux « des malades et des mourants »), comment se fait-il qu'elle serve si peu, ou si mal, à ceux qui se l'accaparent, pour comprendre le besoin des vivants rassemblés à Nice, lors du congrès des Associations pour le droit de mourir dans la dignité (ADMD). De quoi s'agissait-il, sinon de faire entendre leur angoisse face à la mort, certes, mais plus encore face aux conditions de la fin de la vie, face à la crainte de ne pouvoir établir avec le médecin, dans le dernier temps de l'existence, le dialogue qui trop souvent, hélas ! ne s'est jamais mis en place.

Plus étrange encore, comment se fait-il qu'ils n'entendent pas et ne se réjouissent pas de l'appel lancé par cinq médecins à leurs confrères pour la prise en compte globale des conditions de la fin de la vie, non pas manifeste en faveur de l'euthanasie comme la presse dans son besoin de *sensationnel* l'a *trop dit*, mais « déclaration (en vue d'un manifeste) » (1) dont l'esprit est si près de ce qu'ils disent défendre.

Car, oui, la psychanalyse peut apporter beaucoup (mais pas tout) dans le travail que nous avons tous à faire, soignants, parents, enseignants, pour lever le refoulement que le consensus social s'est employé à mettre en place sur la vérité que, quels que soient les progrès de la médecine, nous sommes tous mortels et que cela n'enlève rien à la valeur de la vie.

(1) Les médecins en accord avec le contenu de ce texte peuvent adresser *leur signature à Mme Falck, 65, rue de la* Tombe-Issoire, 75014 Paris.

## Les rémunérations des internes des hôpitaux généraux sont majorées

Un arrêté publié au *Journal officiel* du 7 octobre fixe les modalités de rémunération des internes des régions sanitaires (c'est-à-dire les internes des hôpitaux non universitaires), qui font grève depuis deux semaines pour protester contre le « manque à gagner » que leur fait subir la réforme du troisième cycle des études médicales (*le Monde* daté 7-8 octobre). Il ressort de cet arrêté que les internes des régions sanitaires de première et de deuxième année percevront le même salaire que les internes de première années nouveau régime. D'autre part, les internes des régions sanitaires de troisième et de quatrième année seront rémunérés comme les internes de deuxième année nouveau régime, avec une majoration annuelle d'ancienneté de 1 200 francs. Cette majoration sera portée à 2 400 francs, à partir du 1er octobre 1985.

Les internes des hôpitaux non universitaires, jugent ces mesures *« nettement insuffisantes »*, puisqu'elles ne compensent pas intégralement le manque à gagner que leur fait subir la réforme. Ils devaient décider lundi 8 octobre dans l'après-midi de la suite à donner à leur mouvement.

### QUATRE GÉNÉRALISTES SE DÉCLARENT SOLIDAIRES DU DOCTEUR FOURNIER

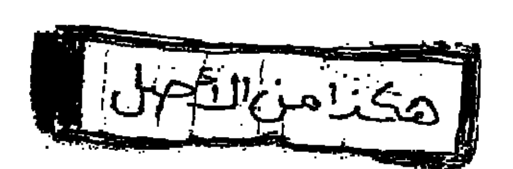
*Après la parution de l'article intitulé « Hippocrate et les drogues » (le Monde du 3 octobre), relatant la suspension d'un médecin des Alpes-Maritimes pour infraction à la législation sur les stupéfiants, quatre médecins parisiens nous ont adressé la lettre suivante :*

Nous, médecins généralistes, nous sentons particulièrement émus, indignés et menacés dans notre liberté d'exercice par la procédure absurde et infamante de suspension d'exercice, pour une durée indéterminée, dont vient d'être victime le docteur Jean-Claude Fournier, médecin généraliste à Tourettes-sur-Loup (Alpes-Maritimes) : perquisition arbitraire, notification de suspension immédiate sans possibilité de défense, expertise médicale à la demande du parquet, etc. Nous rappelons que le docteur Fournier est sous le coup d'une inculpation qui met en cause son honneur et sa dignité de médecin pour avoir prescrit comme il le devait des drogues antalgiques opiacées à une malade mourante et avoir tenté d'aider comme il le pouvait avec ces mêmes drogues de jeunes toxicomanes.

Nous nous déclarons entièrement solidaires du docteur Fournier pour avoir eu dans de semblables circonstances la même attitude conformément à ce que nous impose notre éthique médicale. Nous affirmons que nous continuerons. Nous appelons tous les médecins à manifester leur émotion et leur soutien (y compris financier) au docteur Fournier en nous adressant leur signature : 5-15, rue Olivier-Noyer, 75014 Paris, tél. : 540-51-14.

*Docteurs Jean-Pierre Lhomme, Dominique Monchicourt, Philippe Van Es et Anne Velay-Lebas.*

● *Semaine du cœur.* — Contrairement à ce que nous avons indiqué dans l'encadré « L'ennemi public » (*le Monde* daté 7-8 octobre), la Fédération de cardiologie ne délivre pas gratuitement le numéro spécial de sa revue *Cœur et santé* consacré à l'infarctus. Il coûte 15 F.





## Faits divers

# Un chasseur sachant tuer

Ce samedi après-midi 6 octobre, Cosimo Lipertiti, un artisan maçon de quarante-huit ans, originaire du sud de l'Italie, jouait aux cartes dans son jardin de La Valette (Var) avec trois amies lorsque survinrent deux chasseurs, en battue pour le sanglier. Cosimo avait été légionnaire en Algérie. Depuis, il s'était promis de ne plus toucher une arme. Il est membre du Rassemblement des opposants à la chasse (ROC) et il veut faire respecter une circulaire du ministère de l'intérieur qui interdit de chasser à moins de 150 mètres des habitations.

Les deux chasseurs – deux frères, – *entrés dans la propriété* du maçon, sont en infraction. Il leur demande de passer leur chemin. Mais le « chef de battue » *ne l'entend pas ainsi. M. Michel* Thibaud, trente-trois ans, maçon, lui aussi, et son frère d'armes frappent Cosimo Lipertiti. Sa compagne appelle la police. Les deux chasseurs regagnent leur voiture, mais, avant de démarrer M. Michel Thibaud épaule et tire. L'ancien légionnaire reçoit une décharge de chevrotines au bras et au ventre. Il meurt après son transfert à l'hôpital de Toulon.

Sur le portail de sa propriété, Cosimo Lipertiti avait placé un écriteau : *« Ici commencent le respect de la vie et l'amour de la nature ».*

Le ROC, dans un communiqué, demandent aux pouvoirs publics de prendre des mesures *« pour la sécurité des non-chasseurs confrontés à l'agressivité du lobby chasse ».* Et Brigitte Bardot, dans une « lettre ouverte *aux chasseurs* », dénonce la tyrannie des *« tueurs agréés »* et constate qu'*« une minorité – 1 800 000 porteurs de fusil – agit en dictateur devant l'écrasante majorité des non-violents ».*

Les deux chasseurs devaient être déférés au parquet le lundi 8 octobre.

ROGER CANS.

# L'enquête sur la mort d'un adolescent dans l'Oise

## *Les deux policiers n'ont pas été suspendus*

De notre correspondant

Beauvais. – Mme Peniguel, juge d'instruction à Senlis, chargée de l'affaire de Montataire (Oise), qui a coûté la vie à un adolescent de seize ans tué par un brigadier de police du corps urbain de Creil *(le Monde* daté 7-8 octobre), a inculpé, vendredi 5 octobre, les trois complices de la victime, MM. Jean Ducrot, Gilles de Vallens et Michel Tavignot, de vol avec violence. Seul M. Michel Tavignot, vingt-neuf ans, qui était sorti le 27 septembre de la prison de Liancourt, où il purgeait une peine pour cambriolage, a été écroué vendredi soir. M. Ducrot et M. de Vallens ont été placés sous contrôle judiciaire. Déserteur, le second a été reconduit à son lieu d'incorporation, la caserne de Montlhéry.

Après avoir été placés en garde à vue et entendus par l'inspection générale de la police nationale (IGPN), le brigadier Gérard Crouquet et son collègue ont été remis en liberté. Ils n'ont pas été présentés au parquet, ni suspendus de leurs fonctions.

Mais pour les besoins de l'enquête, l'arme du brigadier Crouquet (un revolver 357 magnum) ne lui a pas été restituée.

Cette affaire a été évoquée dimanche matin par M. Jacques Chirac, maire de Paris, qui s'était rendu au château de Montvillargène à Gouvieux (Oise), où il participait à un colloque. Sans doute mal informé, M. Chirac a affirmé : *« Il est inadmissible que les deux policiers soient suspendus de leurs fonctions, alors qu'ils faisaient leur métier. C'est désormais donner la part belle aux voleurs. »*

Le soir même, au « Grand Jury RTL-*le Monde* », M. Chirac est revenu sur l'affaire : *« Le découragement de la police,* a-t-il dit, *est un problème capital pour un Etat républicain et pour une démocratie. Or c'est la situation dans laquelle nous nous trouvons.* [...] » Après avoir rappelé les circonstances du drame, M. Chirac a ajouté : *« Instantanément, on suspend les deux policiers, et on ouvre une enquête. Qu'on fasse une enquête, c'est tout à fait légitime. Mais que l'on préjuge de ce qui devait être fait en suspendant ces policiers et, par conséquent, en les condamnant un peu* a priori *est tout à fait scandaleux. S'il apparaît très clairement que les policiers ne peuvent plus utiliser leurs armes en cas de légitime défense, soit pour rattraper les délinquants qui fuient, alors il ne faudra pas s'étonner si les délinquants n'obéissent absolument plus aux injonctions de la police et si la police renonce totalement à faire son métier. »*

PHILIPPE LACOCHE.

A ROUBAIX

# Une marche pour la sécurité

De notre correspondant

Lille. – Cinq cents personnes environ ont participé, dimanche 7 octobre à Roubaix, à une marche pour la sécurité. En organisant cette manifestation, le mouvement Roubaix aux Roubaisiens, qui compte deux élus au conseil municipal depuis les élections de mars 1983 (il avait obtenu 10 % des suffrages) et l'Association des chevaliers de Roubaix, qui se présente comme une association d'aide aux victimes et de vigilance, réclamaient la *« protection des personnes et des biens »* et entendaient *« libérer la ville de la peur ».*

On pouvait craindre que ces mots d'ordre, lancés dans une agglomération où la population immigrée est nombreuse et où la liste de M. Le Pen a obtenu 19 % des suffrages aux élections européennes en juin 1984, ne provoquent des affrontements teintés de racisme.

En fait, les cinq cents manifestants (c'est peu par rapport aux mille deux cents adhérents que revendique la seule association des chevaliers de Roubaix) ont défilé entre le commissariat central et l'hôtel de ville dans le calme, au son d'une musique militaire à peine amplifiée par un haut-parleur, au milieu de passants presque indifférents. Une délégation a été reçue par le sénateur et maire, M. André Diligent (CDS).

*« Nous voulons retrouver notre liberté de vivre autrement que dans la peur »,* lui a déclaré M. Marcel Lecluse, chef de file de Roubaix aux Roubaisiens, qui demandait également des effectifs et des moyens supplémentaires pour permettre à la police *« de répondre au coup par coup aux assassins, aux lâches que sont les délinquants ».*

Cette manifestation se voulait aussi un hommage aux policiers morts en service. Une gerbe a été déposée devant la façade du commissariat central par Mme Catherine Carton, la fille du policier tué à Auxerre le 30 août dernier, Claude Schaeffer *(le Monde* du 6 septembre).

A l'annonce de cette marche, plusieurs organisations de gauche (dont le PS, la CGT, la CFDT) avaient, à l'initiative de la Ligue des droits de l'homme, dénoncé le caractère démagogique de l'appel et mis en garde la population *« contre l'exploitation que l'extrême droite pourrait faire de cette initiative ».* Mais elle s'était refusée à organiser une contre-manifestation. De son côté, l'attitude de M. Diligent était très prudente et réservée. Sans condamner l'organisation de cette marche, il n'a pris que très tard la décision de recevoir une délégation. La veille, le sénateur, et maire avait rendu publique une proclamation des travailleurs étrangers de Roubaix demandant *« la paix dans la ville »* et notamment de donner *« à la police et à la justice les moyens d'accomplir pleinement leur mission de répression ». « Je constate,* pouvait ainsi affirmer M. Diligent, *un consensus entre tous les Roubaisiens honnêtes pour réclamer la sécurité et en chercher les moyens. »*

JEAN-RENE LORE.

**Vincent, François, Paul et les autres... tous réunis page 15**

*Une nouvelle inédite des Télécommunications.*

## SCIENCES

LA MODIFICATION DU PROGRAMME DES ASTRONAUTES DE CHALLENGER

# Bricolage en orbite

Des antennes défectueuses ont conduit, samedi 6 et dimanche 7 octobre, les astronautes de Challenger à modifier leur programme. L'une de ces antennes est censée envoyer les images de la Terre vers le satellite-relais TDRS-1, en orbite géostationnaire, ce qui permet leur retransmission quand la navette n'est pas en vue d'une station terrienne. Le système de pointage de l'antenne ne fonctionnait pas et l'antenne était agitée de mouvements incontrôlé. Sally Ride et Kathryn Sullivan, les deux astronautes féminines de Challenger, ont ouvert le boîtier de commande et, en coupant une connexion, ont pu immobiliser l'antenne. Le commandant de bord Robert Crippen et le pilote Jon McBride ont ensuite fait tourner la navette sur elle-même pour qu'à certains instants l'antenne pointe en direction du satellite. Sont alors émises les images prises auparavant et enregistrées sur bande magnétique.

L'autre antenne, de beaucoup plus grande taille, est celle du radar d'observation de la Terre. Elle est constituée de trois panneaux. L'un d'eux refusait de se déplier. Sally Ride a utilisé le bras télémanipulateur pour le pousser, et il s'est finalement mis en place. Mais la sortie dans l'espace de David Leetsma et Kathryn Sullivan a été reportée de mardi à jeudi. Ils doivent au cours de cette sortie répéter des opérations de branchement qui permettront au cours de futures missions de remplir d'hydrazine les réservoirs de satellites qui auraient épuisé leur stock. Ils profiteront de leur présence dans la soute pour replier manuellement l'antenne si celle-ci n'obéit pas correctement à la télécommande.

Le reste du programme s'est effectué sans incident. En préparation à ces « ravitaillements spatiaux » un transfert d'hydrazine a été fait entre deux réservoirs présents dans la soute de la navette. Le Canadien Marc Garneau a commencé de mettre en œuvre les nombreuses expériences qu'il doit réaliser. Et l'orbite de Challenger a été abaissée à 219 kilomètres d'altitude, de manière à affiner les images prises par la caméra à grand champ et par le radar. – *(AP, UPI, Reuter, AFP.)*

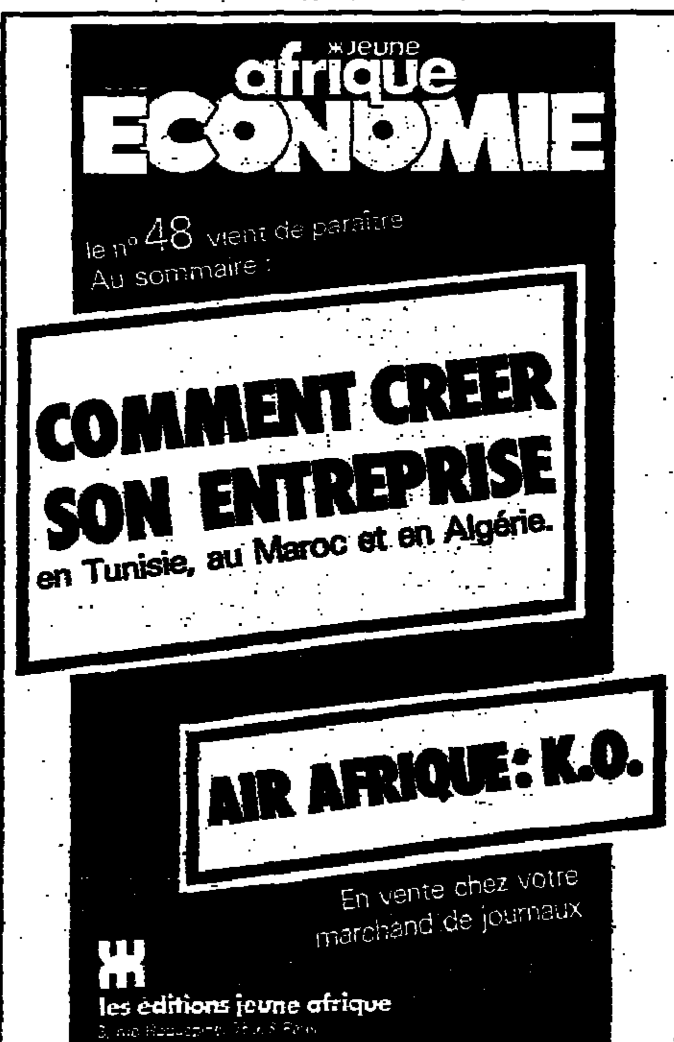
## RELIGION

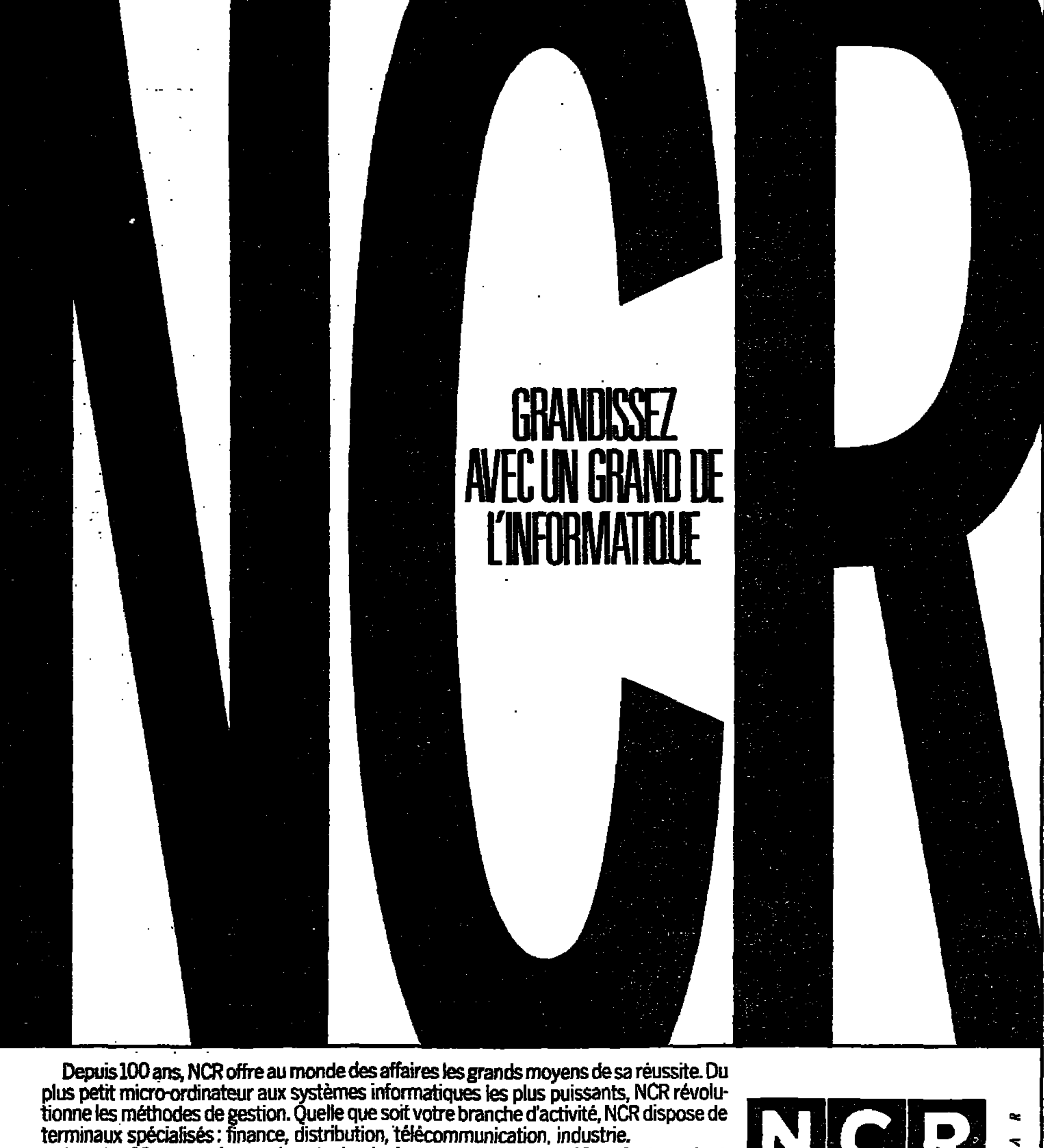
### LE PÈRE SCHILLEBEECKX A ÉTÉ CONVOQUÉ AU VATICAN

Le théologien belge Edouard Schillebeeckx a déclaré, dimanche 7 octobre, à la radio néerlandaise, qu'il avait été convoqué le mois dernier au Vatican pour s'expliquer sur son livre *le Ministère ecclésiastique,* et qu'il risquait d'être condamné pour les thèses qu'il y développe.

C'est la troisième fois que Rome se tourne contre ce dominicain, âgé de soixante-dix ans, qui a été de 1958 à 1982 professeur à la faculté de thélogie de Nimègue (Pays-Bas). Il a cependant échappé à la condamnation jusqu'à présent.

Dans l'ouvrage contesté, paru en *1980, le Père Shchillebeeckx plaide* en faveur de la possibilité de faire administrer l'eucharistie par les laïcs dans certains cas exceptionnels. *Il y défend l'ouverture du* ministère aux femmes et aux personnes mariées et la désignation des responsables du clergé par la paroisse locale. – *(AFP)*



# ÉDUCATION

## RASSURÉE SUR SA SURVIE

# L'école catholique veut rester libre de nommer ses enseignants

Les responsables de l'enseignement catholique portent un jugement nuancé sur le projet de loi de décentralisation en matière d'enseignement qui doit être examiné en ce début de semaine par les députés. Le Comité national de l'enseignement catholique, réuni samedi 6 octobre, n'a pas dérogé à son habitude de *prudence et de mesure. Il n'ose* pas trop s'engager pour l'avenir, mais son appréciation des textes préparés par le gouvernement (celui sur le transfert des compétences de l'Etat vers les collectivités territoriales et celui qui viendra en discussion dans quelques semaines avec la *loi de finances*) *confirme* l'*impression* d'apaisement constatée à l'annonce des « dispositions Chevènement » le 29 août.

Dans un communiqué commenté samedi par le chanoine Guiberteau, secrétaire général de l'enseignement catholique, les réserves ne manquent pas. *L'école privée redoute d'avoir* les ailes coupées. Ce n'est plus sa survie qui la préoccupe mais son essor. Elle craint de ne plus conserver la maîtrise de la nomination de ses enseignants, de la constitution *d'équipes éducatives. Elle* s'inquiète de l'étendue des pouvoirs des communes, des départements, des régions au moment de la signature de nouveaux contrats d'association. Elle veut bien se soumettre à la procédure des crédits limitatifs : que les créations de postes soient prévues au budget et tiennent compte des schémas de formation établis par les régions, mais à la condition que sa voix soit entendue au préalable et ses besoins exprimés. Elle réclame en somme ce que le chanoine Guiberteau appelle « *une respiration interne, indispensable pour rester vivants* ».

### Les laïques ne désarment pas

Pour parer à tout danger, les dirigeants de l'enseignement catholique comptent sur une « *concertation sérieuse* » avant l'élaboration des décrets d'application. « *Alors seulement nous pourrons parler vraiment de sérénité.* »

Il n'en reste pas moins que le mot de « *satisfaction* » figure d'ores et déjà dans le communiqué du comité national. Satisfaction car sont « *sauvegardées des libertés essentielles* ». Pour les dirigeants de l'école catholique, le maintien de la législation fondée sur la notion de contrats, et singulièrement la survivance des contrats simples, le *statu quo* sur la nomination des chefs d'établissement *ainsi que* la *reconnaissance* d'une formation spécifique pour les maîtres du privé, sont autant de bons points.

Ces bons points expliquent l'attitude des responsables de l'enseignement catholique qu'ils définissent eux-mêmes comme un « *pragmatisme éclairé et vigilant* ». Elle leur dicte l'intention de surveiller le débat à l'Assemblée nationale sans agressivité.

Voilà qui les distingue aujourd'hui des élus de l'opposition. Le RPR, en déposant une exception d'irrecevabilité, et l'UDF une question préalable (*le Monde* du 5 octobre) ont montré qu'ils n'entendent pas laisser passer l'occasion de s'en prendre au projet gouvernemental.

Les laïques, pour leur part, se défendent d'avoir désarmé. M. Michel Bouchareissas, secrétaire général du Comité national d'action laïque (CNAL) a répété ce week-end que les deux projets de loi « *ne règlent en rien* » la question des rapports de l'école privée avec l'Etat. Ils n'ont pas renoncé à infléchir les textes, en particulier sur le statut des enseignants et sur l'exercice des libertés syndicales au sein de l'enseignement privé. Ils jugeront la bonne volonté du gouvernement à l'utilisation que celui-ci *fera des crédits prévus* au prochain budget pour créer des établissements scolaires publics là où ils font défaut.

Cependant, dans l'immédiat, le vent ne souffle pas chez eux à la tempête. Les dirigeants du CNAL reçoivent mardi après-midi une délégation du PS, en plein débat à l'Assemblée nationale sur l'école privée. *Mais ils* conviennent que ce ne sera pas pour exiger des amendements au projet de loi.

CHARLES VIAL.

# EN BREF

### Un député socialiste condamné pour diffamation

La cour d'appel de Lyon a rendu, vendredi 5 octobre, un arrêt condamnant définitivement M. Louis Philibert, député des Bouches-du-Rhône (PS), pour diffamation de son adversaire UDF-PR, M. Alain Joissains, ex-maire d'Aix-en-Provence.

Un premier arrêt rendu par la cour d'Aix-en-Provence avait été annulé à la suite d'un pourvoi en cassation.

Entre les deux tours des élections législatives de juin 1981, une affiche du candidat socialiste accusait son adversaire, sans le nommer, de comportement « *indigne d'une société démocratique et civilisée* » et de « *répandre la peur* » et « *jeter le trouble parmi la population rapatriée* » en utilisant des « *commandos* » et par la distribution de « *faux documents* ».

La cour a estimé que M. Philibert avait « *dépassé les limites permises par la liberté du débat électoral* » et a accordé à M. Joissains le franc symbolique.

M. Louis Philibert et l'imprimeur du texte incriminé ont été condamnés à 3 000 F d'amende chacun *et aux frais de publication* du jugement dans les trois journaux du département.

### Baleines de Panurge

Quatre-vingt-quatorze baleines échouées sur une plage américaine. — Une troupe de quatre-vingt-quatorze baleines pilotes, dont certaines atteignaient 7 mètres de long, se sont échouées samedi 6 octobre, sur une plage de Cape Cod, dans le Massachusetts (États-Unis). Des employés des services locaux ont dû achever par injection les animaux qui agonisaient, avant de les enfouir dans une vaste fosse commune.

Ces échouages de baleines, qui se produisent à intervalles réguliers sur toutes les côtes du monde, intriguent toujours les chercheurs. L'hypothèse avancée aujourd'hui serait que les mammifères marins, qui vivent en troupeaux, comme nombre de leurs congénères terrestres, suivent aveuglément leur chef. Lorsque celui-ci, en raison de son vieillissement ou par défaillance accidentelle, perdrait ses facultés d'orientation, il entraînerait tout le troupeau avec lui.

RECTIFICATIF. — Dans notre relation du procès de François Korber, ancien militant du RPR en Gironde, condamné pour outrages à magistrat (*le Monde* du 5 octobre), il fallait lire « *l'un des auteurs* présumés *du crime, Roger Ambeau* ». De plus, l'attaque à main armée dont le produit a provoqué une dis*pute pour son partage entre les trois* hommes était en fait une attaque *simulée*.

### VALISE MAGIQUE

On avait tant vanté à cet industriel de Vesoul (Haute-Saône) les mérites du très éclairé mage sénégalais Souadou Traore, dont les pouvoirs, lui disait-on, faisaient merveille en affaires, en amour et même en politique, qu'il s'était décidé à le rencontrer. L'entrevue eut lieu dans un hôtel de Vesoul. Flanqué de son assistant et d'un garde du corps, le mage avait expliqué au PDG comment il se proposait de faire croître sa fortune. Selon une « recette » apparemment des plus simples : il suffisait de faire l'acquisition d'une valise neuve, d'y placer une somme de 200 000 F, puis de prier. Le mage, lui, se chargerait du reste...

Le PDG ne disposait que de 150 000 F, aussitôt retirés du compte de l'une de ses sociétés. « *Cela sera suffisant* », dit le mage, avant de placer l'argent dans la valise. Allaient suivre prières et incantations diverses et même... massages à base d'une poudre secrète. Quatre jours avaient passé lorsque le PDG, dont on devine l'impatience, se décida à ouvrir le bagage dont il possédait une clé. L'argent (faut-il le préciser ?) s'était envolé.

Honteux, le PDG crédule attendit une quinzaine de jours avant de porter plainte. Interpellés en octobre 1982, le « mage » et ses deux acolytes avaient été remis en liberté provisoire, au terme de quatre mois d'emprisonnement préventif. Le vendredi 5 octobre, c'est par défaut que le tribunal de Vesoul a condamné chacun des membres du trio à 50 000 F d'amende, soit chacun un tiers de la somme escamotée. Probablement avertis par l'au-delà de ce qui les attendait, les trois filous n'avaient pas jugé bon de se présenter à l'audience...

● *La tempête a tué six personnes.* — La très violente tempête, issue du cyclone tropical Hortense, a tué six personnes, trois en Espagne et trois en France. Aux deux morts des Pyrénées-Atlantiques s'est ajouté, en effet, l'un des équipiers du catamaran *Crédit agricole*, Bruno Poirier a été emporté par une lame le 5 octobre alors qu'il tentait de réparer le gouvernail du bateau. Les recherches menées depuis Les Sables d'Olonne ont été vaines et elles ont été abandonnées le 6 octobre dans la soirée.

● *Manifestation de détenus à Fleury-Mérogis.* — Une centaine de détenus de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis (Essonne) ont refusé, dans la soirée du samedi 6 octobre, de regagner leurs cellules au terme de la promenade quotidienne. L'*intervention* de *quelque soixante*-quinze gendarmes mobiles a été nécessaire pour que les détenus réintègrent leurs quartiers respectifs, sans qu'aucun incident soit signalé. Déjà, le jeudi 4 octobre, environ cent cinquante détenus avaient participé à un mouvement identique, jusqu'à l'*intervention* d'une centaine de gendarmes.

● *Les militants de Greenpeace vont* « harceler » *l'usine de La Hague.* — Deux militants de Greenpeace ont été indisposés par des jets de gaz lacrymogène après avoir tenté, samedi 6 octobre, de pénétrer dans l'usine de retraitement de La Hague (Manche) pour protester contre le départ, vendredi 5 octobre, de 250 kilos de plutonium vers le Japon. *Les militants de Greenpeace*, relayés par les Verts de Cherbourg, ont annoncé leur intention de *harceler* l'usine de La Hague jusqu'à l'arrivée du plutonium au Japon, prévue dans quarante-cinq jours.









# CARNET DU Monde

## Décès

— On nous annonce le décès du

**docteur Georges A. de ANGELIS,**

survenu le 27 septembre 1984, en sa soixante et unième année.

Les obsèques auront lieu le mardi 9 octobre, à 8 h 30, en l'église orthodoxe russe, 12, rue Daru.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le lundi 1er octobre 1984

**Sœur Jacqueline BRENAC**

est décédée à l'âge de cinquante-neuf ans, dans le plein élan de son ministère.

L'évangile de la Résurrection a été célébré le jeudi 4 octobre, à Versailles.

De la part
De la Communauté des Diaconesses de Reuilly,
De ses frères et sœurs,
Hélène et Paul Gabathuler,
Maurice et Olga Brenac,
Sœur Emmanuelle,
Jean et Francine Brenac,
Pierre et Yvonne Brenac,
Arlette Brenac,
Michelle et Jacques Lalande,
Edith Brenac
Et les familles Brenac, Casalis, Dieny, parentes et alliées.

Famille Brenac,
3, villa Logerais,
92270 Bois-Colombes.
Communauté des Diaconesses,
10, rue Porte-de-Buc,
78000 Versailles.

— Mme Jean Caussain,
née Jacqueline Modet,
M. et Mme Jean-Jacques Caussain
et leurs enfants,
M. et Mme François Caussain
et leur fille,
M. et Mme Bernard Caussain,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès du

**docteur Jean CAUSSAIN,**
ancien élève
de l'Ecole de santé navale,
médecin-colonel
des troupes de marine (e.r.),
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 5 octobre 1984, à Paris, dans sa soixante-seizième année.

*La cérémonie religieuse sera célébrée* le mercredi 10 octobre, à 8 h 30, en la chapelle du Val-de-Grâce, 277 *bis*, rue Saint-Jacques, Paris-5e.
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Champigny-le-Sec (Vienne).

18 *bis*, rue de Chartres,
92200 Neuilly-sur-Seine.

— Les enseignants
Et le secrétariat de l'UER des sciences de l'homme de l'université de Caen
ont la tristesse de faire part du décès de

**Jean-Charles PAYEN,**
professeur de littérature médiévale
à l'université de Caen,

survenu le 5 octobre 1984.

— L'Institut de littérature générale et comparée,
L'Institut de linguistique et philologie françaises
ont la tristesse de faire part du décès de

**Jean-Charles PAYEN,**
professeur de littérature médiévale
à l'université de Caen,

survenu le 5 octobre 1984.

(*Lire page 46.*)

— Max et Marie-Louise Bouvy,
Jean-Paul et Colette Ricolfi,
Bruno Ricolfi,
Michel et Clotilde Vermeil,
Vincent et Dominique Ricolfi-Bouvelle,
Claude et Isabelle Zenerino,
Jean-Jacques et Christiane Gil,
Mme le docteur Christiane Lambert,
Et leurs enfants,
font part du rappel à Dieu de

**Paul RICOLFI,**
ingénieur civil des mines,
chevalier de la Légion d'honneur,

le 4 octobre 1984, à l'âge de soixante-dix ans, entouré de l'affection des siens.

« *Heureux les cœurs purs car ils verront Dieu.* »

2, rue Tonduti-de-l'Escarène,
06000 Nice.

— Les amis de Zachar Zunchein,
détenu en Sibérie,
ont la douleur de faire part du décès de sa mère,

**Déborah ZUNCHEIN,**

survenu à Riga, le 30 septembre 1984, à l'annonce des conditions de détention de son fils.

Famille Zunchein,
*URSS, LATVSSR, Riga,*
Ul. Kakhovki 4/31.

[Selon ses proches, Mme Déborah Zunchein a été frappée d'une crise cardiaque, lorsque son mari lui a raconté les conditions de détention de leur fils dans un camp près d'Irkoutsk.

Zachar Zunchein a été condamné à trois ans de camp à la fin du mois de juin dernier pour « activités antisoviétiques ». Depuis plusieurs années, il demandait à pouvoir partir pour Israël, ce que lui refusaient les autorités soviétiques. Pendant le voyage vers Irkoutsk, il aurait subi des brimades « *parce qu'il se conduisait mal* » et perdu 20 kilos. Le père de M. Zunchein a pu rencontrer récemment le directeur du camp.]

## Anniversaires

— Pour le deuxième anniversaire du décès de

**Jean FIHMAN,**

une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

## Services religieux

— L'Union nationale de l'arme blindée, cavalerie, chars, 39, rue Caumartin, 75009 Paris, fera célébrer un service religieux à la mémoire des morts pour la France de la cavalerie, des chars et de l'arme blindée, et des anciens de l'arme décédés au cours de l'année, le dimanche 21 octobre 1984, à 11 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides.

## Messes anniversaires

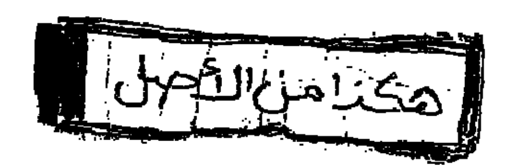
— Une messe sera célébrée le mercredi 10 octobre 1984, à 9 heures, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, 35, avenue Marceau, à Paris-16e, à la mémoire de

**Mme BOURLON DE ROUVRE,**
née Edith de Trachis de Lays,

rappelée à Dieu le 27 septembre 1984.



هكذا من الأصل





# Vincent était à New-York, François à Montpellier, Paul en Angleterre, et moi à mon bureau, comme d'habitude...

Sur l'autoroute qui le ramène vers New-York, Vincent peste contre cette limitation de vitesse qui rend interminables ces trajets déjà si longs. Sa grosse américaine de location se traîne parmi les autres voitures, en longues files qui paraissent immobiles.

Cette lenteur inhabituelle fait naître chez Vincent une impatience nerveuse. Pour éviter tout risque de se faire arrêter, sirènes hurlantes, par ces voitures de police jaillies de nulle part, Vincent a enclenché le "cruise control."

La voiture s'est stabilisée aux 55 mph réglementaires et Vincent pense à son rendez-vous à New-York. Pas question de le manquer : toute la conduite à tenir lors de la négociation de demain va se décider là, tout à l'heure, tous ensemble. Une affaire importante, qui va donner un nouveau souffle à la société et qui va, surtout, lui ouvrir tout le marché du Mexique. Et pour lui, responsable de l'export, la réalisation d'objectifs qui vont pulvériser les prévisions.

En même temps qu'il approche de la ville, Vincent réalise que cette réunion ne l'oblige pas réellement à regagner son hôtel.

Totalement détendu, il sait qu'il atteindra tout de même New-York assez tôt et qu'il passera une bonne nuit avant sa réunion. Ensuite dès 6 heures du matin, il sera à pied d'œuvre pour décoller vers Toronto, les idées claires...

Tout près de Montpellier, dans le patio d'une grande villa, François relit son rapport pour la quatrième fois. Pour la quatrième fois, il pianote sur sa calculette solaire qu'il a rapportée de Hong-Kong. C'est lui qui va, tout à l'heure, défendre le montage financier de ce projet qui mobilise toute la société depuis plusieurs mois. Pas question de bégayer sur un ratio, d'hésiter sur un pourcentage. Il faudra, pourtant, faire preuve de beaucoup de souplesse. L'entreprise est en concurrence, et François le sait.

Il y a une heure à peine, François achevait d'animer un séminaire de gestion pour les cadres de sa société. La bâtisse est maintenant silencieuse comme un pensionnat que les élèves en vacances viennent de quitter.

Réunion dans une demi-heure. Cette atmosphère de grande maison vide, que d'autres trouveraient trop calme, ne déplait pas à François. Elle lui rappelle ces soirées de préparation au concours, et il revit les mêmes émotions, rajeuni en quelque sorte à l'idée de l'oral qui l'attend.

La troisième éprouvette vient de casser avec un bruit sourd qui fait sursauter cinq blouses blanches présentes autour du banc.

Paul a tenu à faire tester des échantillons de l'alliage par un laboratoire officiel. Et puis, la caution d'un institut britannique constitue un argument de poids face à une opposition fortement anglo-saxonne.

Tout près de la machine d'essai, cinq visages viennent de se pencher sur la feuille de l'enregistreur. Cette troisième mesure le confirme : ce matériau tient ses promesses.

Bien sûr, Paul aurait pu faire confiance aux experts, mais il tient trop à sa réputation dans la société. Technicien infaillible, ingénieur perfectionniste, théoricien tâtillon : ses collègues en rajoutent volontiers lors des réunions habituelles. Et si Paul le prend parfois mal, il le fait plutôt par jeu car il serait déçu, dans le fond, d'être pris pour un ingénieur comme un autre.

Dans le taxi qui le ramène vers le centre de Londres, où il est sûr de trouver une cabine téléphonique, Paul relit les diagrammes d'essais et encadre les chiffres importants. Il a rendez-vous dans vingt minutes. Il lui faudra aller vite, à l'essentiel, car les autres ne partagent pas toujours sa passion de la technique...

Voilà deux jours que Catherine est arrivée à Strasbourg, deux jours qu'elle n'a pas quitté ce bureau que la Salle des Congrès a mis à sa disposition. La conférence de presse a lieu jeudi : Catherine a besoin, aujourd'hui même, des derniers éléments qui vont compléter ses dossiers d'information.

La société qui a convoqué la presse doit annoncer ses nouvelles structures et ses ambitions à l'étranger. Mais si la négociation en cours aboutit, l'annonce, à chaud, de ce contrat fabuleux, va à coup sûr attirer les grands noms de la presse et de la TV.

Responsable des plus gros dossiers dans un cabinet de relations publiques, Catherine a conscience de jouer ici un grand tournant dans sa carrière. Il est question, en effet, de lui confier la direction de l'agence de Bruxelles...

Dans vingt minutes, réunion. Une réunion où elle devra beaucoup écouter et poser toutes les questions essentielles, sur un sujet technique qui lui est maintenant bien familier.

Plus que dix minutes. Catherine commence à rassembler les questionnaires qu'elle a préparés...

Je viens de passer l'après-midi dans les encombrements. Mon avion qui avait du retard, pour commencer. Et puis, cette manifestation qui m'a fait décaler ma réunion avec notre conseil juridique. Enfin...

J'attends avec impatience notre rendez-vous de tout à l'heure. Je ne suis pas inquiet, non. J'ai le pressentiment que tout le monde sera là, à l'heure, détendu, et que tout va bien se passer.

Tiens, plus que cinq minutes avant de se retrouver... Derrière moi, les tours de la Défense, grises en cette fin de matinée ordinaire. Devant moi, l'ordre du jour et mon éternelle calculatrice.

Je compose le numéro. J'ai le répondeur, ça marche :

– *"Bonjour. Au top sonore vous entrerez en réunion-téléphone... Bonne réunion et à bientôt."*

Ça y est. Ils vont tous arriver. La réunion va commencer. Je parle le premier :

– Allô, Vincent ?

– Présent. Je viens de me faire réveiller. Il fait encore nuit à New-York. Ça va ?

– Très bien. François est là ?

– Je suis là, plein soleil à Montpellier.

– Bonjour ! C'est Paul, je saute d'un taxi, je suis dans une cabine.

– Oui ! Catherine au bout du fil. Drôlement heureuse de vous entendre...

– Bravo. Tout le monde est à l'heure. On peut commencer... Vous avez tous l'ordre du jour. François, peux-tu le résumer ?

– O.K. Premier point...

Cette fois, la réunion est commencée. Jamais je ne me suis senti aussi proche de Vincent, François et Paul. Ils sont là, le sujet sur le bout du doigt.

Cette présence au bout du fil prend une consistance qui me rassure, m'ennivre presque. Les questions partent, les réponses viennent, rapides, précises. Très vite, ça se construit. Tout le projet prend corps, la proposition se verrouille. A s'entendre ainsi, tous sur la même ligne, jamais on ne s'est senti aussi forts.

Je repense à ces réunions mouvementées, anarchiques, où chacun, bien malgré lui, arrivait en retard, se laissait déranger. Je repense au temps, à l'énergie gaspillés et à certains dossiers insuffisamment préparés qui nous ont sûrement fait manquer des marchés.

Notre réunion-téléphone se poursuit. Je découvre que Paul, plutôt réservé d'habitude, s'explique avec assurance. Vincent, curieusement, n'abuse pas de ses talents de vendeur. François, au téléphone, n'a rien perdu de sa rigueur. Et Catherine, que nous ne connaissions pas, a l'air diablement efficace.

J'ai l'impression que chacun se rend compte de cet équilibre quasi parfait et pense déjà reprendre à son compte cette idée de la réunion-téléphone.

Pour ma part, j'ai bien envie de l'instituer. La réunion par téléphone, il faudra recommencer.

*Trois gestes simples pour organiser une réunion-téléphone.*

*La réunion-téléphone : un nouveau service des Télécommunications pour établir un dialogue immédiat entre 3, 4... jusqu'à 20 interlocuteurs dispersés partout en France ou à l'étranger et disposant d'un simple poste téléphonique.*

*Vous êtes en France et abonné au téléphone : vous pouvez organiser une réunion-téléphone en 3 gestes simples.*

*– Vous composez le N° vert : 16 05 300 300 pour indiquer, quelques heures à l'avance, la date et l'heure de votre réunion ainsi que la durée prévue et le nombre de participants.*

*– Un numéro de téléphone confidentiel vous est immédiatement attribué pour la réunion par le service de réservation. Vous le communiquez aux participants.*

*– A l'heure fixée chacun compose ce numéro, de son bureau, d'une cabine publique ou d'une voiture. Tous les appels se regroupent. La réunion commence.*

*Où vous adresser pour en savoir plus sur la réunion-téléphone*

*Composez le 14, ou passez à l'agence commerciale des Télécommunications la plus proche de vous, son adresse est indiquée sur votre facture.*



**LA RÉUNION-TÉLÉPHONE**

**UN NOUVEAU SERVICE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS**

*Tous sur la même ligne*

TÉLÉCOMMUNICATIONS PTT

*Siquier Courcelle et associés*

Le Monde

# sports

## AUTOMOBILISME

# Prost-Lauda : finale portugaise

**Le duel que se livrent les deux *pilotes* de McLaren, Alain Prost et Niki Lauda, pour l'attribution du titre de champion du monde de formule 1 trouvera son épilogue le 21 octobre à Estoril, à l'occasion du Grand Prix du Portugal. Premier au classement provisoire, l'Autrichien ne possède plus que 4,5 points d'avance sur le Français, après le Grand Prix d'Europe disputé dimanche 7 octobre. Alain Prost s'est, en effet, imposé sur le circuit du Nürburgring (RFA) dans l'avant-dernière épreuve du championnat du monde, devant l'Italien Michele Alboreto sur Ferrari, le Brésilien Nelson Piquet sur Brabham et son propre coéquipier, Niki Lauda.**

De notre envoyé spécial

Bonn. — Dans le petit monde de la formule 1, la guerre des nerfs a commencé. Deux pilotes pour un titre, c'est à tout le moins un de trop. Alain Prost ou Niki Lauda ? Le Français ou l'Autrichien ? Qui sera, à l'arrivée, le meilleur metteur au point ? Qui réglera le mieux sa monoplace ? Qui choisira les pneumatiques les plus performants ?

Les deux hommes ont cessé de vivre la course en équipiers. Finis les conciliabules, les échanges de « tuyaux », les conseils. Chacun pour soi et que le meilleur gagne ! Ils n'ont pas, pour autant, déterré la hache de guerre. Le combat se jouera sur le circuit, à la loyale. Toutefois, Lauda a ouvert les hostilités. Par nature réservé, l'Autrichien s'est laissé aller à des déclarations qui, d'ordinaire, font grincer les patrons d'écurie. « *Le matériel dont je dispose*, a-t-il dit à la télévision ouest-allemande, *n'est pas le meilleur.* » Sous-entendu, Alain Prost est privilégié.

L'écurie McLaren aurait-elle intérêt à favoriser le Français ? Personne ne le pense sérieusement en formule 1. Les propos de Lauda ont, néanmoins, provoqué la réaction de MM. Hans Mezger, responsable des moteurs Porsche, et Ron Dennis, manager de l'écurie, qui affirment : « *Aucun pilote n'est favorisé ; nous ne souhaitons pas plus la victoire de Prost que celle de Lauda.* »

Qu'importe ! Sur le circuit ouest-allemand, qui a été refait à neuf pour... 80 millions de DM (environ 240 millions de francs) et qui a provoqué la colère des écologistes (16 hectares de forêt ont été sacrifiés), le pilote autrichien a vécu des heures difficiles. De la première séance d'essai à la course, rien ne lui aura été épargné.

Sur une voiture qu'il maîtrise parfaitement, Lauda s'est retrouvé, vendredi, à la quinzième place. La super-star n'avait pas fait mieux que l'Américain Cheever sur une Alfa-Roméo ou que le Français Jacques Laffite sur une Williams. Alain Prost, le plus rapide derrière Nelson Piquet, l'avait relégué à plus de trois secondes. Le lendemain, l'Autrichien n'avait pas réussi à améliorer son temps. Un déluge s'était abattu sur le massif de l'Eifel (Rhénanie-Palatinat). Il était, du même coup, condamné à occuper la huitième place sur la grille de départ. Bref, de véritables travaux d'Hercule en perspective. Lauda s'y est pourtant attaqué avec l'enthousiasme et l'expérience d'un homme de trente-cinq ans qui a failli laisser sa vie sur ce même circuit.

### La partie belle

Alain Prost avait la partie belle. Quand il a pris le départ, le Français avait oublié le tête-à-queue spectaculaire qu'il avait fait le matin au cours de l'ultime séance d'essai. Sa monoplace n'avait pas trop souffert dans l'accident. Seul le moteur, qui « ratatouillait », avait dû être remplacé. Finalement cela a été une bonne opération pour Prost : il a pris un meilleur départ que Nelson Piquet et n'a plus quitté la première place.

Méthodique, l'Autrichien a eu la tâche facilitée par un carambolage qui, dès le premier tour, a éliminé cinq voitures : celles du Brésilien Senna, des Italiens Fabi et Ghinzani, du Suisse Surer et du Finlandais Rosberg. En six tours, il avait successivement passé Cheever, Patrese et Arnoux.

Son équipée devait cependant être stoppée par le duo formé de l'Italien Alboreto et du Britannique Warwick. Dans le sillage de ces deux derniers, Lauda attendait alors le moment favorable pour les doubler. Il a finalement tenté une manœuvre délicate au moment où un pilote attardé gênait son action. L'Autrichien a alors fait une faute dont on le croyait incapable : bloquant ses roues au freinage, il s'en allait en tête-à-queue. A peine sorti de la piste, il n'en poursuivait pas moins son chemin malgré des pneumatiques qui avaient subi quelques dommages. Le bilan se soldait néanmoins par la perte d'une dizaine de secondes. L'Autrichien avait laissé passer l'occasion de se rapprocher de son adversaire numéro un. Il s'est alors contenté d'assurer sa position.

Dans son for intérieur, tablait-il sur les défaillances de Patrick Tambay, Nelson Piquet et Michèle Alboreto ? En tout cas, les deux pilotes de Renault se sont retrouvés tout à coup derrière l'Autrichien, à la suite d'ennuis de moteur. Avaient-ils trop poussé la pression de leur turbo ? C'est probable. Lauda se retrouvait à la quatrième place et rétablissait une situation qui, au départ, était pour le moins compromise. Il ne devait pas cependant bénéficier des pannes d'essence dont étaient victimes Piquet et Alboreto sur la ligne d'arrivée. Prost ou Lauda ? Lauda ou Prost ? Le titre se jouera au Portugal.

GILLES MARTINEAU.

### UN COMMANDITAIRE SUPPLÉMENTAIRE POUR RENAULT EN 1985

Renault recevra probablement l'aide d'un important commanditaire à partir de la saison prochaine, a annoncé Gérard Larrousse, le directeur de l'écurie française, avant le départ du Grand Prix d'Europe.

Ce partenaire, qui viendra s'ajouter au soutien financier du groupe pétrolier ELF, assurera environ 50 % du budget, a précisé Gérard Larrousse, qui n'a pas exclu la possibilité de faire appel à un commanditaire étranger.

Le directeur de Renault-Sport a aussi affirmé qu'il y avait 99 % de chances pour que les voitures françaises soient équipées, l'an prochain, de pneumatiques Goodyear à cause du retrait de Michelin. — (AFP.)

### Le nouveau but de Pelé

*L'ancien footballeur brésilien Pelé, de son vrai nom Edson Arantes do Nascimento, a révélé qu'il avait reçu une proposition du gouvernement brésilien pour devenir ministre des sports, a annoncé, le 6 octobre, l'agence brésilienne de presse Sport Press.*

## BUDGET

### Les DTN sont favorables aux concours de pronostics

*Les directeurs techniques nationaux (DTN) des fédérations sportives se sont prononcés en faveur de l'instauration de concours de pronostics, après avoir déploré l'insuffisance des crédits de l'Etat consacrés au sport, dans une motion adoptée le 6 octobre à l'issue des rencontres du sport de haut niveau d'Aix-en-Provence.*

« Les Jeux olympiques de Los Angeles ont sonné le glas d'un certain amateurisme et de l'hypocrisie au regard de l'argent. Il peut y avoir une promotion humaine par l'argent venu du sport. La moralité de l'argent est dans sa destination au bénéfice de la carrière et de la promotion du sportif comme c'est le cas pour les meilleurs dans tous les domaines des activités humaines », *indique notamment la motion. Au cours des débats, M. Nelson Paillou, président du Comité national olympique (CNOSF), s'est, pour sa part, prononcé en faveur d'un « loto sportif ».*

## RUGBY

### Albert Ferrasse plébiscité

*Albert Ferrasse, président de la Fédération française de rugby (FFR), a été réélu à l'unanimité à la tête de la FFR au cours de l'assemblée générale qui a eu lieu le 6 octobre à Paris, en dépit d'un violent réquisitoire d'Elie Pebeyre, vice-président, mettant en cause toute la politique fédérale.*

*Le vice-président de la Fédération, exclu puis réintégré par le Conseil d'Etat, s'est défendu de* « vouloir régler des comptes personnels » *et a dénoncé la manière de gouverner d'Albert Ferrasse, en poste depuis 1968 :* « Aujourd'hui, il gouverne seul, par ordonnance, et dans l'illégalité... Depuis 1966, l'équipe de Clermont-Ferrand s'est disloquée, usée et les centurions sont devenus sénateurs... La phrase célèbre « j'avantage mes amis » est le résumé de toute la politique fédérale et la condamnation de tout un système. »

*Albert Ferrasse a rejeté en bloc toutes ces accusations :* « Les termes méprisants d'Elie Pebeyre à mon égard ne méritent pas de réponse. La FFR est gérée par des gens honnêtes. Les comptes sont à la disposition de tout le monde. »

## ATHLÉTISME

### Une succession délicate

*Sprinter devenu lanceur de poids, Alain Godard, un professeur d'éducation physique âgé de trente-neuf ans, vient d'être désigné par la Fédération française d'athlétisme comme directeur technique national (DTN). Toutefois, en triomphant de Michel Lourie, qui avait le soutien des cadres techniques et des athlètes, par 16 voix à 12, pour succéder à Jean Poczobut, Alain Godard n'a pas seulement remporté un succès personnel. Il a aussi assuré la victoire de la contestation vis-à-vis de l'actuelle équipe fédérale, et singulièrment du président Michel Marmion.*

*Reste que la désignation d'Alain Godard ne semble soulever ni l'enthousiasme des athlètes ni celui des cadres techniques et encore moins celui du personnel de la Fédération. Elle devra être entérinée par le ministère de la jeunesse et des sports. Sa confirmation ne manquerait pas de provoquer de profonds bouleversements parmi les dirigeants et les entraîneurs nationaux, dont plusieurs ont déjà fait part de leur volonté de se retirer. Elle constituerait, de toute évidence, une rupture dans l'action de redressement menée par Jean Poczbut.*



## GOLF

# Ballesteros a manqué d'air

**L'Écossais Sandy Lyle a gagné le quinzième Trophée des champions patronné par Lancôme en battant après barrages l'Espagnol Severiano Ballesteros. Au soixante-douzième trou atteint après quatre jours de compétition, les deux joueurs avaient, en effet, réussi le même nombre de coups : soit dix coups au-dessous du score idéal. Un *put* malheureux dès le premier trou des barrages a privé l'Espagnol d'une troisième victoire dans ce véritable tournoi des maîtres européens. La troisième place est revenue au surprenant Britannique, Ian Woosnam, auteur d'une carte de 65, dimanche 7 octobre, la meilleure du Trophée, tandis que l'Irlandais Eammon Darcy, qui avait rapporté une carte de 67 le premier jour, dans le vent et la pluie, terminait quatrième avec deux cent quatre-vingts coups.**

Personne ne voudrait croire que le golf se démocratise si le Trophée des champions était pris comme seule référence pour ce sport. Tout dans les vallonnements de Saint-Nom-la-Bretèche, respire les privilèges de la fortune, pendant les quatre jours de ce tournoi pas tout à fait comme les autres. Privilèges que semblait néanmoins partager une foule évaluée à quelque dix mille personnes dimanche. Mais il n'est pas sûr que le jeu trouve son compte au milieu de cette bousculade de jour de soldes aux « Galeries farfouillettes ». Surtout quand tout ce beau monde se précipite sur la vedette comme des piranhas sur de la viande fraîche.

Il faut reconnaître qu'il est « appétissant », ce Ballesteros, avec son jeu étincelant de matador. Mais tous ces gens qui se mettent sous son nez pour juger de la pureté de son swing ou de la précision de son put, l'étouffent. De l'air ! semble-t-il dire, chaque fois qu'il doit demander aux commissaires de repousser les importuns. De l'air, il en a eu tant qu'il a voulu, vendredi, quand il pleuvait des cordes et qu'à marche forcée il a rapporté une carte de 66 lui donnant le commandement des opérations.

Mais dès que le ciel est devenu plus clément et que les centaines d'invités ont quitté les cocktails pour poursuivre leur babardage au bord des greens, il en a manqué désespérément.

Surtout au moment de « putter ». Les trois bogeys de samedi sont les premiers stigmates de cette lente asphyxie. Et les trois autres qu'il a concédés, dimanche, sur le 9, le 13 et le 15, les trous « défendus » le plus sévèrement du parcours, aux moments les plus chauds de la lutte, ont consommé sa défaite. Ils ont effacé le bénéfice d'un eagle et d'un birdy qui auraient dû le mettre hors d'atteinte.

### Vin chaud

La drame, c'est qu'il a entraîné dans sa chute ses deux derniers compagnons de route, l'Irlandais Darcy, qui se battait comme un beau diable pour assurer péniblement le par, et le prodige allemand Langer, complètement déboussolé dans cette balade en forêt. Dans cette cohue, la plus belle partie du tournoi, celle du Gallois Ian Woosnam, est passée complètement inaperçue. Après un départ laborieux qui ne lui laissait qu'un coup d'avance, ce gaillard de vingt-six ans va aligner huit birdies et se retrouver ainsi en troisième position, à un coup des vainqueurs.

A un moindre degré, l'Ecossais Sandy Lyle a bénéficié des mêmes circonstances. A cinq sous le par pour cinquante-quatre trous, il a fait, lui aussi, un départ moyen pour aligner, aussitôt après, sept birdies qui lui permettaient de conclure ses quatre tours en 278. Et il sirote un verre de vin, bien au chaud, pendant que Ballesteros rame comme un galérien pour remonter, en vain le courant. Quand les deux joueurs se sont retrouvés sur le green du numéro un pour le barrage, la balle de l'Espagnol rase le trou alors que celle du Britannique va droit dedans. C'est une conclusion logique : l'influx de Ballesteros a été « vampirisé » pas ses admirateurs. A l'instar des privilèges de la fortune pour ce trophée.

ALAIN GIRAUDO.

## CYCLISME

# Blois-Chaville : toujours Kelly

**L'Irlandais Sean Kelly, le meilleur routier international sur l'ensemble de l'année, a confirmé sa supériorité et ses qualités de sprinter en remportant, dimanche 7 octobre, Blois-Chaville, dernière classique française de la saison. Gilbert Duclos-Lassalle, échappé à proximité de l'arrivée et rejoint presque sur le fil, a terminé dans le sillage de Bruno Wojtinek, premier Français, classé quatrième.**

Pourquoi Blois-Chaville ? Cette course qui remplace et dénature l'ancien Paris-Tours, une classique de grande notoriété presque aussi vieille que le sport cycliste, a perdu une partie de son prestige en changeant de sens... et de nom. Auréolée d'un passé glorieux, la course Paris-Tours était autrefois l'épreuve des routiers sprinters. Elle empruntait, certes, un itinéraire dénué de difficultés importantes, mais elle se déroulait sous le signe de la vitesse et elle avait son caractère.

Depuis vingt ans, les organisateurs ont expérimenté différentes formules dans le but de la rendre plus sélective. En 1965, ils ont même poussé l'audace jusqu'à supprimer le dérailleur, et ce retour aux sources n'a pas empêché le vainqueur, Gerben Karstens, de pulvériser le record, contre toute attente, en roulant à plus de 45 km/h de moyenne. Puis ils ont modifié le tracé, plaçant les côtes de la vallée de Chevreuse en fin de parcours pour durcir les derniers kilomètres et faire échec aux sprinters. Résultat : premier Kelly, le coureur le plus rapide du peloton. Rien de nouveau en somme.

Vainqueur de ce Blois-Chaville, le champion irlandais aurait mérité d'inscrire à son palmarès le vrai Paris-Tours, ainsi que le firent, par le passé, Gustave Danneels, Paul Maye et Rik Van Looy. Car le chef de file de Jean de Gribaldy est à la fois le coureur type des compétitions de ce style et le routier le plus efficace du peloton. Il vient d'obtenir sa trente-deuxième victoire de l'année après avoir gagné notamment le Critérium international, le Tour du Pays basque, Paris-Roubaix, Liège-Bastogne-Liège, le Tour du nord-ouest de la Suisse, Paris-Bourges et le Tour de Catalogne, des performances d'un très haut niveau auxquelles il convient d'ajouter une place de deuxième, derrière Hinault, dans le Grand Prix des nations.

### Superbe aisance

A l'issue d'une course discrète, prudente et habile animée par Andersen et Ludo Peeters (vainqueur l'an passé), Kelly a utilisé son arme favorite — la vélocité — pour surgir du groupe des rescapés dans les derniers kilomètres, rejoindre à 50 mètres de la banderole Duclos-Lassalle qui s'était détaché à un kilomètre avant l'arrivée et pour déborder le Néerlandais Rooks. Tout cela avec une superbe aisance.

Les Français ont enregistré une nouvelle défaite dans ce Grand Prix d'automne, qu'il remportèrent, pour la dernière fois, en 1956, grâce à Albert Bouvet, aujourd'hui attaché à l'organisation. Pourtant Gilbert Duclos-Lassalle, qui avait fait une rentrée victorieuse une semaine auparavant dans l'Etoile des espoirs, a frisé la réussite. Il porta l'estocade au bon moment pour tenter de surprendre les routiers sprinters, mais, en dépit de ses efforts et de sa conviction, il ne put tromper la vigilance de Sean Kelly.

Les autres ? Le « chômeur » Charreard s'élançait dans une longue échappée solitaire, Charles Mottet, le lauréat du Tour de l'avenir, et son jeune équipier Philippe Bouvatier sont intervenus dans la vallée de Chevreuse, alors que le champion du monde, Claude Criquiélion, et l'Italier Baronchelli, qui devait être victime d'une chute, bataillaient à l'avant.

Bernard Hinault a terminé dans la première partie du peloton aux côtés de son ami Marc Gomez, l'ancien champion de France, et derrière l'espoir nordiste Bruno Wojtinek, sans tirer de l'événement des conclusions particulières. L'épreuve ne lui a jamais souri. Il n'est pas le seul. Bobet, Anquetil, Darrigade, Stablinski, Poulidor, ont échoué eux aussi, parfois d'extrême justesse, dans Paris-Tours, Tours-Versailles ou Blois-Chaville... comme Eddy Merckx.

JACQUES AUGENDRE.

## Hippisme

**PRIX DE L'ARC DE TRIOMPHE**

*Entraîné par Patrick Biancone, monté par Yves Saint-Martin, le pur-sang* Sagace *(8), âgé de quatre ans, qui appartient à l'écurie Daniel Wildenstein, a gagné, le 7 octobre, à l'hippodrome de Longchamp, le soixante-troisième prix de l'Arc de triomphe (2,5 millions de francs au vainqueur). Il a devancé* Northern Trick *(22) et* All Along *(14).*

## Motonautisme

**SIX HEURES DE PARIS**

*Comme l'an passé, les Britanniques John Hill et Tony Williams ont gagné, le 7 octobre, les Six Heures motonautiques de Paris, disputées sur la Seine entre les ponts de Bir-Hakeim et Garigliano. En dépit du courant et des épaves qui ont entravé la course de nombreux concurrents, les Britanniques ont parcouru 847 kilomètres à la moyenne horaire de 141 kilomètres.*

# LES RÉSULTATS

## Automobilisme

**GRAND PRIX D'EUROPE DE FORMULE 1**
**(Nürburgring)**

1. Alain Prost (Fra.) McLaren-Porsche (*moyenne : 191,751 km/h*) ; 2. Michèle Alboreto (Ital.) Ferrari ; 3. Nelson Piquet (Br.) Brabham-BMW ; 4. Niki Lauda (Aut.) McLaren-Porsche ; 5. René Arnoux (Fra.) Ferrari ; etc.

**Classement du championnat du monde des pilotes.** — 1. Niki Lauda (Aut.) *66 pts* ; 2. Alain Prost (Fra.) 61,5 ; 3. Elio de Angelis (Ital.) 29,5 ; 4. Nelson Piquet (Bre.) 28 ; 5. Michele Alboreto (Ital.), 27 ; etc.

## Basket-ball

**CHAMPIONNAT DE FRANCE**
**Nationale 1**
*(Deuxième journée aller)*

| | |
|---|---|
| Stade Français b. *Le Mans | 99-85 |
| *Antibes b. Caen | 91-71 |
| *Avignon b. Challans | 87-85 |
| *Vichy b. Villeurbanne | 92-80 |
| Mulhouse b. *Saint-Etienne | 81-74 |
| *Limoges b. Tours | 106-77 |
| *Orthez b. Monaco | 117-90 |

**Classement.** — 1. Limoges, Mulhouse, Stade Français, 6 pts ; 4. Antibes, Avignon, Challans, Le Mans, Orthez, Tours, Vichy, Villeurbanne, 4 pts ; 12. Caen, Monaco, Saint-Etienne, 2 pts.

## Football

**CHAMPIONNAT DE FRANCE**
**Première division**
*(Onzième journée)*

| | |
|---|---|
| *Auxerre et Bordeaux | 1-1 |
| *Metz b. Paris SG | 2-1 |
| *Marseille b. Monaco | 3-0 |

**Classement.** — 1. Bordeaux, 19 pts ; 2. Nantes, 17 ; 3. Auxerre, 14 ; 4. Metz, 13 ; 5. Nancy, Laval, Bastia, 12 ; 8. Monaco, Lens, Toulouse, RC Paris, 11 ; 12. Strasbourg, 10 ; 13. Paris SG, Brest, Rouen, Marseille, 9 ; 17. Sochaux, Lille, Toulon, 8 ; 20. Tours, 7.

**Deuxième division**
**Groupe A**
*(Neuvième journée)*

| | |
|---|---|
| *Red Star b. Sedan | 2-0 |
| *Abbeville b. Rennes | 1-0 |
| *Besançon b. Angers | 3-2 |
| *Stade Français b. Le Havre | 2-0 |
| Mulhouse b. *Valenciennes | 1-0 |
| *Quimper et Orléans | 2-2 |
| Amiens b. *Dunkerque | 2-1 |
| *Guingamp b. Châteauroux | 1-0 |
| *Reims b. Caen | 1-0 |

**Classement.** — 1. Mulhouse, 14 pts ; 2. Orléans, Reims, 13 ; 4. Guingamp, 12 ; 5. Rennes, Valenciennes, 11 ; etc.

**Groupe B**
*(Neuvième journée)*

| | |
|---|---|
| *Sète et Béziers | 2-2 |
| *Nîmes et Saint-Etienne | 0-0 |
| *Lyon et Montpellier | 1-1 |
| *Grenoble et Cannes | 1-1 |
| *Cuiseaux-Louhans et Martigues | 0-0 |
| *Thonon b. Limoges | 2-1 |
| *Gueugnon b. La Roche/Yon | 2-1 |
| *Nice b. Valence | 7-1 |
| *Le Puy b. Alès | 1-0 |

**Classement.** — 1. Nice, 13 pts ; 2. Montpellier, Cannes, Thonon, 12 ; 5. Gueugnon, 11 ; etc.

## Handball

**CHAMPIONNAT DE FRANCE**
**Nationale 1 A**
*(Troisième journée)*

| | |
|---|---|
| *SMUC b. Saint-Martin-d'Hères | 32-24 |
| *SMEC b. CSL Dijon | 23-19 |
| ACBB b. *Paris UC | 24-23 |
| USM Gagny b. * US Ivry | 20-18 |
| *USAM Nîmes et Stella Saint-Maur | 30-30 |

**Classement.** — 1. SMUC, ACBB, 9 pts ; 3. Stella Saint-Maur, USM Gagny, 8 ; 5. USAM Nîmes, SMEC, 6 ; 7. Paris UC, 5 ; 8. US Ivry, CSL Dijon, Saint-Martin-d'Hères, 3.

## Rugby

**TOURNÉE FRANÇAISE AU JAPON**

*L'équipe de France de rugby a terminé par une victoire logique, à défaut d'être très spectaculaire, sa tournée japonaise en remportant (40-12) le deuxième test-mach face à la formation nippone, le 7 octobre, au stade national de Tokyo.*

*Pour cette cinquième victoire en cinq matches, les Français n'ont pas toujours eu la partie facile contre des adversaires survoltés et bien décidés à ne pas se laisser écraser comme au premier test, qu'ils avaient perdu 52-0.*

*Les Japonais, qui s'étaient promis de sauver l'honneur en marquant au moins un essai, en ont, en fait, réussi trois — Kawaji (40e mn), Oyagi (63e mn), Fujita (85e mn) — à la grande joie des 50 000 spectateurs présents, contre six aux Français — Bianchi (16e mn), Lacans (33e mn), Janik (41e mn), Estève (57e mn), Orso (73e mn), Dintrans (83e mn).*

Le Monde

# culture

## ROCK

### LE PLUS GRAND GROUPE FRANÇAIS

# Quel avenir pour Telephone ?

Il est 18 h 30. La pluie, la nuit, le froid, il fait triste à Reims autour du chapiteau spécialement planté pour le concert de Telephone. Depuis 7 heures ce matin, l'équipe s'affaire. Depuis 7 heures ce matin, les petits commerçants du coin vivent à son rythme : les camions qu'on décharge, les échafaudages qu'on construit, le matériel qu'on teste, les ravitaillements de dernière minute.

Dehors, devant les barrières, ils sont déjà une centaine qui attendent en écoutant les répétitions, cet écho lointain et sourd en forme de bouillie sonore, sans âme et sans voix. Un bonus pas trop prestigieux qu'on vole quand même, parce que, après tout, ce n'est pas tous les jours... Le service d'ordre (ils sont neuf réguliers, plus des locaux selon les villes), frileux, en retrait, se fait discret. Et la pluie qui n'en finit pas de tomber.

Telephone termine la balance du son. Tout à l'heure, avant de monter sur scène, il y aura le rituel des interviews avec les radios libres et le moment où on se retrouve à quatre pour se changer, se concentrer. Dans la petite roulotte qui sert de loge, Richard, le batteur, se plaint à François, le manager : *« Rien n'est prêt, on ne s'entend pas, il faut tout faire. »* Reims est la deuxième étape d'une série de trente-six concerts. On en est encore à essuyer les plâtres. On a beau avoir l'habitude, c'est toujours la même chanson. Pas forcément accordée. Une tournée qui débute, c'est un mélange pressurisant et tonique d'angoisse et d'enthousiasme.

Cette fois, la barre est placée haut : 42 personnes, 3 bus, 3 semi-remorques, une sono (36 kilowatts) et un système d'éclairage de pointe loués aux Anglais, une structure de scène sophistiquée avec un beau décor qui rappelle la pochette du nouvel album.

Le coût de production s'élève à 3 500 000 francs. De plus en plus difficile à rentabiliser. La précédente tournée avait reçu onze mille personnes, cette année on en espère cent cinquante mille. A Paris, vint et un mille spectateurs avaient vu Telephone à l'Hippodrome de Paris; au Zénith, on en attend le double du 9 au 14 octobre.

*Pourtant*, la situation ne se présente pas sous le meilleur jour. *« Même Frank Zappa s'est planté récemment en tournée »*, déplore François. Le marché est de plus en plus difficile, et Telephone doit se battre avec les chiffres. Le nouveau 33 tours (*Un autre monde*) s'est vendu à ce jour à deux cent mille exemplaires, soit soixante-dix mille de moins que le précédent (*Dure limite*) à la même époque – ce dernier avait coûté 1 200 000 francs, plaçant le seuil de rentabilité à deux cent mille exemplaires; avec les 700 000 francs d'e *Un autre monde*, il est heureusement réduit de moitié. Bien sûr, les sept cent mille exemplaires de *Dure limite* ont établi un record. Avec *Un autre monde*, on estime atteindre les scores des trois autres albums, aux environs des cinq cent mille. La tournée va être décisive. A ces chiffres, on peut ajouter ceux des deux vidéo-clips (*Un autre monde* : 350 000 F, et *Electric-Cité* : 50 000 F) réalisés respectivement par Jean-Baptiste Mondino et François Sévéon, avec l'espoir de toucher l'étranger et surtout la fameuse MTV aux Etats-Unis.

*« Que fait la France ?* demande Corinne, la bassiste. *Il fait froid sous ce chapiteau, c'est sinistre, le son est mauvais, la tente est trop basse pour installer la totalité de notre matériel et les gens payent 80 F. Alors, que faut-il faire, ne pas jouer, rayer Reims parce qu'il n'y a pas de salle ? »* Cette année, Telephone a tourné au Japon, en Scandinavie, ils reviennent d'Allemagne. Leur première visite, ils l'avaient faite dans des salles de trois cents personnes, cette année six cents personnes, la prochaine fois peut-être mille. Les circuits existent à tous les stades de popularité. En France, du plus petit au plus grand, c'est le néant. Même pour Telephone, qui est pourtant, toutes nationalités confondues, le groupe de rock qui attire le plus de monde. A Lyon, le Palais des Sports est désormais fermé au rock. Il va falloir jouer sous chapiteau. Six villes de la tournée vont connaître le même sort. La location de l'emplacement à la mairie, celle de la tente aux gens du cirque et son transport : les coûts et les problèmes de sécurité en sont augmentés d'autant pour un confort et une structure d'accueil plus précaires.

*« On est seul, tout seul,* explose Richard. *A nos débuts au moins, on était une dizaine de groupes. Au bout de huit ans, notre seule concurrence, c'est la variété. En Angleterre, ils sont des milliers. Il existe une émulation, il faut se dépasser continuellement au risque de disparaître. Nous, si on disparaît, ce sera pour avoir été seuls. Les nouveaux groupes n'ont aucune chance de se faire entendre. Ils n'ont même pas d'endroits pour ça. Et où est le public ? Les gros concerts en ce moment, c'est France Gall, Eddy, Johnny. La France est le pays de la variété. »*

Arrivé au sommet, Telephone se heurte continuellement à ça. Ils passent à la télé, à la radio, font la une des magazines, mais on les approche un peu comme l'aile gauche de la variété. *« Les médias grand public s'intéressent à nous parce qu'on vend beaucoup, qu'on attire du monde, qu'on représente un phénomène social, mais ils ne nous connaissent pas,* explique Jean-Louis, le chanteur et guitariste. *Certains en sont à découvrir qu'il y a une fille qui joue de la basse. Pour eux, on est encore* « les vedettes que vos enfants écoutent », *au point que, nous interviewer, c'est presque un scoop. On vend plus de disques que Johnny, mais ça reste :* « Telephone-deux-points-Ils existent-entre-guillemets. » *Et cette impression ridicule de faire encore peur. Jacques Martin nous a présentés en disant :* « J'espère que vos enfants ne leur ressemblent pas. » *En 1984 et après huit ans, c'est un peu navrant, mais, au fond, tant mieux si notre image reste pointue en dépit du succès. »*

#### La différence avec Johnny

Alors, après cinq albums, si Telephone ne parvient pas à exister en dehors des frontières, faudra-t-il jouer le jeu, s'inscrire dans le circuit variété ? On approche de la crise de maturité. Leur devenir se résumera-t-il à rester trois mois au Zénith comme Johnny Hallyday ? Est-ce compatible avec l'esprit d'un groupe de rock ? A propos, où est la différence entre les quatre de Telephone et notre rocker national ? Pour Jean-Louis, elle est dans l'autogestion et l'autodétermination. La différence entre Jagger et Presley, peut-être, rocker conscient et inconscient. *« Johnny, on l'a pris à dix-sept ans,* dit-il, *il est devenu une vedette sans avoir connu la vie. Nous avons décidé ensemble ce que nous voulions faire. Apprendre petit à petit. Ecrie nos chansons. Nous sommes beaucoup plus responsables. Indépendants. Johnny, c'est vraiment le chanteur : la voix et la dégaine pour faire passer des chansons qui correspondent à des modes. Ce qu'il porte de rock en lui, c'est un comportement de mauvais garçon par rapport au business, mais quand il monte sur scène, tout ce qui l'entoure lui échappe. C'est aussi pour ça qu'on lui pardonne tout, parce que s'il était responsable, alors il serait encore pire que Dave.*

A une journaliste américaine de l'agence United Press International venue les voir pour faire une enquête sur le phénomène, Jean-Louis avoue *« ne plus savoir ce qu'est le rock français. En ce moment, c'est mon angoisse. La réponse, aujourd'hui, c'est beaucoup de petits groupes qui espèrent et qui rêvent, et Telephone qui continue, qui voyage à l'étranger et qui réalise à peu près ses rêves. Il existe un énorme mouvement qui fait que le monde entier écoute la même musique, chaque pays ayant ses petits groupes « ethniques ». Telephone fait partie de ce courant international ; enfin, il n'y a encore que comme ça que j'arrive à trouver mon identité. »*

Qu'ont-ils fait, enchaîne la journaliste américaine, pour adapter la langue française au rock ? *« J'ai écouté les gens parler,* répond Jean-Louis, *dans la rue, dans les cafés. J'ai écouté la chanson que ça faisait. Quand un Parisien parle aujourd'hui, il ne parle plus comme Piaf. Il parle un peu plus comme je chante, je crois. Un langage rapide qui n'appelle pas forcément l'argot. Avant, les paroles étaient toujours ventripotentes, c'était la vieille méthode des alexandrins et des rimes forcées. Ça fait partie de nos traditions en France : une chanson doit être écrite. Même Gainsbourg parlant de cul, c'est écrit. Avec le rock, il y a avant tout une question de rythme. Ce rythme, c'est parler vite, manger les mots. Ne pas avoir peur de dire « j'te », les compressions comme en anglais. Ma culture est moins littéraire qu'audiovisuelle : la télé, la radio, le cinéma, la BD. »*

Jean-Louis explique que le principal obstacle pour Telephone aux Etats-Unis, outre celui de la langue, qu'ils ne savent toujours pas comment contourner, c'est sa petitesse par rapport à la grandeur du pays : *« Un groupe américaine est trop gros quand il vient en France. Parfois, il ne peut même pas transporter la totalité de son matériel. Pour nous, c'est l'inverse. La clé, c'est une structure qui nous ferait assez gros et omniprésent pour attaquer un aussi grand pays. »*

Il est clair, aujourd'hui, que l'objectif à venir pour Telephone, c'est celui-là. On en vient à se demander si le coup de pouce ne devrait pas venir des ministères de la culture et du commerce extérieur. Soutenir Telephone ce serait ouvrir la brèche là-bas, mais, bien sûr, la première étape voudrait avant tout qu'on l'ouvre ici.

Pour le reste, ce qu'on peut dire du nouveau spectacle, c'est que Telephone est encore loin d'être le plus grand groupe du monde, mais, quand il sont sur scène, là, sur leur terrain, devant leur public, pendant au moins deux heures ils sont le meilleur groupe du monde. Pas un autre monde. *Le* leur. Et, après tout, le rock n'a jamais promis autre chose.

ALAIN WAIS.

★ Du 9 au 14 octobre au Zénith à 20 h 30.

## THÉATRE

### « DE SI TENDRES LIENS », de Loleh Bellon

# Une enfant grandit, une femme vieillit

La pièce de Loleh Bellon, *De si tendres liens*, ressemble à ces gravures que l'on trouve parfois chez les brocanteurs. Elles représentent deux escaliers qui se rejoignent au sommet. A la base de celui de gauche, il y a un berceau. Sur la deuxième marche, un enfant qui joue avec un cerceau. Sur la troisième un adolescent. Les degrés montent lentement vers le mariage. Au point culminant, un homme et une femme se sourient. C'est la maturité. Puis l'escalier redescend. Les cheveux blanchissent. Les visages se creusent. De petits enfants entourent sur l'avant-dernière marche un vieillard appuyé sur une canne. Au pied de l'escalier de droite, un ange tient par la main celui dont la vie se termine. On appelle ces gravures « les âges de l'homme ».

*De si tendres liens*, c'est cela. Une enfant qui grandit, une femme qui *vieillit doucement, sans s'en* apercevoir. Au début, Jeanne a peur du noir, l'enfer des enfants. A la fin, Charlotte aussi a peur de l'obscurité. Le noir, chez une vieille dame, c'est la mort. Charlotte a escaladé tous les degrés de l'escalier. *L'ange lui* tend la main. Entre ces deux paliers, il y a un amour. Le plus beau qui existe au monde : celui d'une mère pour son enfant. Un amour jamais remis en question et qui se traduit ici par des mots simples *« couvre-toi », « sois prudente », « écris-moi »*.

Le texte de Loleh Bellon coule paisiblement. Murmures au goût de sucre d'orge qui évoquent mille souvenirs, mille regrets pour ceux qui les écoutent. Phrases quotidiennes derrière lesquelles se cachent des trésors de tendresse mais que l'enfant n'entend pas, lui qui demande inlassablement *« reste avec moi », « raconte-moi une histoire », « comment m'aimes-tu ? »*.

Amour égoïste de la petite fille puis de l'adolescente qui oublie les instants de bonheur. Jeanne, à quinze ans, est agacée, boudeuse, en *pleine révolte. Le monde est ligué* contre elle. Age ingrat que l'on oublie trop facilement, car on en a honte, et que Loleh Bellon nous rappelle, sans colère, car la vie d'une mère, c'est aussi supporter l'injus*tice et les reproches de son enfant.*

L'homme a peu de place ici. Intrus, rival, compagnon de passage. Même le mari de Jeanne est exclu de cet amour inexplicable, de chair et de sang, mis en scène par Jean Bouchaud, exprimé à la perfection par deux comédiennes, Dominique Blanchar et Nelly Borgeaud. Elles portent tout au long du spectacle une robe, toujours la même. Elles évoluent dans la même pièce. Malgré les modes et les décors, rien ne change, au fond. C'est pourquoi elles n'ont pas besoin de maquillage. L'âge, ce n'est pas seulement des rides, un dos qui se voûte, des douleurs dans les jambes. C'est un ensemble de gestes, plus doux, plus lents, des sourires, des phrases aussi qui n'ont l'air de rien mais qui déchirent.

Loleh Bellon possède cet art de la suggestion. Elle frôle la tristesse de Charlotte qui reste digne, parfois douloureusement amusée. *De si tendres liens*, ce sont des rires et des larmes. Merveilleux instants de théâtre à la fin duquel on se dit *« qu'ai-je fait ? » « ai-je su aimer ? », « comment saura-t-on m'aimer ? »*.

CAROLINE DE BARONCELLI.

★ Studio des Champs-Elysées, 20 h 45.

## MUSIQUE

### « RÉPONS » AUX RENCONTRES DE METZ

# L'ample respiration de Boulez

Les Rencontres de musique contemporaine de Metz ont, cette année, immédiatement succédé à Musica 84, alors que depuis douze ans elles se déroulaient à la fin novembre. N'y voyons pas le résultat d'une quelconque rivalité (Musica accueillait récemment un programme du Centre de recherche de Metz), car les deux manifestations ont des moyens, des méthodes et des objectifs assez différents. Il s'agissait seulement de présenter la création française, dans sa nouvelle version, de *Répons*, et pour cela de se soumettre au calendrier de l'IRCAM.

L'importance de cette création est sans doute amoindrie par la série d'auditions qui sera bientôt donnée à Paris de l'œuvre de Pierre Boulez (1) ; mais elle a l'inconvénient de faire paraître quelque peu étique le programme des premières journées, alors que Metz nous avait habitués (l'an passé notamment) à de plantureux festins. Les Messins ont pu, en outre, se sentir frustrés du beau concert d'ouverture (Lutoslawski, *Holliger*, *Zimmermann*), offert à Nancy, même si c'est de saine décentralisation régionale.

Mais ils ont eu de maigres potages en attendant l'événement : une séance confiée à de jeunes Allemands, fort bien dirigés par Michael Zilm (lauréat du concours de Besançon l'an passé), comprenait une œuvre de Marc Monnet (*Patatras*, la bien-nommée), dont le talent devrait se refuser à de tels déchets, quelques *Chants de Sappho*, de Hans-Jürgen von Bose, d'un assez beau sentiment parfois, *Bouchara*, de Claude Vivier (le compositeur canadien mort tragiquement il y a quelque temps), œuvre vocale colorée et originale, mais d'une substance musicale un peu mince, et une *Etude d'exécution transcendante*, de Reinhard Febel, dont la bonne facture ne pouvait dissimuler le manque d'intérêt.

A un autre programme, Tristan Murail faisait joujou avec les monstrueuses machines et les claviers de lumière du rock pour un ouvrage d'une mise au point très professionnelle (*Random Access Memory*), qui lui promet de marcher sur les traces de Jean-Michel Jarre, ce qui est dommage pour un musicien aussi doué, tandis que Michel Zbar utilisait, dans *le Voyage éclaté*, un matériel instrumental et électronique réduit avec plus de rigueur sonore, sans parvenir à maîtriser une forme diluée à l'excès.

Que n'ont-ils pris modèle sur Boulez, dont les œuvres de vingt et un ans (*Première Sonate pour piano* et *Sonatine pour flûte et piano*), fort bien jouées par Michael Levinas, Pierre-Yves Artaud et Jacqueline Mefano, restent un exemple de concision et de musicalité à la pointe de l'intelligence, nullement indigne de *Répons* dans sa haute maturité !

Cette dernière partition reste en chantier : de vingt minutes à Donaueschingen, elle est passée à trente-deux, à Londres (*le Monde* des 20 octobre 1981 et 8 septembre 1982) et aujourd'hui atteint quarante et une minutes ; la première partie se trouve ainsi achevée. Mais l'objectif reste une heure et demie, et le travail doit être avancé, puisque le compositeur nous a promis l'œuvre enfin complète pour les derniers mois de 1985.

Rappelons brièvement le dispositif général : les vingt-quatre instrumentistes (non sonorisés) en position centrale, qui concertent avec six solistes (deux pianos et orgue électrique, harpe, cymbalum, xylophone et glockenspiel, vibraphone), éparpillés autour de la salle, dont les jeux sont captés et prolongés par la machine 4 X (ordinateur de l'IRCAM travaillant en temps réel, pour s'adapter à la souplesse de l'exécution).

Les neuf minutes nouvelles s'insèrent vers la fin (provisoire) de l'œuvre, avant la très belle coda toute en traits montants et parallèles des solistes, dont chacun a cependant son caractère propre et sa couleur ; conclusion en résonances pensives, qui fait songer à celle des quatre pianos dans *Noces*, de Stravinsky.

Mais reprenons le fleuve à sa source, avec ce grand exorde où, pendant six ou sept minutes (selon les exécutions), l'orchestre joue seul. Une ouverture vigoureuse empreinte d'une sorte d'alacrité conquérante, où le discours, très fourni et complexe, riche en événements de toutes sortes, est d'une pureté de ligne et d'une lisibilité parfaites ; le mouvement très souple, avec des retards, des suspensions, des ondes poétiques frissonnantes en trémolos, est soutenu par une impulsion dionysiaque de plus en plus bondissante.

Alors éclate le feu d'artifice des solistes, en coulées de lumière et superbes trémolos qui jaillissent de tous côtés, renforcés par les prodigieuses orgues de la 4 X ; l'orchestre, un instant submergé, reparaît avec des dessins serrés et développe une musique dynamique ponctuée par les explosions des solistes. Au bout de sept à huit minutes, un temps de calme marque le début d'un crescendo éblouissant sur lequel s'achevait la pièce initiale en 1981.

La partie « londonienne » est marquée surtout par de rapides toccatas déchaînées sur tous les claviers, d'abord seuls, puis rivalisant avec l'orchestre, en une sorte de fantasmagorie sonore, jeux multipliés de fontaines lumineuses qui défilent à une vitesse vertigineuse. L'entrée dans la nouvelle version (vingt-neuf minutes environ après le début) se caractérise par un changement de rythme et d'orientation, des trames plus légères, un dialogue plus ouvragé de l'orchestre avec les solistes, et peu à peu un ralentissement du tempo, qui prépare la belle coda suspendue.

Toute l'œuvre reflète le caractère vif, la pensée nette, l'optimisme suractif de Pierre Boulez : son goût pour l' « éclat » des timbres a pris aujourd'hui une nouvelle dimension avec les étonnantes possibilités de la 4 X, dont Hugues Dufourt remarque justement qu'elle donne aux sonorités aiguës la même plénitude sonore qu'aux graves. Si le travail du compositeur reste toujours aussi serré, il s'y ajoute maintenant une sorte d'ample respiration lyrique par ce jeu de « réponses », de séquences alternées à l'écriture lâche et dense tout à tour, d'où naît cette impression d'une dialectique merveilleuse entre la liberté et la rigueur.

JACQUES LONCHAMPT.

★ *Répons* sera donné au Centre Pompidou les 13, 15, 16, 17, 18 et 19 octobre.

■ *PALMARÈS. – Les deux premiers grands prix du trentième Concours international de chant de Toulouse ont été emportés le 6 octobre par Bamba Chihiro (Japon) et Juan Carlos Morales (Venezuela).*



### Un nouveau « Diable au corps »

Marco Bellocchio, sous contrat pendant cinq ans avec Achille Manzotti, producteur de *Le futur est femme*, de Marco Ferreri, s'apprête à réaliser, trente-sept ans après le film de Claude Autant-Lara, une nouvelle adaptation du roman de Raymond Radiguet, le diable au *corps*. *A défaut d'Alain Delon, inaccessible, son fils Anthony Delon reprendrait le rôle illustré par Gérard Philipe. L'interprète féminine n'a pas encore été désignée. L'action sera transposée de la première à la seconde guerre mondiale et aura pour cadre l'Italie. Marco Bellocchio, après avoir achevé pour l'IMA Impressions d'un Italien sur la corrida en France*, tourné à Nîmes et programmé bientôt à l'antenne, travaille actuellement au scénario du *ble au corps*.

### David en Angleterre

La National Gallery de Londres a acquis pour 1,5 million de livres (10 milliards de francs) un portrait par David de Jacob Blauw, *ambassadeur de Hollande en* France pendant les années révolutionnaires. Ce portrait vient de France où la licence d'exportation lui avait été refusée en 1982. L'autorisation de sortie finalement accordée serait une étape dans un échange de bons procédés entre la France et l'Angleterre.

### Chet Baker au New Morning

Le trompettiste américain Chet Baker a *joué* avec Cal Tjader, Dave Brubeck, Paul Desmond, Charlie Parker, et participe au quartet sans piano de Gerry Mulligan... Il forme ensuite son propre groupe, et tourne à partir de 1955 en Europe où il devient une sorte d'archétype du musicien de jazz : vie agitée, petits problèmes avec les stupéfiants, scandales. Tant pour la pureté de son jeu que pour sa façon de chanter, infiniment délicate, Chet Baker vaut qu'on le découvre, comme s'il débarquait aujourd'hui sur la planète du jazz. (Les 8 et 18 octobre au New Morning).

### Ouverture des Athevains

Compagnie théâtrale professionnelle depuis 1972, les Athevains se sont installés en 1979 dans le XI[e] arrondissement. Pendant quatre ans, sous la direction d'Anne-Marie Lazzarini, la compagnie s'est employée à concilier un travail d'animation et de création. Fermé en 1983 pour rénovation, le théâtre présente, à partir du 12 octobre, *la Ville marine* de Jacques Cuimet, une histoire qui se passe près de Marseille, dans une villa où six personnages se retrouvent pour régler des comptes... *« Un spectacle en forme de bande dessinée,* dit Anne-Marie Lazzarini, *qui propose un jeu d'images et de fictions parmi lesquelles le spectateur devrait pouvoir choisir sa propre lecture. »*

### Le conservatoire de Caen rénové

Les nouveaux locaux du conservatoire national de région de Basse-Normandie, que dirige depuis trente ans M. Jean-Pierre Dautel, ont été inaugurés, le 5 octobre à Caen, par le ministre délégué à la culture, M. Jack Lang. A cette occasion, le ministre a annoncé la prochaine transformation de la Cmpagnie de danse moderne *Quentin-Rouiller*, *implantée* à Caen depuis quatre saisons, en centre chorégraphique national. Les graves problèmes de locaux de la Comédie de Caen, centre dramatique national, ne sont toujours pas *résolus*, mais il semble qu'une amélioration de ses conditions de travail puisse être espérée rapidement. – *(Corresp.)*

### Vidéo et muséographie

Le premier Festival national de l'audiovisuel muséographique, qui avait lieu à Mont-de-Marsan du 24 au 27 septembre, a décerné son premier prix à la vidéo *Vidé-eau* de G. Perlein, tourné pour le Musée d'art moderne de Villeneuve-d'Ascq. Ce festival a été lancé par A.-T. Amann, conserveteur des musées des Landes, et il est né d'une convention passée entre l'Etat et le département.

# SPECTACLES

# théâtre

## LES SPECTACLES NOUVEAUX

LE MARIAGE DE FIGARO : Hébertot (387-23-23), 21 h.

LE JOUR OU MARY SHELLEY : Neuilly, MJC (624-03-83), 20 h 30.

POUR THOMAS : Lucernaire (222-26-50), 20 h 15.

LA MER BLANCHE : les Déchargeurs (236-00-12), 21 h.

COMME IL VOUS PLAIRA : Chaillot-Th.-Gémier (727-81-15), sam., dim. à 20 h 30.

L'ORESTIE : Cartoucherie de la tempête (328-36-36), 20 h.

NICOMÈDE : Point virgule (278-67-03), 18 h.

OFFENBACH, TU CONNAIS : Huchette (326-38-99), 21 h 30.

LA NEF DES FOUS : Lys (327-88-61), 22 h 30.

LE PAVÉ DANS L'ÉCRAN : Versailles, Montansier (950-71-18), 21 h.

## *Les salles subventionnées*

OPERA (742-57-50), 19 h 30 : Macbeth.

SALLE FAVART (296-06-11), 19 h 30 : l'Etoile.

COMÉDIE FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : *Ivanov*.

BEAUBOURG (277-12-33). Débats, de *14 h 30 à 21 h : Vienne 1880-1938 (fin de* siècle et modernité) ; Cinéma-Vidéo : nouveaux films BPI, 13 h : Fala Mangueira, de F. Confalonieri ; 16 h, Mémoires de la mine : la Mémoire, de J. Renard ; 19 h, Mémoires de la mine : le *Cœur*, de J. Renard. Théâtre-Danse : 20 h 30 : Pour Pier Paolo, de Giovanna Marini (sur les poèmes de la Nuova Gioventu, de Pier Paolo Pasolini).

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83). Concerts : 18 h 30 : V. Cortez, A. Garcin, S. Zapolsky (piano) (Donizetti, Ravel, Tchaïkovsky...) ; 20 h 30 : Orchestre du Mai florentin/E. Mata, C. Gasdia (Rossini, Mozart, Mahler).

CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34) : 20 h 30 : Dele Pa've (musique et danse de Colombie).

## *Les autres salles*

CAFE DE LA GARE (278-52-51), 20 h 30 : l'Apologue.

CARTOUCHERIE. — Épée de Bois (808-39-74), 20 h : Paradoxe sur le comédien.

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h, Reviens dormir à l'Elysée.

DÉCHARGEURS (236-00-02), 19 h : le *Prophète*.

DIX HEURES (606-07-48), 22 h : la Mouche et le *Pantin*.

ESPACE-GAITÉ (327-95-94), 20 h 30 : le *Rapin*.

ESPACE KIRON (373-50-25), 20 h 30 : Confusion.

FONTAINE (874-74-40), 20 h 15 : les Trois Jeanne ; 22 h : Riou-Pouchain.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon.

LUCERNAIRE (544-57-34). I. 18 h 30 : Pas ; 20 h 15 : Ubu enchaîné ; 22 h 15 : Hiroshima mon amour ; II. 22 h 15 : Du côté de chez Colette. Petite salle, 18 h 15 : le Sang des fleurs ; 22 h 30 : le Seaside rendez-vous.

LYS-MONTPARNASSE (327-88-61), 20 h : l'École des filles.

MATHURINS (265-90-00), 20 h 45 : la Dernière Classe. Petite salle 21 h : Attention à la p'tite marche. Studio, 18 h 30 : Poésie nue.



## *Lundi 8 octobre*

MUSÉE GRÉVIN (608-04-32), *20 h 30* : les Enfants terribles.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : l'Entourloupe.

PÉNICHE-THÉATRE (245-18-20), 21 h : le Principe de solitude.

POCHE (548-92-97), 20 h : Gertrude morte cet après-midi ; 21 h : le Plaisir de l'amour.

POINT VIRGULE (278-67-03), 21 h 30 : la Répétition dans la forêt.

TAI TH. D'ESSAI (278-10-79). — 20 h 30 : l'Ecume des jours.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE DE LA VILLA (259-26-57), 21 h : le Fétichisme (dern.).

## *Les cafés-théâtres*

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 15 : Rhinocéros ; 21 h 30 : Baby or not baby ; 22 h 45 : le Président.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres ; II. 20 h 15 : Super Lucette ; 21 h 30 : Deux pour le prix d'un ; 22 h 30 : Limite !

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours ; II. 20 h 15 : Imprévu pour un privé ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

PATACHON (606-90-20), 20 h : F. Godard ; 23 h : Patachanson.

PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Il n'y a pas d'avion à Orly ; 22 h 15 : Attention, belles-mères méchantes.

POINT VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent.

TH. 3 sur 4 (327-09-16), 20 h 30 : Psy cause toujours ; 22 h : *J'le l'rai plus, c'est promis.*

## *Opéra*

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-47-77), 20 h 30 : la Périchole.

## *Les concerts*

Athénée, 20 h 30 : F. Lott, G. Johnson (Purcell, Schubert, Strauss...).

Salle Gaveau, 21 h : Ensemble Nipponia (compositions pour instruments traditionnels).

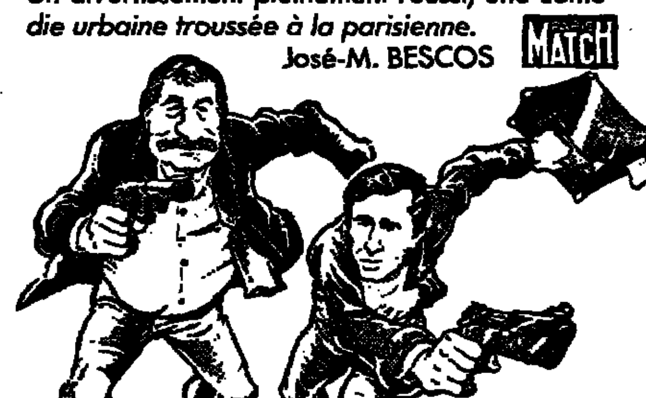
Sorbonne, Grand Amphithéâtre, 20 h 30 : Ensemble instrumental J.-W. Audoli (Mozart, Mendelssohn, Wagner...).

## *Festival d'automme*

(296-12-27)

Centre Pompidou, (277-12-33), 20 h 30, Pour Pier Paolo.





# cinéma

*Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.*

## *La Cinémathèque*

CHAILLOT (704-24-24)
Relâche.

BEAUBOURG

15 h, les Femmes du général, de J. Guillermin ; 17 h, 6e Festival de Biarritz du film ibérique et latino-américain : le Nord, de G. Nava ; 19 h, Cinéma japonais (la société) : le Multimillionnaire, de K. Ichikawa.

## *Les exclusivités*

A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08). — V.f. : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

ANOU BANOU, LES FILLES DE L'UTOPIE (Germono-Israélien). — V.o. : Studio Saint-Séverin, 5e (354-50-91).

AU-DESSOUS DU VOLCAN (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). — V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

ALSINO Y EL CONDOR (Nicaragua, v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

L'AMOUR A MORT (*Fr.*) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

LE BAL (Fr.-It.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (h. sp.), 14e (321-41-01).

BESOIN D'AMOUR (A., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08). — V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70).

CARMEN (Esp., v.o.) : Calypso, 17e (380-03-11).

CARMEN (Franco-It.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

CONAN *LE DESTRUCTEUR* (A.), (v.o.) : UGC Ermitage, 8e (563-16-16). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

2020 TEXAS GLADIATEURS (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (563-16-16). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32.



*EMMANUELLE IV* (**) (V. Ang., V.f.) : George V, 8e (562-41-46).

ET VOGUE LE NAVIRE (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71).

L'ÉTOFFE DES HÉROS (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

LA FEMME PUBLIQUE (*) (Fr.) : Studio Galande, 5e (354-72-71).

LA FILLE EN ROUGE (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00).

*LE FUTUR EST FEMME* (It., v.o.) : UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23).

LA GARCE (Fr.) (*) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Ambassade, 8e (359-19-08).

LES GRANDES VACANCES DE DONALD (A., v.f.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; *UGC Danton, 6e* (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; *George V, 8e (562-41-46).*

HISTOIRE D'O No 2 (Fr.) (**) : George V, 8e (562-41-46) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Miramar, 14e (320-89-52).

HOTEL NEW HAMPSHIRE (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Espace Gaité, 14e (327-95-94).

IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

INDIANA JONES ET LE TEMPLE *MAUDIT* (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; *Hautefeuille, 6e* (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; *George-V, 8e (562-41-46)* ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; *14-Juillet* Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; *Paramount Marivaux*, 2e (296-80-40) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

L'INTRUS (Fr.) : UGC Danton, 6e (225-10-30).

JOURNAL INTIME (Hongrois, v.o.) : *Gaumont Halles, 1er (297-49-70)* ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; *Olympic* Entrepôt, 14e (545-35-38) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

LISTE NOIRE (Fr.) : Français, 9e (770-33-88).

LOCAL HERO (Brit., v.o.) : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

LES MALHEURS DE HEIDI (A., v.f.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

LE MEILLEUR (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Publicis Champs Elysées, 8e (720-76-23). — (V.f.) : Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LE MOMENT DE VÉRITÉ (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — (V.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; *Lumière*, 9e (246-49-07) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; La Bastille, 11e (307-54-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.), Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38) ; *Parnassiens, 14e* (329-83-11) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

## LES FILMS NOUVEAUX

AMERIKA RAPPORTS DE CLASSES, film allemand de J.M. Straub et D. Huillet. V.o., *14 Juillet Racine, 6e* (326-19-68) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08).

BROADWAY DANNY ROSE, film américain de Woody Allen. V.o., Movies, 1er (260-43-99) ; Forum Arc-en-Ciel, 1er (297-53-74) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount Odéon, *6e* (325-59-83) ; Monte Carlo, 8e (225-09-83) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention St Charles, 15e (579-33-00). V.f. Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; *Paramount Opéra*, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; *Paramount Galaxie*, 13e (580-18-03) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Passy, 16e (288-62-34) ; *Paramount Maillot*, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LES FAUSSES CONFIDENCES, *Film français de Daniel Moosmann.* Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; *Cluny Ecoles, 5e* (354-20-12) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; *Bonaparte, 6e (326-12-12)* ; George-V, 8e (562-41-46) ; Lumière, 9e *(246-49-07)* ; *Images, 18e* (522-47-94).

GREYSTOKE, LA *LÉGENDE* DE TARZAN SEIGNEUR DES SINGES, *film anglais de* Hugh Hudson. V.o., Gaumont Halles, 1er *(297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-*79-38) ; Publicis St-Germain, 6e (222-72-80) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; V.f., Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont *Richelieu*, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; *UGC Gare de* Lyon, 12e (343-01-59) ; Nations, 12e *(343-04-67)* ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse *Pathé, 14e* (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; *Bienvenue-Montparnasse* (544-25-02) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01).

*HOLLYWOOD VIXENS* (**), *film* américain de Russ Meyer. V.o., Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; 7 Parnassiens, 14e (329-83-11). V.f., St Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Maxeville, 9e (770-72-86) ; la Bastille, 12e (307-54-40) ; Montparnasse Pathé, *14e* (320-12-06) ; Images, 18e (522-47-94).

LIBERTÉ LA NUIT, film français de Philippe Garrel. 7e Art Beaubourg, 3e (278-34-15) ; St André des Arts, 6e (326-80-25) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38) ; 3 Parnassiens, 14e (320-30-19).

MARIA'S LOVERS, film américain d'Andreï Konchalovsky. V.o., Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Action Rive Gauche, 5e (354-47-62) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (561-94-95) ; *14 Juillet Beaugrenelle, 15e* (575-79-79) ; V.f., UGC Opéra, 2e (274-93-50) ; Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; *Montparnos*, 14e (327-52-37) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50).

*PARIS, TEXAS* (A., v.o.) : *Movies les* Halles, 1er (260-43-99) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Action Lafayette, 9e (329-79-98) ; UGC Boulevards, 9e (574-95-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Olympic Marilyn, 14e (545-35-38) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06). — V.f. : Rex, 2e (286-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (575-94-94) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Images, 18e (522-47-94).

PINOT SIMPLE FLIC (Fr.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50).

POLICE ACADEMY (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Grand Pavois (h. sp.), 15e (554-46-85).

LES RIPOUX (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (527-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LA SMALA (Fr.) : UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevards, 9e (574-95-40).

SOUVENIRS SOUVENIRS (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

STRESS (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quinquette, 5e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

SUDDEN IMPACT (A., v.o.) (*) : George V, 8e (562-41-46). — V.f. : Français, 9e (770-33-88).

LE TARTUFFE (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

TIR A VUE (Fr.) (*) : Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

TOP SECRET (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; St-Michel, 5e (326-79-17) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10). — (V.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; UGC Opéra, 2e (274-93-50) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Paramount Opéra, 2e (742-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

TOOTSIE (A., v.o. et v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LA TRICHE (Fr.) : Parnassiens, 14e (329-83-11).

LA ULTIMA CENA (Cub.) : Denfert, 14e (321-41-01).

UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : Calypso, 17e (380-03-11).

UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : *Calypso, 17e (380-03-11).*

UNDER FIRE (A., v.o.) : UCG Marbeuf, 8e (561-94-95).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

UN HOMME PARMI LES LOUPS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

VIVA LA VIE (Fr.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; Bergère, 9e (770-77-58).

LE VOL DU SPHINX (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Maxéville, 9e (770-72-90) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

## *Les grandes reprises*

« AFRICAN QUEEN » (A., v.o.) : Logos II, 5e (354-42-34).

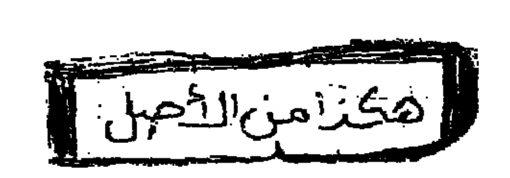
ALEXANDRE NEVSKI (Sov., v.o.) : *Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).*

ALIEN (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14) ; *République cinéma, 11e* (805-51-34).

L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS (Austr., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

L'ARNAQUE (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).





# SPECTACLES

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; *Parnassiens, 14e (320-30-19).*

BARBEROUSSE (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

BARRY LYNDON (Angl., v.o.) : Grand *Pavois, 15e (554-46-85) ; Boîte à films,* 17e (622-44-21).

BLADE RUNNER (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71).

LA CINQUIÈME COLONNE (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (329-44-40) ; Mac Mahon, 17e (380-24-81).

CITIZEN KANE (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-03-11).

COMÉDIE ÉROTIQUE D'UNE NUIT D'ÉTÉ (A., v.o.) : Templiers (h.sp.), 3e (272-94-56) ; Club de l'Étoile, 17e (380-42-05).

*CORRESPONDANT 17 (A., v.o.) : Epée* de Bois, 5e (337-57-47).

LE CRI (It., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

CUL DE SAC (A., v.o.) : Action Christine *bis,* 6e (329-11-30)

DÉLIVRANCE (A., v.o.) (*) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

DES GENS COMME LES AUTRES (A., v.o.) : Ciné-13 Première, 18e (259-62-75).

LES DIABOLIQUES (Fr.) : Champo, 5e (354-51-60) ; Lucernaire, 6e (544-57-34).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bots.-A. v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

DON GIOVANNI (It., v.o.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46).

L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE (A., v.o.-v.f.) : Escurial, 13e (707-28-04).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

LES ENFANTS DU No 67 (All., v.o.) : République Cinéma, 11e (805-51-33).

L'ÉNIGME DE KASPAR HAUSER (All., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

ERENDIRA (v.o.) : Calypso, 17e (380-03-11).

ET DIEU CRÉA LA FEMME (Fr.) : Balzac, 8e (561-10-60).

EXCALIBUR (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LA FILLE DE RYAN (Ang., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

FITZCARRALDO (All., v.o.) : Cinéma Présent, 19e (203-02-55).).

FONTAMARA (Esp., v.o.) : Latina, 4e (278-47-86).

FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-56).

FRITZ THE CAT (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

FURYO (A., v.o.) : St-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Lucernaire, 6e (544-57-34) ; *Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).*

GILDA (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

LA GUERRE DES ÉTOILES (A., v.o.-v.f.) : Escurial, 13e (707-28-04).

LE GOUFFRE AUX CHIMÈRES (A., v.o.) : André Bazin, 13e (337-74-39).

HAIR (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

HALLELUYAH (A., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04).

LES HAUTS DE HURLEVENT (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

L'HÉRITIÈRE (A., v.o.) : Reflet Quartier latin, 5e (326-84-65).

HIROSHIMA MON AMOUR (Fr.) : St-Séverin, 5e (354-50-91).

L'HOMME AU COMPLET BLANC (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).

L'HOMME QUI VOULUT ETRE ROI (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) (**) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) : Boîte à films (h.sp.), 17e (622-44-21).

*JESUS DE NAZARETH* (It.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

LIQUID SKY (A., v.o.) (**) : Cinoches, 6e (633-10-82).

LA LÉGENDE DU GRAND JUDO (Jap., v.o.) : République Cinéma, 11e (805-51-33).

LILI MARLEEN (All., v.o.) : Rivoli, 4e (272-63-32).

LOS OLVIDADOS (Esp., v.o.) : Latina, 4e (278-47-86).

LA MAIN AU COLLET (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).

MEAN STREETS (A., v.o.) (*) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.f.) : *Napoléon, 17e (267-63-42).*

METROPOLIS (All.) : Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).

MEURTRE D'UN BOOKMAKER CHINOIS (ex-LE BAL DES VAURIENS) (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

LES NUITS DE CABIRIA (It., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

ŒIL POUR ŒIL (A., v.o.) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

L'OMBRE D'UN DOUTE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30) ; Action Lafayette, 9e (329-79-38).

PARSIFAL (All., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11).

RASHOMON (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

LE RETOUR DU JEDI (A., v.o.-v.f.) : Escurial, 13e (707-28-04).

RUE CASES-NEGRES (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Grand Pavois, 15e (554-56-85).

LE SALON DE MUSIQUE (Ind., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Cinoches, 6e (633-10-82).

SCUSCIA (It., v.o.) : Logos I, 5e (354-42-34).

LA SOIF DU MAL (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

THE ROSE (A., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14).

TRISTANA (Fr., It., Esp., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

WEST SIDE STORY (A., v.o.) : Balzac, 8e (561-10-60).

ZABRISKIE POINT (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).

ZELIG (A.) : Club de l'Étoile, 17e (380-42-05).

# COMMUNICATION

## Lundi 8 octobre

### PREMIÈRE CHAINE : TF 1

**20 h 35 Cinéma : le Juge Fayard dit « le Shérif ».**
Film français d'Y. Boisset (1976), avec P. Dewaere, A. Clément, P. Léotard, M. Auclair, J. Bouise, J.-M. Thibault (Rediffusion).
*Dans une ville de province, un jeune juge d'instruction, idéaliste et incorruptible, s'attaque à des industriels et à des notables qui ont partie liée avec des truands. Scénario inspiré de divers scandales politiques des années 70, dont la technique de choc de Boisset cultive l'aspect un peu manichéen. Le juge, c'est Patrick Dewaere.*

**22 h 25 Etoiles et toiles.**
Magazine du cinéma de F. Mitterrand et M. Jouando.
*Le corps féminin au cinéma : des extraits du* Mépris *de J.-L. Godard, avec Brigitte Bardot ;* Gilda, *de C. Vidor, avec Rita Hayworth. Autres stars Ava Gardner, Marilyn Monroe. Portrait de Russ Meyer, interview de Kim Baxsinger.*

**23 h 20 Journal.**

**23 h 35 C'est à lire.**
Le Veilleur de Kronstadt, *de F. Reichman.*

**23 h 40 Clignotant.**
*Yves Simon, Via Maria.*

### DEUXIÈME CHAINE : A 2

**20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : Croque Monsieur.**
De Marcel Mithois, réal. Y. Andrei, avec J. Maillan, H. Virlojeux, J. Jouanneau...
*Ruiné par la nationalisation de ses mines, un milliardaire péruvien se suicide et laisse une femme, Coco, qui a toujours aimé le luxe. Après cinq mariages, Coco cherche à se refaire un portefeuille. Comment s'y prendra-t-elle ?*

**22 h 15 Carnets de la danse.**
Emission de J.-J. Fourgeaud.
*Avec Maurice Béjart à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire du Ballet du XXe siècle au Théâtre de la Monnaie à Bruxelles. Des extraits de spectacles signés Murray Louis, Alvin Ailey, Mats Ek et Maurice Béjart...*

**23 h Journal**

**23 h 30 Bonsoir les clips.**

### TROISIÈME CHAINE : FR 3

**20 h 35 Cinéma : la Gueule du loup.**
(Cycle : Le grand frisson).
Film français de M. Leviant (1981), avec Miou-Miou, P. Grauchet, Anémone, G. Sergues, Y. Bureau, G. Derier.
*Une infirmière s'estime responsable de la mort d'un homme gravement blessé, mis en réanimation pendant son service de nuit, à l'hôpital. Elle recherche sa famille et s'attire beaucoup d'ennuis. Sur le prétexte d'un sujet « policier » traditionnel, une étude de mœurs des marginaux dans la « zone » de Nantes. Et la dérive psychologique de Miou-Miou.*

**22 h 10 Journal.**

**22 h 40 Thalassa.**
Magazine de la mer, de G. Pernoud.
*Vingt mille boulons sous les mers.*

**23 h 25 Une bonne nouvelle par jour.**
Emission de Brice Lalonde.
*Déprime : une nouvelle pilule pour lutter contre la dépression.*

**23 h 30 Prélude à la nuit.**
*Mélodies de Satie, par Mady Mesplé.*

### FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5, L'histoire de France en BD ; 17 h 10, Debout les Jazz ; 17 h 40, Jeu : Chansons puzzle ; 17 h 55, Espace Carole : vivre et jouer à Créteil ; 18 h 5, Dessin animé : Inspecteur Gadget ; 18 h 30, Magazine des sports ; 18 h 55, Humeur, humour ; 19 h, Feuilleton : Monsieur Benjamin ; 19 h 15, Informations ; 19 h 50, Atout PIC.

### FRANCE-CULTURE

**20 h 30** L'autre scène ou les vivants et les dieux.

**21 h 50** Musique : Les nouvelles parutions : OCORA.

**22 h 30** Nuits magnétiques : La moto.

### FRANCE-MUSIQUE

**20 h 30** Concert (donné le 20 août 1984 en l'église Saint-Séverin) : *Sunrise of the planetery dream collector,* de Riley ; *Quatuor à cordes no 8,* de Sculthorpe ; *Quatuor à cordes no 3,* de Ballif ; *Livre pour quatuor,* de Boulez ; *Quatuor à cordes no 8,* de Chostakovitch, par le quatuor Kronos, avec J. Sherba, violon, D. Harrington, violon, H. Dutt, alto, J. Jeanrenaud, violoncelle.

**23 h** Les soirées de France-Musique : Mélodies : E. Schumann, piano.

## Mardi 9 octobre

### PREMIÈRE CHAINE : TF 1

**11 h 20 TF1 Vision plus.**

**11 h 50 La une chez vous.**

**12 h Feuilleton : Nans le berger.**

**12 h 30 Variétés : La bouteille à la mer.**

**13 h Journal.**

**13 h 45 A pleine vie.**
13 h 50, Série : Franck, chasseur de fauves ; 14 h 45, Document : La mélodie du ciel bleu ; 15 h 45, Ces chers disparus : Michel Simon ; 16 h, Les choses du mardi : Modes d'autrefois ; 17 h 30, Histoires naturelles.

**17 h 55 Mini journal pour les jeunes.**

**18 h 10 Le village dans les nuages.**

**18 h 30 Magic hall.**
De Gérard Majax.
*Magie et tours de prestidigitation.*

**19 h 15 Emissions régionales.**

**19 h 40 Cocoricocoboy.**

**20 h Journal.**

**20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).**

**20 h 35 Série : L'équipe Cousteau en Amazonie.**
No 5. Rivières d'or.
*Avant dernier volet. Le commandant Cousteau et son équipe sur les traces des chercheurs d'or des nouvelles villes-champignons du Brésil. Les images vertigineuses du travail humain dans des conditions difficiles, l'illusion, la pauvreté. Mais seulement des images, la caméra n'arrive à aucun moment à capter un regard.*

**21 h 30 Football.**
*Monaco-Laval. Finale de la Coupe de la Ligue à Reims.*

**23 h 20 Journal.**

**23 h 35 C'est à lire.**

**23 h 40 Clignotant.**
*Richard Cocciante, Jeanne-Marie Sens.*

### DEUXIÈME CHAINE : A 2

**10 h 30 ANTIOPE.**

**12 h Journal et météo.**

**12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.**

**12 h 45 Journal.**

**13 h 30 Feuilleton : Les amours des années 50.**

**13 h 45 Aujourd'hui la vie.**

**14 h 50 Série : L'homme à l'orchidée.**

**15 h 35 Reprise : finale des Chiffres et des lettres** (diffusé le 7 octobre).

**17 h Le journal d'un siècle.**
De L. Beriot.
*L'année 1886, l'insécurité s'accroît, le général Boulanger est nommé ministre de la guerre. Louise Michel, « la Vierge Rouge », est graciée par le président Grévy.*

**17 h 45 Récré A 2.**
*Devinettes d'Epinal ; Les Quat'z'amis ; Sido et Rémi ; Latulu et Lireli...*

**18 h 30 C'est la vie.**

**18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.**

**19 h 15 Emissions régionales.**

**19 h 40 Le théâtre de Bouvard.**

**20 h Journal.**

**20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).**

**20 h 40 Cinéma : le Choc.**
Film français de R. Davis (1982), avec A. Delon, C. Deneuve, P. Léotard, S. Adran, F. Perrot, J.-L. Richard.
*Un tueur à gages décide de quitter l'association pour laquelle il travaillait. Sa vie est menacée. Il se réfugie, en Bretagne, dans un élevage de dindons, et s'éprend d'une jeune femme qui va partager ses aventures. Un roman de J.-P. Manchette complètement transformé pour A. Delon, vedette et héros, en compagnie de C. Deneuve. Un couple qu'on aime bien.*

**22 h 25 Mardi cinéma.**
De P. Tchernia et J. Rouland.
*Avec Michel Blanc, Fanny Cottençon.*

**23 h 30 Journal.**

**23 h 50 Bonsoir les clips.**

### TROISIÈME CHAINE : FR 3

**17 h Télévision régionale.**
*Programmes autonomes des douze régions.*

**19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.**

**20 h 5 Les jeux.**

**20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).**

**20 h 35 Cinéma : le Protecteur.**
Film français de R. Hanin (1974), avec G. Géret, B. Cremer, R. Hossein, R. Coggio, J. Servais, A. Noury.
*La fille d'un architecte est enlevée, en plein Paris, par un réseau de proxénètes. Le père, qui n'a pas été aidé par la police, entreprend de faire justice lui-même. A travers un scénario écrit par lui et s'appuyant sur certains thèmes de la « série noire », Roger Hanin, passé à la réalisation, a dénoncé courageusement le fléau social du proxénétisme, les méthodes des trafiquants de femmes.*

**22 h 5 Journal.**

**22 h 35 Une bonne nouvelle par jour.**
De Brice Lalonde.
*Enterrements à Châtelet-en-Brie, depuis le début du siècle, le service des pompes funèbres est autogéré.*

**22 h 40 Prélude à la nuit.**
Hommage à Debussy, *de M. de Falla ;* Tiento, *de Ohana, par R. de Hereira, guitare.*

### FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5, L'Histoire de France en BD ; 17 h 15, Ciné 16 : Au bout du chemin ; 18 h 40, Portrait : Arletty ; 18 h 55, Humeur-Humour ; 19 h, Feuilleton : Monsieur Benjamin ; 19 h 15, Informations ; 19 h 50, Atout PIC.

### FRANCE-CULTURE

**7 h** Matinales : Les pastoriens.

**7 h 30** Revue de presse.

**8 h** Les chemins de la connaissance : Autoportrait d'un poète allemand ; à 8 h 33, La fête hindoue ; à 8 h 50, La cité des songes.

**9 h 5** La matinée des autres : Les masques d'Océanie.

**10 h 30** Le texte et la marge : Les saints au Moyen Age, avec Régine Pernoud.

**10 h 50** Musique : Black and blue.

**12 h 5** Agora.

**12 h 45** Panorama.

**13 h 30** Présence des arts : Le Douanier Rousseau.

**14 h 10** Un livre, des voix : « Bonne Nuit », d'A. Siniavski.

**14 h 50** Musique : La leçon d'orchestre de la Philharmonie nationale des jeunes.

**16 h 5** Les yeux de la tête : Portrait de cire de P. Mac Orlan ; à 16 h 35, Mardiscophilie ; à 16 h 45, Moteur ; à 17 h 5, L'autre rive ; à 17 h 40, Terre des merveilles.

**18 h 10** Le cri du homard.

**18 h 30** Feuilleton : Le grand amour, de F.-M. Dostoïevsky.

**19 h 25** Jazz à l'ancienne.

**19 h 30** Sciences : La bioénergie et l'homme moderne.

**20 h** Les enjeux internationaux.

**20 h 30** Dialogues : Crise sociale et sacrifice, avec Jacques Attali et René Girard.

**21 h 45** Lectures.

**21 h 50** Musique : La leçon d'orchestre de la Philharmonie nationale des jeunes (le concert : un épisode, rien qu'un épisode).

**22 h 30** Nuits magnétiques : Don Juan.

### FRANCE-MUSIQUE

**6 h** Musique légère.

**7 h 10** Actualité du disque.

**9 h 5** Le matin des musiciens : Saint-Pétersbourg.

**12 h 5** Concert : œuvres de Hofhaimer, Fux, Kerll, Muffat, Martini, Vivaldi, par H. Haselboeck, orgue.

**13 h 32** Repères contemporains.

**14 h 30** Les enfants d'Orphée.

**15 h** Musiciens à l'œuvre : György Ligeti.

**18 h** L'imprévu.

**19 h 15** Le temps du jazz : portrait d'un jazzman ; Intermède ; Feuilleton : Les aventures de Sidney Bechet.

**20 h** Premières loges : Rosa Ponselle, soprano ; œuvres de Sellini, Di Capua, Verdi, Ponchielle.

**20 h 30** Concert (en direct du Théâtre des Champs-Elysées) : *Suite pour flûte à bec et basse continue en sol mineur,* de Dieupart ; *Pièces pour clavecin,* de Forqueray ; *Suite pour violoncelle en ré mineur,* de Bach ; *Sonate pour flûte à bec et basse continue,* de Corelli, par F. Brüggen, flûte à bec, Anner Bijlsma, violoncelle, G. Leonhardt, clavecin. A l'entracte, sonates, toccatas et canzones italiennes. En complément, œuvres de Haendel.

**22 h 34** Programme musical (en direct du New Morning) : le Groupe Slickaphonics.

**23 h 20** Jazz-Club.

## VU

## De l'amour

On parle beaucoup d'amour, le samedi soir, sur FR 3. D'amours bien différentes. Avec Pierre Bellemare, c'est l'amour au sens le plus profond, le plus noble du terme. Celui que des êtres humains peuvent se porter, durant des années de séparation, au nom, pur et simple, de l'amitié, de la reconnaissance, de la recherche éperdue d'une personne que l'on aime et que l'on veut retrouver afin de le lui dire, de le lui prouver : un compagnon, une compagne, un parent, un ami ou une inconnue dont la route, par hasard, a croisé la vôtre.

Chaîne d'entraide merveilleuse que viennent récompenser des retrouvailles émues, là, sous vos yeux, comme si cela tenait du miracle. Et cela y ressemblait, samedi soir, lorsque cette femme a pu, enfin, serrer dans ses bras une sœur dont elle avait perdu la trace depuis plus de cinquante ans. Lorsque son premier cri, en la revoyant, a été : *« Que tu es jolie ! »* et que, se regardant toutes deux bouleversées, l'une d'elles a murmuré : *« Je croyais que tu avais les yeux bleus. »* Mots simples, apparemment sans consistance, et pourtant lourds de tristesses, de rêves accumulés.

Passer tout à trac aux états d'âme des *« culturistes du malheur »* que proposait la séquence « D'amour et de Kriss », a fait l'effet d'une douche glacée. On aurait volontiers accepté de jouer le jeu de ces *« créations visuelles et sentimentales »,* menées, au demeurant, tambour battant. On serait même parvenu à s'en réjouir et à approuver Kriss d'essayer de démontrer que l'*homo sapiens* est par nature sadique et qu'on ne peut s'en prendre qu'à soi si on veut l'ignorer. Seulement, comme Pierre Bellemare venait justement d'apporter la preuve du contraire, qu'il venait de démontrer que les bons sentiments, la générosité, existent toujours, même si cela paraît démodé, on a eu l'impression que la « philosophie » de Kriss tombait à plat, ne pesait guère plus lourd qu'une plume dans la balance. Drôle d'idée d'avoir programmé ces deux émissions chaque samedi l'une à la suite de l'autre.

ANITA RIND.

LE CONGRÈS INTERNATIONAL DE LA PRESSE GRATUITE

## Une « insolente prospérité »

De notre correspondant

Nantes. – Réuni les 6 et 7 octobre en présence de quelque trois cents éditeurs et directeurs de publications – dont un certain nombre venaient des États-Unis, de Grande-Bretagne, d'Allemagne, des Pays-Bas, etc., – le premier congrès international de la presse gratuite s'est concrétisé par la création d'une Fédération internationale des éditeurs de journaux gratuits. La présidence provisoire de cette nouvelle organisation qui, par le jeu des organisations professionnelles qu'elle fédère dans le monde, regroupe 1 875 titres représentant 93 millions d'exemplaires par semaine, a été confiée à M. Ian Fletcher, pastchairman de l'AFN britannique (Association Free Newspaper). Elle devra *être définitivement en place au printemps* 1985 à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire, fin avril, à Bonn, du VVDA (syndicat allemand des « gratuits »), puis du congrès national, début juin à Washington, de la NAA (presse gratuite américaine).

En réalité, cette nouvelle fédération internationale est née sur l'initiative et sous l'impulsion des éditeurs français et spécialement de ceux, environ les deux tiers, qui sont regroupés dans le SNEPG (Syndicat national des éditeurs de périodiques gratuits). C'est le dernier acte en date d'une volonté de moraliser, en tout cas de faire reconnaître et respecter une profession jeune, à l'origine fort mal aimée et toujours à l'« *insolente prospérité* », selon le mot d'un publicitaire.

### 25 millions d'exemplaires

C'est en 1963, avec quelque retard sur l'étranger, qu'est né en France le premier hebdomadaire gratuit, financé entièrement par la publicité et les annonces. Depuis, l'expansion a été linéaire, et aujourd'hui la corporation compte dans l'Hexagone 450 titres, 25 millions d'exemplaires par semaine, 2 milliards de francs de chiffre d'affaires, 40 000 emplois directs ou induits. Malgré la crise, la croissance des revenus publicitaires a encore été de 20 % entre 1982 et 1983. *Ce développement rapide a* entraîné l'organisation de la corporation. En 1972 : premier groupement des périodiques gratuits ; 1973 : création du SNEPG ; 1975 : élaboration d'un code de déontologie ; 1980 : naissance d'une fédération européenne ; 1981 : adhésion au BVP (Bureau de vérification de la publicité) ; 1982 : constitution du CDPG (organisme de constat de la distribution des périodiques gratuits).

Cette structuration a été, *en fait,* la réponse stratégique à l'offensive que la profession a subie dès l'origine de la part de la presse d'information, angoissée à la vue d'une fuite des ressources publicitaires nécessaires à son équilibre. Les attaques ont, cependant, toujours échoué. Cinq propositions de loi visant à l'interdiction plus ou moins totale des gratuits – dont celle, par exemple, du député Claude Gerbet, par ailleurs administrateur du quotidien *l'Echo Républicain,* en 1973 – n'ont pas été votées. De même, le rapport que le conseiller d'Etat Jean Mottin a remis en mai 1981 au ministre Jean-Philippe Lecat n'a été suivi d'aucun effet. Peut-être parce que le conseiller, après trois ans d'études auprès de quatre cent dix publications, a en fait estimé dans sa conclusion qu'« *il appartient au pouvoir législatif seul d'apprécier la situation et de voir si elle est conforme ou non à la conception française de la presse, et s'il y a lieu de légiférer* ».

Alors ? Les gratuits, hebdos ou mensuels, fossoyeurs ou non de la presse quotidienne d'information ? Ce débat est aujourd'hui quelque peu en sommeil. M. Hervé Kervella, président du SNEPG et patron d'un coquet empire du gratuit dans l'Ouest, ne l'esquive cependant pas : *« Non, non, nous ne sommes pas responsables des difficultés financières de la presse. Nous avons été créateurs d'un troisième marché de publicité, celui des particuliers, des petits artisans et commerçants, qui ne seraient jamais allés dans les supports traditionnels. Si la presse quotidienne a des problèmes, c'est surtout avec la publicité nationale qui est en partie ailleurs, mais point du tout chez nous. »*

### La concurrence des radios

Les gratuits sont pourtant à leur tour inquiets pour leur équilibre, du fait de l'émergence des radios locales et de la publicité qui risque de s'y réfugier. Bon nombre envisagent maintenant de développer la part rédactionnelle (plus exactement non publicitaire), qui n'est en moyenne que de 10 % de la surface, alors qu'elle atteint près de 30 % dans les pays anglo-saxons. Au congrès de Nantes, cette voie n'a toutefois pas emporté l'adhésion ni l'enthousiasme. Le président Kervella n'y croit pas, considérant qu'« *il y a en France un réseau de quotidiens régionaux et locaux remarquable, qui rend inutile et inopérant pour nous un développement de l'information non publicitaire* ». Un publicitaire a parlé, à ce propos, de « *fausse bonne idée* ». Et il a plutôt vu le second souffle des gratuits dans un nouveau « look » pour un produit « *moins salissant, moins triste, moins mal mis en page et moins identique d'un journal à l'autre* ».

En réalité, si les gratuits n'ont guère envie d'aller taquiner la presse quotidienne régionale sur le terrain de l'information, après l'avoir ébranlée sur le terrain de la petite annonce et de la publicité locales, c'est peut-être tout simplement parce que celle-ci a su en dix ans faire un remarquable rétablissement, en rachetant, seule ou avec le concours du groupe Havas, un grand nombre de ces gratuits, ou en en créant elle-même.

M. Jean-François Lemoîne, directeur général de *Sud-Ouest,* a été très clair à ce propos en parlant devant les congressistes nantais « *des gratuits dans la logique du développement de la presse écrite* ». Voici sa conclusion : « *Je suis convaincu que les gratuits en général ont contribué largement à faire évoluer notre action commerciale dans des zones où notre situation dominante avait entraîné un assoupissement de nos équipes et une dégradation du service rendu. Ceux que possède* Sud-Ouest, *en association avec Havas, représentent pour notre groupe une source de profits qui alimente la poursuite de la politique de diversification dans le sens d'une communication multi-médias. Comme quoi les gratuits fossoyeurs peuvent fort bien devenir aujourd'hui les accoucheurs d'une nouvelle presse.* » – *(Intérim.)*

---

● *« La Vie ouvrière » fête ses soixante-quinze ans.* – Fondée en 1909, *La Vie ouvrière,* hebdomadaire de la CGT, a célébré, vendredi 5 octobre, son soixante-quinzième anniversaire dans le pavillon de la famille Carcel, militant courageux, qui imprima l'édition clandestine du journal dès 1941, dans un petit cabanon à Vitry. Plusieurs pages du numéro daté du 8 au 14 octobre sont consacrées à une rétrospective des grandes dates du droit social : 1936, 1945, 1968, et 1981-1982.

# LETTRES

## Le prix Nobel de littérature a-t-il un sens ?

*(Suite de la première page.)*

Nous trouvons aussi Anatole France, Kipling, Shaw, Thomas Mann, André Gide, T.-S. Elliot, Pasternak, Faulkner, Hemingway, Seferis, Montale, Beckett et Soljenitsyne. Ce dernier, dirais-je, étant peut-être plus un titan parmi les hommes que parmi les écrivains. Mais si l'on compare la liste des élus à celle des oubliés, une vérité s'impose : pendant ces dernières quatre-vingt-trois années, l'attribution du Nobel s'est soldée par plus de « ratés » que de coups au but.

Comment cela se fait-il ?

La première réponse est, à l'évidence, embarrassante. Les honorables membres du jury sont des hommes respectables et cultivés. Mais lequel d'entre eux a été un critique littéraire ou un pionnier de grande stature ? Le prix Nobel de littérature est décerné par une bureaucratie de bon ton, non par des pairs qui font autorité. Bien que les informations dont on dispose à ce sujet soient incertaines, il y a de forts indices pour suggérer que l'éventail linguistique des académiciens de Stockholm est limité. Plusieurs sont totalement à l'aise en français et — ou — en allemand. Mais ce sont des livres écrits ou traduits en anglais qui ont les plus grandes chances d'être lus.

Le rare choix d'un auteur appartenant à une langue minoritaire, comme un Serbo-Croate ou un romancier japonais, est fait de deuxième ou de troisième main. Il est le résultat d'un œcuménisme au niveau des relations publiques, pas d'un jugement direct. C'est pourquoi les performances faillibles ou troublantes du comité Nobel sont le miroir inévitable du provincialisme patricien de jurés qui se cooptent.

C'est ce provincialisme qui explique la pléthore de gagnants scandinaves. Charité bien ordonnée commence par soi-même, semble-t-il, le catalogue va du poète suédois Verner Van Heidenstam, couronné en 1916, et du romancier danois Karl Gjellrup, choisi une année plus tard, au Finlandais Frans Eemil Sillanpaa et au choix plus récent du « pays » Harry Mentison. De cette longue liste, seul Knut Hamsun s'impose comme une indubitable figure majeure.

### Bienséance courtoise et préjugés

Les explications deviennent ensuite spéculatives. La vraie littérature est inséparable des sentiments idéologiques et politiques. On peut penser que des considérations politiques étaient implicites dans les omissions de Pound, Claudel, Malraux et Brecht. La très embarrassante préférence donné en 1972 à Henrich Böll sur le bien plus grand écrivain Günter Grass est tout à fait typique de l'attrait de l'Académie suédoise pour le juste milieu, la bienséance courtoise et libérale. L'imaginaire de la terreur et de l'utopie — qu'il soit de gauche ou de droite — n'est pas bienvenu. Le choix, en 1957, du jeune Camus auréola une personnalité littéraire et un style de vision symbolique de l'idéal de Stokholm.

Lorsque sont pris des risques politico-idéologiques, comme lors du choix de Neruda, Pasternak ou Cholokov, le système semble fonctionner presque immédiatement en termes d'excuse et de compensation : le douteux Cholokov a été choisi pour calmer la tempête déclenchée par le choix courageux de Pasternak. Le prix relativement risqué accordé à Garcia Marquez en 1983 sera, dit la rumeur, contrebalancé par le choix d'une voix latino-américaine beaucoup plus « sûre ». Les muses de Stockholm apprécient la civilité.

Les mêmes préjugés s'appliquent à la forme littéraire. C'est en vain que l'on parcourt le registre du Nobel si l'on y cherche trace des mouvements et des textes controversés expérimentaux, subversifs dans la forme et qui sont l'apanage du modernisme. Aucun surréaliste n'a été récompensé, aucun expressionniste majeur, aucun poète, aucun auteur dramatique issu du monde de Dada ou de l'absurde (Breton, Hugo Ball, Gertrude Stein). Le bateau ne doit pas être sabordé. Dans les grandes occasions, l'érotisme lyrique et même l'homosexualité honteuse sont admis au Parnasse. Mais les « réévaluations amorales » sont interdites, qu'il s'agisse de John Cowper Powys, de Colette, de Nabokov.

### Existe-t-il une liste noire ?

Enfin, il faut parler des rumeurs à propos d'une liste noire. Aucun observateur extérieur ne peut démontrer qu'une telle liste existe, *encore moins prouver comment et* quand elle a été dressée. Mais on dispose d'indices tenaces et inquiétants. En arrière-plan on trouve l'énigmatique figure de feu Dag Hammerskjold. Dans un ou deux cas, il semble bien avoir choisi lui-même le lauréat. Ses antipathies paraissent non seulement avoir eu une grande influence mais persisteraient au-delà de la tombe. La liste des lépreux, pour de sombres raisons qu'il faut rechercher dans les idées politiques et les mystères de la sexualité d'Hammerskjold, compterait Graham Greene, Günter Grass et Borges, comme elle comptait jadis Malraux (supplanté, à la juste colère de de Gaulle, par un poète-diplomate français, proche de Hammerskjold).

Mais, encore une fois, tout cela a-t-il quelque chose à voir avec la littérature ?

Ce sont les occasions manquées, surtout intentionnellement, qui font problème. A l'origine, c'était le privilège des jurés du Nobel que de saluer, de désigner à l'attention mondiale les créateurs et les chefs-d'œuvre de la littérature contemporaine. Que les meilleures productions échappent à l'attention générale, que tant d'œuvres qui préfigurent notre avenir nous paraissent ésotériques, donnent au prix Nobel de littérature sa logique fondamentale et sa justification. Quel mérite y a-t-il à applaudir ce qui bénéficie déjà de la renommée ? Quel plus mauvais service peut-on rendre à la littérature que de consacrer le médiocre et l'éphémère ?

L'Académie suédoise peut, à juste titre, plaider l'ignorance en ce qui concerne disons Mandelstam, Kafka, Celan, puisque leurs œuvres n'étaient alors que difficilement accessibles. Mais pourquoi, dans ces conditions, ne consulte-t-elle pas des déceleurs de talents plus aventuriers, plus originaux ? Ses « découvertes » — et ce devrait être sa gloire — sont très peu nombreuses. Quatre noms peut être : le poète épique suisse Carl Spitteler en 1919, le traducteur italien lyrique et inspiré Salvatore Quasimodo en 1959, Czeslaw Milosz en 1980 et, l'année suivante, le profond gardien d'une prose allemande perdue, Elias Canetti. Et encore, à en croire la rumeur, ce dernier choix surprenant et merveilleux aurait été surtout destiné à honorer la littérature bulgare, oubliée jusque là, mais dont Canetti est très éloigné.

Il n'y a malheureusement aucune raison de douter que les prochains prix s'éloigneront de ce modèle de conservatisme politique, esthétique et psychologique, de déjà vu. Si des figures aussi originales qu'Octavio Paz, Milan Kundera, Naipaul (sa lucidité politique serait-elle trop décapante ?) ou Claude Simon sont « papabili », s'il y a quelque espoir pour le talent superbe et la voix courageuse de la Sud-Africaine Nadine Gordimer, il est inutile alors d'attirer l'attention de Stockholm sur des écrivains vraiment originaux et peu connus qui compteront demain. Y a-t-il quelqu'un dans le comité Nobel qui lise Leonardo Sciascia ou Thomas Bernard ? Qui est au courant, dans l'Olympe de Stockholm, de la poésie du monde arabe ?

La question qui se pose est essentielle. L'Académie suédoise peut-elle justifier ses refus ? Ne doit-elle pas y être poussée ? Comme tout juge ou critique honnête ? Ces refus ne doivent-ils pas être expliqués par des critères plus sérieux que la facilité politique, les bonnes manières ou les obligations linguistiques ? C'est une chose, peut-être défendable, que de couronner Sinclair Lewis en 1930. C'est très différent d'ignorer Joyce, Proust, Nabokov ou Borges.

GEORGE STEINER.

N.D.L.R. : les titres et intertitres sont de la rédaction.

## Dix-huit académiciens littéraires

De notre correspondant

Stockholm. — En ce début d'été 1900, l'Académie suédoise est bien embarrassée. L'ordonnance royale qui vient de promulguer les statuts de la Fondation Nobel la charge de décerner le prix de littérature. Comment faire ? A qui remettre la palme ? Les habits verts scandinaves n'ont encore, et pour cause, aucune expérience de ce genre d'exercice et décident de demander l'avis et le conseil de leurs prestigieux collègues français. Ceux-ci se concertent et tombent d'accord sur un candidat, Sully Prudhomme, qui recueille trente-neuf voix. Le quarantième membre s'était élégamment abstenu de prendre part au scrutin... A Stockholm, on estime qu'une telle unanimité doit refléter une valeur sûre et le premier prix Nobel de littérature ira donc, en 1901, à l'auteur de *Vaines tendresses*.

C'est un choix que l'on préfère ne pas commenter aujourd'hui au deuxième étage de la Maison de la bourse, dans le vieux Stockholm, où les dix-huit académiciens se réunissent une fois par semaine — le jeudi, en fin d'après-midi — avant, suivant la tradition, d'aller dîner ensemble au restaurant Gyllene Freden (la Paix dorée).

L'Académie suédoise procède de la même façon que les institutions scientifiques pour arriver à son choix annuel. Elle élit d'abord pour un mandat de trois ans renouvelable un comité Nobel. Il est composé actuellement de cinq personnes : M. Lars Gyllensten, romancier et secrétaire perpétuel, soixante-trois ans ; M. Johannes Edfeldt, poète, quatre-vingts ans ; M. Artur Lundkvist, romancier et poète, soixante-dix-huit ans ; M. Oesten Sjoestrand, poète, cinquante-neuf ans et Mme Kerstin Ekman, romancière, cinquante et un ans, l'une des deux femmes de l'Académie suédoise, très fière d'être, sur ce point, plus féministe que l'assemblée française.

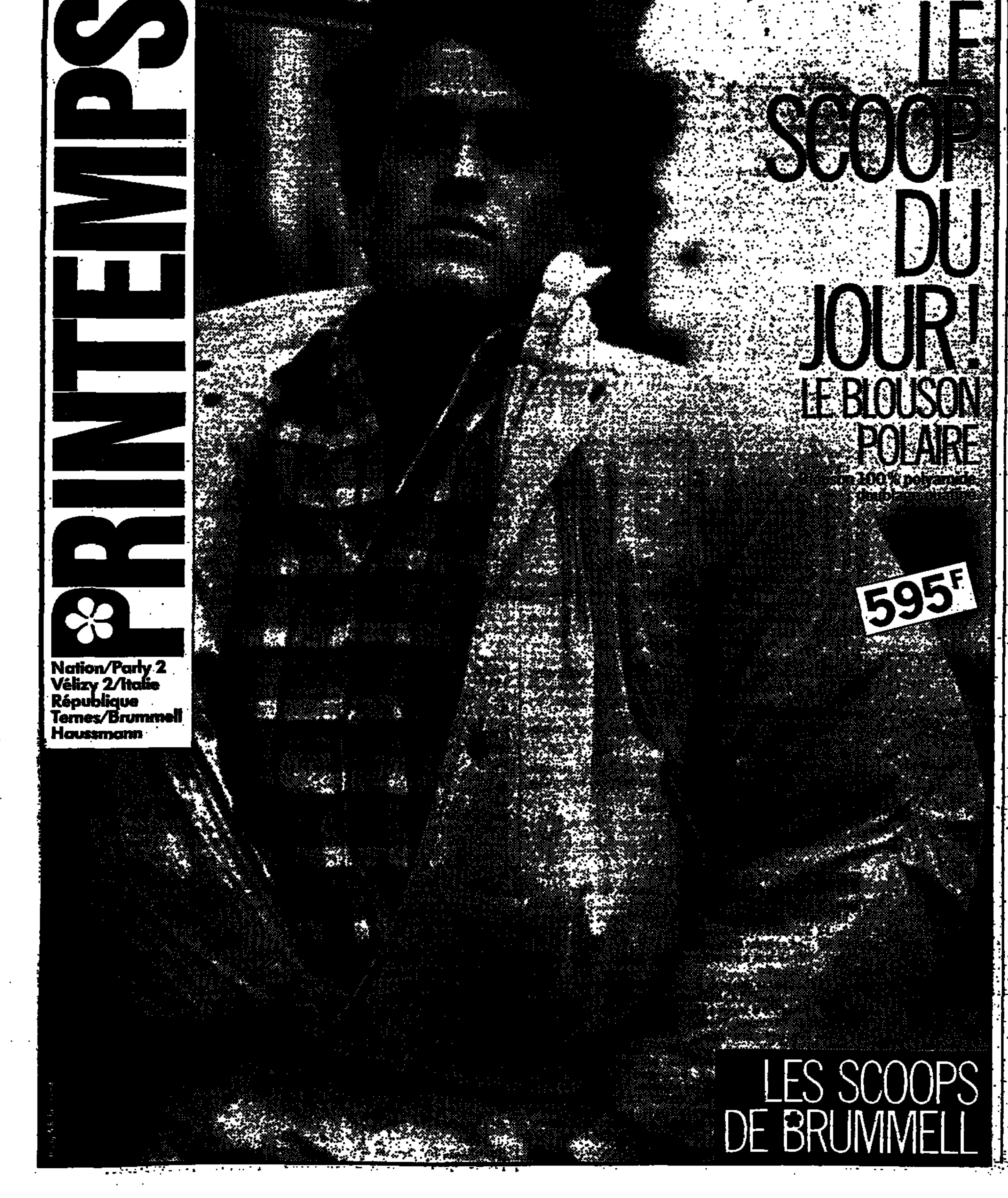
*M. Knut Ahnlund (professeur* d'histoire de la littérature, soixante et un ans) est membre adjoint du comité. Celui-ci, chaque année à l'automne, prie sept à huit cents institutions et personnalités étrangères, ainsi que les anciens lauréats, de proposer un candidat. On obtient généralement entre trois cents et quatre cents réponses, et, au début du mois de janvier, la liste, qui peut être complétée par le comité, comprend une centaine de noms. Commence alors un long travail de sélection qui aboutit, un jeudi d'octobre, au vote et à la décision des dix-huit. Celle-ci peut donner lieu à de vives réactions. L'année dernière par exemple, le choix du Britannique William Golding avait rendu furieux l'une des personnalités les plus influentes de l'Académie, M. Artur Lundkvist.

Parmi les écrivains « oubliés » par l'Académie, les plus illustres sont Tolstoï, Ibsen, Strindberg, Marcel Proust et James Joyce. D'un autre côté, les académiciens sont fiers d'avoir permis à des auteurs peu connus, comme Issac Bashevis Singer (1978) l'Australien Patrick White (1979), d'atteindre le grand public. Et lorsqu'ils ont sacré Gabriel Garcia Marquez (1982), ils n'en crurent pas leurs yeux : pour une fois les lecteurs et la critique étaient unanimes à leur adresser des compliments.

*« Nous savons bien que le Nobel de littérature est le plus prestigieux et le plus critiqué de tous les prix car le grand public peut souvent lui-même juger »,* nous dit M. Lars Gyllensten. *« Je vous assure que pour faire ce métier, il faut avoir les nerfs solides et de la glace dans le ventre comme nous disons en suédois. Il faut être modeste : il serait grotesque de vouloir sacrer le meilleur écrivain du monde, et nous nous efforçons de faire le meilleur choix possible en examinant sérieusement toutes les candidatures qui nous sont soumises, en commandant des études et quelquefois des traductions. La plupart d'entre nous sont capables de lire, dans le texte, en anglais, en français et en allemand. Dans les premières années du Prix Nobel, on couronnait surtout des historiens et des philosophes, puis, après la guerre, des romanciers souvent européens. Depuis quelques temps, nous essayons d'attirer l'attention sur des littératures et des auteurs d'autres régions du monde. Ils sont proposés avec de plus en plus d'insistance, mais c'est une tâche très difficile car nous manquons beaucoup de traductions. »*

Les tâches relatives à l'attribution du Prix Nobel accaparent une bonne partie du temps des académiciens, et l'on en tient compte désormais lors de l'élection de nouveaux membres. Finie l'époque où siéger parmi les dix-huit était, somme toute, honorifique et peu fatigant. Aujourd'hui, il faut aussi s'engager à travailler avec assiduité et 70 % des académiciens de Stockholm sont des littéraires...

ALAIN DEBOVE.




# ÉCHECS

## LE CHAMPIONNAT DU MONDE

## Karpov mène par 4 à 0

Un désastre. Même si, à l'ajournement de la neuvième partie du championnat du monde, vendredi, sa position était légèrement inférieure à celle de son adversaire, nul n'aurait pu prévoir l'écrasement subi par Garry Kasparov après la reprise de cette partie samedi.

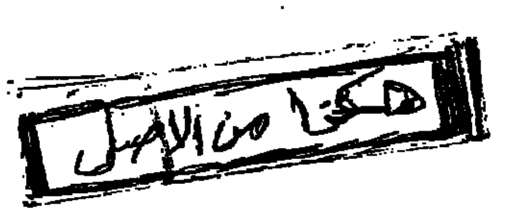
Si cette finale s'est prolongée jusqu'au soixante-dixième coup, jusqu'à l'ultime limite de la décence, elle était, en réalité, « finie » après le quarante-sixième coup de Kasparov : gXh4 qui amena la réponse gagnante de Karpov : Cg2 ! Joli coup, certes, mais, après une nuit d'analyses, les secondants de Kasparov — et lui-même — auraient peut-être pu y penser. *« Est-il possible que les conseillers de Kasparov soient incapables de prévoir plus de trois coups ? »*, s'est exclamé le grand maître argentin Miguel Najdorf. *La suite ne fut plus qu'une* pénible agonie pour Kasparov.

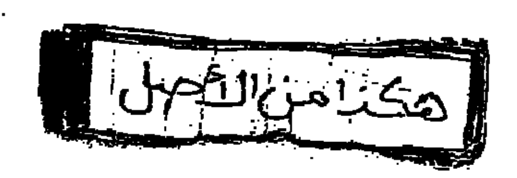
Le voilà mené par 4 à 0 après neuf parties seulement. Du jamais vu. Plus que deux victoires et Karpov garde son titre de champion du monde. Raisonnablement, il paraît, maintenant, impossible au challenger de remonter son handicap. En 1978, à Baguio, Kortchnoi était revenu de 5-2 à 5-5 contre Karpov pour perdre, finalement, à la trente-deuxième, mais il n'avait jamais été mené 4-0, avait bien plus d'expérience que Kasparov et ne rencontrait pas alors le fantastique Karpov de 1984 qui domine de façon absolue son match contre Kasparov. On en vient à se demander, question qui ne serait venue à l'esprit de quiconque avant le match, si le challenger pourra gagner une seule partie contre le champion du monde. Ce lundi doit se jouer la dixième partie. Kasparov n'a plus rien à perdre...

**Blancs : KARPOV**
**Noirs : KASPAROV**
*Neuvième partie*

*Position à l'ajournement.* — BLANCS : Rf2, Cç2, Fé2, Pa3, b2, d4, f3, g3, et h4. NOIRS : Rd6, Cf5, Fç8, Pa6, b5, d5, f7, g6 et h5.

| | | | |
|---|---|---|---|
| 42. .... | f6 | 57. Cxa6 | Fxf3 |
| 43. Fd3 | g5 | 58. Rxf6 | Rd6 |
| 44. Fxf5. | Fxf5 | 59. Rf5 | Rd5 |
| 45. Cé3 | Fb1 | 60. Rf4 | Fh1 |
| 46. b4 | gxh4 | 61. Ré3 | Rç4 |
| 47. Cg2 | hxg3+ | 62. Cç5 | Fç6 |
| 48. Rxg3 | Ré6 | 63. Cd3 | Fg2 |
| 49. Cf4+ | Rf5 | 64. Cé5+ | Rç3 |
| 50. Cxh5 | Ré6 | 65. Cg6 | Rç4 |
| 51. Cf4+ | Rd6 | 66. Cé7 | Fb7 |
| 52. Rg4 | Fç2 | 67. Cf5 | Fg2 |
| 53. Rh5 | Fd1 | 68. Cd6+ | Rb3 |
| 54. Rg6 | Ré7 | 69. Cxb5 | Ra4 |
| 55. Cxd5+ | Ré6 | 70. Cd6 | Abandon. |
| 56. Cç7+ | Rd7 | | |




هكذا من الأصل

# INFORMATIONS « SERVICES »

## TROISIÈME AGE

### LA SÉCURITÉ DES PERSONNES AGÉES

## « Démythifier l'agression »

Informer sans dramatiser, mettre en garde sans effrayer : deux mots d'ordre qui président aux campagnes pour la sécurité des personnes âgées que le CCAS (Centre communal d'action sociale) de Marseille organise chaque année.

Les personnes âgées sont souvent la cible des « petits délinquants » dans la rue, et, facilement crédules, elles accueillent sans méfiance, chez elles, des visiteurs suspects.

*« Il faut démythifier l'agression et donner des conseils aux personnes âgées pour qu'elles ne redoutent pas de sortir, dans la peur de se voir arracher leur sac ou leur pendentif et que, renonçant à affronter les dangers, elles ne se cantonnent pas chez elles en se coupant de toute vie sociale »*, déclare M. Georges Silvy, directeur du CCAS.

Depuis 1975, Marseille lance, pendant un mois et demi, une série d'actions ne négligeant aucun des moyens d'information. Des brochures gratuites rappellent quelques conseils de base : *« Assurez votre sécurité : marchez le long du mur, ne portez pas votre sac à main côté trottoir, ne retirez pas ostensiblement de l'argent de la banque ou de la caisse d'épargne, ne conservez pas trop d'économies chez vous : la nuit, fermez bien vos volets... »*

Au cours de conférences et de tables rondes, ouvertes à toute la population âgée, le personnel de la police urbaine et des assistantes sociales prodiguent ses avertissements, indique ce qu'il faut faire pour éviter l'agression et la « dédramatisent » si elle a eu lieu. *« Les gens doivent se défendre,* dit M. Silvy, *et ne pas se laisser faire. Il n'y a pas à hésiter : il faut crier. Personne ne risque rien en hurlant, et les cris alerteront le voisinage. »*

Le CCAS a même distribué, il y a quelques temps, des... sifflets aux personnes âgées de la ville. L'anecdote a fait sourire. *« Mais,* ajoute M. Silvy, *si peu d'entre elles ne s'en sont jamais servi, ce sifflet leur a apporté un sentiment de sécurité presque complet. En revanche, nous avons renoncé aux bombes lacrymogènes par crainte de fausses manœuvres. »*

### Faux policiers

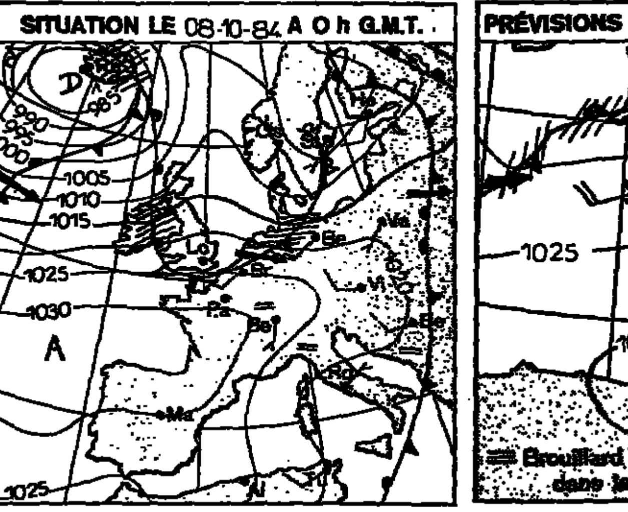
Des « encadrés » dans la presse locale répètent que le personnel municipal qui peut se présenter au domicile ne perçoit jamais d'argent et qu'il est muni de document permettant de l'identifier. Car, les vieux scénarios demeurent toujours valables pour s'introduire chez les personnes âgées. Par exemple : *« Je viens de la part de l'aide sociale vérifier si vous bénéficiez bien de tous vos droits »*, annonce une pseudo assistante sociale. Qui résisterait à tant de sollicitude ? Plus nouveau : les faux policiers qui viennent vérifier si la vieille dame n'a pas été cambriolée. Pendant qu'elle introduit ses visiteurs, l'un d'eux subtilise un bibelot. Il sera la preuve que le vol a bien eu lieu. La vieille dame court alors directement à ses économies et ses bijoux pour constater, satisfaite, qu'ils sont toujours là. Rien de plus facile, alors, pour l'un des « policiers » de revenir sur ses pas et de s'en emparer.

Pour dissuader les visites frauduleuses, le CCAS distribue des oculus, des entrebâilleurs de porte, des chaînes de sécurité. Autant de moyens de vérifier, sans précipitation, l'identité des visiteurs. De même un système de téléalarme, installé chez les personnes âgées disposant du téléphone (1) est raccordé à une centrale d'écoute permanente située chez les marins-pompiers. L'alerte donnée, ceux-ci en vérifie la gravité et envoient, si besoin est, le médecin, la police, les pompiers... Et, enfin, si le drame s'est produit, des assistantes sociales se déplacent pour apaiser et calmer les victimes et leur faire obtenir une aide financière si la pension a disparu au cours de l'agression.

CHRISTIANE GROLIER.

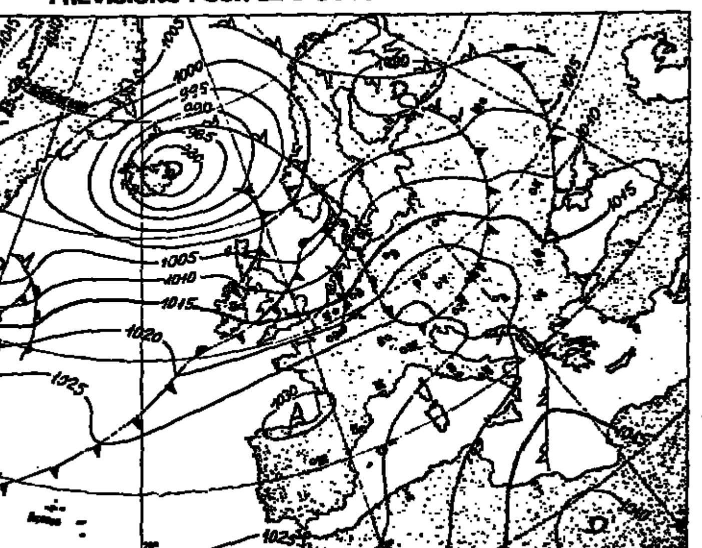
(1) Le téléalarme est gratuit pour les bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité et pour les personnes seules dont le revenu avoisine 2600 F par mois (4300 F pour un couple). Ensuite, on applique un tarif progressif.

## MÉTÉOROLOGIE




PRÉVISIONS POUR LE 9-10-84 DÉBUT DE MATINÉE

1015
1020
1025
1030
Brouillard dans la région
Verglas




**Evolution probable du temps en France entre le lundi 8 octobre à 0 heure et le mardi 9 octobre à 24 heures.**

Etablissement d'un temps plus stable et calme sur le pays. Le courant des perturbations passera au niveau des îles Britanniques, ne débordant que par sa partie sud sur la France.

*Mardi matin*, sur les régions au nord de Bordeaux-Genève, ciel couvert avec *petites pluies ou bruines intermittentes*. Au lever du jour, 12 degrés en général, localement 9 à 10 degrés dans l'Est et 13 à 14 degrés en Bretagne.

Sur les régions méridionales, temps brumeux avec bancs de brouillard locaux n'épargnant que le littoral méditerranéen où le ciel sera clair dès le lever du jour. Il fera frais : 3 à 5 degrés dans l'intérieur et 7 à 10 degrés sur les côtes méditerranéennes et landaises.

Au cours de la journée, de belles éclaircies sur toutes les régions. Au sud d'une ligne Bordeaux-Strasbourg, il fera 18 degrés en milieu d'après-midi et même 20 à 22 degrés près de la Méditerranée. Sur les régions au nord de Bordeaux-Strasbourg, persistance du temps très nuageux avec des pluies passagères en bordure de la Manche.

La température maximale sera comprise entre 15 et 17 degrés. Le vent d'ouest à sud-ouest soufflera en rafales au nord de la Loire.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 8 octobre à 8 heures, de 1026,9 millibars, soit 770,2 millimètres de mercure.

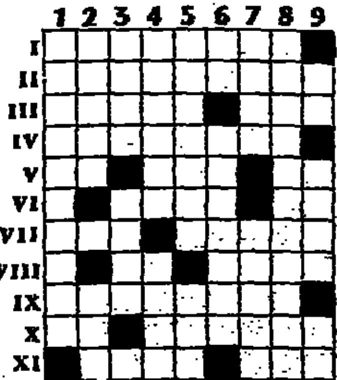
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 7 octobre; le second le minimum de la nuit du 7 octobre au 8 octobre) : Ajaccio, 20 et 9 degrés; Biarritz, 16 et 7; Bordeaux, 16 et 8; Bourges, 14 et 8; Brest, 14 et 13; Caen, 16 et 11; Cherbourg, 14 et 11; Clermont-Ferrand, 13 et 2; Dijon, 14 et 3; Grenoble-St-M.-H., 13 et 6; Grenoble-St-Geoirs, 11 et 4; Lille, 13 et 11; Lyon, 13 et 4; Marseille-Marignane, 17 et 7; Nancy, 15 et 7; Nantes, 16 et 13; Nice-Côte d'Azur, 18 et 12; Paris-Montsouris, 16 et 11; Paris-Orly, 16 et 10; Pau, 15 et 4; Perpignan, 17 et 13; Rennes, 15 et 13; Strasbourg, 15 et 6; Tours, 15 et 11; Toulouse, 15 et 4; Pointe-à-Pitre, 31 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 19 et 10 degrés; Amsterdam, 14 et 7; Athènes, 29 et 16; Berlin, 14 et 8; Bonn, 15 et 10; Bruxelles, 14 et 11; Le Caire, 33 et 18; îles Canaries, 25 et 21; Copenhague, 14 et 8; Dakar, 31 et 27; Djerba, 21 et 13; Genève, 13 et 3; Istanbul, 33 et 19; Jérusalem, 26 et 14; Lisbonne, 22 et 13; Londres, 15 et 10; Luxembourg, 11 et 8; Madrid, 19 et 7; Montréal, 16 et 1; Moscou, 12 et 11; Nairobi, 21 et 14; New-York, 18 et 13; Palma-de-Majorque, 19 et 8; Rio-de-Janeiro, 24 (maxi.); Rome, 21 et 10; Stockholm, 14 et 7; Tozeur, 24 et 13; Tunis, 23 et 13.

*(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)*

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3814



| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| I | | | | | | | | | ■ |
| II | | | | | | | | | |
| III | | | | | | ■ | | | |
| IV | | | | | | | | | ■ |
| V | | | ■ | | | | ■ | | |
| VI | | ■ | | | | | ■ | | |
| VII | | | | ■ | | | | | |
| VIII | | ■ | | | ■ | | | | |
| IX | | | | | | | | | ■ |
| X | | | ■ | | | | | | |
| XI | ■ | | | | | ■ | | | |

HORIZONTALEMENT

I. Ne pas se soucier du tout de son avancement. — II. Risquent de se produire là où il y a trop de vapeurs. — III. Peut être assimilée à une balade. Est difficile à plaquer. — IV. Disposer le couvert. — V. Article. Cri dans un cirque. Pronom. — VI. Un coin perdu. Qui a donc circulé. VII. Pronom. Porter en terre. — VIII. Vieille ville. La cinquième est inutile à celui qui roule carrosse. — IX. Mettrais dans l'ennui. — X. Préposition. Se voient au bord de l'eau. — XI. La vandoise, par exemple. Direction.

VERTICALEMENT

1. Un énorme papillon. — 2. Un vrai gouffre. Indique la sensibilité des couches photographiques. — 3. Un Berbère, autrefois. Son culte exigeait des sacrifices humains. — 4. Dans le Bugey. Déjoua la conspiration de Cadoudal. — 5. Qui ne peuvent donc pas être dépassées. Est parfois dangereuse à traverser. — 6. Mot d'enfant. Qualifie un quartier où l'on trouve des légumes. — 7. Un père qui s'abîma pour son fils. A la réputation d'être très gras. — 8. Des femmes qui faisaient surtout leur travail en bas. — 9. Note. Sur l'Ognon. Abréviation.

**Solution du problème n° 3813**

*Horizontalement*

I. Purgatoire. Dada. — II. Analphabète. Gin. — III. Rivures. Enneigé. — IV. Eva. Emigrations. — V. Relises. An. — VI. Regs. Bc. Eta. — VII. Sulky. Auréoles. — VIII. Miroiterie. Râ. — IX. Et. Ils. Etre. — X. Cep. Ralliement. — XI. Outillés. Ur. — XII. Entrouvert. Sil. — XIII. Aïe ! Imitées. Dés. — XIV. Néant. NS. Noces. — XV. Truisme. Attisée.

*Verticalement*

1. Parer. Mécréant. — 2. Université. Nier. — 3. Ravaleur. Poteau. — 4. Glu. Igloo. Ur. Ni. — 5. Après-ski. Toits. — 6. Thème. Yttrium. — 7. Oasis. Alvine. — 8. Ib. Barillets. — 9. Réer. Cuillère. — 10. Etna. Résistent. — 11. Entame. Sot. — 12. Ein. Oremus. Ci. — 13. Agio. Elatéridés. — 14. Dignité. RN. Lèse. — 15. Anes. Ascète.

GUY BROUTY.

## JEUX

### LE GRAND TOURNOI « LES CHIFFRES ET LES LETTRES »

Le *McEnroe des chiffres et des lettres* (comme l'appelle Armand Jammot) a gagné ! C'est Etienne Chazal, le jeune et timide employé de mairie de vingt-deux ans, qui a remporté dimanche soir, 7 octobre, à Nîmes, la deuxième édition du grand tournoi *Les chiffres et les lettres »*, *l'un des jeux les plus populaires de la télévision, organisé chaque année par Antenne 2.*

*Devant une dizaine de millions de téléspectateurs retenant leur souffle (ou rongeant leurs ongles), Etienne Chazal, qui était considéré comme le grand favori de l'épreuve par l'ensemble des cinquante-quatre petits génies qui se sont illustrés depuis dix ans — et qui se sont opposés pendant une semaine dans le cadre de ce « masters », — a battu son adversaire, Benjamin Hannuna, trente et un ans, un géant jovial aux nerfs pourtant plus solides, enseignant à temps partiel, parisien lui aussi et passionné de jeux (il a écrit de nombreux livres sur le poker, le tarot, le backgammon et une encyclopédie en neuf volumes sur le scrabble) : 159 points à 116. Score sévère. Etienne Chazal recevra une somme de 25 000 F et Benjamin Hannuna la moitié.*



## PARIS EN VISITES

**MERCREDI 10 OCTOBRE**

« Le Palais des Rois de France et la Conciergerie », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge, Mme Dubesme.

« L'Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, Mme Garnier-Ahlberg.

L'église des Blancs-Manteaux et le cloître des *Billettes* », 15 heures, 12, rue des Blancs-Manteaux, Mme Saint-Girons, (Caisse nationale des monuments historiques).

« Les Primitifs flamands », 11 heures, Musée du Louvre, (Mme Caneri).

« La Gare Saint-Lazare. 14 h 30, devant le Monument-aux morts (Marion Ragueneau).

« Marais, place des Vosges illuminés », 20 h 30, métro Pont-Marie, (les Flâneries).

« Les Cours des Miracles », 15 heures, métro Bonne Nouvelle (M. Jaslet).

« Le couvent et le jardin des Carmes », 15 heures, 70, rue de Vaugirard.

« Balzac et sa villa de Passy », 15 heures, 47, rue Raynouard (Paris et son histoire ».

*« De Saint-Roch aux Hôtels de la rue* Saint-Honoré », 14 h 30, métro Tuileries (Paris pittoresque et insolite).

« L'Opéra », 13 h 30 (Mme Pohyer).

« La manufacture des Gobelins », 15 heures, 42, avenue des Gobelins, (Tourisme culturel).

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 7 octobre :

UN DECRET

● Soumettant la société Régie inter-océans au contrôle économique et financier de l'Etat.

DES ARRÊTÉS

● Fixant les taux de la taxe parafiscale perçue au profit de la Caisse nationale de l'énergie.

● Relatif à la rémunération des internes en médecine et en pharmacie des régions sanitaires nommés antérieurement à la réforme des études médicales.

## CONFÉRENCES

20 h 30, 26, rue Bergère, Jacques Baryosher : « La Kabbalah ou Tradition Cosmique », (l'Homme et la Connaissance).

## TÉLÉMATIQUE

### Contesse Publicité lance un service d'offres d'emplois

Contesse Publicité lance le 8 octobre un service télématique destiné à renforcer l'efficacité des annonces d'emploi publiées dans la presse par son intermédiaire. Accessible gratuitement par Minitel, ce service renseignera les usagers en indiquant à l'avance les titres de journaux où paraissent des annonces les intéressant. Il pourra être interrogé par type de fonction, secteurs d'activité ou région.

Après parution des annonces dans la presse, le service télématique continuera à proposer ces annonces en indiquant le nom de l'entreprise et les principaux critères de sélection des candidats. Le service donnera accès à d'autres informations sous forme d'un magazine télématique : chiffres-clée de l'emploi, calendrier social du mois, informations sociales de l'étranger. Les entreprises pourront accéder par le même canal à des informations sur les supports de presse et adresser par Minitel le texte de leurs annonces à Contesse Publicité.

Le groupe Contesse, qui réunit neuf entreprises du secteur de la communication, est un des leaders de l'annonce de recrutement. Il publie chaque semaine dans la presse 20 à 30 pages d'annonces pour environ 600 postes à pourvoir.

LOTO NATIONAL — TIRAGE DU SAMEDI 6 OCTOBRE 1984

9 12 21 24 41 43 — 11 (numéro complémentaire)

PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 10 OCTOBRE 1984 ET SAMEDI 13 OCTOBRE 1984

VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRÈS-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

| | NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES | RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F) |
|---|---|---|
| 6 BONS NOS | 3 | 1 022 345,00 F |
| 5 BONS NOS + complémentaire | 17 | 196 450,00 F |
| 5 BONS NOS | 1 180 | 5 515,00 F |
| 4 BONS NOS | [illegible] | 100,00 F |
| 3 BONS NOS | 1 782 972 | 8,00 F |
| 2 BONS N° + COMPLÉMENTAIRE | | 8,00 F x 2 = 16,00 F |

**loterie nationale** LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

CLASSEMENT DES SERIES D'APRES LES RESULTATS DE LA COURSE :

*Classée première* : la série 1 (Sagace)
*Classée deuxième* : la série 8 (Northern Trick)
*Classée troisième* : la série 6 (Esprit du Nord)

| TERMINAISON | FINALES ET NUMEROS | SERIE 1 | SERIE 8 | SERIE 6 | AUTRES SERIES |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 1<br>6 261<br>00 531 | F. 250 (1)<br>15 000<br>175 000 | F. néant<br>7 500<br>100 000 | F. néant<br>3 000<br>60 000 | F. néant<br>1 500<br>15 000 |
| 2 | 2<br>32<br>862<br>3 862<br>6 122 | 250 (1)<br>1 500<br>7 500<br>15 000<br>15 000 | néant<br>750<br>3 000<br>7 500<br>7 500 | néant<br>500<br>1 500<br>3 000<br>3 000 | néant<br>250<br>750<br>1 500<br>1 500 |
| 3 | 3<br>13 | 250 (1)<br>1 500 | néant<br>750 | néant<br>500 | néant<br>250 |
| 4 | 4<br>54<br>734<br>3 674<br>6 374 | 250 (1)<br>1 500<br>7 500<br>15 000<br>15 000 | néant<br>750<br>3 000<br>7 500<br>7 500 | néant<br>500<br>1 500<br>3 000<br>3 000 | néant<br>250<br>750<br>1 500<br>1 500 |
| 5 | 5<br>15<br>2 065<br>4 505<br>8 995<br>10 985 | 250 (1)<br>1 500<br>15 000<br>15 000<br>15 000<br>7 000 000 | néant<br>750<br>7 500<br>7 500<br>7 500<br>700 000 | néant<br>500<br>3 000<br>3 000<br>3 000<br>250 000 | néant<br>250<br>1 500<br>1 500<br>1 500<br>80 000 |
| 6 | 6<br>516<br>0 006<br>1 906<br>4 776<br>6 256<br>8 146 | 250 (1)<br>7 500<br>15 000<br>15 000<br>15 000<br>15 000<br>15 000 | néant<br>3 000<br>7 500<br>7 500<br>7 500<br>7 500<br>7 500 | néant<br>1 500<br>3 000<br>3 000<br>3 000<br>3 000<br>3 000 | néant<br>750<br>1 500<br>1 500<br>1 500<br>1 500<br>1 500 |
| 7 | 7<br>87 | 250 (1)<br>1 500 | néant<br>750 | néant<br>500 | néant<br>250 |
| 8 | 8 | 250 (1) | néant | néant | néant |
| 9 | 9<br>49<br>079 | 250 (1)<br>3 000<br>7 500 | néant<br>1 500<br>3 000 | néant<br>750<br>1 500 | néant<br>400<br>750 |
| 0 | 0<br>08 450 | 250 (1)<br>700 000 | néant<br>250 000 | néant<br>100 000 | néant<br>30 000 |

(1) Les lots de 250 F sont attribués aux billets de la série 1 qui ne bénéficient d'aucun autre lot.

84 PRIX DE L'ARC DE TRIOMPHE 76
TIRAGE DU SAMEDI 6 OCTOBRE 1984

# ÉCONOMIE

## LE FINANCEMENT DES ASSOCIATIONS

# Après le mécénat

UNE *« reconnaissance d'utilité sociale »*, c'est ce que réclamait en janvier 1981 l'Association pour le développement des associations de progrès (ADP), présidée par M. François Bloch-Lainé, au moment de se saborder. Une disparition certes prévue dès la création – pour cinq ans – de cet organisme, mais qui aboutissait, *une fois de plus, à un constat de carence* : les difficultés de convaincre le pouvoir en place d'instituer de nouvelles règles du jeu face à un phénomène associatif qui n'a plus qu'un lointain rapport avec les congrégations religieuse et les amicales de pêcheurs à la ligne nées dans la mouvance de la célèbre loi de 1901.

*Trois ans et demi* après ce rendez-vous manqué avec le *« mécénat populaire »*, selon l'expression de l'époque, ce grand commis de l'Etat (après avoir occupé plusieurs postes dirigeants dans le monde de la finance, M. Bloch-Lainé qui vient de mettre un point final à un rapport du commissariat du Plan sur intermédiation financière, préside en *même temps l'établissement* public chargé d'installer le nouvel Opéra à la Bastille) s'est à nouveau penché sur ce sujet qu'il connaît bien. Cette fois, il ne s'agit pas tant de réfléchir aux nouveaux rapports qui pourraient être instaurés entre ces deux partenaires à la communication difficile que de chercher à remédier *aux problèmes financiers* croissants que connaissent les associations à vocation économique qui ne disposent pas de la base financière nécessaire à leur développement.

Dans le vaste monde de l'économie sociale, les associations occupent une place à part aux côtés d'un réseau mutualiste relativement riche et bien structuré et d'un ensemble coopératif qui dispose, depuis la loi Delors de janvier 1983, d'un titre participatif émis dans le public pour recueillir de l'argent frais – une formule déjà expérimentée par la centrale de magasins Codec-Una. Le secteur associatif, qui emploie au bas mot 65 % des quelque 1,19 million de salariés répertoriés au sein de l'économie sociale (en comprenant *les comités d'entreprise*, les syndicats et les fondations), ne dispose, lui, que des dons, legs, cotisations, concours bancaires réduits, voire contributions des particuliers tentés, depuis 1984, par une déduction fiscale récemment majorée – autant de formules qui empêchent toute véritable gestion – et des subventions publiques dont la source peut être *tarie à tout moment pour cause de* crise économique ou d'incompatibilité d'humeur...

Vers qui alors se tourner pour contribuer à financer – sur une base assainie – ces véritables monstres que sont devenues certaines ligues ou fédérations regroupant des milliers de salariés et des dizaines de milliers d'associations dans chaque coin de France dont les budgets restent *« alimentés en grande partie, grâce aux fonds publics »* (1) ? Vers les banques ? Elles ont déjà fort à faire pour essayer de répondre – avec le moins de risques possibles – aux besoins pressants des entreprises commerciales et industrielles.

### L'appel à l'épargne

Vers les épargnants ? C'est bien à cette « clientèle » qu'ont songé les auteurs du rapport Bloch-Lainé en proposant un vaste dispositif législatif qui permettrait à ce secteur d'émettre des obligations ou mieux des titres associatifs dont les modalités auraient été étudiées en fonction de la spécificité des associations. Celle-ci les contraint de rester dans le cadre de la loi très favorable de 1901, ce qui leur interdit, en revanche, toute clause d'intéressement susceptible d'aboutir à un partage des bénéfices.

Si on voit bien l'intérêt de ces nouveaux produits pour les associations, on peut s'interroger sur les motivations de leurs souscripteurs éventuels. *« A première vue, il s'agit d'un titre de mécénat,* reconnaît M. François Bloch-Lainé ; *mais, dans la mesure où il est négociable, il peut devenir un titre de marché financier et intéresser des entreprises qui préféreraient détenir des titres sur un organisme reconnu d'utilité publique et au rôle économique indéniable plutôt que continuer à lui consentir des dons à fonds perdus. »*

Même en comportant une rémunération inférieure à celle du marché, ces titres associatifs peuvent attirer également des institutions qui disposent de conditions fiscales particulières, telles les compagnies d'assurances et les caisses de retraite. Il peut s'agir aussi des collectivités locales très liées aux activités de tourisme social et de formation permanente, à l'échelon régional, mais qui disposent d'une marge de manœuvre financière progressivement réduite en raison de contraintes budgétaires accrues.

Le produit est bon. Tous les intervenants sont d'accord, y compris dans l'administration et dans les divers cabinets ministériels concernés – le fait est suffisamment exceptionnel pour être signalé, – et les récentes déclarations de M. Pierre Bérégovoy ont, semble-t-il, donné l'imprimatur à ce qui n'était encore qu'un rapport d'études. Intervenant lors d'un forum organisé par le Crédit coopératif (*lequel contribue au* financement des coopératives, des mutuelles et des associations), le ministre de l'économie et des finances a assuré que le gouvernement allait arrêter *« dans les prochaines semaines »* sa position sur ces nouveaux instruments financiers (*le Monde* du 20 septembre), à commencer par le titre associatif.

**SERGE MARTI.**

*(Lire la suite page 24.)*

(1) *Les Danseuses de la République. Que fait l'Etat de votre argent ?* Jean-Pierre Gandard. Editions Belfond, 260 pages, 89 F.

## Un secteur éclaté

UNE association naît toutes les douze minutes en France ; telle est la seule chose à peu près sûre dès lors qu'il s'agit d'évaluer le développement de ce secteur très important de l'économie sociale. Cette statistique – ou cette image – résulte tout simplement des déclarations obligatoires faites à la préfecture de police. L'an dernier ; quarante-sept mille associations (contre vingt mille en 1968, *à titre de comparaison*) sont venues grossir un bataillon dont les effectifs se situeraient entre trois cent mille et cinq cent mille (le chiffre exact étant sans doute plus proche de cette dernière *évaluation*).

La seule étude fiable résulte de la comptabilisation tenue par l'INSEE à partir des déclarations de personnel salarié faites par les associations. Il en ressort qu'au *1er janvier 1984 on comptait cent* trente-quatre mille associations employant dans cent cinquante et un mille établissements un total de sept cent soixante-seize mille salariés à plein temps, soit un peu plus de 5 % de l'ensemble des salariés (contre deux cent quarante-six mille salariés pour les coopératives et cent trente-cinq mille pour les mutuelles). La plupart des associations reposent sur de très petites équipes : seuls douze mille organismes emploient chacun plus de dix salariés et trente-trois *plus* de mille personnes.

Toutefois, la principale caractéristique de ces dernières années a été la véritable explosion des associations liées au secteur productif, à la formation professionnelle, à l'insertion des jeunes. Il s'agit de secteurs où l'on s'efforce de concilier la notion d'*« entreprise »* et celle de *« mouvement social »*, avec un rôle particulièrement marqué dans trois domaines :

● **Le domaine sanitaire et social**, où les associations gèrent la plupart des établissements et services sociaux et médico-*sociaux, ainsi que plus de 16 %* du potentiel hospitalier métropolitain. Le chiffre d'affaires est évalué à 40 milliards de francs pour l'année 1983, dont une trentaine versés par les collectivités publiques et les caisses de sécurité sociale.

● **Le domaine éducatif et sportif**, où elles gèrent près de trente-sept mille clubs sportifs (qui emploient plus de cent mille salariés). Dans le secteur de la formation continue, par exemple, 50 % du chiffre d'affaires est réalisé par plus de deux mille associations.

● **Le secteur touristique**, dont la part *« tourisme social »* représente 12 % de l'activité totale, soit environ 5 milliards de francs de chiffre d'affaires avec plus de soixante-dix mille emplois saisonniers et permanents.

On ne saurait évaluer, à grands traits, le poids économique du secteur associatif sans parler des milliers de bénévoles, non compris dans les statistiques. Ils contribuent aussi à créer et à animer ces associations, *« instrument particulièrement utile en période de mutation profonde, pour assurer des services nouveaux ou traditionnels qui ne sont pris en charge ni par les collectivités publiques ni par le secteur commercial. »*

## Nationalisation à l'américaine

LORSQU'AU mois de juin dernier, la First National Bank of Chicago avait *envisagé de racheter* la Continental Illinois, passée depuis lors sous contrôle de l'Etat américain faute d'avoir trouvé des acheteurs privés, on ne savait pas encore qu'il s'agissait de l'aveugle offrant ses services au paralytique. C'est, semble-t-il, avec la même imprudence que sa devancière en infortune que la First National de Chicago (*le Monde* du 5 octobre et daté 7-8 octobre) avait consenti des prêts considérables à diverses sociétés, américaines et étrangères (saoudienne notamment) dont la prospérité était liée directement ou indirectement à la persistance d'une tendance haussière sur le marché du pétrole. Les pertes essuyées, qui viennent d'être révélées, sont lourdes, mais l'affaire n'a pas, *comme* ce fut le cas au *printemps* avec la Continental, tourné à la panique.

Quelques jours avant l'annonce des difficultés de la First National Bank de Chicago, *un haut fonctionnaire de l'administration*, le contrôleur de la monnaie *(comptroller of the currency)* avait déclaré qu'il était hors de question pour les autorités fédérales de laisser les dix ou onze plus grandes banques du pays (dont les deux déjà citées font partie) tomber en faillite. Ces propos ont probablement eu dans l'immédiat un effet positif en ce sens qu'ils ont sans doute contribué à circonscrire les retombées de la nouvelle affaire de Chicago. Mais ils ont produit une impression durable de malaise dans un pays qui, à juste titre, attache la plus haute importance au respect de l'ordre juridique. Sur quels principes de droit s'appuyer pour justifier un traitement de faveur à l'égard des plus gros établissements ? On a beau faire remarquer que maintes petites et moyennes banques ont également été renflouées, le fait demeure que plusieurs dizaines d'entre elles sont allées encore cette année au tapis et que celles qui ont été sauvées de la banqueroute l'ont été par suite d'opérations de fusion avec d'autres banques (par définition privées).

Il ne faudrait tout de même *pas pousser trop loin* les *conclusions* à tirer de cet ensemble de réactions plus ou moins contradictoires. Si on peut légitimement parler d'une « nationalisation » (un mot que plusieurs *commentateurs américains ont*, eux aussi, employé en la circonstance) de la Continental Illinois, il convient d'ajouter aussitôt que, dans l'esprit de l'Agence fédérale d'assurance des dépôts (FDIC), il s'agit d'*une prise en charge provisoire*. Au cas, aujourd'hui vraisemblable, où la Continental serait remise à flot, les actions détenues par la FDIC seraient revendues, sans doute avec un bénéfice qui lui permettrait de se rembourser en totalité ou en partie (la remontée spectaculaire des actions Chrysler constitue un précédent encourageant). Les théoriciens du libéralisme le plus sourcilleux ont toujours admis l'idée d'une aide temporaire destinée à faire face à un renversement de situation trop brutal.

A cela s'ajoutent les faits suivants : si la FDIC a garanti tous les déposants (y compris, ce qu'elle n'était pas tenue de faire, les plus gros d'entre eux), elle a laissé les actionnaires mordre la poussière, et, autre façon de procéder également conforme à l'esprit du système libéral, elle n'a pas ménagé les dirigeants responsables. L'agence fédérale en a nommé d'autres à leur place, choisis, il n'est pas non plus superflu de le souligner, en raison de leurs compétences éprouvées.

**PAUL FABRA.**

## L'IMMIGRATION CLANDESTINE

# Les Tamouls, réfugiés fantômes

LES immigrés ont changé, mais aussi les réfugiés et les travailleurs clandestins : plus nombreux – ou plus basanés, donc plus visibles – et plus démunis qu'il y a *une décennie. La France* également a changé : sous la pression de la crise, elle a fermé théoriquement ses frontières à l'immigration en 1974, comme la plupart des pays voisins. Mais une clôture radicale de *l'espace national demeure illusoire.* Comment déterminer parfois la différence entre un étranger qui demande le droit d'asile pour des raisons réellement politiques et un réfugié « économique » d'abord en *quête d'un travail rémunérateur* ? Le cas des Tamouls du Sri-Lanka illustre ce genre de difficulté.

Le mois dernier, à l'aéroport de Roissy, une quarantaine de réfugiés tamouls de Sri-Lanka (ex-Ceylan) *étaient réembarqués de force à destination de Berlin via* Vienne. L'affaire fit quelque bruit, car ni les familles que certains d'entre eux tentaient de rejoindre à Paris, ni les avocats de la communauté tamoule *en France, ni les journalistes*, n'avaient pu entrer en contact avec ce groupe de voyageurs sans visas, composé en majorité de femmes et d'enfants.

Arrivés le dimanche 16 septembre au *matin*, avec un *billet « circulaire »* de l'UTA, ils avaient profité de l'escale pour déposer une demande d'asile enregistrée le soir même par l'Office français pour la protection des réfugiés et apatrides (OFPRA). En attendant *la décision* du ministre de l'intérieur formulée après consultation du Quai d'Orsay, ils furent « hébergés » trois jours à l'hôtel Sofitel de Roissy, en zone internationale, aux frais de l'UTA... Le refus du ministère de l'intérieur montre que la France, en la matière, est moins sensible à l'oppression des Tamouls dans leur patrie qu'à la croissance de la population immi-*grée sur son territoire.*

En un an, il est vrai, un millier de Sri-Lankais, la plupart d'origine tamoule, seraient entrés clandestinement dans notre pays. Il s'agit là, déclare la police de l'air et des frontières (PAF), d'une simple estimation, car une centaine seulement ont pu être interceptés. Le mouvement, toutefois, a tendance à s'accentuer.

Selon l'OFPRA et les organisations de bienfaisance qui les reçoivent – Service social d'accueil des émigrants (SSAE), Secours catholique, CIMADE, CFDT, etc., – les *Tamouls du Sri-Lanka se situent* dans le peloton de tête des demandeurs d'asile. Mais un grand nombre restent des réfugiés fantômes, qui n'apparaissent pas dans les statistiques.

*Officiellement, les autorités de* Colombo ne veulent pas entendre parler de ces réfugiés. Et pour cause. Depuis des siècles au Sri-Lanka (15 millions d'habitants aujourd'hui), les deux communautés s'affrontent : *les Cinghalais*, majoritaires (59 % de la population), d'origine indo-aryenne, sont bouddhistes ; les Tamouls, ethnie minoritaire (23 %), de race noire, originaires de l'Inde du Sud, sont *hindouistes, le reste de la population* étant surtout constitué de musulmans.

### Plusieurs filières de faux touristes

Après quatre cent cinquante ans d'occupation portugaise, hollandaise, puis britannique, des troubles ont éclaté, les Cinghalais accusant les Tamouls d'avoir *été favorisés* par l'ancien colonisateur. Après l'indépendance accordée en 1948, le gouvernement de Ceylan a imposé dès 1956 le cinghalais comme langue officielle, puis le bouddhisme *comme religion en 1972. De violents* affrontements s'ensuivirent, marqués en 1981 par l'incendie de la ville de Jaffna – capitale des provinces du Nord où les Tamouls sont majoritaires et revendiquent l'indépendance – et plus récemment par le saccage de plusieurs grandes usines de Colombo appartenant à de riches familles tamoules. *« Depuis deux ans*, nous déclare M. Manickam Kulenthiran, avocat de Colombo, président de l'association des réfugiés tamouls de Sri-Lanka (1), *plus de deux mille Tamouls ont été assassinés par la police au Sri-Lanka. D'autres sont torturés ou mis au secret, mais on ne peut rien prouver. »*

A Paris, on est loin de ce contexte historique. On se borne à constater que les Tamouls fuyant le Sri-Lanka empruntent depuis 1981 des filières de « passeurs » qui les prennent en charge soit à Singapour, destination Paris, soit à Colombo, destination Berlin-Est, *via* Sofia ou Moscou.

A Berlin-Est, les voyageurs demandent un visa touristique de vingt-quatre heures et en profitent pour aller *visiter* Berlin-Ouest... où les autorités s'empressent de leur délivrer un visa de quatre jours contre la promesse de quitter les lieux avant l'expiration de ce délai. Vienne et Berlin-Ouest sont les plaques tournantes de ce trafic qui profite à des professionnels de la main-*d'œuvre clandestine, simples* intermédiaires ou employeurs abusifs, qui exploitent des immigrés sans payer aucune cotisation sociale.

Depuis deux ans, la police française a interpellé plus d'un millier d'immigrés illégaux aux marches de l'est, dont six en septembre dernier au point de passage du cimetière de Sarrebrück. Moyennant 600 F par personne, deux passeurs – un chauffeur de taxi d'Alsting (Moselle) et un jeune Sri-Lankais résidant à Metz – leur faisaient franchir l'une des portes de ce cimetière, qui donne sur la France.

D'autres filières de faux touristes existent en Grande-Bretagne, en Belgique, en Espagne, en Italie et même en Grèce. Dans ce dernier pays, on le sait, la chronique des faits divers s'est enrichie récemment de l'affaire des clandestins transportés par des bateaux de pêche et jetés par-dessus bord.

A Paris, dans une officine de traduction de tamoul installée rue d'Orsel à Barbès, on estime que sur les quelque sept mille Sri-Lankais *présents en France* (quatre mille sept cents environ selon le ministère de l'intérieur : quatre mille cartes de séjour, sept cents cartes de réfugiés), plus de deux mille sont des clandestins ou des personnes entrées illégalement – pour la plupart, des réfugiés tamouls. Ces derniers, qu'ils soient faux touristes, faux étudiants, munis de faux passeports ou au contraire sans papiers, vivent une existence pleine d'aléas.

Les autres, les « réguliers » candidats à l'asile politique, arrivent tout aussi démunis, car ils ont payé le prix fort aux passeurs – jusqu'à 10 000 francs par personne pour un voyage aller simple. Beaucoup n'ont d'autres documents que l'autorisation provisoire de séjour renouvelable *tous les trois mois délivrée par la* préfecture de police aux demandeurs d'asile. Dans le meilleur des cas, certains ont obtenu l'autorisation provisoire de travail qui leur permet de s'inscrire dans une agence *pour l'emploi où ils percevront l'allo*cation forfaitaire de quelque 1 500 francs par mois.

Le drame de ces hommes transplantés, souvent assez jeunes, c'est que leur statut social actuel, à l'inverse de bon nombre d'immigrés, est généralement moins élevé qu'il l'était dans leur patrie. Plus de 50 % étaient des agriculteurs, petits propriétaires terriens, planteurs de thé ; environ 35 % étaient des employés, des cadres ou des techniciens ; les autres étaient des commerçants.

*« Ici*, dit Jeyarajah, étudiant en droit, *nous sommes manœuvres, laveurs de vaisselle ou balayeurs. Carte de réfugié ou pas, le chômage et le racisme sont toujours là. Mais l'obstacle majeur, pour l'immigré tamoul, ce n'est pas tellement sa couleur de peau que sa méconnaissance du français. A Sri-Lanka, en dehors de nos langues vernaculaires, nous ne parlions que l'anglais. »*

Pour M. Kulenthiran, le sort des Tamouls, et d'une façon générale de tous les Sri-Lankais, serait plus supportable si la France leur accordait plus aisément le statut légal de réfugiés – ce qu'elle fait, selon lui, dans moins de 50 % des cas. La France, rétorque la PAF, compte 2 875 kilomètres de frontières terrestres, *3 035 kilomètres* de frontières maritimes, 24 ports de commerce, 581 ports de plaisance et 115 aérodromes ouverts au trafic international. Mais c'est en toute légalité que les touristes franchissent nos postes de douane. Faudra-t-il rétablir un jour le visa pour tous les étrangers ? Impensable, sans doute. Une récente étude du Bureau international du travail (BIT) (2) estime le nombre des immigrants en situation irrégulière à 300000 en France, 400000 en RFA, 600000 en Italie, 300000 en Espagne et 40000 en Grèce – ces trois derniers pays devant faire face, à leur tour, à un afflux croissant de travailleurs étrangers.

Que faire ? La vraie solution, estime le BIT, ne peut être recherchée qu'à la source même du problème. Car le phénomène de l'immigration illégale peut être considéré comme une démonstration particulièrement dramatique de l'écart des revenus entre pays nantis et pays pauvres. Si les pays nantis acceptaient de dépenser davantage pour le tiers-monde, ils pourraient passer des accords qui lieraient l'aide au développement à des projets de créations d'emplois dans les pays pauvres.

**JEAN BENOIT.**

(1) Sri-Lanka Tamil Refugees Benevolation Association.

(2) Serge Ricca : *L'administration du travail de l'immigré en situation irrégulière en Espagne, en Grèce et en Italie*, BIT, Genève 1984.

# LE FINANCEMENT DES ASSOCIATIONS

## Après le mécénat

*(Suite de la page 23.)*

Encore faut-il, tout le monde en convient, que la demande existe réellement du côté des associations. La « base » n'a pas réagi très clairement à l'égard du contenu du rapport Bloch-Lainé, estime-t-on Rue de Rivoli, où l'on confirme que ce document va faire l'objet d'une étude interministérielle. *« Dans l'ensemble du monde associatif, l'urgence n'est pas ressentie de la même façon »*, admet M<sup></sup>me Geneviève Rey, chargée de mission au Conseil national de la vie associative. *« A part l'UNIOPS* (Union interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux, qu'anime, d'ailleurs, M. Bloch-Lainé), *l'un des grands coordinateurs du monde associatif, qui a été naturellement informée du déroulement des travaux, les autres grandes associations gestionnaires prennent connaissance peu à peu du projet. Mais il reste encore tout un pan du monde associatif – un domaine très atomisé – qui mettra beaucoup plus de temps à faire connaître sa réponse »*, explique-t-elle.

*« Pourtant,* ajoute Mme Rey, *avec ce rapport, nous disposons d'un outil d'évaluation qui nous permettra de savoir combien nous pesons* (cela se chiffre en dizaines de milliards de francs) *et d'une possibilité de voir notre rôle économique et notre compétence reconnus. »* Et de citer l'exemple de cette Fédération des associations de protection de la nature qui revient régulièrement à la charge pour introduire l'élevage des truites et des saumons en France, un secteur totalement dépendant des importations étrangères (774 millions de francs en 1983), alors que les pouvoirs publics s'acharnent mois après mois à rétablir l'équilibre des comptes extérieurs.

Ce n'est là qu'un exemple de ces associations dynamiques, de plus en plus au fait des réalités et n'hésitant pas à utiliser les techniques modernes dans leur activité quotidienne. Témoin le Groupement pour l'insertion des personnes handicapées (GIPH), une association qui emploie trois cent vingt-cinq salariés répartis dans seize délégations régionales avec un chiffre d'affaires annuel de 3,5 milliards de francs, dont 1,5 milliard réalisé en Picardie.

C'est dans cette région qu'a été lancé – pour la première fois en France – un journal télématique, appuyé sur le réseau Transpac et destiné aux handicapés équipés en terminal Minitel. Une initiative qui a valu à cet organisme d'obtenir un prix de 50 000 F décerné par le Crédit coopératif à des associations du secteur social. Voilà peut-être une simple illustration de l'union heureuse que peuvent parfois célébrer l'économie et le social, au nom de ces nouvelles *« solidarités collectives »* que préconise le IXe Plan.

SERGE MARTI.

### Conseils...

Ce livre, destiné aux promoteurs et responsables du secteur associatif, regroupe sous la signature de Raymond Camus *les chroniques hebdomadaires* de ce dernier, parues dans *le Monde Dimanche* de 1982 à 1984. *Classés et remis à jour,* ces documents, qui sont précédés d'un rappel historique du phénomène associatif, précisent ce qu'il faut savoir sur la loi de 1901, et abordent notamment le problème des ressources et *de la fiscalité des associations* avec, en conclusion, les modèles de déclaration à fournir à l'administration.

★ Conseils aux associations. Raymond Camus, 1984, *le Monde.* 125 pages, 40 F.

LE RAPPORT BLOCH-LAINÉ ET « L'INSUFFISANCE DES RESSOURCES PROPRES »

## Une nouvelle catégorie de titres

APPELÉ à présider, le 6 février 1984, un groupe de travail chargé d'examiner les modalités d'émission *« d'une valeur mobilière nouvelle analogue au titre participatif créé par la loi du 3 janvier 1983 »* et, d'une façon plus générale, les problèmes de financement des associations gestionnaires, M. François Bloch-Lainé devait remettre son rapport aux autorités de tutelle, le 13 juin dernier. Ce document, dont le contenu, résultat d'une large concertation entre les différentes plates-formes associatives, les cinq ou six ministères concernés et des organismes financiers (Association française des établissements de crédit) et boursier (Commission des opérations en Bourse), comporte en préambule un vaste panorama du monde associatif, dont le rôle économique indéniable a pour corollaire une *« fragilité financière due à l'insuffisance des ressources propres par rapport aux besoins »*.

Pour se constituer des fonds propres, une association ne peut utiliser les instruments dont disposent les entreprises commerciales, constate la Commission, rappelant qu'elle ne peut compter que *« sur les aides privées ou publiques »* ou sur *« les résultats positifs de son exploitation, en toute hypothèse limités puisqu'elle n'a pas vocation à réaliser des bénéfices »*. Face à des apports privés qui *« plafonnent et qui sont mal répartis entre les associations »* – même en tenant compte de la majoration (de 3 % à 5 % du revenu imposable) depuis la loi de finances de 1984 des déductions fiscales sur les dons consentis à des associations reconnues d'utilité publique, – et à des aides publiques *« de plus en plus décentralisées et limitées par la crise économique »*, la contribution du système bancaire reste faible.

Si les différentes procédures permettant le financement des besoins de trésorerie ou des investissements fonctionnent *« de façon assez satisfaisante malgré un coût souvent plus élevé que pour le secteur productif »*, les auteurs du rapport constatent que :

● les procédures de crédit-bail mobilier et immobilier ne sont que faiblement utilisées *« du fait notamment de leur coût élevé »* ;

● les crédits de reconstitution de la réserve de trésorerie autorisés pour certains organismes se sont heurtés à *« la réticence des établissements de crédit »* (à l'exception des Caisses d'épargne, de la Caisse des dépôts et de la Caisse centrale de crédit coopératif) à l'égard de cette formule qui doit être assortie de garanties, alors que *« les collectivités locales hésitent à donner leur caution sur ce titre de prêts »* ;

● les prêts « quasi participatifs » envisagés par l'Institut pour le développement de l'économie sociale (IDES), à l'image de ce qui est déjà pratiqué pour les sociétés coopératives, *« n'ont pas encore été mis en place »*, notamment en raison des délais intervenus pour la signature de la convention nécessaire entre l'Etat et l'IDES, *« relative à sa gestion du fonds de garantie de l'économie sociale »*.

### L'inscription au registre du commerce

Face à ce constat globalement négatif, la loi de 1901, par sa grande souplesse, a certes permis l'essor de beaucoup d'activités, mais elle n'avait pas prévu un tel développement des responsabilités économiques de nombreuses associations. Force est de constater qu'aucune disposition de portée générale *« n'est venue jusqu'ici sanctionner le poids économique important pris par les associations »*.

Dans une double démarche, la commission Bloch-Lainé suggère :

● D'abord, de mieux cerner le cas des associations exerçant une activité économique, étant entendu que l'*« absence de définition »* de cette nature *« a empêché la mise en place de structures de collecte de données et donc d'un véritable suivi statistique »* dans un secteur complètement éclaté. De plus, les règles de fonctionnement de ces mêmes associations exerçant une activité économique *étaient jusqu'ici* très disparates, sans parler de la grande diversité des prescriptions comptables et du travail d'information – plus ou moins bien fait – des partenaires associés à la vie – et à l'avenir – de ces organismes ;

● Ensuite, au vu des besoins exprimés par ce paysage associatif aux contours mieux dessinés, de mettre à sa disposition de *« nouveaux instruments de financement »*.

Fidèle à ce schéma, le rapport préconise *« l'identification par l'inscription volontaire au registre du commerce des sociétés »* (sur une liste à part), plutôt que de recourir à la *« création d'un registre spécifique »*, une formule *« trop lourde »* et qui serait nécessairement *« centralisée »*. Cette inscription impliquerait notamment : la publication annuelle des comptes ; l'existence d'une assemblée générale approuvant chaque année les comptes présentés par le conseil d'administration, sur le rapport d'un commissaire aux comptes ou d'un censeur non-membre du conseil ; l'existence d'un conseil d'administration ou d'un organe collégial chargé du contrôle de la gestion de l'association.

En contrepartie de cette inscription, qui aurait pour triple avantage d'obtenir *« un mode de gestion plus homogène, une meilleure information des partenaires et les informations statistiques de base qui font défaut actuellement »*, les associations pourraient avoir accès à l'émission d'obligations ou de titres associatifs, grâce à un texte de loi définissant les conditions et modalités de l'émission de ces valeurs mobilières.

Pour les obligations, deux expériences ont eu lieu dans le passé avec la garantie de l'Etat (Association diocésaine de Rodez et Association nationale pour le financement d'équipement scolaire privé), mais la réglementation actuelle demande à être précisée sur ce point. Pour les titres associatifs : ils peuvent, seuls, permettre de recueillir *« des ressources véritablement permanentes »* puisque les ressources obtenues seraient des créances de dernier rang.

Comme le titre participatif (réservé aux sociétés du secteur public et aux sociétés anonymes coopératives), le titre associatif serait une valeur négociable, qui ne serait remboursable qu'en cas de liquidation de la société, ou à l'initiative de celle-ci, à l'expiration d'un délai qui ne pourrait être inférieur à sept ans. Pour ce qui est de la rémunération de cette valeur mobilière nouvelle, elle pourrait comporter – *« avec beaucoup de prudence et dans les limites à fixer par décret »* – une partie variable calculée sur un *« indicateur d'activité »*, sans référence aux résultats de l'association, ce qui serait contraire à l'esprit de la loi de 1901.

A la condition de *« justifier d'une activité économique permanente leur permettant de faire face à leurs engagements à l'égard de leurs souscripteurs »*, les associations disposeront alors d'un éventail de possibilités financières aussi large que l'exige leur grande diversité. Et surtout du moyen adéquat de renforcer leurs fonds propres, sous réserve – c'est le dernier chapitre du rapport – de mesures supplémentaires susceptibles d'améliorer le mode de financement des associations, notamment par une meilleure utilisation des instruments bancaires existants.

S. M.







PLUS D'UN MILLIARD DE CHINOIS

# La difficile maîtrise de la population

LA Chine n'en a pas fini avec les problèmes démographiques, après plus de trente ans d'une histoire heurtée, marquée notamment par les « années noires » (1959-1961), consécutives au Grand Bond en avant et ses millions de morts (1). Dans les années 70, elle a réussi à ralentir la croissance de sa population en réduisant considérablement le taux de fécondité, contribuant ainsi à infléchir le taux de la croissance démographique mondiale (2).

Parviendra-t-elle à *stabiliser* le nombre d'habitants dès l'an 2000 à 1,2 milliard, comme le veulent les dirigeants de Pékin ? La situation actuelle et l'évolution récente permettent d'avoir certains doutes : c'est la conclusion de M. Gérard Calot, directeur de l'Institut national d'études démographiques (INED), qui donne dans la revue *Population* les éléments de l'« *évolution contrastée* » de la population chinoise depuis 1950.

Cette évolution est restée longtemps mal connue, les statistiques étant rares et incomplètes (ainsi les dernières données sur la répartition par âge excluent toujours les militaires). Mais la publication du recensement de 1982, les travaux menés par des chercheurs étrangers, notamment américains, permettent aujourd'hui de la retracer. Elle a été marquée par des baisses considérables de la natalité et de la mortalité, interrompues par la césure des « années noires », mais accélérée après 1970.

● NATALITE. – De plus de 40 pour mille dans les années 50, elle est tombée à 18 pour mille en 1980. La fécondité (nombre d'enfants par femme), passée de 5 à 6,4 entre 1940 et 1950, est redescendue à 2,2 en 1980, chiffre comparable à celui de pays développés. La baisse s'est fait sentir essentiellement à partir de 1970 : elle a été « *la plus rapide qu'aucun pays au monde ait jamais enregistrée* ».

M. Calot note seulement que le gouvernement chinois a mené « *avec la plus grande rigueur* » sa politique de limitation des naissances. Mais on sait que les autorités ont non seulement fait un effort de propagande, de persuasion et de mobilisation considérable (300 000 personnes y ayant été employées à temps plein), mais ont eu aussi recours à l'une ou l'autre forme de contrainte (pressions sur les couples et même parfois stérilisations forcées) (3).

La baisse du nombre d'enfants a été particulièrement forte chez les femmes les plus « âgées » (plus de trente et un ans) et chez les plus jeunes (moins de dix-huit ans). Une campagne systématique a été menée en particulier pour retarder l'âge du mariage, qui était passé, pour les *femmes de dix-huit ou dix-neuf ans* en moyenne en 1950 à vingt-trois ans en 1979 : avec insistance, les médias ont défini comme norme que *la somme des âges des deux époux* atteigne cinquante ans.

## L'infanticide féminin

Les effets de la politique gouvernementale ont été particulièrement spectaculaires dans les villes, où le contrôle gouvernemental peut être beaucoup plus étroit : le taux de fécondité y avait commencé à baisser plus tôt (dès le début des années 60) ; il y est descendu aujourd'hui à 1,15 enfant par femme, pratiquement comme dans les pays industrialisés.

Les autorités chinoises, elles-mêmes, font valoir que la politique de limitation des naissances est moins strictement appliquée dans les campagnes : les ruraux peuvent avoir un deuxième enfant si le premier n'est pas un garçon, afin de donner satisfaction à un vœu traditionnel des familles. Peut-être craint-on les effets d'une éventuelle mauvaise humeur paysanne sur le ravitaillement du pays.

● MORTALITÉ. – Déjà descendue de 25 pour mille (habitants) en 1953 à 18 pour mille en 1957, elle a baissé régulièrement, une fois passées les « années noires » de 1958-1961, pour arriver au-dessous de 8 pour mille dès 1976. Ce taux tout à fait remarquable résulte notamment d'une baisse de la mortalité infantile : « *De 150 (décès) pour mille (naissances vivantes), au début des années 50*, souligne le directeur de l'INED, *elle est parvenue à un niveau de l'ordre de 40 pour mille* » (atteint en France au début des années 50).

Si ces chiffres placent la Chine actuelle au même niveau que les Etats industrialisés, ce pays n'en a peut-être pas moins conservé des traits archaïques ; comme une « *surmortalité féminine* » pendant l'enfance. L'examen des chiffres ne permet pas d'écarter l'hypothèse d'une survivance d'un infanticide féminin, évoquée par la presse chinoise elle-même. Et le fait que la proportion de garçons ait augmenté depuis 1979, date de lancement de la campagne pour l'enfant unique amène à se demander si celle-ci n'a pas relancé cette pratique.

*Le Grand Bond* en avant a entraîné une grande coupure dans l'évolution de la natalité et de la mortalité. Il a provoqué, notamment en 1960, une chute vertigineuse de la natalité (22 pour mille contre 38 pour mille en 1958) et de la fécondité (3,3 pour mille contre 5,7) – « *effondrement qui*, souligne M. Calot, *ne peut s'expliquer que par une famine d'une exceptionnelle gravité dans une population essentiellement rurale qui ne devait guère pratiquer la contraception* » – et, parallèlement, a fait bondir la mortalité à près de 45 pour mille.

On peut en évaluer le coût à 27 millions de décès supplémentaires et à 29 millions de naissances en moins (4) soit, au total, 8,6 % de la *population chinoise de la période*, perte supérieure à celle qu'a provoquée en France la guerre 1914-1918.

Mais l'effondrement de la natalité a *été suivi d'une remontée très forte*, atteignant 50 pour mille en 1963, et la fécondité est restée supérieure à 6 jusqu'en 1968, tandis que la mortalité est revenue à 23 pour mille dès 1961 et n'a plus cessé de descendre. La baisse de la natalité a donc repris nettement plus tard que celle de la mortalité.

Résultat de ce décalage : le taux de croissance de la population qui avoisinait 2 % dans les années 50 a continué à augmenter, après la coupure des années 1960 et 1961 pour atteindre 3 % environ vers 1968, avant de retomber aujourd'hui à 1,2 % ou 1,3 % (et même au-dessous de 1 % l'espace de l'année 1980) diminuant de plus de moitié en dix ans. Cependant, le nombre total d'habitants a augmenté de 75 % en trente ans, dépassant aujourd'hui le milliard (1 024 millions fin 1983, selon une récente déclaration de M. Wang Wei, ministre de la planification familiale).

## Une flambée de mariages

Aujourd'hui l'objectif du gouvernement de Pékin est d'obtenir une stabilisation de la population à 1,2 milliard d'habitants. Pour M. Calot, « *ce double objectif paraît très difficile à atteindre* » – M. Wang Wei convient d'ailleurs que « *la régulation de la démographie n'est pas facile* ». Déjà on a constaté en 1981 et 1982 une légère remontée de la natalité (à 21 pour mille) et de la fécondité (jusqu'à 2,6-2,7, selon des sources américaines). Elle tient à une « *flambée* » de la nuptialité (la proportion des premiers mariages a doublé entre 1974 et 1981) et à une baisse de l'âge du mariage depuis 1980, paradoxalement accentuée par l'entrée en vigueur d'une nouvelle loi portant *l'âge légal* du mariage à vingt ans pour les filles et vingt-deux ans pour les garçons (contre dix-huit et vingt auparavant) : cet âge est nettement *inférieur* à celui *que prônaient* la presse et la propagande officielles.

Ce mouvement va-t-il durer ? A en croire M. Wang Wei, le taux de *natalité serait redescendu* à 18,6 pour mille fin 1983.

Mais dans les dix prochaines années, le nombre de femmes arrivant en âge d'avoir des enfants va augmenter, après une pause due au passage des « classes creuses » nées pendant les « années noires » 1959-1961 ; il doit passer de 7,9 millions à 10,8 millions vers 1995. Ce n'est qu'ensuite que pourra se faire sentir l'effet de la baisse de la fécondité intervenue depuis 1970.

Autre question que soulèvent les données rassemblées et analysées par le directeur de l'INED : le gouvernement chinois parviendra-t-il à maîtriser les migrations intérieures et la croissance urbaine ? La Chine n'est pas seulement un pays très jeune (*un habitant sur deux a moins* de 22,7 ans et un sur vingt plus de 62,3 ans) ; elle reste un pays très rural. Les villes, qui accueillaient *10 % seulement de la population en* 1950, n'en représentent encore que 20 %.

Cependant, les autorités, qui *contrôlent très strictement les déplacements* à l'intérieur du pays, ont plutôt encouragé dernièrement le développement urbain, peut-être *parce que les campagnes ne peuvent* employer davantage de travailleurs. Les villes ont absorbé les trois quarts de la croissance de la population *entre 1979 et 1982. Fin 1982, onze* d'entre elles comptaient déjà plus de 2 millions d'habitants (les plus peuplées étant dans l'ordre : Shanghai, 6,27 *millions*; Pékin, 5,55; Tianjin, 5,13; Shenyand, 4; Wuhan, 3,23 et Guangzhu, 3,12). Pourront-elles continuer ?

**GUY HERZLICH.**

(1) Anita Rind : « De récentes études révèlent le coût démographique du Grand Bond en avant de 1958 et des années noires qui ont suivi », *le Monde* du 10 avril.

(2) Jean Bourgeois-Pichat : « Le Défi de la transition démographique », *le Monde* du 1er août.

(3) Anita Rind : « Le Contrôle des naissances en Chine » (I. « Surveiller et punir la fécondité », II. « Un gigantesque défi démographique »), *le Monde* des 23 et 24 avril 1982 et « L'enfant unique clé du progrès chinois », *le Monde* du 21 février 1983.

(4) *Ces chiffres sont calculés en prolongeant* les taux de natalité et de mortalité antérieurs et en faisant la différence avec les nombres de naissances et de décès constatés entre 1958 et 1961. Ils tiennent aussi compte de la « récupération » des naissances et de la moindre mortalité entre 1962 et 1963.

★ *Population*, nos 4-5 et 6, 1984, publiés par l'INED, 27, rue du Commandeur, 75675 Paris Cedex 14.

# L'EMPLOI DES JEUNES

**Dans tous les pays occidentaux ou presque, le chômage des jeunes est devenu une préoccupation majeure. L'OCDE, pour la deuxième année consécutive, a attiré l'attention sur la gravité du phénomène, à l'occasion de la publication de son rapport intitulé « Perspectives de l'emploi » (*le Monde* du 28 septembre).**

**En 1984, on comptait 10,25 millions de jeunes à la recherche d'un emploi, au total, dans douze pays (Etats-Unis, Japon, RFA, France, Grande-Bretagne, Italie, Canada, Australie, Finlande, Norvège, Espagne et Suède) qui représentent 16,75 % de la population active des moins de vingt-cinq ans.**

**Face à cette situation, de nombreux gouvernements *ont imaginé des politiques particulières*. Ils ont tenté de favoriser l'emploi des jeunes, leur formation et ont parfois prévu des mesures pour leur fournir une occupation.**

**En Grande-Bretagne et en Suède, par exemple, sont menées des actions originales (*le Monde* du *29 septembre*). La Belgique s'est engagée dans un programme très volontariste qui n'a pas, il faut le dire, changé fondamentalement la situation, ce pays restant un des *plus durement touchés* par le chômage. Il en est de même du Québec (où le taux de chômage est un des plus élevés du Canada). On a tardivement découvert dans la Belle Province que créer artificiellement des « occupations » n'est pas du tout offrir de vrais emplois. C'est la raison pour laquelle les *solutions préconisées* par le Français M. Bertrand Schwartz, qui séduisent aujourd'hui le gouvernement Fabius, ont été remises en question là-bas.**

## QUÉBEC : l'influence de M. Schwartz

ENTRE le Québec et la France, un curieux *chassé-croisé* s'est produit ces dernières années, dont a encore témoigné un colloque *franco-québécois* qui s'est tenu du 21 au 23 septembre à Poitiers avec pour sujet l'insertion sociale et professionnelle des jeunes. Alors que les thèmes et les propositions que devait développer M. Bertrand Schwartz, délégué interministériel à l'insertion professionnelle et sociale des jeunes en difficulté, dans son rapport n'étaient pas suivis en France, le Québec mettait en place entre 1980 et 1982 un programme qui s'inspirait largement de ses idées.

A leur tour les Français regardèrent vers Montréal pour découvrir *des formules aussi hermétiques que* les PIL (projet d'initiative locale) et les PECEC (programme expérimental de création d'emplois communautaires), ou celle des « chantiers Québec », très proches de nos entreprises intermédiaires. Surtout, on observait avec curiosité les « bons emplois », qui permettaient à un jeune sans emploi de proposer ses services à un employeur qui se ferait remettre 3 000 dollars (1) représentant la moitié de son salaire.

Ce dispositif de création d'emplois temporaires obtint un grand succès. 70 000 jeunes en trois ans en bénéficièrent, alors que le Québec, tout comme aujourd'hui pratiquement, comptait 200 000 chômeurs de vingt-cinq ans et moins (48 % des demandeurs d'emploi) et 100 000 assistés sociaux, lesquels percevaient une indemnité de 157 dollars par mois, le seuil de pauvreté étant fixé à 11 000 dollars par an.

Pourtant il fut interrompu, car les Québécois se rendirent compte que si le programme était justifié socialement, il entraînait un « *cycle vicieux* », selon l'expression de M. Guy Rousset, directeur général du secrétariat à la jeunesse, organisme sous la tutelle du premier ministre québécois. « *On s'est aperçu qu'il ne résolvait en rien le problème de l'insertion*, explique l'homologue de M. Schwartz, *et qu'il débouchait seulement sur de l'occupation.* » En effet, après vingt *semaines passées* dans le cadre de l'un ou l'autre de ces projets, le jeune demandait à bénéficier de *l'assurance-chômage* pendant un an et recevait une rétribution correspondant au salaire minimum. Puis *on* le retrouvait dans un PIL, un PECEC ou un « chantier Québec ». L'intégration professionnelle ne se *réalisait* pas.

En novembre dernier, un nouveau programme fut élaboré, qui, tout en s'appuyant sur les analyses du rapport Schwartz, *diverge sur* les conclusions. Notamment les mesures furent adaptées au contexte *nord-américain où l'esprit d'entreprise* est plus fort. L'accent fut mis sur la souplesse du dispositif, plus déconcentré encore *que* décentralisé, pour coller au plus près des réalités et des besoins locaux.

Peu à peu ce système se met en *place*. Il comporte deux axes principaux, l'un en direction des jeunes « *les plus démunis* », l'autre s'adressant aux jeunes « *les mieux nantis* ».

● Aux premiers, il est proposé une série de programmes qui ressemblent parfois aux dispositions *que le gouvernement français vient* d'arrêter. On y trouve les stages dans l'industrie de vingt heures par *semaine*, d'une durée allant de deux mois à douze mois. Le stagiaire perçoit 150 dollars par mois, qui s'ajoutent aux 157 dollars de son allocation d'assisté social ; l'entreprise reçoit 100 dollars (objectif : 30 000 jeunes en deux ans). *Les* travaux communautaires sont, eux, à la disposition des municipalités et des établissements publics avec le même *mode de rémunération pour le* stagiaire (objectif : 10 000 bénéficiaires).

Plus original est le programme « jeunes volontaires », qui s'adresse à ceux qui ont un projet et peuvent se regrouper à douze au maximum pour le réaliser. Chacun recevra 157 dollars et 150 dollars à titre personnel, mais leur micro-entreprise ou *projet* est doté de 100 dollars *par* participant et par mois, à concurrence de douze mois, ce qui constitue *un capital de départ*.

### Les « butineuses »

Ainsi, les « *butineuses* », à Montréal, récupèrent les vieux vêtements et les confectionnent à nouveau *avant de les revendre aux personnes* âgées : leur société est devenue autosuffisante. 700 projets ont été *acceptés, et 1 500 sont actuellement* en attente. Le budget, qui était de 15 millions de dollars en 1984, a été épuisé, et des crédits supplémentaires sont attendus.

Enfin, un dernier programme vise à faire revenir dans le système scolaire, *pour y compléter leurs études*, les deux tiers des jeunes qui n'achèvent pas le cycle de l'école secondaire. *Pour rendre le dispositif plus* attractif, ces jeunes, qui peuvent avoir jusqu'à trente ans, continueront à recevoir les 157 dollars et les 150 dollars par mois.

● Quant au second axe, en faveur des plus nantis, il a pour *objectif d'encourager l'initiative. Le* principe d'une bourse pour les jeunes entrepreneurs a été adopté. *Un ou plusieurs jeunes diplômés* de l'université ou du collège professionnel sont aidés s'ils créent une entreprise ou participent à une entreprise existante.

Le gouvernement garantit aux deux tiers un emprunt de 25 000 dollars accordé *sur des périodes allant* de cinq à vingt ans par jeune (à titre personnel), le tiers restant étant garanti par l'organisme prêteur. *La* première année, le gouvernement prend à sa charge la totalité des intérêts et la moitié les deux années suivantes. La formule présente en outre l'avantage de ne pas hypothéquer les capacités d'emprunt de l'entreprise naissante.

Dans le même ordre d'idées, le programme SAJE (Service d'aide aux jeunes entreprises) *a été établi* de telle sorte qu'un retraité puisse parrainer une nouvelle entreprise créée par un jeune et qu'il *puisse lui* proposer ses services et ses conseils à titre bénévole. Les cadres, surtout, sont très intéressés par cette possibilité.

Toutes ces mesures, pourtant, ne suffiront pas à régler le problème *québécois*, et M. René Lévesque devrait annoncer prochainement d'autres dispositions pour la création d'emplois. Au cours de ces dernières années, à l'image de bien des pays, le Québec a protégé le noyau dur des salariés adultes et formés, au détriment des jeunes, victimes de fait d'une exclusion massive.

Aujourd'hui, fait observer M. Guy Rousset, le vieillissement dans les grandes entreprises ou dans la fonction publique est devenu un phénomène préoccupant. « *Les dockers de Montréal ont une moyenne d'âge de cinquante-six ans*, remarque-t-il. *Comment ça se passera dans dix ans ?* »

A Poitiers, où spécialistes français et québécois ont pu procéder à des échanges de vues, les uns et les autres ont eu le sentiment d'évoquer des solutions identiques et de faire des constats similaires. « *Nous sommes restés sur notre faim*, dit M. Rousset. *Ou nous nous trompons tous de la même façon, ou nous avons tous raison...* » Le chassé-croisé continue.

**ALAIN LEBAUBE.**

(1) 1 dollar canadien = 7 F.

## BELGIQUE : l'apprentissage industriel

M. MICHEL HANSENNE, le ministre belge de l'emploi et du travail, n'est visiblement pas mécontent des résultats obtenus par son gouvernement dans la lutte contre le chômage des jeunes. *Depuis le* début de 1982, le nombre des sans-emploi âgés de moins de vingt-cinq ans a *été ramené* de 200 000 à 150 000, alors que globalement les personnes à la recherche d'un travail *sont toujours aussi nombreuses* (450 000).

Ce résultat appréciable masque difficilement *la gravité de la situation* : un tiers des chômeurs en Belgique sont des jeunes. Dans ce pays aussi, les remèdes *administrés font* essentiellement appel à l'allongement de la scolarité, aux stages, à la *formation professionnelle en alternance* avec l'enseignement général et aux travaux d'utilité publique.

### Un contrat

Depuis *1978*, le plan belge de résorption du chômage donne obligation aux administrations et aux entreprises privées comptant plus de cinquante postes de travail d'engager des stagiaires à concurrence de 3 % de leurs effectifs. Cette possibilité est offerte aux personnes âgées de moins de trente ans. L'indemnité de stage à la charge de l'employeur est d'une durée maximale de douze mois et égale à 90 % du salaire habituel pour la fonction exercée. *Dans* le cas d'un engagement au terme du contrat annuel, l'entreprise est exonérée du paiement de 10 % de la part patronale des cotisations sociales.

Toutefois *le cheval* de bataille de M. Hansenne est la loi de juillet 1983 sur l'apprentissage industriel. Au cours des deux dernières années de la scolarité obligatoire – qui a été portée de quatorze à dix-huit ans, – *il* est offert aux élèves pendant une période de six à vingt-quatre mois un contrat d'apprentissage dans l'industrie. *Il* appartient aux partenaires sociaux de définir les modalités de cette formation (conditions de travail et rémunérations qui sont à la charge de l'employeur).

Les effets de la nouvelle législation, dont la mise en œuvre est, il est vrai, toute récente, ne sont pas encore significatifs. Aujourd'hui, le patronat *et* les syndicats de trois secteurs seulement (habillement et confection, industrie et commerce *du diamant, batellerie*) ont créé des comités paritaires d'apprentissage.

L'effort demandé à l'industrie belge est la contrepartie de la décision de 1982 du gouvernement de M. Wilfried Martens de mettre fin à l'indexation des salaires sur le coût de la vie. Au plan des finances publiques, il a pour objectif d'alléger la charge de l'Etat. Quelques mois après la fin de sa *scolarité*, l'élève belge touche en effet une indemnité de chômage qui croît avec l'âge et le niveau de *formation* (de 1 000 à 3 700 F par mois).

La protection offerte aux sans-emploi est particulièrement élevée en Belgique. Depuis des années, l'Office national pour l'emploi (ONEP) finance la réalisation des travaux *dits d'intérêt* collectif. Cet office offre une rémunération égale à 90 % – parfois 100 % selon la qualification – de celle d'un agent de l'Etat. Les contrats conclus avec les administrations nationales, régionales ou communales, portent sur une durée de deux à vingt-quatre mois. Ce dispositif ne concerne pas uniquement les jeunes sans emploi, mais il contribue aussi à faire baisser les statistiques du chômage.

**MARCEL SCOTTO.**

*POINT DE VUE*

## Un remède contre le chômage : allonger la durée d'utilisation du capital

par PHILIPPE ROBERT (*)

LE reflux du chômage apparaît comme le pont aux ânes des gouvernements français, et particulièrement du présent gouvernement socialiste. M. Laurent Fabius, lors de sa récente émission télévisée à « L'heure de vérité », a déclaré qu'« *il n'y avait pas de recette miracle* » contre le chômage et que celui qui prétendait le contraire était « *malheureusement un menteur* ». On ne pouvait s'empêcher de penser qu'il jetait ainsi une pierre dans le jardin de son *prédécesseur* et même dans celui du président de la République, qui, l'un comme l'autre, ont à plusieurs reprises promis le miracle.

Il y a du vrai et du moins vrai *dans l'affirmation* de M. Fabius : du vrai en ce sens que la plupart des remèdes préconisés et utilisés *jusqu'ici sont des faux remèdes* ; du moins vrai car il semble qu'on n'ait pas fait l'effort d'imagination et d'analyse suffisant pour trouver et mettre en œuvre des solutions sinon miraculeuses, du moins bénéfiques.

Les faux remèdes au chômage sont légion. Ce sont hélas tous ceux auxquels a recouru jusqu'ici le gouvernement socialiste. D'abord le traitement social du chômage auquel M. Mauroy a attaché son nom. Les diverses modalités d'intervention regroupées sous ce terme ont pour point commun d'être très coûteuses, *d'alourdir les prélèvements* obligatoires et les charges des entreprises et, par le fait, de diminuer la compétitivité de celles-ci, alors que le problème n° 1 de notre économie est constitué par la contrainte extérieure consécutive au déséquilibre de *nos* échanges avec *l'étranger et à* l'importance de notre endettement.

La réduction du temps de travail, « leitmotiv » de la CFDT, risque fort d'avoir l'effet inverse de celui recherché. *Ou elle s'accompagne* d'une compensation intégrale des salaires comme lors du passage des quarante aux trente-neuf heures, et *dans ce cas la rentabilité des entreprises* se trouve diminuée de la hausse des salaires horaires, dans la mesure où celle-ci n'est pas *intégralement compensée* par un accroissement équivalent de la productivité du travail. Ou bien il n'y a pas de compensation salariale à la réduction *des horaires*, et la *masse* des salaires diminue et avec elle le pouvoir d'achat, la consommation et l'activité économique.

Car il est bien évident que le travail n'est pas parfaitement divisible et que tous les travailleurs ne sont *pas interchangeables*. Comme l'a fort bien expliqué M. Alfred Sauvy, il n'existe pas à un moment donné *une quantité donnée de travail inextensible*. Au contraire, le travail se développe dans les deux sens de façon cumulative : plus on travaille, *plus on crée de richesses, plus on* crée de revenus, plus on consomme et plus on embauche. Inversement moins on travaille, moins on crée de richesses et de revenus réels, moins on consomme et moins on embauche.

Aussi aberrante est l'avancée de l'âge de la retraite. *Elle* aggrave le poids financier des retraites et constitue un gaspillage de capital humain tragique pour un pays *comme la France qui souffre* de déséquilibre extérieur et aurait besoin de toutes ses ressources humaines pour rétablir la situation.

Plus pertinentes sont les solutions *préconisées par M. Gattaz, qui veut* que les entreprises qui embauchent bénéficient de contraintes fiscales et sociales allégées. *L'allégement* des contraintes fiscales et sociales est assurément un remède valable, mais outre qu'il se heurte à l'idéal socialiste du gouvernement actuel, il conviendrait pour qu'il ait des effets bénéfiques sur notre économie qu'il *soit étendu à toutes les entreprises et* non à certaines d'entre elles seulement. Faute de quoi, il jouera comme une subvention plus ou moins *déguisée aux entreprises* qui en bénéficieront, entraînera des distorsions de concurrence par le fait *de faux* choix économiques *et* de mauvaises allocations de ressources allant ainsi à l'encontre de la vraie concurrence, de la transparence économique *et* de *l'intérêt général*, même s'il permet quelques embauches.

Plus raisonnables aussi que ceux de son prédécesseur sont les propos de M. Fabius, qui veut lutter contre *le chômage sur cinq fronts* : 1°) celui de la croissance, mais la contrainte extérieure ne permet guère d'agir dans ce domaine qu'essentiellement *par l'exportation* faute d'aggraver notre déficit extérieur, et reste à savoir comment développer les *exportations*, sinon par une compétitivité accrue de nos produits ; 2°) celui de la création et du développement *des entreprises, mais* c'est là une des modalités de la croissance économique et on se trouve *ramené au premier point* ; 3°) *celui* de la flexibilité, oui certes, à condition que les tabous des avantages acquis et des conquêtes sociales le permettent, ce qui sera difficile à faire accepter par les syndicats et le « peuple de gauche » ; 4°) celui des *travaux d'intérêt collectif*, mais ceux-ci ne pourront être financés sans aggraver la charge des entreprises et *donc diminuer leur* compétitivité ; 5°) celui de la formation enfin, mais celle-ci coûte cher également, *elle est longue pour ceux qui* n'ont pas de culture de base et elle doit, elle aussi, respecter les critères de *rentabilité*. On peut peut-être à force de formation faire d'analphabètes des polytechniciens, comme on peut transformer le désert en pâturage en l'arrosant suffisamment, mais dans ce cas comme dans l'autre à quel prix pour la collectivité !

### La nuit, le week-end les vacances

Tout le monde sait qu'il y a deux facteurs de production : le travail et *le capital, et que plus une économie* est développée plus le facteur du capital est important. Parallèlement, *la diminution du temps de travail* (on travaillait soixante heures par semaine au début du vingtième siècle *en Europe*, comme aujourd'hui encore en Corée du Sud) a réduit considérablement la durée d'utilisation des machines et du capital en général. Cette double évolution – toujours plus de capital utilisé de moins en moins longtemps – est *l'une des principales* causes de la baisse tendancielle des taux de profit et de la rentabilité du capital chère aux marxistes.

En France, la plupart des *machines ne tournent pas la nuit, ni* du vendredi soir au lundi matin, sans parler des fêtes et des ponts ; la plupart des usines sont fermées pendant tout le mois d'août, et l'activité générale très réduite en juillet. N'est-ce pas un paradoxe que les magasins ferment à 18 heures ou à 19 heures au moment où la plupart des *salariés quittent* leur travail *et* auraient le loisir de faire leurs achats ; la rentabilité du capital considérable que représente le commerce avec ses *stocks*, ses installations et ses immeubles s'en trouve diminuée d'autant.

Il existe des solutions à cette utilisation anti-économique d'un capital *toujours plus* important, *plus* perfectionné et plus coûteux, et l'on voit poindre timidement certaines d'entre elles. Pour la nuit, c'est le travail *en* trois équipes faisant huit heures chacune qui est appliqué dans certaines usines mais qui est *loin d'être généralisé*. *Cette solution* pourrait même être étendue dans les bureaux pendant les périodes de pointe, car les immeubles de bureaux constituent un capital important.

Pour les week-ends, c'est le travail des salariés n'intervenant que les vendredis, samedis et dimanches qui commence à se *pratiquer par exemple* chez Renault, au Mans, pour le seul entretien du matériel, mais qui *pourrait être généralisé et* étendu à la production elle-même. Pour les vacances d'été, ce sont des systèmes d'étalement des *vacances* et de roulement du personnel qui devraient permettre aux usines françaises de continuer à tourner à plein en août *comme* la plupart des usines *étrangères*.

En ce qui concerne le commerce, la solution est la prolongation de l'ouverture des magasins jusqu'à 10 *ou 11 heures du soir en recourant* à une deuxième équipe d'employés qui relaieraient ceux du jour. La SNCF fonctionne bien tout le temps, de jour comme de *nuit*, dimanches et fêtes. Pourquoi l'ensemble de l'activité économique n'en *ferait-elle* pas autant ?

Quel bénéfice à attendre de *pareilles mesures* ? D'abord l'embauche d'un nombre considérable de travailleurs en deuxième, troisième équipe et en travailleurs de fin de *semaine*, ce qui réduirait massivement le chômage sans qu'il en coûte un sou à la collectivité, bien au contraire, puisqu'il s'agirait de travail productif pour le marché. Ensuite, une augmentation de la productivité du capital et de sa rentabilité pour autant qu'il y ait des débouchés pour les produits supplé*mentaires ainsi fabriqués et pour* autant que la rentabilité supplémentaire du capital ainsi utilisé soit supérieure au coût supplémentaire des équipes de nouveaux travailleurs embauchés.

Cette dernière situation a des chances de se produire partout où l'amortissement du capital représente une proportion importante du prix de revient. L'accroissement de la rentabilité du capital investi entraînerait une *amélioration* de la compétitivité des entreprises françaises qui leur permettrait d'étendre leurs marchés à l'étranger. Ainsi, le développement des exportations desserrerait la contrainte extérieure et permettrait bientôt la poursuite *d'une expansion saine du marché* intérieur.

On objectera que le capital s'usera plus vite, mais l'usure n'est pas la seule cause de la nécessité de *remplacer le capital, il y a aussi* l'obsolescence qui prend de plus en plus d'importance avec l'accélération du progrès technique, et la meilleure façon de lutter contre l'obsolescence, c'est d'accroître la productivité du capital dans le *temps*. C'est *en faisant* de la France une ruche industrieuse, et non un asile de retraités, que l'on parviendra à lutter contre le chômage *et à* redresser la situation économique de notre pays ruiné par la crise et les prodigalités du gouvernement socialiste première manière.

(*) Professeur en sciences de gestion à l'université Paris-V.

# NOTES DE LECTURE

par Alfred SAUVY

## ● PIERRE GEORGE. – Géopolitique des minorités.

L'inlassable géographe, qui fait constamment le tour du monde en bien *moins de* quatre-vingts jours, s'attache ici à un vieux et redoutable problème, celui des minorités, parfois de caractère physique, plus souvent encore culturelles, religieuses, linguistiques, etc. Il s'agit moins d'un exposé doctrinal que d'une série d'exemples, héritages de l'histoire, combien divers et souvent dramatiques.

L'Amérique du Nord retient particulièrement l'attention par la *variété non* seulement des peuples, mais de leurs situations sociopolitiques : Indiens, Noirs, Français du Québec et du Nouveau-Brunswick, Acadiens, hispanophones de diverses origines et conditions.

En optique inverse, si l'on peut dire, les diasporas, *souvent plus dramatiques encore*, des juifs, Chinois, Arméniens, Libanais. Non cités, dans cette catégorie, les Maghrébins sont présentés, ainsi que les Turcs d'Allemagne, en tant qu'immigrés. Kurdes, Kabyles, etc., ne sont pas oubliés.

Le rassemblement des minoritaires prend *souvent la forme de ghettos*, le terme ayant facilement un caractère péjoratif. Quelques tableaux saisissants sur la vie des quartiers urbains.

Riche matière, sous un faible volume, c'est la marque de la maîtrise.

★ *PUF*. Collection « Que sais-je ? » Paris 1984. 127 pages. 20,90 F.

## ● ALAIN GIRARD. – L'Homme et le Nombre des hommes.

Que la population ignore la population et que, par suite, le monde ignore le monde, est une cruelle mais peu nouvelle constatation. Que la richesse immédiate domine les préoccupations du lendemain peut s'expliquer, mais non s'absoudre, le risque *étant* mortel.

L'ouvrage que nous donne le célèbre sociologue résume opportunément les enseignements d'une vie de travail, largement expérimentale et qui est loin d'être achevée. C'est au-delà de la simple comptabilité d'hommes que nous sommes amenés à voir, à réfléchir, pour des résultats toujours attachants, parfois sensationnels.

Nous pouvons notamment suivre, avec fruit, les développements sur la matière, redoutable entre toutes, affective et plus encore, qu'est l'enseignement (bien doués inégalités sociales, etc.). Nous y trouvons moins une doctrine que le moyen de construire la nôtre sur des bases solides.

Impossible aujourd'hui d'étudier le nombre des hommes sans faire le tour du monde. Partout, dans le tableau qui nous est présenté, lumière et liberté de jugement. Combien bouleversante, par exemple, la réaction des pays peu développés, à Bucarest, il y a dix ans, contre le paternalisme des Occidentaux.

Revenant au nombre pur, faut-il condamner l'excédent ou l'insuffisance ? La réponse dépend des cas, bien sûr, mais au *moins autant* des *points* de vue, des *états* d'esprit. Prudence, souci des faits, l'emportent ici, en toute occasion. Impossible aujourd'hui à quiconque d'ignorer la répartition par âge et le vieillissement. Mais les conséquences morales de celui-ci auraient mérité d'être dénoncées plus fortement, au vu des précédents historiques, notamment la Grèce, Rome et, toujours oubliée, Venise.

Peut-être le passage le plus bouleversant (moins dans les chiffres, relativement connus, que dans les doctrines) est-il celui qui porte sur l'évolution de la doctrine, ou, plus exactement, de l'attitude marxiste, notamment en Chine. L'expérience ne l'a emporté sur le dogme qu'à un coût élevé.

La politique de relèvement de la natalité en Europe est considérée avec le scepticisme traditionnel : il eût fallu, néanmoins, rappeler la reprise de 40 % obtenue en Allemagne de l'Est, depuis dix ans, par des mesures proprement sociales.

Nous regrettons, bien sûr, de ne pas voir le bouleversement des idées exprimées, en août dernier, au Congrès mondial des Nations unies à Mexico. Ce que le calendrier n'a pas permis se retrouvera heureusement dans la nouvelle édition.

★ *PUF*. Paris, 1984. 22 cm, 359 pages. 150 F.

## ● JACQUES SAPIR. – Travail et travailleurs en URSS.

Longtemps ignorée, ou encombrée de préjugés, la soviétologie est aujourd'hui un large champ de recherches, qui nous permettent de connaître toujours mieux l'application pratique des doctrines collectivistes.

La première partie, historique, nous *remet quelques événements en mémoire*, sans toujours les dates nécessaires. La NEP de 1921 est, aujourd'hui encore, source de controverses, là-bas. La réforme libérale de Liberman, en 1965, a *été* suivie, en 1973, d'une reprise en main, mais des libertés de fait ont remplacé les libertés de droit.

En deuxième partie, sont précisément mis en évidence les progrès des activités « parallèles » et peut-être leur nécessité. Est cité Gogol, non d'après le célèbre *Revizor*, mais par une phrase de *le Nez*. « *Le commissaire était un grand protecteur de tous les arts et manufactures, mais il aimait par-dessus tout un bon billet de la Banque d'Etat.* »

Dans la troisième partie, est abordée la question complexe du niveau de vie, délicate dès la définition. Tout ramener à une unité commune a ici un caractère bien conventionnel. Le vieillissement démographique, non prévu à temps, si facile que soit le calcul, pose un problème de plus en plus sérieux : du fait de l'insuffisance de la pension, nombreux sont les vieux qui cherchent des ressources supplémentaires dans les travaux en marge des comptes et des lois.

Du fait des multiples tâches et pertes sociales, la réponse générale rencontre les mêmes difficultés que chez nous. Voici maintenant une question fondamentale, sous deux aspects : « Quelle va être l'intensité de la lutte contre la corruption, commencée par Andropov ? »

Les charges *militaires ne seraient-elles* pas maintenues, en vue de justifier les contraintes ? Déjà posée aux Etats-Unis, par des spécialistes du développement, la question peut ramener à la prière classique : « *Donnez-nous aujourd'hui notre ennemi quotidien.* »

★ *Editions La Découverte*. Paris 1984. 18 cm. 127 pages. 29 F.

## ● YVES CHAVAGNE. – L'Agriculture industrielle en crise.

Si les peuples heureux manquent d'histoire, c'est rarement le cas de ceux qui nous nourrissent, les paysans. Seulement, les mécomptes, parfois dramatiques, résultent aujourd'hui, chez les Occidentaux, d'excédents, plus que de granges vides. Déjà, en 1929, André Tardieu, grand président du conseil, avait fait sensation, en « prenant », avant même la crise, l'agriculture.

Il s'agit ici surtout de l'Ouest, breton ou normand, et particulièrement des volailles, du porc, du lait et même du blé, ce qui explique, sans doute, l'absence de ressentiment à l'égard de l'entrée de l'Espagne, dans le Marché commun. La force du langage atteste, de temps à autre, la gravité des dommages subis.

Devant l'accumulation d'exemples et de *calculs*, le *lecteur est mal placé* pour contester, mais nous pouvons rappeler deux chiffres, certes « choisis » : 2 millions de francs de capital, 65 heures de travail par semaine, pour en arriver à un revenu comparable au SMIC. La vivacité de ton, dans toute cette partie de l'ouvrage, atteste de graves inégalités *sociales, sans être pour autant le* plaidoyer le plus efficace. C'est ainsi que les vifs reproches, formulés contre le Crédit agricole, ne font pas oublier l'importance des prêts longtemps consentis par cet organisme, à très faible taux d'intérêt nominal, dans une économie fortement inflationniste.

*Mal* vue, l'Europe *dans les* champs, *qui* pourrait s'en *étonner* ? Il serait toutefois utile de connaître aussi l'avis des cultivateurs hollandais, allemands et... britanniques.

Une explication qui aurait pu trouver sa place : la baisse de natalité, depuis vingt ans, a fait perdre à l'agriculture plus de 2 millions de consommateurs, notamment pour le lait. Le remède viendra-t-il de la démographie, à l'autre bout, par la diminution de la population agricole vieillissante ? Réponse bien incertaine, du fait des différences régionales.

*La forêt*, souvent proposée ? L'auteur n'y croit guère, mais plaide, en revanche, sur un ton plus technique cette fois, en faveur des légumineuses ( en particulier, de la luzerne) capables de combattre, par leurs protéines, ce maudit soja, que nous n'avons pas encore su acclimater.

*Oublions* de signaler ou de voir, que, dans le fait, le loisir, si bienvenu, s'est souvent étendu, par des canaux discrets, au détriment de la recherche.

★ *Editions Syros*. Paris 1984. 17,5 cm. 127 pages. 29 F.

## ● CLAUDE MEIDINGER et divers. – La Nouvelle Économie libérale.

Elle est en vogue, cette économie, aussi bien dans le pays qui a voté Mitterrand, en 1981, que dans celui où R. Reagan a été investi du pouvoir, la même année. Elle a, certes, pris *le* titre de « nouvelle », pour ne pas être qualifiée de réactionnaire, mais n'en fait pas moins appel à des ressorts jugés, un moment, périmés.

Sans apologie, faiblesse, ni facilité, huit enseignants français de diverses universités ou centres analysent les mécanismes naturels, les interactions des agents, d'une façon qui ne rappelle que de loin Adam Smith et même von Hayeck. Le terme « économie » doit s'entendre plus dans le sens de théorie et d'enchaînements que dans celui de corps en mouvement, car l'expérience ne tient, une fois de plus, qu'une place bien modeste, encore *affaiblie* par *l'emploi du* terme « empirisme », quelque peu péjoratif.

La langue est volontaire, ardue, chargée d'expressions fortes, souvent dérivées directement de l'anglais. C'est ainsi que Claude Meidinger met en scène les « impeccables maximisateurs » et évoque le programme de recherches sur « la rationalité omnisciente ». Les anglicismes sont d'ailleurs fréquents et donnent à regretter la perte de clarté que subit notre langue, à ce jeu. C'est, d'ailleurs, de l'économie américaine et des économistes du même pays qu'il est question, sans trace de ce qui se passe en *Italie ou en Belgique, ni* de ce que pensent A. Graziani ou P. Bairoch.

En dépit de la houle, le monétarisme de Friedman conserve une large place, mais il faut regretter le manque d'exemples, à l'appui des raisonnements serrés. Quelques très rares pointes d'humour, cependant, tel Arrow, posant ingénument la question : « *Quel est l'individu* chargé [c'est nous qui le soulignons] *d'équilibrer l'offre et la demande ?* »

Attire fatalement l'attention l'article de O. Favreau, sur le « chômage volontaire », mais ce terme trop absolu et la façon dont il est abordé conduiront, peut-être, plus d'un observateur à lui préférer un bon sondage sur le degré de sacrifice, éventuellement accepté par le chômeur, sur le salaire, le lieu de travail ou la nature de la tâche.

Une large bouffée d'oxygène nous vient de Christian Bordes (université de Limoges), qui présente les enseignements de la si volontariste politique de Mme M. Thatcher. Figurent, en particulier, de *précieuses indications sur* les délais qui séparent la cause de l'effet, par exemple la création monétaire d'une hausse de la production ou des prix. Le terme d'« élasticité » ne semble pas avoir droit de cité. *Du* reste, ces « moments d'inertie » ne vont-ils pas varier, du fait même de l'expérience acquise ? Imprudent, donc, l'emploi de l'indicatif présent de préférence au passé.

Le but essentiel de l'économie restant, semble-t-il, la prévision, nous pouvons nous estimer loin de la satisfaction au vu des mécomptes enregistrés, ces dernières années, aux Etats-Unis, notamment pour les récentes prévisions émises par le prophète M. Friedman. Les économistes seraient-ils, comme les hommes politiques, jugés sur leurs dires plus que sur leurs résultats ?

★ *Presses de la Fondation nationale des sciences politiques*. Paris décembre 1983. *22 cm. 280 pages. 150 F.*

## ● YVES BAROU et BERNARD KEIZER. – Les Grandes Economies.

Deux jeunes chercheurs polytechniciens, spécialistes, l'un de l'économie britannique, l'autre de l'allemande (de l'Ouest), présentent ici les six principaux pays capitalistes, passés au peigne fin des statistiques, en vue *de l'interprétation profonde. Pour chacun* d'eux, un historique, assez bien ramassé (sauf peut-être pour la France), permet de s'attacher au mouvement et, par là, aux lendemains.

D'une façon générale, il faut regretter, tout en l'excusant, l'interprétation simpliste, *arithmétique, si courante*, des mécanismes de l'emploi. C'est ainsi que la décision du plan Marshall aurait été inspirée par le manque de débouchés, alors que les pénuries restaient alors vives aux Etats-Unis ; dans le même esprit, bien frustes les jugements sur la durée du travail. En aucun *cas ne sont pris en considération* les besoins publics et privés.

Plus digne d'attention, la description du passage historique de Keynes à Laffer et à d'autres monétarismes, entachés toutefois par l'insuffisance des explications sur la reprise 1982-1984.

La France est, rapprochement inattendu, comparée au Japon, que d'autres placeraient volontiers à l'opposé, mais une autre comparaison, *peut-être plus justifiée*, rapproche ce pays de l'Italie. Maître ou bon élève, le grand pays d'Asie ? Des réserves sont formulées. Le vieillissement de la population y est bien indiqué, mais un peu oublié dans la suite.

Pour l'Allemagne, bien décrite est l'hésitation *entre la politique ouverte à l'extérieur* et la politique propre, mais le grand relèvement des années 50, faiblement analysé, reste encore un « miracle ».

Bien marqué, le désir de ne pas trop charger les syndicats, mais non moins nette l'attention portée sur ceux de la RFA, plus *réalistes que les nôtres*.

Pour la si troublante Italie, une image bien frappée : la tour de Pise « toujours inclinée et jamais en état de chute », une souplesse politique exceptionnelle compense en ce pays, tant bien que mal, les rigueurs économiques. Bibliographies.

★ *Seuil*. Paris 1984. 20,5 cm. 318 pages. 120 F.

| | La ligne* | La ligne TTC |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 90,00 | 106,74 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 27,00 | 32,02 |
| IMMOBILIER | 60,00 | 71,16 |
| AUTOMOBILES | 60,00 | 71,16 |
| AGENDA | 60,00 | 71,16 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 177,00 | 209,92 |

# ANNONCES CLASSEES

| ANNONCES ENCADRÉES | La mm/col* | La mm/col. TTC |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 51,00 | 60,48 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 15,00 | 17,79 |
| IMMOBILIER | 39,00 | 46,25 |
| AUTOMOBILES | 39,00 | 46,25 |
| AGENDA | 39,00 | 46,25 |

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



# DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

## BURGER KING

4000 RESTAURANTS DANS LE MONDE
ET DÉJÀ 7 RESTAURANTS A PARIS.
BURGER KING, DANS LE CADRE DE SON EXPANSION.

### RECHERCHE SON DIRECTEUR TECHNIQUE

Vous êtes âgé d'environ 30-35 ans, de formation supérieure technique : Ingénieur Arts et Métiers, Industries Alimentaires ou équivalent. Vous serez chargé – de réaliser la construction des nouveaux restaurants en coopération avec les bureaux d'étude, les architectes et les corps de métiers concernés – de tous les problèmes d'équipements techniques concernant l'ensemble des Etablissements – de l'organisation et de la gestion du système d'entretien – du contrôle permanent de la qualité. Ce poste est à Paris et s'adresse à un Ingénieur ayant déjà quelques années d'expérience, ayant le goût des contacts et désireux de s'intégrer dans une Société en pleine expansion. Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitable et un stage de formation à l'étranger permettra au candidat sélectionné de se familiariser avec tous les aspects techniques de l'Entreprise.

### SES FUTURS DIRECTEURS DE RESTAURANTS

Vous êtes âgé de 25-30 ans, disponible, dynamique, homme de terrain, organisé et meneur d'hommes. De formation supérieure commerciale vous pouvez déjà, de préférence, justifier de quelques années d'expérience professionnelle réussie, et vous souhaitez faire carrière dans une Entreprise en rapide développement. Après une période de formation théorique et pratique assurée par nos soins, vous serez responsable de la direction d'un Etablissement, donc tout particulièrement de la gestion économique, du recrutement, de la formation du personnel et de l'animation de l'équipe d'encadrement.

*Pour toute candidature à ces postes, adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à BURGER KING Service Recrutement - 6, avenue Hoche 75008 PARIS.*

---

**High-Tech/Informatique** ...en région parisienne

Leader (US) mondial en CAO, notre progression annuelle est de 60%. En France (50 pers.) et pour l'Europe du Sud que nous supervisons de Bagnolet, nos objectifs sont plus ambitieux. Pour conforter notre développement et gérer notre expansion, nous recherchons pour la France (réf. 3721) un jeune et vif

## Directeur financier et comptable

**France** env. 240 000

à fort potentiel,

et pour l'Europe du Sud (réf. 1731), un

## Business operations administrator

**Southern Europe** env. 350 000 +

issu des secteurs informatique/technologies de pointe.

Formation commerciale supérieure + DECS dans un cas, Ingénieur + Gestion dans l'autre, anglais courant, connaissance/pratique de la comptabilité anglo-saxonne, bon sens organisé, mobilité, esprit d'équipe et commercial : nous saurons cultiver et récompenser vos talents.

Nous vous remercions d'écrire sous référence indiquée à ERNST & WHINNEY Conseil, 150 Bd Haussmann, 75008 Paris, qui étudiera votre dossier avec soin et discrétion avant de vous répondre.

**E&W Ernst & Whinney Conseil**

AFCOREM

---

## GROUPE FINANCIER PRIVÉ EN FORT DÉVELOPPEMENT

recherche son

## DIRECTEUR COMPTABLE

Le **GROUPE** comprend plusieurs Sociétés Holdings, des Sociétés Immobilières (locatives et de promotion-vente) et un **IMPORTANT ÉTABLISSEMENT FINANCIER** spécialisé dans les valeurs mobilières.

Le **CANDIDAT** recherché devra, par son expérience confirmée dans un cadre similaire, et par son niveau universitaire (expertise), maîtriser parfaitement l'ensemble des disciplines, comptables, juridiques et fiscales, nécessaire pour assumer complètement la responsabilité *des comptabilités des Sociétés du GROUPE, de leur fonctionnement* quotidien, jusqu'à l'établissement des bilans et des comptes consolidés.

Ayant de bonnes connaissances financières, une partie essentielle de sa fonction consistera à *fournir les études diverses relatives aux opérations du GROUPE* (opérations de fusions, augmentations de capital, restructurations...).

Il assurera les contacts relatifs à sa fonction avec les commissaires aux comptes, les diverses administrations et les autorités de tutelle (COB, CCB).

Il est entouré d'une équipe de comptables compétents et confirmés, utilisant un outil informatique adapté.

*Le développement et le dynamisme du GROUPE, sa taille humaine, ses méthodes de travail offrent un cadre d'épanouissement attrayant.*

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, c.v. et photo s/réf. 3 730 à *DELORME, 98, rue de la Victoire, 75009 PARIS, qui transmettra.*

---

## Directeur commercial banque







**Crédit Maritime Mutuel Paris**

recherche pour
sa Société Centrale un

## Responsable du développement

De formation universitaire et possédant une expérience bancaire d'un minimum de 10 ans dans l'exploitation et l'animation d'un groupe d'agences.

Il sera chargé, à un niveau national, d'animer le réseau *constitué par les Caisses Régionales et de promouvoir les* Produits d'Epargne et de Crédit adaptés à la clientèle spécifique de ce réseau.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé + photo et prét., s/réf. 1006, à D. Francese, garant d'une discrétion absolue - CAPFOR - 15, rue de la Paix - 75002 PARIS.

**CAPFOR**

PARIS - LYON - AIX-MARSEILLE - NANTES
ANGERS - BREST - MONTLUÇON - MONTPELLIER - NIORT - QUIMPER - RENNES

MEDIA BA

---

## Société de distribution matériel audio vidéo

la plus forte évolution sur ce marché
(CA 83 : 33 millions - CA 84 : 55 millions - CA 85 prévu : 90 millions)
*filiale d'un groupe étranger, recherche pour*
renforcer l'encadrement de l'entreprise :

## 1 directeur administratif et financier

Sous l'autorité de notre Directeur Général, vous serez responsable du *service comptable et financier, de gérer la trésorerie, la fiscalité.* Vous serez responsable de la fiabilité des documents émis vis à vis de la direction, mais aussi du groupe. Vous devrez mettre en place une comptabilité analytique et assister la direction dans la gestion générale de l'entreprise.

Votre personnalité doit vous permettre, dans une entreprise jeune et dynamique comme la nôtre, d'introduire les *structures nécessaires* à un meilleur contrôle de cette croissance.

Ce poste conviendrait à un diplômé ESC ou équivalent - option gestion / finances - titulaire du DECS - expérience minimum 5 ans à la tête d'un service administratif *dans une PME* fortement informatisée.
L'anglais serait un avantage.

**Lieu de travail : proche banlieue parisienne.**

*Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo s / réf. 8959 à*
**PIERRE LICHAU S.A.**, BP 220
75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

---

## Directeur du Personnel

Réunissant des unités complémentaires, notre groupe crée une nouvelle société de fabrication et de commercialisation de biens d'équipements : 600 personnes, 650 millions de CA, 2 unités de production. Parallèlement, le Directeur Général crée son équipe et souhaite confier immédiatement la Direction du Personnel à un candidat dont l'esprit d'entreprise est valorisé *par la qualité de réflexion que devraient apporter des études supérieures* et une expérience de 5 ans environ. Une bonne connaissance des aspects *essentiels de la fonction, une personnalité affirmée et douée pour* les relations humaines, une attitude psychologique constructive lui permettront de participer activement, en tant que membre du Comité de Direction, à la mise sur pied d'une organisation efficace et à la définition d'une politique sociale tenant compte des aspirations des hommes et des objectifs de l'entreprise. Il prendra en charge directement ou supervisera la totalité des missions classiques d'une Direction du Personnel et orientera *l'activité du Chef* du Personnel de la plus importante des unités de production (450 personnes). Ceci implique une mobilité suffisante et une expérience des réalités du *monde industriel. Dans un premier temps,* le poste sera basé à Orléans, mais une installation définitive de l'ensemble de la Direction Générale est prévue *à Paris ultérieurement.*

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 410318/M

*35 rue du Rocher 75008 Paris*





AFCOREM

---

## SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'AÉRONAUTIQUE RÉGION PARISIENNE

## DIRECTEUR DE GESTION

rattaché directement au P.-D.G.

Ingénieur grande école
avec complément gestion ou droit.
Expérience minimum 5 ans dans l'aéronautique ou administration en rapport avec cette branche. Anglais indisp.

**350 000 à 400 000 F.**

Ecrire sous réf. 363 à SWEERTS Publicité, *9, rue du Delta, 75009 PARIS, qui transmettra.*

---





**Produits Blancs**

**340.000 +
Paris**

Rattachés à un groupe industriel dynamique, nous détenons près de 50% du marché pour lequel nous concevons et fabriquons des matériels *particulièrement performants.*

Notre réputation est aussi bien établie en France qu'à l'export.

En collaboration étroite avec le D.C., notre Directeur des Ventes négociera aux plus hauts niveaux les contrats importants. Homme d'action et de terrain, il dirigera 60 technico-commerciaux répartis sur plusieurs agences régionales.

«Entrepreneur» concret, capable de dépasser les acquis pour gérer nos projets de développements, il devra avoir l'expérience de l'animation par un *management participatif.*

*Le candidat aura une excellente connaissance des canaux de distribution pour* des produits proches des nôtres (sanitaire, électro-ménager, chauffage, etc...) et la pratique de négociations des marchés auprès des clients directs tels que Directeurs Techniques de H.L.M.

Michel DUSSAULT vous remercie de lui adresser
votre dossier sous référence 749
*et vous garantit*
une totale confidentialité.





LEVI TOURNAY

---



# emplois internationaux emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

CREATION DE POSTE
MAROC

## THOMSON SEMI-CONDUCTEURS

## contrôleur de gestion

La croissance de la demande commerciale et de notre production, nous conduit à étoffer les moyens de notre Unité dans plusieurs domaines et, en *particulier,* dans celui du Contrôle de Gestion.

Nous sommes disposés à accorder sa chance à un jeune collaborateur désireux d'accompagner cette croissance.

Diplômes (sans exclusive) et quelques années d'expérience à orientation *industrielle soit en France, soit au Maroc,* sont *indispensables ainsi que* l'aptitude à manier l'informatique.

Anglais courant très souhaité.

La fiabilité, l'efficacité et le bon potentiel du candidat choisi trouveront dans l'éventail des nécessités futures une possibilité d'évolution certaine.

Nous rencontrerons les candidats ayant un réel désir de s'expatrier *ainsi que* ceux d'origine et de nationalité marocaines.





***Lieu de travail : Casablanca.***

4, rue Amiral Courbet
75116 PARIS

Réf. 50143

---

## L'INSTITUT UNIVERSITAIRE EUROPÉEN DE FLORENCE

recrute

## ADMINISTRATEUR POUR LA RECHERCHE (research officier)

**(Durée du contrat : 1 à 3 ans.)**

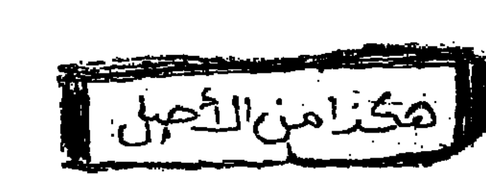
Nature des fonctions : participation à l'élaboration, à la supervision et à l'évaluation de projets de recherche dans le domaine des sciences humaines et sociales, et accomplissement des tâches administratives correspondantes.

LE CANDIDAT DOIT :
- être ressortissant d'un des neuf États contractants (Belgique, Danemark, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni) ;
- être diplômé de l'enseignement supérieur ou posséder une expérience professionnelle équivalente ;
- posséder une expérience pratique d'au moins cinq années dans le domaine en question, notamment en matière de gestion de la recherche ;
- avoir une connaissance approfondie d'une des langues officielles de l'Institut (allemand, anglais, danois, français, italien, néerlandais) et une connaissance satisfaisante d'une seconde. *La connaissance de l'anglais est vivement souhaitée.*

Le salaire mensuel net d'impôt se situe entre 2.200.000 et 2.800.000 lires, selon l'expérience professionnelle du candidat. S'y ajoutent, le cas échéant, une *indemnité de dépaysement* (environ 16 % du traitement) et des allocations familiales.

*Les dossiers de candidatures, comportant tous documents utiles, doivent être envoyés avant le 10 novembre 1984 (date de la poste) au :*

**Service Administration et Personnel**
**Institut Universitaire Européen**
***Badia Fiesolana - Via dei Roccettini***
**I-50016 SAN DOMENICO DI FIESOLE (FI) - (Italie).**





## emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

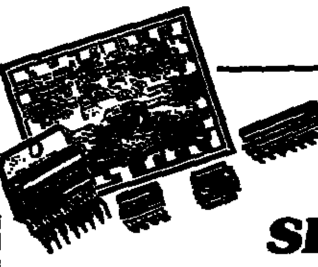
emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)
emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)





## emplois régionaux

# emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



## THOMSON SEMICONDUCTEURS

*Division CIRCUITS INTÉGRÉS BIPOLAIRES*
*GRENOBLE*

## *INGÉNIEUR GRANDES ÉCOLES*

*(X, MINES, CENTRALE, TÉLÉCOM...)*

## *CHEF DE PROJET INFORMATIQUE*

*La croissance importante de notre activité nous conduit à mettre en œuvre un plan informatique ambitieux axé sur la GESTION DE PRODUCTION.*

*Nous recherchons un INGENIEUR de haut niveau, ayant quelques années d'expérience dans ce domaine, pour prendre en charge un des projets de ce plan.*

*La mise en œuvre de ces projets implique des contacts internationaux avec nos CENTRES de PRODUCTION et RESEAUX de VENTE à l'étranger.*

*Merci d'adresser votre dossier complet de candidature sous réf. 90109/M à R. GRECO - D.C.I. BIPOLAIRES - B.P. 54 - 38120 SAINT-EGREVE.*



THOMSON
BRANCHE COMPOSANTS

HAVAS CONTACT

---

Littoral Méditerranéen

## Jeunes Diplômés HF

**Grande Ecole de Gestion Option Finance/Comptabilité**

*Une des plus importantes entreprises françaises de la Chimie vous propose un poste d'*

**Adjoint au Chef de Service Comptable**

dans l'un de ses établissements.
Votre période d'intégration et de formation fera l'objet d'une attention toute particulière. Perspectives d'évolution à court terme avec possibilités ultérieures d'ouverture de carrière vers les services financiers, contrôle de gestion, etc... Adresser lettre man. et CV détaillé, s/réf. 72028/M, à JP LE MASSON, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE Cedex.

sélé CEGOS — Membre de SYNTEC

Publival

---

## Gestion des ressources humaines

Prendre en charge le développement de la fonction emplois/carrières tant au plan politique et conception qu'à celui des moyens et outils à mettre en oeuvre ; assurer un rôle de conseil auprès des hiérarchiques et développer les missions et les rôles des responsables de personnel d'établissements, dans le cadre d'une politique définie ; initier et développer l'ensemble des projets liés à la gestion des carrières et à l'évaluation des hommes en liaison avec la direction de la formation ; assurer la représentation de l'entreprise à l'extérieur.

C'est la mission que vous propose cette importante société du secteur tertiaire, basée dans l'Ouest de la France, pour sa direction du personnel.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous justifiez à environ 35 ans, d'une expérience comparable acquise en entreprise ou en cabinet conseil. Les résultats que vous avez obtenus, les outils que vous avez mis en oeuvre aux niveaux emploi, formation, évaluation des hommes, sont le reflet de vos conceptions de la fonction personnel dans l'entreprise. Nous en parlerons ensemble.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous référence M 145 B, à Oliver Chaumette, OC Conseil, 15 rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines

AFCOREM

---

## *CHALLENGE pour un Vétérinaire*

**Vétérinaire gros animaux, ou Commercial de haut niveau** maîtrisant bien le milieu vétérinaire.

Notre importante Société (5000 personnes, 12 milliards de C.A.), leader sur son marché crée le poste de **Chef de marché vétérinaire.**
*Basé en Normandie, répondant* au Directeur de la Société, vous aurez pour mission : la mise en place d'une unité de distribution de produits vétérinaires.

Après avoir fait les études de Marché utiles, vous définirez les gammes et le plan de commercialisation des produits.

Merci d'adresser votre candidature détaillée sous réf. 1912 à notre Agence Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui vous garantit l'entière confidentialité.

---

**VILLE DE ROUEN**
organise un concours
Plasticien polyvalent couleur et graphisme 1er cycle et pouvant intervenir dans le 2e cycle pour le département Art de l'école régionale des beaux arts.
Adresser dossiers à :
Monsieur le Maire de Rouen (76). Avant le 16 oct. 1984.

---

## RESPONSABLE DU DEPARTEMENT DEVELOPPEMENT SYSTEMES ET PERI-TELEPHONIE

*La fonction proposée est une création de poste. Notre entreprise, spécialisée* dans les technologies ELECTRONIQUES avancées concernant les TERMINAUX et SYSTEMES TELEPHONIQUES occupe une position forte sur le marché mondial.

*Nous recherchons* UN CHEF DE DEPARTEMENT de formation INGENIEUR grande école ayant déjà l'expérience de la direction de centre de recherche ou d'ingénierie et à qui sera confié la responsabilité des développements à COURT TERME.

**SYSTEMES Intercom. - P.A.B.X. et PERI-TELEPHONIE**

Ce spécialiste animera pour cette mission une structure souple, flexible, disposant *des moyens nécessaires permettant de réagir rapidement* en fonction des idées, des développements souhaitables ainsi que des demandes ou besoins du marché.

*Il participera directement à l'élaboration de la stratégie de la société,* au delà de la définition des produits dont il aura la charge.

Le poste à pourvoir est situé en province, dans une région de lacs et de montagnes *permettant une grande qualité de vie.*

Les conditions proposées seront à la hauteur des ambitions d'une personne de valeur désirant s'exprimer librement au sein d'une jeune équipe dirigeante.

Ecrire s/réf. 14650 à CONTESSE PUBLICITE, 74, rue Béchevelin 69363 LYON Cedex 07 qui transmettra.

---

TELEMATIQUE et BORD DE MER

Filiale en pleine expansion d'un important Groupe français réputé pour sa production télématique, nous employons en Bretagne 1 700 personnes entre le Siège et les quatre Etablissements.
*Nous créons le poste de*

## Chef de personnel du siège et conseil en droit social de la société

Nous vous confierons la gestion du personnel de notre Siège (180 personnes). Cette mission comporte les aspects classiques de la fonction.

Vous serez surtout le conseil en droit social pour l'ensemble de nos établissements et le coordinateur de l'Administration du Personnel (bilan social, procédures, coûts salariaux, politique salariale, études diverses etc...).

De formation juridique, vous avez acquis une première expérience de la fonction personnel, de préférence en milieu industriel, et *souhaitez vous intégrer dans une Société en fort développement.*

*Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous réf. H/CPO/LM,* à notre conseil qui vous garantit toute discrétion.

AFCOREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

---

## RESPONSABLE DES RELATIONS HUMAINES ET SOCIALES

*30 ans minimum*

**IMPORTANT GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE**
(4 unités de production) recherche pour sa principale unité un gestionnaire, homme de terrain, rompu aux contacts à tous niveaux.
Rattaché directement au Directeur de l'Etablissement et, en liaison fonctionnelle avec le Directeur des Relations Sociales du Groupe, il aura la responsabilité de *l'ensemble des services du Personnel de l'usine ; en outre il* contrôlera les Services Généraux.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel de la fonction Personnel, ayant de sérieuses connaissances en Droit du Travail et le sens du dialogue.

*Le poste est à pourvoir dans une ville agréable à 100 km au Nord-Est de Paris.*
La rémunération est stimulante.
*Votre candidature restera confidentielle.*

*Veuillez adresser votre dossier* avec niveau situation actuelle sous réf. 1954 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

---



ROUEN



GRANADA FRANCE
recherche

## Jeune diplômé débutant

**(SUP. DE CO. OU EQUIVALENT)**

Pour être le Responsable Commercial d'un de ses établissements secondaires. Jeune diplômé, libéré des obligations militaires, vous êtes particulièrement dynamique et intéressé par la fonction commerciale. Vous aurez à relever *un défi :*
**Doubler le chiffre d'affaires du centre de profit que nous souhaitons vous confier.**
Notre groupe grossissant de 25 % par an, nous pourrons vous offrir des possibilités d'évolution.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 9272, à Média-System, 104 rue Réaumur 75081 Paris Cedex 02, qui transmettra.

---

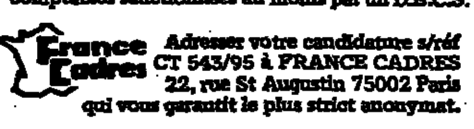
ENTREPRISE INDUSTRIELLE
ROUEN recherche

## un jeune controleur de gestion

De dimension moyenne mais très connue au plan national, cette entreprise met en place un outil de contrôle sophistiqué. Dans ce cadre, elle recherche un jeune Contrôleur spécialiste des prix industriels.

Le poste intéresse un cadre jeune (env. 30 ans) très affirmé au plan personnel et ayant une expérience probante de la fabrication industrielle.

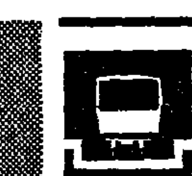
De bonne formation générale il aura fait des études comptables sanctionnées au moins par un D.E.C.S.



Adresser votre candidature s/réf CT 543/95 à FRANCE CADRES 22, rue St Augustin 75002 Paris qui vous garantit le plus strict anonymat.

*MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT*

---



## Le métro de Lyon, un grand projet pour un jeune ingénieur télécom



HAY
RHONE-ALPES

La **SEMALY**, *Société d'études et de réalisation pour le métro de Lyon,* recherche un spécialiste des techniques de transmission pour participer au projet de réalisation du Poste de Commandes Centralisées.
Au sein d'une équipe pluridisciplinaire il fait une analyse critique des différents matériels de transmission proposés, argumente les choix techniques. Il participe aux études, assure le suivi de la réalisation des matériels chez les constructeurs et de l'installation sur le site.
Ce poste qui exige des connaissances approfondies en techniques de transmission (RLI, RNIS) ainsi qu'une capacité à travailler en équipe intéresse un Ingénieur Grande Ecole ENST, ESE, SUP-AERO.
Les candidatures débutantes seront considérées.
*Merci d'adresser une lettre manuscrite avec CV, photo et salaire à Joëlle Khuat Duy sous réf. 583.*

HAY Managers 94 rue Servient 69003 Lyon

*média-system*

---

IMPORTANTE SOCIÉTÉ SUD DE FRANCE
recherche

## INGÉNIEUR D'AFFAIRES

(30-40 ANS)

*Pour actions de prospection et coordination dans le domaine de l'ingénierie des aménagements hydro-agricoles à l'étranger.*

Poste à pourvoir au plus tard le 1er janvier 1985.

Adresser lettre manuscrite + curriculum vitae + photo + rémunération souhaitée à no 8474, LE MONDE Pub., Service Annonces Classées, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 09.

---

*Division autonome d'un groupe international*
*280 personnes - 170 MF de C.A.*
*recherche*

## RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Rattaché directement au Directeur Général de la division, il animera avec la souplesse d'une PME et en *bénéficiant* du savoir faire d'un groupe international les services comptabilité, informatique et personnel.

Il aura en charge la comptabilité générale et analytique, les budgets et le contrôle de gestion.

Dans le domaine administratif, il animera plus particulièrement la politique sociale et humaine et coordonnera l'évolution de l'informatique au sein de la division.

Ce poste polyvalent conviendrait à un candidat ayant une formation supérieure et une expérience similaire de quelques années.

Connaissance de l'anglais souhaitée.

*Envoyer votre dossier de candidature sous référence 5 869 à Sud-Est Média, BP 931, 26009 Valence Cedex qui transmettra.*



# emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux




**1 000 personnes - 7 usines - 4 filiales à l'étranger** **Lille**

## Comment optimiser la rentabilité ?

**Vaste programme, et qui ne peut concerner qu'un généraliste rôdé à la vie d'une entreprise industrielle et commerciale.**

En liaison avec le PDG, vous serez concerné par l'ensemble des aspects techniques, humains, comptables, organisationnels, mais aussi commerciaux. A vous de détecter tout ce qui peut constituer une anomalie ou une non optimisation dans une organisation ou un système, de mettre en place les outils de contrôle de gestion, de proposer des actions concrètes, de suivre leur réalisation sur le terrain.

Vous assurez également les liaisons avec la maison mère (reporting, budget, plan de trésorerie, tableau de bord général, contrôle des procédures).

Cette fonction est celle d'un « **controller** » (au sens américain du terme) et l'efficacité repose essentiellement sur l'acuité de jugement, la perspicacité, l'esprit de synthèse, la créativité.

L'importance de cette mission, l'impact des décisions que vous êtes amené à faire prendre, justifient une forte maturité *(plus de 30 ans), une formation supérieure (gestion ou comptabilité). Une expérience dans un cabinet d'audit ou dans un* groupe industriel international sera appréciée.

Votre candidature sera traitée confidentiellement. Merci de l'adresser à Danielle COUPE sous la réf. 1562/LM.

**argos** DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
517, av. de la République - B.P. 319 - 59701 MARCQ-EN-BAROEUL Cedex - Tél. : (20) 31.24.80

AFCOREM — MEDIA PA

---




**Débutez ou poursuivez votre carrière dans les relations humaines**

## DIPLOMES GRANDES ECOLES

Telle est l'opportunité qui vous est offerte par ESSO CHIMIE (1 200 personnes dont plus de 300 cadres), filiale française du plus important groupe mondial.

Au sein d'une équipe performante et polyvalente, il vous sera confié des missions spécifiques dans le domaine de la gestion du personnel sous ses aspects humains (recrutement, communication...) et économiques (gestion de la masse salariale, analyse des coûts sociaux). Vous serez amener à utiliser des outils informatiques. A moyen terme, vous pourrez poursuivre une carrière dans l'Entreprise en France ou en Europe.

Nous souhaitons rencontrer des diplômés des Grandes Ecoles Commerciales ou de gestion (HEC, ESCP, ESSEC, IEP) possédant déjà une première expérience (relations humaines) ou des débutants attirés par la fonction personnel.
La pratique de la langue anglaise est indispensable pour le présent et pour votre avenir dans le Groupe.
Le poste est basé dans le complexe pétrochimique de Notre Dame de Gravenchon, entre ROUEN et LE HAVRE.

Merci d'adresser dossier de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 11507 AC, à :

**EGOR INDUSTRIE**
8, rue de Berri 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO **egor** MONTREAL

média-system

---

**TOULOUSE - LILLE - BORDEAUX - PARIS**

## Ingénieurs commerciaux juniors

*« Les meilleures idées sont celles qui aident les hommes » : cette phrase est le fondement du rôle social du groupe ITT, géant de la communication (CA : 21.000 M$). Ils exploitent ces idées par des moyens et une avance technologique liés à une tradition innovatrice.*

*Chez ITT Data Systems, la filiale française informatique, nous offrons aux hommes une structure à taille humaine et des opportunités professionnelles liées à l'avenir des réseaux de télécommunications.*

*De formation supérieure - grandes écoles de commerce -, vous avez acquis une première expérience de 2 à 3 ans dans la vente de systèmes informatiques. Maîtrisant l'approche grands comptes, vous commercialiserez des solutions complètes réseaux faisant intervenir tous les produits de la gamme.*

*Vous serez chargé du développement de la clientèle sur votre région, prendrez la responsabilité de sa gestion et vous préparerez à l'encadrement de jeunes ingénieurs diplômés, éléments nécessaires à l'accroissement de notre pénétration.*

*Des équipes hautement qualifiées, l'intérêt de l'entreprise porté au développement des carrières, l'image porteuse d'un grand groupe sont autant d'avantages dont vous pourrez bénéficier pour réussir chez nous. Nos offres concernent les régions de Toulouse, Paris, Lille et Bordeaux pour nos besoins immédiats.*

*Didier Vandamme vous remercie d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. CO/VE/2. ITT Data Systems, Tour Maine - Montparnasse, 33 avenue du Maine, BP 148, 75755 Paris Cédex 15.*

**ITT Data Systems** ITT
Entre vous et nous : le dialogue.

média-system

---

Société de distribution instruments scientifiques (microscopes, appareils de mesure et de contrôle industriel) recherche

**2 TECHNICO-COMMERCIAUX**

pour prospection, vente, assistance technique dans laboratoires de recherche industrielle.

Vendeurs confirmés, bon niveau technique en physique et électronique exigé. Anglais indispensable. Régions Rhône-Alpes et Sud-Ouest. Rémunération : fixe + intéressement + frais.

Adresser c.v., photo, lettre manuscrite et prét. à Contesse Publicité s/référence 1.983, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transm.

---

Festival du cinéma français GRENOBLE recherche sur Paris pour novembre et décembre **PRÉ-SÉLECTIONNEUR** de films français inédits, produits depuis décembre 83, longs et courts métrages.
Le candidat devra être introduit dans les milieux de la production et de la réalisation.
Envoyer c.v. et prétentions à Festival du cinéma français, 3 A, quai Stéphane-Jay, 38000 GRENOBLE.

---

**Ouest-Atlantique**

## JEUNE CHEF DU PERSONNEL HF

Dans cette entreprise industrielle (2 000 salariés : 900 millions de CA), spécialisée dans la conception et la fabrication de biens de consommation durables, la fonction *«Personnel» est considérée comme* l'une des fonctions stratégiques. Nous recherchons l'animateur de cette fonction pour l'une de ses unités de production, d'un effectif de 500 personnes.

Rattaché au Responsable de l'unité, il aura pour missions principales l'animation de la *communication sociale (information, concertation, participation, conseils d'atelier, C.H.S.C.T., etc...)*, la gestion qualitative et quantitative des effectifs (recrutement, formation, affectation, ...), la paie et l'administration du personnel, etc... Il sera en outre le correspondant de la Direction du Personnel pour tout ce qui concerne le développement de la culture d'entreprise.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste un homme ou une femme d'action, âgé(e) de 25 ans au moins, diplômé(e) de l'enseignement supérieur (écoles de Commerce, IEP, droit, gestion, ...) et possédant une première expérience de la fonction «Personnel», de une à trois années, acquise de préférence en milieu industriel. Sa personnalité affirmée, ses capacités tant d'analyse que d'intervention, son éthique personnelle, son talent pédagogique, son sens du dialogue et son esprit participatif faciliteront son intégration. Après 3 ou 5 ans d'expérience positive dans cette entreprise, il (elle) se verra proposer d'autres responsabilités au sein du Groupe englobant plus de 100 000 personnes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M I/1006 E, à :

**EGOR OUEST-ATLANTIQUE**
*15, rue Charles Monselet - 44000 Nantes.*

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO **egor** MONTREAL

média-system

---

## Organisation industrielle

**200.000 F**

**Cosmétiques** - *Filiale d'un groupe multinational, cette société française* fabrique et commercialise des produits cosmétiques de grande notoriété. Elle recherche, pour seconder le directeur de l'établissement de production de Chartres, un collaborateur en organisation industrielle. Intervenant quasiment en qualité de *consultant interne, il sera plus particulièrement chargé de mettre en place et de suivre* le PERT des projets de développement de produits, de participer à l'élaboration informatique des procédures administratives et d'optimiser la gestion des ateliers et des services de l'usine (achats, export...). Il devra animer les actions de recherches d'économies et *il participera à l'établissement des budgets. Ce poste* conviendrait à un candidat ayant une première expérience en organisation et gestion de production. Le sens de l'innovation et la qualité relationnelle seront des éléments clés pour tenir cette fonction. La rémunération annuelle, de l'ordre de 200.000 francs, sera fonction de l'expérience du candidat retenu. Ecrire à Ph. LESAGE en précisant la référence *A/2569M.*

**PA**

3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

---

IMPORTANTE SOCIALE NATIONALE
recherche

### 1 TECHNICIEN SUPÉRIEUR

(BTS ou DUT) pour son unité de production d'anticorps monoclonaux.
Ce poste exige une expérience confirmée dans les domaines de la culture cellulaire et de la purification des protéines.
**Section recherche (1)**

### 1 TECHNICIEN BAC F7

pour un poste fabrication de produits *pour l'analyse médicale.*
**Section production (2)**

### 1 PHARMACIEN OPTION INDUSTRIE ou INGÉNIEUR CHIMISTE

pour un poste d'assistant du responsable de production de réactifs pour analyse médicale. Il sera chargé de la mise en place du GMP (dossiers d'autorisations de mise sur le marché).
Expérience souhaitée en production ou GMP ou contrôle de qualité de réactifs biologiques.
**Section production (2)**

### 1 INGÉNIEUR NIVEAU DOCTORAT 3e CYCLE

et/ou diplôme d'ingénieur ayant une solide formation en biochimie et immunologie (expérience souhaitée dans le domaine de l'immunoessai). Poste proposé : responsable du développement d'une ligne de produits en immunodiagnostic.
**Section développement (3)**

Lieu de travail :
**MARCOULE (GARD)**

**Adresser les c.v. à CEN/VALRHO – MORIS/LAPAM Section (1) ou (2) ou (3). B.P. 171. 30205 BAGNOL-SUR-CÈZE.**

---

**MOTOROLA**
ELECTRONIQUE AUTOMOBILE

recherche

## CHEF COMPTABLE

Sous l'autorité du Directeur Financier, il anime et coordonne les activités d'une petite équipe ayant la responsabilité de
- la comptabilité générale et déclarations fiscales
- la comptabilité Fournisseur
- la comptabilité Clients
- la trésorerie
- la paye

De formation BTS Comptable/DECS, vous avez acquis une expérience des diverses fonctions comptables.

*Notre appartenance à une Société Multinationale vous permettra de* mettre en pratique votre connaissance de la comptabilité anglo-saxonne et de la gestion informatisée sur mini ordinateur.

Ce poste nécessite la pratique de la langue anglaise (écrit et lu).

Adresser C.V., photo et prétentions à Direction du Personnel -
MOTOROLA ELECTRONIQUE AUTOMOBILE
8, Boulevard C. Détriche - 49000 ANGERS.

---

**INMONT**

**filiale d'un important groupe américain, situé à 70 kms au Nord de Paris, recherche pour ses SERVICES COMPTABLES ET FINANCIERS**

## 1 analyste financier

Il aura les fonctions suivantes :
- analyse et contrôle des stocks
- participation à l'élaboration des budgets et des plans à court et moyen terme *de la société avec utilisation de modèles de* simulation
- réalisation d'études économiques et financières (investissements, *rentabilité etc ...*).

Ce poste constituerait une excellente opportunité pour un jeune **DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES EN ECONOMIE, GESTION ou COMPTABILITE** (*maîtrise* d'économie, ESC, etc ...) qui serait dégagé des obligations militaires et souhaiterait acquérir une bonne connaissance des techniques comptables et *financières anglo-saxonnes.*
La connaissance de l'anglais est fortement souhaitée.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à INMONT S.A. Service du Personnel
B.P. 26 - 60602 CLERMONT Cedex.

---

**USINE DE PRODUCTION**
**située en Basse-Normandie**
Effectif : 200 personnes
recherche pour seconder
LE CHEF DE PRODUCTION

## INGENIEUR GENERALISTE MECANICIEN

**A & M ou INSA**

5 années d'expérience
en mécanique et chaudronnerie.
Aptitude au travail en équipe.

*Adressez lettre manuscrite en indiquant prétentions avec C.V. et photo récente sous réf. 2042 à CONTESSE PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.*

---

**HPF**

## ingénieur de développement

Vous êtes un INGENIEUR confirmé et expérimenté dans les domaines ANALOGIQUES propres à la conception de TERMINAUX principalement téléphoniques.

*Vous connaissez sûrement notre entreprise, son expérience, ses innovations* en téléphonie : S63, P83, poste SYMBOLE, systèmes d'intercommunication, systèmes de mesures.

*Notre association avec de grands groupes français et étrangers, nos réalisa*tions et programmes dans le domaine des technologies électroniques de pointe, nous permettent d'accroître notre place sur le marché national et export.

Votre candidature au poste d'

## ingénieur de développement

nous intéresserra particulièrement.

De notre côté, nous saurons vous proposer des conditions et perspectives attrayantes dans une entreprise située dans une région de montagnes et de lacs à proximité de Genève et dans une ville particulièrement bien nommée.

Ecrire à : H.P.F. - Direction du Personnel
BP 29 - 74130 BONNEVILLE (Haute-Savoie).

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

## venez conjuguer électronique et informatique de pointe (Paris, banlieue Nord-Ouest)

**Un grand de l'électronique française vous offre de rejoindre des équipes à taille humaine pour concevoir et réaliser des applications télécoms de pointe.**

*Ingénieur diplômé, devenez chez nous :*

### ingénieur hard-soft micro (réf. 4541 LM)

si vous voulez vivre votre première expérience d'ingénieur en "construisant votre application" tout en complétant votre formation sur microprocesseurs (6809/68000) et en vous appuyant sur des moyens puissants (VAX 780),

### ingénieur logiciel télécoms (réf. 4543 LM)

si vous vous sentez "plus soft que hard" et si 2 à 3 ans d'expérience ou une formation bien orientée vous ont donné une bonne maîtrise des configurations multi-micros ou minis comme des langages de haut niveau (LTR, PASCAL),

notre consultant, J. TALLIEU, vous remercie de lui écrire sous référence correspondante.




MEMBRE DE SYNTEC




## MINISTÈRE DES P.T.T.

DIRECTION GÉNÉRALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Dans le cadre de sa mission de tutelle du secteur informatique, la Direction des Affaires Industrielles et Internationales (D.A.I.I.) recherche pour son Service de l'Industrie :

### DEUX INGÉNIEURS CONTRACTUELS DE HAUT NIVEAU

chargés de mission pour les programmes industriels en informatique (négociations avec des industriels, études sectorielles...)

PROFIL RECHERCHÉ : connaissances en informatique (grands systèmes et logiciels, réseaux) acquises chez un constructeur ou un utilisateur. Expérience industrielle ou de gestion souhaitable.

Envoyer lettre manuscrite avec curriculum vitae et prétentions à : D.A.I.I./S.I./PIBI - 7, boulevard Romain-Rolland, 92128 MONTROUGE CEDEX.

## GERANTS DE PORTEFEUILLE
## NOTRE ENVIRONNEMENT EST INTERNATIONAL

Aujourd'hui âgé(e) d'environ 30 ans, vous avez acquis une expérience de quatre à cinq ans dans le service d'études financières d'une Banque ou d'un établissement financier.

Nous vous proposons de nous rejoindre pour gérer des portefeuilles boursiers diversifiés dans un environnement international. Vous êtes bien sûr diplômé(e) de l'enseignement supérieur et maîtrisez parfaitement la langue anglaise.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo), sous référence GS 153 M à

Banque Indosuez,
Service recrutement, carrières, formation,
44 rue de Courcelles - 75008 Paris.

BANQUE INDOSUEZ
Un monde d'opportunités

POUR RENFORCER SON ÉQUIPE

AGENT DE CHANGE

recherche

## SPÉCIALISTE OBLIGATAIRE

- Formation d'actuaire appréciée.
- Très bon sens commercial.
- Importante rémunération.
- Fonction de l'expérience.

Envoyer C.V. et lettre manuscrite s/nº 8459, LE MONDE Pub., Service Annonces Classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Notre société (3 500 personnes) jouit, dans le domaine des techniques avancées, d'une notoriété internationale.

Nous recherchons un

## Adjoint à la direction commerciale

Ingénieur de formation (MINES, CENTRALE ou équivalent), il se verra confier dans un premier temps des actions précises qui lui permettront de se former à nos techniques, d'appréhender nos méthodes et de se familiariser avec notre organisation.

Progressivement, il devra dégager une autonomie de plus en plus large et mettre en valeur un sens des relations, de l'animation et de la communication.

Ce poste, qui est proposé à un jeune diplômé ayant quelques années d'expérience Technico-Commerciale, procurera des satisfactions intellectuelles et matérielles certaines.

Il permettra au titulaire de se construire parmi nous un avenir de tout premier plan.

Une très bonne pratique de l'anglais est souhaitable.

La base de travail se situe en proche banlieue Nord-Ouest de Paris.

Merci d'adresser votre candidature avec photo et rémunération souhaitée, sous référence M/173, à notre Conseil.

PHB conseil — Groupe Equation — Paris Lyon
71, bd de Sébastopol - 75002 PARIS

MEDIA PA



emplois régionaux emplois régionaux

## ENERTEC

recherche pour son **usine de fabrication de matériel électronique** (230 personnes) basée à **Pont-Audemer** (Eure).

### Material Manager

De formation d'ingénieur complétée par une première expérience dans un poste similaire.
Rattaché au Directeur d'établissement, il prendra en charge la coordination du service achats (120 M.F./an) et la gestion de production (gestion, planning, magasin, réception/expédition).
*Pour réaliser ses objectifs il aura la responsabilité de 26 personnes.*
Le souci des relations humaines en milieu industriel, le sens du commandement, des connaissances informatiques sont nécessaires.
La connaissance de l'anglais est indispensable et de larges possibilités sont ouvertes au sein du groupe pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à M. DARGNIES, ENERTEC SCHLUMBERGER, Z.I. Saint-Ulfran 27500 Pont-Audemer.

ENERTEC
Schlumberger

## INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE ET DE SECURITE

recrute pour NANCY

### MECANICIEN DES FLUIDES

Ingénieur ou universitaire de haut niveau, pour conduire des **études de modélisation** de la *diffusion* et du *transport* des polluants dans les locaux (études théoriques et mise au point des codes de calcul).

**Très bonne formation de base en mathématiques appliquées.**

Bonnes connaissances en mécanique des fluides statistiques (turbulence).
Expérience de la recherche dans le domaine indispensable.

Envoyer lettre de candidature avec CV et photo à C.A. LEMAITRE
I.N.R.S. Service du Personnel,
avenue de Bourgogne 54500 VANDŒUVRE.

Spécialistes de l'ingenierie micro-informatique temps réel en milieu industriel, nous sommes en train d'étendre notre activité en région parisienne et recherchons.

## Ingénieurs de développement

Ayant si possible une expérience des processeurs 80.86 et 6800 pour travailler dans le secteur aéronautique.

## Jeunes programmeurs

De formation BTS ou DUT, électroniciens ou informaticiens ayant une première expérience du temps réel sur matériels PDP 11, MICROS 8 ou 16 BITS.

Dans un contexte stimulant et dynamique, nous vous offrons la perspective d'une évolution de carrière rapide et d'un continuel enrichissement de votre potentiel technique.
Des formations complémentaires aux nouvelles techniques micro-informatiques sont prévues.

*Ecrire sous réf. B1 à Marie France BURQ* - **EUROSOFT**
38 bd. Henri Sellier - 92150 SURESNES.




- Notre Groupe : secteur des Industries Agro-Alimentaires.
- CA : 1.600.000.000 F.
- Effectif : 2.500 personnes, nombreuses filiales en France et à l'étranger

recherche un

## AUDITEUR INTERNE

qui souhaiterait valoriser une première expérience acquise en Cabinet d'Audit ou au sein d'un Groupe important.

Ce poste, qui recouvre des missions d'Audit Financier et Opérationnel (Assistance/Organisation/Contrôle), permettra d'évoluer à Moyen Terme vers un poste opérationnel au sein d'une des Unités d'un Groupe en expansion.
*Ses missions l'amèneront à se déplacer tant en France qu'à l'étranger et nécessiteront une bonne connaissance de l'anglais.*

Ce poste, basé près d'une ville universitaire de province, conviendrait à un jeune diplômé d'une Grande Ecole de Gestion, titulaire au minimum du DECS.

Les dossiers de candidature détaillés doivent être adressés, sous référence 322 M à *PUBLIPANEL, 20, rue Richer, 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.*

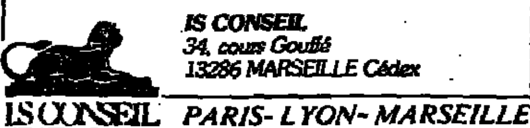
Nous sommes une entreprise de services réalisant plus de 2 Milliards de C.A., leaders dans notre secteur d'activité. Pour faire face à notre croissance, nous créons le poste de :

## CADRE METHODES ET ORGANISATION

En liaison directe avec la direction d'exploitation centrale, votre mission consistera à évaluer et optimiser les procédures existantes, participer à la conception et la mise en place de nouvelles procédures, ceci en étroite collaboration avec les utilisateurs dans nos unités décentralisées.

Ce poste basé en **PROVENCE**, s'adresse à un *candidat à fort potentiel capable de s'imposer* par sa compétence et son esprit de synthèse et qui souhaite, après quelques années d'expérience acquise dans un cabinet d'organisation ou un service des méthodes, contribuer au développement d'une grande entreprise.

*Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 910 / 84 à :*



*IS CONSEIL*
*34, cours Gouffé*
*13286 MARSEILLE Cédex*

IS CONSEIL *PARIS - LYON - MARSEILLE*

*Nous sommes une importante société de*

## STOCKAGE DE PETROLE ET DE PRODUITS CHIMIQUES LIQUIDES

*spécialisée dans le déchargement de navires pétroliers,* le stockage de produits et leur acheminement vers les raffineries.
*Nous souhaitons intégrer à Paris, au sein de notre Direction Technique :*

## UN INGENIEUR DIPLOME H/F

Vous serez chargé(e) de :
- conduire les études, les réalisations et la mise en place d'installations industrielles en relation avec les *responsables d'exploitation et d'entretien.*
- négocier avec les entreprises extérieures et les collectivités publiques
- *consulter les fournisseurs et mener des actions de prix*
- passer et suivre les commandes.

Environ 35 ans, vous maîtrisez les problèmes liés *aux implantations* d'infrastructures industrielles dans le génie pétrolier ou chimique, et *devrez posséder, de plus,* une expérience récente d'électronicien et d'automaticien.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec lettre manuscrite, CV, photo et prét. sous réf. 1777 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.**

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS




*recrute pour son*

## SERVICE CENTRAL D'AUDIT INTERNE

***LA FONCTION***

- *Contrôler l'organisation et les systèmes de gestion des Sociétés du Groupe et proposer les moyens nécessaires à l'amélioration de leur compétitivité.*
- *Ces responsables qui sont de véritables généralistes de l'Entreprise évalueront les situations avec la méthodologie rigoureuse de l'Audit et le comportement du Manager.*

***LE PROFIL***

- *Formation Grande École d'ingénieur ou commerciale et ayant deux ou trois ans d'expérience.*
- *Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable et une autre langue étrangère souhaitable.*
- *Les candidats démontreront de véritables dispositions pour les relations humaines.*

*Les postes sont basés à PARIS, avec des déplacements à prévoir en France et à l'étranger. Une formation aux techniques d'analyse et de gestion pratique des Entreprises est assurée. La fonction devra déboucher sur d'importantes responsabilités opérationnelles ou fonctionnelles au sein des Sociétés du Groupe.*
*Les dossiers de candidature sont à adresser sous référence 8010*

Emplois et Entreprises

**BAILLY CONSEIL**
128, bd Haussmann
75008 PARIS

---

## Audit Opérationnel

**LE GROUPE BSN** – 1[er] groupe alimentaire français, 25 Mds de F de C.A. dont 30 % réalisés à l'étranger, plus de 80 sociétés – recherche un auditeur confirmé pour son **SERVICE CENTRAL D'AUDIT.**

Il sera responsable de missions d'audit opérationnel dans les différentes sociétés du groupe tant en France qu'à l'étranger. Interlocuteur des Directions de filiales, il contribuera à l'amélioration de leur gestion et de leur organisation. Il aura un rôle d'animation et de formation de jeunes auditeurs.

En abordant toutes les fonctions de l'entreprise dans des sociétés différentes par leur taille, leur structure, leur marché, il diversifiera ses compétences et acquerra une connaissance approfondie du groupe et de ses hommes. Cette expérience privilégiée lui permettra d'accéder dans 2 ans à des responsabilités opérationnelles de haut niveau.

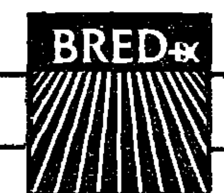
Ce poste sera confié à un diplômé d'études supérieures possédant une expérience de 2 à 4 ans d'audit, et souhaitant faire évoluer sa carrière au sein d'un des tout premiers groupes français. Des connaissances en *allemand et/ou en espagnol seront appréciées.*

BSN GROUPE

**Merci d'adresser votre candidature, sous ref. M25M en precisant remuneration actuelle à : BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Teheran - 75381 Paris Cedex 08.**

HAVAS CONTACT

---




BANQUE REGIONALE D'ESCOMPTE ET DE DEPOTS

**Première Banque populaire française - 3000 collaborateurs - 173 agences**

**Nous disposons d'un centre informatique équipé de deux systèmes I.B.M. 30XX sous MVS et d'un réseau de 1 000 terminaux sous CICS-DL1 répartis dans nos agences.**

**Pour participer à la réalisation de nos développements informatiques nous recherchons**

## UN ANALYSTE ORGANISATEUR

**Mission :**
*nous vous proposons de conduire*, en liaison avec les utilisateurs et les informaticiens, des actions d'organisation depuis l'étude d'opportunité jusqu'à la mise en place des systèmes préconisés.

**Formation :**
Diplômé d'études supérieures, vous possédez, après quelques années d'expérience, une bonne culture informatique tant au niveau de la conception des applications que sur le plan des techniques annoncées.

**Nous vous remercions d'adresser vos lettres de candidature (C.V.+photo) sous réf. 9033 à la Direction de l'Informatique et de l'Organisation**

**BRED**
**93-95 avenue du Général de Gaulle**
**94018 Créteil Cedex**

SOURCES

---

**intel**

Société américaine (maison mère dans la Silicon Valley en Californie), emploie aujourd'hui 28 000 personnes dans le monde, et occupe une place de leader sur le marché de la micro-informatique.
Son développement a toujours été associé à la pratique d'une politique avancée en matière de gestion de ressources humaines, développée conjointement par des équipes de spécialistes basés aux U.S.A. et dans les 10 filiales européennes.
A leur actif, la gestion prévisionnelle des carrières, un système de rémunération individualisée, une stratégie de communication structurée favorisant la dynamique sociale.
Pour aller plus loin dans cette voie, la filiale française renforce son potentiel en créant le poste d'

## Adjoint au directeur des ressources humaines *HF*

*Il secondera le Directeur du département dans tous les domaines et particulièrement dans la gestion* sociale du nouveau centre de Recherche et Développement, basé à Saint-Quentin-en-Yvelines.
De formation supérieure, il disposera d'une première expérience de la fonction personnel, pratiquera *un anglais courant. Son rôle exigera des qualités de dialogue et de rigueur.*
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. + photo) sous la référence FG/LM à notre Conseil INFRAPLAN - 83, boulevard Raspail - 75006 PARIS qui la traitera en toute confi*dentialité.*

MEDIA BA

*MEMBRE DE SYNTEC*

---

CGEE ALSTHOM
*INNOVER ET ENTREPRENDRE*

## Notre dynamique passe par RED

MEDIA BA

Voir en page 35

---

Vous êtes fraîchement diplômé de l'enseignement supérieur.

## *Vous recherchez un métier passionnant, varié et exigeant*

Vous êtes un battant, un *réalisateur entreprenant, un imaginatif impatient de concevoir.*
Vous souhaitez intégrer une grande entreprise internationale, au projet ambitieux, leader sur la plupart de ses marchés.

## *Avez-vous songé au marketing ?*

Fonction vitale de l'entreprise, elle contribue au développement des affaires par une gestion optimale des différents éléments qui concourrent à la vie des produits : analyse des marchés, positionnement, formule, présentation, prix, publicité et promotion.

Si vous êtes prêt à relever ce défi, même si vos études supérieures ne vous préparent pas à ce métier, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (C.V., lettre manuscrite) à Média-System, 104 rue Réaumur 75081 Paris Cédex 02, sous réf. 9278.

Il sera répondu à toutes les candidatures.

---

Société française filiale d'un grand groupe industriel recherche plusieurs

## INGENIEURS

(SUP'AERO, ESE, ECP, ENSTA ou équivalent, débutants ou première expérience)

**Pour l'analyse et la modélisation de systèmes aéronautiques complexes et la réalisation de programmes de simulation en temps réel.**

**Des connaissances en aéronautique, en matériel GOULD/SEL 32 et/ou en micro-informatique seraient appréciées, mais ne sont pas indispensables.**

**Ces postes offrent à des candidats de valeur des perspectives d'évolution vers des fonctions de responsable logiciel ou de chef de projet.**

***Lieu de travail : PARIS OUEST***

**Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 29916 sur enveloppe à JEAN REGNIER Publicité**
**39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.**

JRP/Jean Regnier Publicité

---

*COLGATE-PALMOLIVE* (C.A. 3 milliards de francs, 3 000 personnes) principale filiale d'un groupe international leader sur plusieurs marchés de produits d'hygiène et d'entretien (Colines, Tendresse, Palmolive, Tonigencyl, Colgate, Axion, Gama, Soupline...) recherche pour son siège social de Courbevoie-La Défense

## Assistant commercial *HF*

*dynamique et entreprenant*

- Vous voulez valoriser votre formation supérieure commerciale,
- Vous avez un esprit d'initiative développé, une bonne maîtrise de la communication (écrite et orale), *le sens des contacts et des* responsabilités. Vous avez le goût du concret et vous acceptez des déplacements sur le terrain.
- Nous vous conférerons au sein de notre département ventes une fonction «charnière» entre la force de vente et les différents services du siège (Marketing, Informatique...). Cette première étape vous permettra d'acquérir une vue générale de l'entreprise et de prendre progressivement des responsabilités dans la gestion commerciale des produits et des équipes de vente.
- Votre valeur personnelle vous permettra d'évoluer rapidement au *sein de la fonction commerciale de notre entreprise.*

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 9290, à Colgate-Palmolive Service Central de l'Emploi et des Carrières, 55, bd de la Mission Marchand 92401 Courbevoie Cédex.

*COLGATE-PALMOLIVE*

*média-system*

---




**Paris**

Nous sommes l'un des tout premiers groupes européens de conseil et de services en informatique. Nous recherchons le responsable administratif et comptable de l'une de nos principales filiales.

Rattaché au directeur général, il participera au comité de direction et assurera l'ensemble des tâches administratives et financières. Il coordonnera tous les services administratifs (facturation, comptabilité, personnel, secrétariat) et apportera une assistance sur le plan juridique, fiscal et social en utilisant les services centraux du groupe.

De formation supérieure (HEC, Sup de Co., ESSEC...) le candidat devra avoir une expérience de plusieurs années dans une fonction similaire.

Merci d'adresser CV + photo + rémunération à Rolande Mandon. Réf. 900.




---

Leader sur notre marché, nous poursuivons notre développement. Des techniques de pointe, un matériel *performant* et un personnel de qualité au service constant de nos clients, nous ont permis d'acquérir une position prédominante dans les domaines audio et vidéo grand public et professionnel. Pour faire face à cette expansion, nous adaptons et améliorons nos procédures informatiques et nos systèmes d'information. C'est pourquoi nous recherchons un

## analyste senior

Rattaché directement au Responsable des études, vous prendrez en charge, dans un premier temps, la totalité des applications pour l'une de nos divisions commerciales (réalisation des analyses fonctionnelles avec les utilisateurs, participation à l'analyse organique et à la programmation) sur matériel **IBM 4381 (DOS/CICS sous VM).**

Vous participerez ensuite, en liaison avec une équipe de professionnels japonais, à la mise en place d'un **système de base de données (DL1).**

De formation universitaire, MIAGE ou équivalent, vous avez une expérience réussie de 4 ans environ.
Vous êtes avant tout un homme de dialogue et avez de bonnes qualités d'analyse, et, bien sûr, vous maîtrisez la langue anglaise.

**SONY**

Si vous êtes intéressé par cette proposition, adressez votre candidature manuscrite, avec CV, photo et prétentions, sous référence ASM au Service Recrutement de SONY FRANCE - 19, rue Madame-de-Sanzillon - 92110 CLICHY.

Organisation et Publicité

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

NOUVELLES PERSPECTIVES INFORMATIQUES NOUVELLES PERSPECTIVES INFORMATIQUES NOUVELLES PERSPECTIVES INFORMATIQUES NOUVELLES PERSPECTIVES INFORMATIQUES NOUVELLES PERSPECTIVES INFORMATIQUES

## CEGOS-INFORMATIQUE

*est un ensemble d'une centaine de personnes, aux compétences riches et variées, dont les activités portent sur le Conseil, les Etudes et Réalisations, les Progiciels et la Formation.*

*Dans ce dernier domaine, nous occupons une position de leader, nous offrons, en effet, plus de 60 titres de stages, en informatique, micro-informatique, organisation et bureautique, micro-électronique, en inter et intra-entreprises.*

Le responsable de cette unité étant appelé à d'autres fonctions au sein de notre Groupe, nous recherchons un

# Directeur de la formation

Avec une équipe d'animateurs permanents et de consultants consacrant une part de leur temps à la formation, il a la charge de développer cette activité qui connaît un fort taux de croissance et qui est en pleine mutation. Ses principales responsabilités portent sur : la qualité, le lancement de nouveaux stages, la formation des animateurs, le budget. Il doit également être à l'écoute du marché et mener des actions de promotion dans le domaine de la formation intra-entreprises.

C'est un poste qui demande des qualités d'entrepreneur. Il y faut une personne connaissant parfaitement le milieu informatique et les activités de formation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Mr B. BROISIN DOUTAZ, Directeur de CEGOS INFORMATIQUE Tour Chenonceaux, 204 Rond Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

# Jeune cadre export
## Biens industriels de consommation

**Notre société** (siège à Paris)
— Nous sommes leader mondial sur notre marché : 90% de notre CA - 500 millions - est réalisé à l'export.
— Nous avons deux filiales aux USA et une «jeune» filiale japonaise.
— *Notre équipe commerciale assure notre présence* dans 45 pays de façon efficace.
— La qualité et l'évolution de nos produits -de haute technicité- sont garanties grâce au concours de scientifiques connus, intégrés à notre groupe.
— Notre outil de production est très performant.

* * * * * * * * * * * * * * * *

Le cadre export, que nous engagerons, sera rattaché au Directeur Commercial ; il aura rapidement la responsabilité d'une *large zone d'action et bénéficiera, dans toutes ses négociations, du renom de notre firme. Cette fonction convient à un diplômé d'études supé*rieures - technique ou commerciale -, ayant pratiqué l'export avec succès, pendant au moins 5 ans, dans le domaine industriel. Elle exige une parfaite connaissance de l'anglais (allemand très apprécié), de la rigueur et d'excellentes aptitudes à la négociation. Adresser lettre man., CV détaillé et photo, sous réf. 71670/M, à R. VERDET, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX.




L'ORDINATEUR INDIVIDUEL

# Correcteur - réviseur HF

Notre revue, leader dans son créneau, est intégrée au premier groupe français de presse informatique. Pour renforcer notre équipe de fabrication, nous cherchons un correcteur-réviseur. Il aura en charge la préparation et la codification des manuscrits, en assurera les relectures et remises en forme jusqu'au bon à tirer. *Ce poste - déterminant pour la qualité de notre revue* - s'adresse à un candidat expérimenté, d'un bon niveau général, ayant une excellente orthographe et une aptitude à la rédaction. Ambiance de travail jeune et dynamique. Lieu de travail : Paris Xème. Adresser lettre manuscrite CV détaillé et prétentions s/réf. 1098M à Michèle RUDLOFF, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX

sélé
CEGOS

## ENERTEC

Société du groupe **Schlumberger** recherche pour sa Division Instruments

# responsable industrialisation

Notre département conçoit et réalise des enregistreurs magnétiques de haute performance destinés aux secteurs aéronautique et spatial.

Le responsable industrialisation est chargé pour une gamme *de produits (enregistreurs d'essais)* :
- d'assurer la bonne fabrication des produits nouveaux ou déjà existants en vérifiant la qualité des dossiers, le respect des normes et des coûts,
- de superviser la réalisation des pré-séries,
- de collaborer avec ses homologues américains pour adapter leurs produits à nos contraintes de fabrication.

Nous recherchons un ingénieur confirmé, ayant acquis au *cours de 3 à 5 ans d'expérience industrielle, une connais*sance des matériels électroniques professionnels et de la mécanique de précision.

Homme de dialogue, il assure une interface efficace entre les *études et la production et il sait imposer ses idées.*
Une pratique courante de l'anglais est indispensable pour tenir le poste ; elle sera aussi un atout pour l'évolution que *nous pouvons offrir à un candidat de valeur dans* un groupe de dimension internationale.

Le poste est basé à Vélizy.

Adresser CV et prétentions, sous référence 3091, à ENERTEC, Service du Personnel, 1 rue Nieuport, 78140 Vélizy-Villacoublay Cédex.

ENERTEC
Schlumberger

# De la paillasse... à la réalité du marché

**Leaders** *dans le domaine* **agro-alimentaire** *(produits hautement élaborés), nous créons un poste d'*

# Ingénieur recherche et développement

**200/250 000 F** **Paris Sud-Est**

Rendant compte au directeur de la recherche et développement et en liaison constante avec les services commerciaux, il :
- détecte les attentes de la clientèle en matière de nouveauté ou d'amélioration de produits ;
- s'assure de la faisabilité des projets retenus comme axe de recherche ;
- met au point les nouveaux produits en laboratoire, en assure l'industrialisation avec les unités de fabrication.

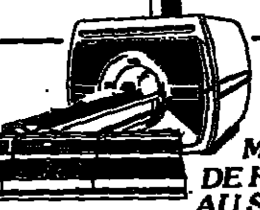
**Catalyseur d'informations, il intègre à sa fonction de recherche biotechnique, les dimensions économique et marketing.**

*Ingénieur agronome, ENSIA..., vous êtes âgé d'au moins 30 ans. Vous justifiez d'une expérience réussie de recherche et développe*ment dans le secteur agro-alimentaire. Vous parlez couramment l'anglais et, si possible, l'allemand. *Votre crédibilité sur le plan scien*tifique, votre enthousiasme, votre ouverture d'esprit sur les réalités économiques vous incitent à concrétiser les idées nouvelles de notre société.

Gilbert RAYNAUD, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre candidature qu'il traite confidentiellement sous la référence 5110/LM à l'adresse suivante :

argos DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS - Tél. : (1) 227.96.49

AFCOREM



# THOMSON CGR
*METTRE DES EQUIPEMENTS DE HAUTE TECHNOLOGIE AU SERVICE DE LA SANTE*

*Nous sommes l'un des leaders mondiaux de l'imagerie médicale. Dans un secteur stratégique, nous créons, réalisons et commercialisons des équipements de haute technologie au service de la santé.*

## POUR SES ÉQUIPES DE RECHERCHE EN IMAGERIE MÉDICALE

*la Direction Technique recrute des SPÉCIALISTES CONFIRMÉS dans les domaines suivants :*
*1/ Traitement du signal et des images.*
*2/ Mathématiques appliquées et analyse numérique.*
*3/ Reconnaissance des formes et intelligence artificielle.*
*4/ "Computer Graphics".*
*5/ Architecture de processeur d'images.*

*Dans ces domaines où la compétition internationale est très vive, les candidats devront, en plus de leur FORMATION SCIENTIFIQUE de haut niveau (Grandes Écoles, Thèse, PhD) prouver que leur expérience leur a donné le sens des initiatives et des responsabilités.*

*Tous ces postes sont basés à ISSY-LES-MOULINEAUX où nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, CV + photo + prétentions) en précisant le poste souhaité à Françoise LEMAIRE, THOMSON CGR 48, rue Camille-Desmoulins. 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.*

LA PERFORMANCE PAR LES HOMMES




**ETABLISSEMENT DE CREDIT PROFESSIONNEL**
**situé dans le VAL D'OISE**
**recherche :**

# UN RESPONSABLE FINANCIER HF

**Ce cadre, diplômé d'enseignement supérieur devra mettre une réelle expérience du financement des entreprises au service des PMI qui ont créé cet établissement financier.**

**Le candidat retenu aura, soit une expérience bancaire de quelques années en tant que chargé de clientèle, en relation étroite avec le monde des PMI, soit une expérience en entreprise des problèmes financiers et des relations avec le monde bancaire.**

***L'aptitude à négocier avec les chefs d'entreprises petites et moyennes est primordiale.***

***Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à N. 4177***
**PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire 75011 PARIS**

L'AIR LIQUIDE

# Le responsable de nos projets sur HP3000

Leader mondial des gaz industriels, siège social basé Quai d'Orsay, nous n'avons pas besoin de vous vanter les mérites de L'AIR LIQUIDE pour vous inciter à les rejoindre.

Parlons plutôt du poste de **CHEF DE GROUPE** qui vous attend : *directement rattaché au chef du service organisation et études*, vous coordonnerez l'activité sur HP 3 000 des 3 chefs de projets.

Cela veut dire pour vous : développer de nouvelles applications après analyse des besoins auprès des utilisateurs, animer une équipe de 8 à 10 personnes, diffuser au sein de cette équipe une méthodologie de conduite de projet et d'analyse (par exemple MERISE).

Nous vous voyons âgé de 30 ans environ, de FORMATION INGENIEUR avec une expérience de 5 ans, mobile géographiquement, avec une bonne connaissance du matériel ou équivalent et de l'anglais.

Une rémunération attractive vous sera offerte.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence AL 468 à notre Conseil,




**DANS LA V.P.C., UN NOUVEAU CHAMP D'ACTION !**

**A Paris, un groupe financier privé, de grande notoriété, spécialisé dans les *crédits aux particuliers*, souhaite développer la distribution directe de ses produits de crédit et d'épargne. Il dispose d'importants fichiers et, pour en tirer parti, souhaite accueillir**

# son responsable de l'exploitation des fichiers.

Celui-ci sera chargé de concevoir, tester, lancer et contrôler les actions de communication directe.

**Vous avez plusieurs années d'expérience de la V.P.C. ; vous connaissez à fond les techniques statistiques ; surtout, vous *apportez une approche sociologique fondée sur de bonnes études à* l'Université (plus CELSA) ou dans une Grande Ecole (IEP, ESSEC...).**

Notre consultant, J.-E. LEYMARIE, vous remercie de lui écrire (réf. 4569 LM).




*MEMBRE DE SYNTEC*

# AUDITEURS INTERNES

***Formation :***
*HEC, ESSEC, SUP de CO, IEP (+DECS), INGÉNIEURS (+ Formation Gestion), ou équivalent.*
*Anglais ou allemand courant.*
***Expérience :***
*3 à 5 ans dans un service d'audit interne ou dans un cabinet international.*

*Après quelques années de réussite dans cette fonction, réelles possibilités de carrière dans des postes de responsabilité en Unité, tant en France qu'à l'étranger.*

*Prière adresser lettre manuscrite, CV et photo à Direction du Contrôle Interne, 173, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.*

**THOMSON**

HAVAS CONTACT

***MARQUE DE PARFUMS HAUT DE GAMME***
filiale d'un très important groupe français, recherche

## *Chef du Service Approvisionnements/Achats*

35 ans minimum, gestionnaire rigoureux, utilisateur de l'informatique, ayant une expérience confirmée et prouvée en gestion des approvisionnements/stocks - achats.

Il sera responsable de la politique de gestion production et achats de la société et de la logistique.
Une expérience du développement des emballages et des achats de matières premières est nécessaire.
Il devra posséder : bon sens, méthode, disponibilité, initiative et autorité.

LIEU DE TRAVAIL : PARIS. Déplacements fréquents de la journée.

La rémunération motivante et évolutive sera fonction de l'expérience acquise.

Adresser lettre manuscrite, c.v., salaire actuel et photo s/réf. 8145 à AXIAL Publicité, 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui tr.

# *Chef de produits*

**L'ORÉAL**

Vous avez 28 ans environ et depuis 4 ans vous êtes entré dans la vie professionnelle. Après des études supérieures vous avez acquis maintenant une solide expérience pratique dans le domaine du marketing, de la publicité, ou de la promotion des ventes... Vous avez ainsi appris à bien connaître les problèmes de la conception, la communication et la commercialisation des produits de consommation largement distribués. Vous avez maintenant pris la mesure de vos capacités et de votre potentiel.

L'Oréal vous offre aujourd'hui la possibilité de rejoindre son équipe marketing afin de participer à son fort développement tant en France qu'à l'étranger.

Rapidement vous y prendrez des fonctions de CHEF DE PRODUIT SENIOR ou CHEF DE GROUPE et trouverez ainsi l'opportunité de promouvoir votre carrière en élevant le niveau de vos responsabilités.

L'Oréal est une grande entreprise française leader dans sa spécialité, fortement implantée sur la plupart des grands marchés étrangers. Elle se caractérise par un désir permanent d'innover, appuyé sur d'importants moyens de recherche et par un souci constant d'adapter son organisation à l'évolution des marchés de cosmétiques et de parfumerie.

Engagé après une sélection rigoureuse, vous serez affecté à un poste opérationnel. Votre intégration fera alors l'objet d'un suivi attentif afin que vos compétences soient très vite reconnues. Par la suite, vous pourrez mettre à profit les diverses opportunités qui s'offriront à vous selon vos performances et votre engagement personnel.

Vous pouvez écrire à la Direction des Ressources Humaines sous référence M 810 à L'Oréal, 41, rue Martre 92117 Clichy Cédex qui s'engage à observer la plus totale discrétion.

*L'ORÉAL, LA VOLONTÉ DE LA PERFORMANCE*

UNION CARBIDE FRANCE
**Filiale Française du Groupe International**
**recherche**

## INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX
## INGENIEURS DE FABRICATION

**Niveau grandes écoles.**
**Anglais indispensable.**

**RUNGIS - DIVISION CHIMIE - INGENIEUR DE VENTES**
Si vous avez une formation supérieure en chimie, une expérience de quelques années dans la vente ou l'assistance technique, éventuellement la connaissance des industries de peintures, encres, résines.

**RHONE-ALPES - DIVISION REVETEMENT - INGENIEUR DE VENTES ET INGENIEUR DE FABRICATION**
Si vous avez une formation supérieure en mécanique, métallurgie, une expérience de quelques années dans un poste technique et dans un poste de vente ; si vous êtes désireux de vous former à nos techniques modernes de revêtements métalliques de surface.

***RUNGIS - DIVISION GRAPHITE - INGENIEUR ASSISTANCE TECHNIQUE***
Si vous avez une formation supérieure en mécanique, électrotechnique, de bonnes bases en allemand, une expérience même courte dans l'industrie lourde.

***CALAIS - DIVISION GRAPHITE - INGENIEUR DE FABRICATION***
Si vous avez une formation Arts et Métiers, ICAM, Mécanique de Nantes ou l'équivalent, si vous avez une expérience dans l'industrie lourde ; si vous êtes désireux de vous former à nos propres techniques de fabrication du graphite.

Nous pouvons vous offrir de réelles possibilités d'évolution dans notre Groupe, dans chacune de ces spécialités.




Envoyer CV, photo et prétentions à :
Monsieur le Directeur du Personnel
UNION CARBIDE FRANCE
4, place des Etats-Unis
SILIC 214 - 94518 RUNGIS CEDEX

Emplois et Entreprises

# Déjà chef de fabrication

Tout de suite, dès la fin de vos études d'ingénieur, vous avez fait de la fabrication. Et vous entendez bien continuer après quelques 3-4 ans passés dans des ateliers de grandes séries (par exemple sous-traitant auto, pièces pour l'électro-ménager). Bien sûr, maintenant vous avez des exigences et vous voulez de vraies responsabilités et un traitement stimulant.

Que pensez-vous de l'opportunité d'épauler un jeune responsable de production qui vous confierait d'emblée 100 opérateurs drivés par 3 très bons chefs d'équipes ? Deux administratifs vous permettent de piloter la gestion de vos ateliers de montage de petites pièces (de l'ordre du million par jour !). Dans une proche banlieue agréable de Paris. Dans la filiale d'un groupe anglais qui travaille pour le cosmétique, la parfumerie, les produits ménagers, autrement dit des secteurs qui vont bien.

Il est évident que si on vous propose pareil poste, c'est pour encore progresser : nouvelles méthodes de travail liées à l'informatique, zéro délai (ou presque), zéro défaut (bien sûr) et accompagnement du progrès social. Alors, vous écrivez à SIRCA ? N'oubliez pas la référence 224 452M et comptez sur notre discrétion.



**Sirca**
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

SOURCES

*MEMBRE DE SYNTEC*

**INGENIEURS**
**confirmés et débutants**
X, Centrale, Supelec, INPG...

# Programme : le contrôle industriel. Objectif : 168 pays.

**Accès : la recherche et le développement. Energie, Industrie, Tertiaire : l'innovation est dans tous les domaines.**

**Ingénieurs du logiciel « temps réel »**
Pour l'étude et la réalisation d'automatismes industriels, les régulations d'ensemble pour les processus industriels, le génie logiciel (VAX/SOLAR) et la CAO.

**Ingénieurs électroniciens « courants forts »**
Pour les études, les essais et les mises en service d'équipements, tant matériel que logiciel et les automatismes industriels.

Si vos objectifs concordent avec les nôtres, écrivez à Fabienne DUCRET CGEE ALSTHOM - 13, rue Antonin-Raynaud - 92309 LEVALLOIS-PERRET Cedex.




MEDIA BA

## INSTITUT PRIVÉ CONTROL DATA

**Département Formation de**
## CONTROL DATA
**PARIS 13e**
**pour son centre**
**D'ENSEIGNEMENT ASSISTÉ PAR ORDINATEUR**
**recherche**

## 2 ANIMATEURS DE FORMATION
**en techniques de programmation**

essentiellement chargés :
- de l'assistance pédagogique et technique des étudiants,
- de l'animation périodique de séminaires de formation pour les entreprises,
- du développement de nouveaux cours,

utilisant l'enseignement assisté par ordinateur, **une méthode originale de formation individualisée.**

*Vous êtes attirés par ce métier et pourrez ainsi exercer votre goût des contacts humains.* D'un bon niveau de formation, DUT avec une expérience de 2 ans en analyse programmation de gestion ou une licence/maîtrise informatique, vous connaissez le Cobol et/ou l'Assembleur et si possible CICS et DL1. Une bonne pratique de l'anglais technique est un atout supplémentaire.

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement par le Service Recrutement de CONTROL DATA, B.P. 139, 77315 MARNE-LA-VALLÉE CEDEX 2.




Pain Champs

# QUESTIONS SUR MA FUTURE ENTREPRISE.

"Une check-list utile pour les jeunes diplômés (e) s d'écoles scientifiques ou de commerce intéressé (e) s par la vente et l'informatique."

- Se trouve-t-elle dans un secteur en expansion ?
- Est-elle à la pointe de son secteur ?
- Dispose-t-elle d'une technologie avancée ?
- Ses produits et services jouissent-ils d'une bonne réputation ?
- A-t-elle des résultats financiers appréciables ?
- Est-elle prête à me donner assez tôt des responsabilités importantes ?
- M'assure-t-elle une formation de départ, et continue tout au long de ma carrière ?
- Suit-elle une politique de promotion interne ?
- Tient-elle compte du mérite personnel ?
- Offre-t-elle d'intéressants avantages sociaux ?
- Me mettra-t-elle dans de très bonnes conditions de travail ?
- Respecte-t-elle chaque employé en tant qu'individu ?
- Dans mon travail, serai-je entouré (e) de personnes compétentes ?
- M'apporte-t-elle la possibilité d'y faire carrière en renouvelant périodiquement mon expérience professionnelle ?

Si vous avez de bonnes connaissances en anglais, si vos réponses correspondent à vos exigences prioritaires, nous serons heureux de recevoir votre candidature + CV détaillé : IBM France, département Recrutement-Orientation-Conseils, 2, rue de Marengo 75001 Paris - Référence ICM - 9/10

Nous la traiterons avec la discrétion qui s'impose, et nous vous rembourserons vos frais de déplacement.




Le bon départ

MASH

---

## MAINTENANCE ET TRAVAUX NEUFS

*Nous sommes une compagnie de tout premier plan sur le marché français des peintures industrielles et grand public. Notre objectif commercial est très ambitieux. Pour le soutenir, et avec l'appui du groupe multinational I.C.I. dont nous sommes filiale, nous mettons en place un plan de modernisation, d'expansion et d'équipements industriels très importants.*

*Nous recherchons à cet effet :*

## INGENIEUR TRAVAUX NEUFS ET MAINTENANCE

**H/F (A.M., ECAM, ICAM, IDN,...)**

Ingénieur mécanicien et/ou électricien, à 35 ans vous faites preuve *d'une expérience réussie dans cette fonction, ainsi que d'un réel tempé*rament de réalisateur, d'organisateur et de gestionnaire. Familiarisé aux problèmes que posent la fabrication de séries, la mécanisation et l'automatisation, vous prendrez sous la responsabilité du directeur technique de la compagnie la responsabilité de :

- conduire les projets d'investissements (en particulier sur l'usine de Rouen),
- superviser les équipes d'entretien des deux usines (52 personnes au total),
- assurer la préparation et le suivi des plans et budgets relatifs à ces activités,
- veiller à la sécurité, à l'hygiène et aux conditions de travail pour ce qui touche aux installations.

Après une période de 1 à 2 ans dans l'usine de Gennevilliers, vous rejoindrez Rouen qui constituera alors le pôle d'expansion et d'investissement de la compagnie des vernis Valentine.

Le poste proposé constitue un challenge valable pour un candidat dynamique, désireux de s'affirmer au travers de réalisations intéressantes permettant de donner accès à un développement de carrière vers des responsabilités élargies.

Merci d'adresser votre candidature avec lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à COMPAGNIE DES VERNIS VALENTINE - Direction des Services du Personnel - 185, avenue des Grésillons - 92230 GENNEVILLIERS.

VALENTINE

---

## «Controller» dans l'industrie informatique

Filiale d'un groupe japonais, notre société connaît sur son marché une forte croissance. En France, nous réalisons un chiffre d'affaires de 250 millions de francs et nous suivons le développement des activités de nos filiales en Italie, en Espagne et au Portugal.

Notre marché : les équipements périphériques et les composants pour l'industrie informatique.

*Notre expansion nous conduit à créer aujourd'hui un poste* de «Controller».

Vos responsabilités :

- la définition et la mise en place de procédures et de systèmes *comptables (générale et analytique)*,
- le reporting et le suivi des résultats de nos implantations en Europe,
- le contrôle des investissements,
- et bien sûr, la supervision des services comptables et financiers.

A 35 ans, diplômé d'une École de Commerce et de Gestion, avec une formation comptable supérieure, vous avez acquis une expérience professionnelle qui vous a donné une bonne connaissance de la comptabilité anglo-saxonne, si possible *dans une* entreprise industrielle. Vous parlez couramment anglais, et vous souhaitez à la fois élargir vos responsabilités et faire évoluer votre carrière dans une société en développement. Nous vous offrons cette opportunité.




COFROR, notre conseil en recrutement, étudiera votre dossier de candidature en toute confidentialité et vous remercie de l'adresser à Catherine ROIZOT, sous réf. 547/32M.

SOURCES

---

## ROBERT BOSCH (France) S.A.

Groupe BOSCH
- équipements automobile
- appareils ménages
- radio-téléphones
- caméras et projecteurs BAUER

recherche

## CADRE ORGANISATION-INFORMATIQUE

Au sein du département contrôle de gestion vous participerez au développement d'un outil efficace de simplification et de modernisation des méthodes de travail (infocentre).

De formation supérieure type économique vous devez être capable de comprendre et maîtriser les problèmes informatiques liés au contrôle de gestion et à l'organisation.

Une première expérience est vivement souhaitée.

La *connaissance* de la langue allemande est un atout supplémentaire.

Le poste est à pourvoir rapidement au siège de notre société : ST OUEN (93).




Merci d'adresser C.V., photo et prétentions au Département Gestion de Personnel
32, avenue Michelet - 93404 SAINT OUEN.

---




*Centre National d'Etudes des Telecommunications*

*MINISTERE des POSTES, des TELECOMMUNICATIONS et de la TELEDIFFUSION*

recherchent *pour* ISSY-LES-MOULINEAUX

## ingénieurs grandes écoles

**(E.N.S.T., E.S.E., I.N.S.A. ou Équivalent)**

- un premier poste conviendrait à un(e) candidat(e) débutant(e) ou ayant quelques années d'expérience pour conduire l'étude et le développement de SYSTÈMES de MESURE en TÉLÉCOMMUNICATIONS
- *le second poste s'adresse à un(e) candidat(e) débutant(e) ou ayant* quelques années d'expérience en TÉLÉINFORMATIQUE pour participer à l'étude d'un RÉSEAU D'EXPLOITATION pour les TÉLÉCOMMUNICATIONS.

Si vous êtes intéressé(e) par l'un de ces postes, adressez CV détaillé avec prétentions à :
M. DESPORTES ou à M. CROCHOT
Division O.G.E. - Centre Paris A
Centre National d'Études des Télécommunications
38-40 rue du Général-Leclerc, 92131 ISSY-LES-MOULINEAUX

cnet

---

## Conseil et informatique

La division Informatique de Bernard Krief Consultants connaît un très fort développement.

*Nous recherchons aujourd'hui à enrichir notre équipe d'un*

## CONSULTANT SENIOR

Celui-ci prendra en charge des missions de recherche de cadres et dirigeants dans les secteurs de l'informatique et *de l'électronique.*

Il *sera, en outre,* responsable d'un portefeuille de clientèle qu'il devra développer.

Sa réussite pourra l'amener rapidement à des responsabilités importantes dans notre Cabinet.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 472 M (à mentionner sur l'enveloppe).




BERNARD KRIEF CONSULTANTS
*115, rue du Bac - 75007 PARIS*

---

ORGANISATION INTERNATIONALE, siège en France, recrute

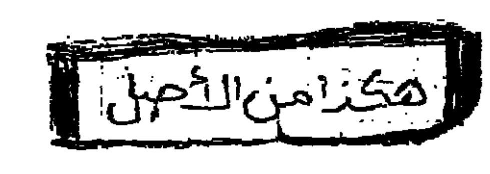
## son responsable de l'administration du personnel HF

**(240 personnes).**

Rattaché au responsable de l'administration générale, le candidat recruté sera responsable de l'ensemble de la « *fonction personnel* », *il aura notamment pour* tâche de participer activement à l'élaboration et à la mise en application d'un *statut* du personnel adapté à l'organisation.

Il est demandé :
- — Une formation *supérieure (Droit, Sciences Humaines, Grandes Ecoles...) et* de solides connaissances en droit international, législation sociale et droit du travail français.
- — Une expérience de plusieurs *années* dans la *fonction, acquise de préférence* dans le secteur public international.
- — Age : 35 - 45 ans environ.
- — Grandes qualités *humaines et capacité de contact à tous les niveaux.*
- — Très bonne connaissance du français et de l'anglais.

Adresser lettre, C.V., photo et prétentions à
**INTER PA** - s / réf. 3885
BP 508 - 75066 PARIS *Cédex* 02 qui transmettra.






**Acheteurs :**
*Vous avez 2 à 3 ans d'expérience des* relations industrielles à haut niveau. Vous commencerez par prendre en charge les achats d'un groupe de produits sur l'un de nos sites en France. De bonnes notions d'allemand sont nécessaires pour ce poste.

*Réf. M01*

**Pharmacie : responsable ventes**
*Notre activité pharmaceutique* regroupe les laboratoires Merrel et Lepetit. Nous vous confierons la responsabilité commerciale d'un secteur en France où vous aurez à promouvoir notre gamme de spécialités pharmaceutiques comme délégué médical. Vos preuves faites, les étapes suivantes pourront être par exemple, Directeur Régional ou Chef de Produit.

Réf. M02

**Ingénieurs agro :**
Vous participerez au développement d'une gamme de produits phytosanitaires en France, soit en prenant la responsabilité commerciale d'un secteur géographique, soit en tant qu'ingénieur d'expérimentation, avant d'accéder à des responsabilités plus larges telles que Direction Régionale ou Marketing ou Support technique à la vente.

Réf. M03

**Ingénieurs commerciaux :**
Diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de commerce, vous avez eu pendant 2 à 3 ans des relations commerciales à haut niveau. Vous prendrez des responsabilités commerciales directes en milieu industriel, avant d'accéder à des fonctions de Directeur Régional, de Marketing international, Relations Humaines...

Réf. M04

**Financiers :**
Titulaire d'un DECS, vous avez 2 à 3 ans d'expérience dans une grande entreprise. Vous prendrez en charge l'ensemble de la comptabilité analytique d'une acquisition récente intégrée à Dow Chemical Europe.

Réf. M05

**Ingénieurs développement :**
Au sein de notre groupe Recherche et Développement pour l'Europe, vous participerez au développement de nos gammes de polymères, en traduisant les besoins du marché en nouveaux produits. Plus que votre formation d'origine (chimie, physique, mécanique...) c'est vos connaissances et expérience dans le domaine des polymères qui importent.

Réf. M06

## SIEMENS

recherche
pour son Département
Technique Energie/Automatisation

### un Technicien de Maintenance sur Systèmes de Régulation de processus industriels.

Nous lui confierons la maintenance en clientele de nos installations de ce type en France et à l'étranger.

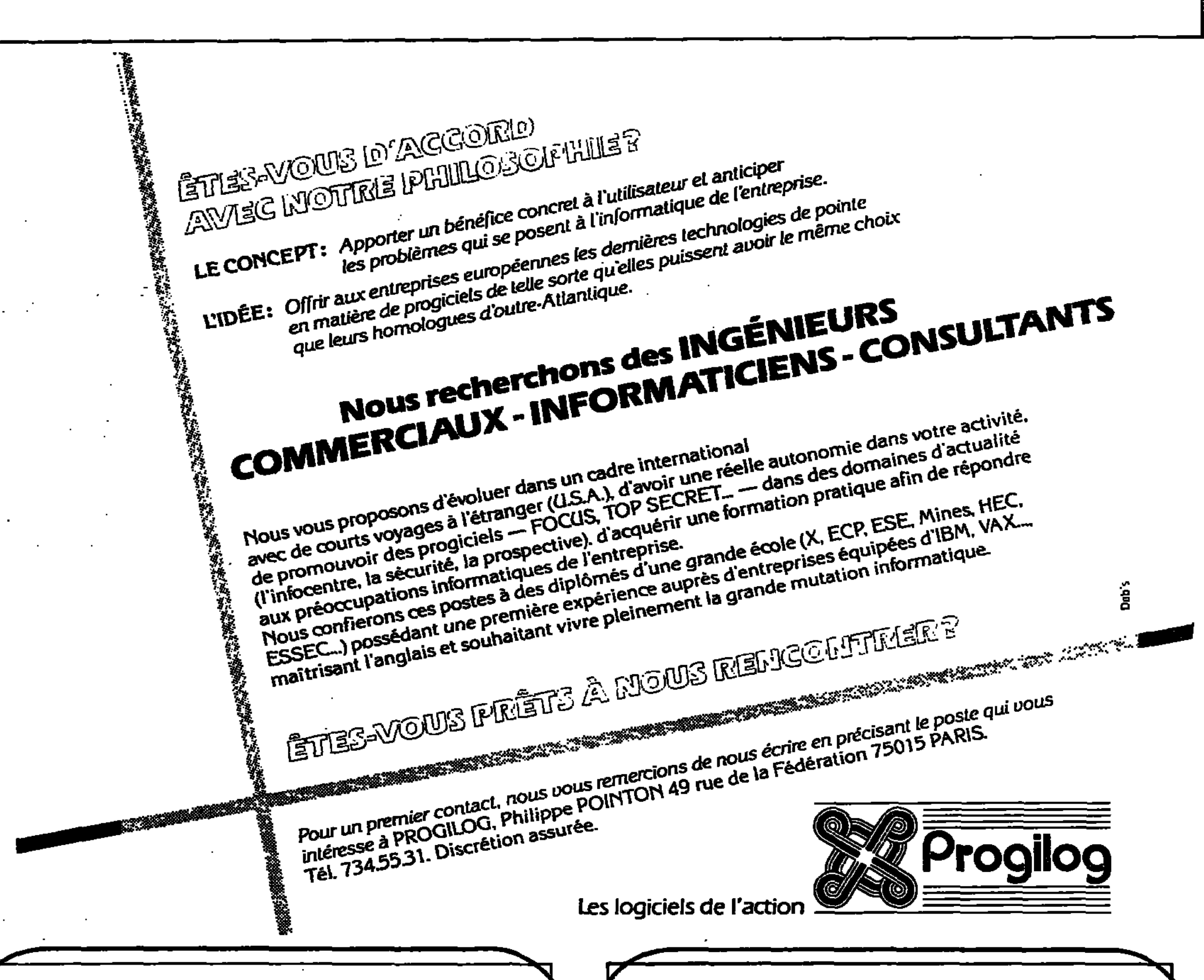
Il assurera l'assistance technique de nos équipements (mises en service, dépannage...) tant sur le plan Hard que Soft.

Pour réussir dans ce poste, il est nécessaire de posséder une bonne formation de base BTS electronique ou assimilée.
Des connaissances en programmation micro-informatique seront un atout important.

Une expérience dans le domaine du contrôle de process industriel est souhaitée.
La connaissance de l'allemand est souhaitable.

Les candidats interessés sont priés d'adresser leur dossier avec C.V. détaillé sous la référence 968/M à :

Département du Personnel
B.P. 122 - 93204 St Denis cedex 1
**Siemens S.A.**




## Sté DE DISTRIBUTION + de 4 milliards F.

**+ de 1.000 MAGASINS**
***à dominante alimentaire***
**SA DIRECTION DU CONTROLE DE GESTION met en place une nouvelle structure et CRÉE au Siège (proche Banlieue PARIS) un poste de**

## CONTROLEUR DE GESTION

**Il mettra en place et animera les fonctions décentralisées de C. de G. pour sa ligne de magasins « Grandes Surfaces » : ORGANISATION ET ANIMATION DES PROCÉDURES (Budget, effectifs, prix de revient, investissements, reporting...). CONSEIL et ASSISTANCE DE L'ENCADREMENT COMMERCIAL.**

**UN(E) « PROFESSIONNEL(LE) » DU CONTROLE DE GESTION**
- de formation supérieure
- ayant une expérience (3 à 5 ans minimum) de MISE EN PLACE ET/OU ANIMATION D'UN SYSTÈME PERFORMANT de C. de G. dans la DISTRIBUTION ou une INDUSTRIE DE PRODUITS DE G.C.

**S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8119 à**

**SC sélection conseil**
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

## AGENTS DE CHANGE MEESCHAERT-ROUSSELLE ET CIE

recherche pour compléter son équipe
ANALYSE FINANCIERE

### ANALYSTE FINANCIER

De formation supérieure, HEC, ESSEC, IEP... + SFAF très appréciée, vous offrez une expérience concrète de l'analyse financière (2 à 3 ans) acquise dans le cadre bancaire ou financier.

Au sein d'une équipe motivée et performante, il vous sera confié des missions d'Etudes Financières de Sociétés Françaises du secteur industriel cotées en Bourse ou susceptibles de l'être et dont vous évaluerez les perspectives **ECONOMIQUES** et **BOURSIERES**.

Dans un environnement en fort développement et offrant des perspectives de carrière intéressantes, ce poste exige des qualités d'analyse et de synthèse, de rédaction, le sens du service, le goût du travail en équipe et des contacts à haut niveau, l'anglais courant.

Notre Société parmi les leaders de la profession boursière offre de nombreux avantages sociaux et financiers prévus dans le cadre conventionnel.

Env. C.V. + photo et prétentions sous réf. AF à
Bernard CEYROLLE
MEESCHAERT-ROUSSELLE ET CIE
16, bd Montmartre - 75009 PARIS.

## AGENTS DE CHANGE MEESCHAERT-ROUSSELLE ET CIE

recherche pour son Secrétariat Général

### CHEF COMPTABLE

Placé auprès du Secrétaire Général et en étroite liaison avec la Direction Générale, il lui sera confié la responsabilité :
— de la tenue de la Comptabilité générale, déclarations fiscales et réglementaires,
— de l'organisation et la mise en place de procédures comptables et informatiques appropriées,
— de l'animation d'une équipe de 10 personnes.

Agé de 30 ans minimum, ce Chef de service, professionnel expérimenté de la Comptabilité, de formation supérieure + DECS (impératif), justifie d'une expérience de 5 à 10 ans dans les domaines ci-dessus, acquise dans un contexte PME-PMI.

Ce poste offrant une large autonomie d'action exige une forte personnalité, des qualites de rigueur et d'organisation, la maîtrise de l'outil informatique, des capacités d'animation et d'adaptation.

Notre Société parmi les leaders de la profession boursière offre de nombreux avantages sociaux et financiers prévus dans le cadre conventionnel.

*Env. C.V. + photo et prétentions sous réf. : CC à*
Bernard CEYROLLE
MEESCHAERT-ROUSSELLE ET CIE
16, bd Montmartre - 75009 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

LOTUS DEVELOPMENT, 700 personnes,
plus d'un milliard de francs de CA dans le monde, solidement établie depuis 1982 aux USA,
a acquis une position de leader sur le marché des logiciels de gestion.
Le programme 1-2-3 de Lotus célèbre dans le monde entier
s'est déjà vendu à plus de 500.000 exemplaires.
Notre dernier né Symphony, logiciel polyvalent,
est le résultat de notre savoir-faire et de notre dynamisme.

## Ingénieurs commerciaux

Rattaché au Directeur des ventes vous mettrez en oeuvre la politique de distribution et de promotion des *logiciels LOTUS 1-2-3 et Symphony* auprès d'un réseau de revendeurs et des utilisateurs en entreprise.
Vous avez environ 30 ans, une formation supérieure valorisée par une expérience de 3 à 5 ans de la vente *dans le domaine informatique*.
Vous maîtrisez de préférence l'approche grands comptes et pratiquez nécessairement l'anglais.
Réf. M 5628 A

## Ingénieurs support

Après une formation complémentaire à nos produits vous serez chargé en véritable expert technique de *toutes les opérations d'assistance à la vente.*
Vous participerez à la mise en place des logiciels chez nos clients et définirez les politiques de maintenance et de formation à leur utilisation jusqu'à leur *stabilisation.*
De formation supérieure, vous justifiez d'une expérience similaire réussie et vous connaissez l'anglais.
Réf. M5628 B

## responsable crédit
**Confirmé**

Vous assurerez la totalité de la gestion des comptes clients, *tant* sur le plan comptable (saisie de règlements, analyse des comptes) que sur celui de la facturation et du recouvrement. Réf. M 5628 C

## responsable comptabilité générale
**Confirmé**

En collaboration avec le contrôleur de gestion vous serez le garant de la conformité des procédures comptables, administratives et fiscales pour notre filiale française. Réf. M 5628 D

Pour ces deux postes, nous souhaitons rencontrer,
des candidats de formation comptable supérieure, connaissant la **comptabilité anglo-saxonne**
*et familiarisés à la micro-informatique.*

Merci d'envoyer votre dossier de candidature en précisant la référence choisie
sur l'enveloppe, à STAMINA, 22 rue Auguste Vacquerie 75116 Paris.

**Lotus**

---

Société leader des systèmes avancés de Télécommunication recherche :

## TECHNICIEN SUPÉRIEUR

Bonne connaissance des signaux vidéo-analogiques (5 ans) pour étude, développement et réalisation de prototypes de vidéocommunication.

Ad. lettre, C.V. et photo à :
**VISIOPTRONIC,**
*Mlle ROUGET*, 10, *rue Pergolèse*, 75116 PARIS.

---

L.E.P. EUGÈNE-NAPOLÉON
recherche

1 PROF. DE SECRÉTARIAT
1 PROF. D'INFORMATIQUE

Adr. lettre manuscr. et C.V. à :
L.E.P. EUGÈNE-NAPOLÉON,
254, rue Fbg-St-Antoine,
75012 PARIS.

---

Important groupe de services
recherche
des

## INGÉNIEURS

- NITRA MINIT2.
- FORTRAN ASSEMBLEUR, projets internationaux.
- NOVA.
- VAX.

Pour Paris, province, étranger.
Excellente rémunération + intéressement.

Si vous êtes libres rapidement
appelez le
562-82-09

---

Sté Expertise Comptable et Commissariat aux Comptes désirant développer son service juridique, recherche

## JURISTE

- D.E.A. ou D.E.S. droit des affaires ou équivalent.
- Expérience similaire souhaitée chez Conseil ou Service Juridique.
- Aptitude à organiser et à prendre en charge le suivi des dossiers du Cabinet sous leur aspect juridique (droit des Stés, Social, commercial, etc...).
- Poste attractif et autonome placé sous l'autorité directe des dirigeants.

Ecrire avec C.V. et prétent. sous référence G.S. à nº 4.180, *Publicités Réunies*, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS.

---

Important groupe
scientifique et industriel
secteur public recherche

## JEUNE INGÉNIEUR
débutant

Ayant une formation
en électronique
et informatique qui sera
chargé de la gestion
et du développement
d'une installation
de mesures
et de surveillance
de différents
systèmes de sécurité.

Ecr. avec C.V. sous réf.
2.061, CONTESSE Pub.,
20, av. Opéra, 75040
PARIS Cedex 01
qui transmettra.

---

## BANQUE INTERNATIONALE
recherche

## ADJOINT DU RESPONSABLE CONTROLE DE GESTION

- Niveau DECS et/ou Ecole de Commerce.
- Expérience bancaire ou de cabinet d'audit/conseil.
- Ouverture à l'informatique.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à
B.A.I.I.
12, place Vendôme,
75001 PARIS.

---

**URGENT**
**Organisme social à caractère national**

recherche

pour son secteur « VACANCES »

## un (e) COLLABORATEUR (trice)

diplômé (e) E.S.C ou E.S.C.A.E.

*ayant le goût des contacts et de la vente*

Age minimum 25 ans.
*Rémunération selon formation et expérience.*

Écrire sous nº 8.646 *le Monde pub.*
service ANNONCES CLASSÉES
5, *rue des Italiens, 75009 PARIS.*

---

La Filiale Française d'un groupe international spécialisé en composants hydrauliques rech. pour Vincennes (94) un(e)

## RESPONSABLE DE LA GESTION COMMERCIALE

L'INTÉRESSÉ(E) S'OCCUPERA :
- *du traitement et de la gestion des commandes* ;
- du contact avec la clientèle ;
- de la liaison avec le siège européen à Luxembourg ;
- de l'administration d'une agence commerciale.

*Evolution à 2/3 ans vers un poste d'ingénieur des ventes.*

IL/ELLE REMPLIRA LES CONDITIONS SUIVANTES :
- âgé(e) de 25 à 30 ans ;
- formation technique et expérience professionnelle ;
- connaissance en hydraulique (composants, circuits) ;
- contact facile, ouverture d'esprit et disponibilité ;
- connaissances de l'anglais indispensables ;
- libre immédiatement.

*Envoyer votre lettre de candidature, votre curriculum vitae et vos prétentions à :*

**COMMERCIAL HYDRAULICS FRANCE**
M. FRANÇOIS PEIGNÉAU
8, RUE CHARLES-PATHÉ
F - 94300 VINCENNES.

---

## Banque internationale en forte croissance
recherche

- **PERSONNE EXPÉRIMENTÉE EN CRÉDIT DOCUMENTAIRE,**
jeune dynamique, bilingue anglais/français, pour étoffer le service.
- **EXPLOITANT(E) ENTREPRISE,**
d'environ 30 ans, maîtrisant l'anglais, motivé(e) par *une activité commerciale dominante, pour développer* un portefeuille d'entreprises tournées sur l'extérieur.
- **JEUNES DIPLOMÉS(ES) GRANDES ÉCOLES DE COMMERCE,**
ayant une grande faculté d'adaptation, pratiques, ouverts(es) pour renforcer après une période de stage le service développement marketing pour la zone franc/les services opérationnels.

Env. c.v. lettre manuscrite et prétent. à : RÉGIE-PRESSE sous nº T 68.537 M 7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

---

*Spécialiste engagements banque*




**Crédit Maritime Mutuel Paris**
recherche pour
sa Société Centrale un

## Chargé d'études engagements

Mission :
- Contrôle des engagements a priori et a posteriori des Caisses Régionales.
- Etudes financières spécifiques.
- Assistance technique au réseau.

Notre candidat doit avoir une expérience bancaire et en particulier engagement de 5 ans au moins. Etudes universitaires souhaitées.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé + photo *et prét., s/réf. 1005, à D. Francese*, garant d'une discrétion absolue - CAPFOR - 15, rue de la Paix - 75002 PARIS.

**CAPFOR**
PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES
ANGERS - BREST - MONTLUÇON - MONTPELLIER - NIORT - QUIMPER - RENNES

MEDIA PA

---

**ORGANISME SOCIAL A STATUT PRIVÉ**
recherche pour son activité de contrôle informatique

## UN INGÉNIEUR SYSTÈME

possédant une large expérience des systèmes informatiques temps réel et bases de données distribués par BULL et IBM.
FORMATION INGÉNIEUR OU ÉQUIVALENT.
POSTE A POURVOIR A PARIS.
DÉPLACEMENTS EN PROVINCE.

Transmettre C.V. man., photo et souhait de rémunération s/nº 8455, LE MONDE Pub., Service Annonces Classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

---

BELIN — *...message aux professionnelles du secrétariat de direction...* — Jean Ducourtieux

BELIN et JEAN DUCOURTIEUX (FRANCE FEUILLETE) ont décidé de s'associer pour intensifier leurs efforts. Ils recherchent pour leurs bureaux d'EVRY, une **SECRETAIRE DE DIRECTION BILINGUE ANGLAIS.**

...De formation BTS... 10 ans d'expérience dans un secrétariat de direction... dotée d'une forte personnalité... prompte à décider et à agir... sens des relations... **parfaitement bilingue anglais**... attirée par les chiffres... tel doit être son profil...
...assistance auprès du Directeur Général de Division... *missions d'animation et de contrôle des activités* de la division en étroite collaboration avec son patron... secrétariat traditionnel... tel sera son rôle au sein d'un groupe en perpétuelle évolution.

A vous de jouer... et que la meilleure gagne !

*Merci de nous adresser lettre, C.V., photo et prétentions (ou salaire actuel) à : P. KACZMAREK - Biscuits BELIN B.P. 93 - 91003 EVRY Cedex.*

---

## AUDITEUR INTERNATIONAL SENIOR

Diplômé de l'enseignement supérieur de gestion (Grande Ecole ou Maîtrise) + DECS et maîtrisant l'anglais, vous travaillez depuis plus de 3 ans dans un cabinet d'Audit international ou au sein du Département audit interne d'un groupe multinational.

Important groupe du tertiaire disposant de nombreuses filiales et délégations dans 19 pays d'Europe, d'Afrique et d'Amérique, nous souhaitons intégrer à notre équipe Audit un "sénior" à qui nous confierons des missions complètes tant en audit opérationnel que comptable.

La fonction portant exclusivement sur nos activités internationales, des déplacements à l'étranger sont à prévoir.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. photo et rémunération souhaitées s/réf. 1613 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

---

## IMPORTANTE INSTITUTION FINANCIÈRE A VOCATION SOCIALE

recherche
DANS LE CADRE DU DÉVELOPPEMENT
DE SES ACTIVITÉS

## UN COLLABORATEUR (H. ou F.)

CHARGÉ DE CRÉER ET DIRIGER
UN SERVICE
DE CONSEIL ET DE DÉVELOPPEMENT

LE CANDIDAT, âgé d'au moins 35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, devra justifier d'une bonne connaissance et d'une expérience de
L'ASSURANCE VIE-CAPITALISATION
et de la PRÉVOYANCE COLLECTIVE

Envoyer c.v. photo et prétentions à :
PRAIRIAL, 47, rue des Tournelles,
75003 PARIS, qui transmettra.
Sous référence 1874.

---

**SOCIÉTÉ MULTIDISCIPLINAIRE DE CONSEIL**

recherche pour interventions en MOYENNES et GRANDES ENTREPRISES plusieurs :

## CONSULTANTS - 250/280.000 F

Les candidats âgés de 32 ans environ, ayant une formation supérieure du type *HEC, ESC*, auront une expérience professionnelle de 5 ans au moins en entreprise et/ou dans un cabinet de conseil, dans le domaine du

**DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL**

Ils seront amenés à *réaliser* des missions de diagnostic et des interventions au sein de la fonction marketing et commerciale des entreprises. Ils seront familiarisés aux *techniques de structures commerciales, systèmes de* rémunération, systèmes de dynamique commerciale, formation-action, tableaux de bords commerciaux, *marketing opérationnel.*
Le succès des interventions réalisées permettra une évolution rapide des niveaux de rémunération.

Ecrire avec C.V. sous référence DT à
*ORAconsult*, 43, *rue Vineuse*, 75016 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

**COLGATE-PALMOLIVE** (en France : 3 établissements, 3 000 personnes, 3 milliards de C.A.)

Principale filiale d'un important groupe international, leader sur de nombreux marchés de produits de grande consommation : AXION, GAMA, SOUPLINE, AJAX, CALINES, TENDRESSE, PALMOLIVE, TONIGENCYL, ULTRABRITE, etc... recherche actuellement pour son unité de production de Compiègne

## Un Chef de groupe confirmé en organisation industrielle

de formation grande école scientifique : CENTRALE, A. et M., etc...

**Sa mission :**

- Développer au sein du service organisation industrielle (10 ingénieurs), les études et réalisations permettant d'optimiser le fonctionnement des ateliers de production.
- Promouvoir les méthodes modernes d'organisation en coordination avec les responsables opérationnels.
- Animer un groupe d'ingénieurs.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (C.V., lettre manuscrite et prétentions), sous référence LM 8, à Colgate Palmolive - Service Central de l'Emploi et des Carrières - 55 bd de la Mission Marchand 92401 Courbevoie Cédex.

**Son profil :**

- Justifiant impérativement d'une expérience de l'organisation en site industriel, ainsi qu'en informatique.
- Parfaite maîtrise des techniques d'organisation.
- Réalisme, enthousiasme, tempérament de réalisateur.
- Bonne connaissance de l'anglais indispensable.



COLGATE-PALMOLIVE

---

**FIDUCIAIRE EXPERTISE COMPTABLE PARIS-8e**

recherche

## COLLABORATEUR

**DECS COMPLET**

3 ans d'expérience mini. Travail très intéressant.

Env. C.V., photo et prét. à

**COFAREC**

42, rue de la Bienfaisance 75008 PARIS.

---

Société d'expertise comptable recherche

## COLLABORATEURS

DECS ou équivalent + maîtrise en droit, première expérience souhaitée.

Adr. C.V + prétentions à Fiduciaire George V, 166, rue du Fg-St-Honoré, 75008 PARIS.

---

**BANQUE PRIVEE**

spécialisée dans les services aux PME

recherche

## AUDITEUR INSPECTEUR INTERNE HF

Ce poste basé à Paris implique des déplacements fréquents, mais de courte durée en Province.

Le candidat devra justifier d'une formation supérieure et d'une expérience approfondie de la fonction, si possible en milieu bancaire.

Le niveau de rémunération et la classification hiérarchique seront en rapport.

Adresser votre c.v., photo et niveau actuel de rémunération s/réf. 8111 à AXIAL Publicité - 27, rue Taitbout - 75009 Paris, qui transmettra.

---

Sociétés de services et d'ingénierie informatique (780 personnes - C.A. 280 MF)

Partenaire d'un groupe industriel de taille internationale recherche

**pour son Agence de MARSEILLE**

## INGÉNIEURS INFORMATICIENS

Connaissant :

- BULL DPS-8 (Gecos 8 - Prote - Cobol - Socrate/Clio).
- Temps réels (Solar 80/86).
- 68000 et 68020 (LTR - Pascal).
- Digital (Vax).

GROUPE SYSECA

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 2055 à GROUPE SYSECA, 315, Bureaux de la Colline 92213 SAINT-CLOUD CEDEX

Bleu

---

Message à des **CONSULTANTS** à fort potentiel

Vous souhaitez intégrer un grand groupe et travailler dans l'ambiance indépendante d'une petite équipe de conseil. Nos clients sont très diversifiés et font appel à nous pour la qualité de nos études et notre compétence dans le domaine

## logistique et transports

nous recherchons :

## 1 chef de projets

Vous êtes un consultant confirmé, diplômé d'une grande école d'ingénieurs, capable de devenir rapidement chef de plusieurs projets pour lesquels vous serez l'interlocuteur du client et le manager d'ingénieurs d'affaires. Votre expérience (minimum 3 ans) a été acquise dans un service organisation ou logistique d'une entreprise ou en cabinet d'organisation.

*Merci d'adresser un C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 80491 M à : BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra*

---

EUREST

Filiale française d'une SOCIETE INTERNATIONALE (C.A. 1,2 MILLIARD DE F.) 550 ETABLISSEMENTS EN FRANCE recherche dans le cadre de la mise en place de son

**PLAN INFORMATIQUE**

## ANALYSTE

**CONFIRMÉ**

Pour participer au développement de son

**NOUVEAU PRODUIT LOGICIEL «FINANCES ET CONTROLE»**

Le candidat doit avoir une expérience de 3 à 5 ans dans le développement de produits informatiques de gestion sur mini ordinateurs et de solides connaissances comptables et financières.

Langage demandé COBOL. Poste évolutif basé à PARIS (9ème)

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions à EUREST - Service Recrutement 14, rue d'Athènes 75009 PARIS.

JRP/Jean Regnier Publicité

---

Important Organisme Professionnel proche gare St Lazare recrute pour son service d'études :

## jeune cadre chargé d'études économiques

sur pays étrangers.

Poste sédentaire, niveau maîtrise de sciences économiques.



Allemand courant exigé, anglais souhaité.

*Adresser CV et prét. sous réf. 2102 à* CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

---

Société française fabriquant des produits chimiques pour l'industrie, leader dans son secteur et rattachée à un important groupe américain recherche pour son secteur automobile :

## AGENT TECHNICO-COMMERCIAL

Sa formation de base technique, ses qualités humaines, sa première expérience doivent lui permettre d'assurer l'assistance technique auprès d'une clientèle exigeante.

Basé en Région Parisienne Sud, il effectuera de nombreux déplacements. Anglais exigé.

Envoyer CV, prét. sous réf. 1929 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, *qui transmettra.*

---

DE FORMATION SCIENTIFIQUE SUPÉRIEURE EN PHYSIQUE, CHIMIE, SCIENCES DE L'INGÉNIEUR

**Vous avez :**

- de solides connaissances de base dans ces disciplines,
- une large approche des techniques pratiquées dans l'industrie, acquise soit par l'enseignement ou la rédaction d'articles scientifiques, *soit par l'expérience professionnelle directe,*
- le goût de diffuser ces connaissances auprès du grand public.

Nous vous proposons un poste de :

## RESPONSABLE DE RÉDACTION

dans une entreprise de l'édition de notoriété internationale, pour rédiger, faire rédiger et concevoir des textes scientifiques et techniques.

Assuré d'une absolue discrétion, votre dossier de candidature est à adresser, sous référence 81184 M à notre Conseil MILO M.R.H. - 43 bis, boulevard Victor-Hugo - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

MILO M.R.H

HAVAS CONTACT

---

VOUS ETES ATTIRE PAR L'INFORMATIQUE FAITES AVEC NOUS UNE CARRIERE D'INFORMATICIEN

Nous sommes une Société Parisienne renommée, de Services et Ingénierie en Informatique et recherchons de **JEUNES COLLABORATEURS** ayant plusieurs années d'études supérieures, dégagés des obligations militaires et libres rapidement.

Il n'est pas nécessaire d'avoir des connaissances en informatique, les candidats engagés étant formés intégralement par la société.

Adresser lettre avec CV détaillé + photo sous réf. 1612 B. Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui trans.

---

SOCIETE DE FABRICATION AERONAUTIQUE PARIS

recherche son

## ADJOINT DE DIRECTION

- ingénieur averti, il devra être capable de suivre les fabrications.
- ce doit être à la fois un homme de terrain et un négociateur commercial de haut niveau.
- véritable doublure du P.D.G., ce poste requiert autorité et volonté,
- le candidat, qui peut être jeune, sera obligatoirement de formation ingénieur et parfaitement bilingue.

*Merci d'envoyer C.V. + photo et prét. s/réf. 007 M à*

**help** international

12, rue Chabanais - 75002 PARIS.

---

Dans le cadre de son expansion, Société de services SSII Paris, recherche

## 2 Analystes-Programmeurs

EXPÉRIENCE EXIGÉE.

Vous avez au moins une année d'expérience d'analyse et de programmation COBOL sur matériel WANG VS.

La connaissance des outils VS est indispensable. Nous vous offrons une ambiance de travail et une rémunération motivantes.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 29743 sur enveloppe à JEAN REGNIER Publicité 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transm.

J.R.P.

---

IMPORTANT CABINET DE CONSEIL

recherche

## JURISTE

Ayant expérience du financement des *entreprises pour service spécialisé dans* le traitement des entreprises en difficulté.

Quelques années d'expérience souhaitées.

Poste de responsabilité et évolutif.

Adresser C.V. manuscrit et prétentions sous réf. 2966 M à l'Agence AFFLUENTS 49, avenue Trudaine 75009 PARIS qui transmettra.

---

LA FILIALE IMMOBILIERE D'UNE IMPORTANTE BANQUE FRANÇAISE

Paris 8ème recherche pour son département CREDIT ACQUEREUR

## le jeune responsable de la RELATION AVEC LES PRESCRIPTEURS

*Agé d'au moins 28 ans, il aura quelques années* d'expérience acquise EN BANQUE ou dans un ETABLISSEMENT FINANCIER SPECIALISE.

Le poste peut être évolutif et la rémunération fixe pour l'essentiel comportera une partie liée aux résultats.



Adresser votre CV sous référence CT 543/94, à FRANCE CADRES 22, rue St Augustin 75002 Paris qui vous garantit le plus strict anonymat.

---

secrétaires secrétaires secrétaires

SOCIÉTÉ PARIS-8e

cherche

## SECRÉTAIRE

confirmée anglais-français. Préfér. avec expér. bancaire ou financière. Ecr. s/nº 8.464 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, *5, rue des Italiens, 75009 Paris.*

---

**MEMOREX**

Filiale du deuxième constructeur mondial de l'informatique recherche la

## SECRÉTAIRE

de son

## P.D.G.

Parfaitement bilingue français-*anglais, maîtrisant sténo et* dactylo dans les deux langues, vous avez toutes les qualités indispensables à une assistante de très haut niveau : discrétion, initiative, sens aigu de la communication, excellente présentation et disponibilité horaire.

Vos capacités rédactionnelles et votre sens de l'organisation vous permettent d'assurer de façon totalement autonome tout le secrétariat de Président, pour son courrier comme pour son agenda.

*Merci d'adresser votre dossier* de candidature (C.V., photo et prétentions) à : MEMOREX, Département des *Relations Industrielles,* 3 à 5, rue Maurice-Ravel, 92390 LEVALLOIS.

---

SOCIETE DES CIMENTS FRANÇAIS

La Société des CIMENTS FRANCAIS, au premier rang des producteurs *nationaux et mondiaux, recherche*

**pour sa Division Internationale au siège de Paris La Défense**

## Secrétaire bilingue portugais ou brésilien + pratique de l'anglais

Elle assistera un Chef de Département pour toutes les questions administratives *liées à la gestion des contrats d'assistance technique,* en particulier au Brésil dont il assume la responsabilité (organisation de voyages - relations avec les directions du siège et les usines - problèmes particuliers relatifs aux équipes détachées et à leur famille...).

Pour réussir dans ce poste, il est nécessaire d'avoir le sens de l'organisation, le goût des responsabilités, la capacité à faire face à des imprévus, 1 à 2 ans *d'expérience professionnelle.* Formation BTS. Frappe 45 % sur machine à traitement de texte (formation assurée si nécessaire). Restaurant d'entreprise.

Lieu de travail : Paris-La Défense.

sélé CEGOS

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73734M à SELE CEGOS Tour Chenonceaux, 204 Rond Point du Pont de Sèvres, 92516 Boulogne Billancourt Cedex.

SOURCES — Membre de SYNTEC

---

## ASSISTANTE DE DIRECTION

SOCIETE DE COMMERCE INTERNATIONAL *PARIS 8e*

PARFAITEMENT BILINGUE ANGLAIS 130 000 +

NOUS ORGANISONS ET DEVELOPPONS DES PROJETS INDUSTRIELS EN FRANCE ET A L'ETRANGER.

CONTACTS DE HAUT NIVEAU, SUIVI DES PROJETS, GESTION ADMINISTRATIVE DU PERSONNEL (7 P) SECRETARIAT CLASSIQUE (DACTYLO LE CAS ECHEANT) : TELLE SERA VOTRE MISSION.

EFFICACITE, SOUPLESSE, LARGE OUVERTURE D'ESPRIT ET DIPLOMATIE : VOICI LES QUALITES JUGEES INDISPENSABLES, INDEPENDAMMENT DES COMPETENCES PROFESSIONNELLES.

VEUILLEZ ADRESSER VOTRE CANDIDATURE (LETTRE MANUSCRITE, CV, PHOTO, REMUNERATION ACTUELLE) SOUS REF. 4720 A L'AGENCE DESSEIN, 69 RUE DE PROVENCE, 75009 PARIS.

---

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

555-91-82

## DEMANDES D'EMPLOIS

**MANAGEMENT POSITION WANTED**

Financial specialist seeks management position with go-ahead company.

□ Degree in Commercial and Financial Sciences. □ 10 years experience with American multinationals; management and budget control, book-keeping, tax avoidance, treasury, Personnel management, EDP experience. □ Experience in industrial and high-technology environment. □ 5 languages. □ Willing to relocate.

Please write to Universal Communication, chaussée de La Hulpe 122, B-1050 Brussels, quoting reference 824.

---

**INGÉNIEUR GÉNIE CHIMIQUE**

*Option informatique*
Diplômé I.N.S.C.I.R. Rouen, 25 ans, libre 1er novembre, recherche 1er emploi. Région indifférente. Ecr. n° 1.687 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, 75040 PARIS Cedex 01.

---

JEUNE FEMME 23 ANS titulaire bac G1, disponible de suite, dynamique et possédant expérience de travail de bureau, études universitaires en :

- Relations internationales.
- Droit civil.
- *Droit constitutionnel.*
- Sociologie.
- Psychologie sociale.

Etudierait toutes propositions pour un poste stable et motivant de secrétaire-dactylo ou d'animation dans le secteur social, *pédagogique ou scolaire* à Paris ou région parisienne. Ecr. s/n° 6.661 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

---

F. 43 ans, prof. de lettres lycée cherche emploi édition librairie presse ou autre, libre juillet 85. Tél. : 666-03-65.

---

DIRECTEUR COMPTABLE 45 a. Réf. Stés importantes fiscalité, informatique, prétentions 200.000 ; 220.000 F par an. Tél. : 039-35-84.

---

J.F. 40 ans, expérience secrétariat de direction. Diplôme 3e cycle de psychologie clinique. Certificat de maîtrise de psychologie sociale. Etudie toutes propositions. Ecr. s/n° 6.675 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

---

J.F. 24 ans, ch. emploi stable opératrice saisie PARIS, 6 ans expérience. Libre de suite. Tél. : 847-85-42.

---

Dame sérieuse, aimant les enfants, recherche garde (même à domicile), peut faire ménage, rég. Ouest. Tél. 778-84-04. De préférence à partir de 18 h.

---

J.H. 25 ans, dessinateur, BAC, connaiss. architecture + arts plastiques, ch. emploi. Urgent. Accepterait ttes propositions. Téléphoner au 346-78-48. Ecr. s/n° 6.674 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

---

DOCTEUR INGÉNIEUR EN MÉTALLURGIE
*avec sérieuses références*, 28 ans, disponible 1er novembre souhaite trouver un emploi qui lui permettra de développer ses potentialités.
Tél. : (76) 51-14-06.

---

J.F. 37 ans, BTS secrétaire de direction bilingue + de 15 ans exp., ch. emploi stable mi-temps - temps partiel, proche gare de Lyon. Créteil, banlieue Sud Est.
Ecrire sous le n° T 068.527 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

---

Médecin, 33 ans, spécialiste endocrinologie, *maladies métaboliques*, diabète et médecine aéronautique. Etudie ttes prop. France et étranger. Ecr. s/n° 6.469 *le Monde* Pub., service *ANNONCES CLASSÉES*, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

---

**URGENT**

*J'ai 38 ans, un bac, une formation première de commerciale qui m'a conduit à diriger une entreprise d'automobiles. La technique ne me fait pas peur et je sais être autonome. Ayant une bonne prat. des climats tropicaux et équatoriaux*
**(AFRIQUE - ASIE AMÉRIQUE DU SUD)**
Le travail en brousse et le système D : je connais ! J'étudierais ttes propositions SÉRIEUSES de contrat (déboisement, TP, Génie Civil ou autres) Tout continent.
Ecrire sous le n° 68.565 M
*RÉGIE-PRESSE*.
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

---

LES FRANÇAIS SONT-ILS ASSEZ PRÉSENTS SUR LES MARCHÉS LOINTAINS

*INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN* ET ÉCONOMISTE
35 ans, exp. de les pays en développement, aptitude à la négociation, trilingue (angl., esp.) souhaite responsabilité technico-commercial préférence
AMÉRIQUE LATINE
Ecrire sous le n° T 68.563 M
*RÉGIE-PRESSE*
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

---

J.F. employée bureau dactylo, télex comptabilité client fournisseur *notions sténo*, ch. place stable. 839-13-78.

---

J.F. 28 ans, maîtrise sciences éco + maîtrise psychologie, 4 ans exp. ingénieur informatique, désir changer de type d'activité, rech. poste autonome basé à Paris, étudierait ttes propositions. Ecrire Evelyne BERTIN, 11, rue Léon-Frot, 75011 PARIS.

---

J.F. 33 ans maîtrise CELSA, information et communication, angl., esp., portugais, exp. profess., ch. emploi secteurs : médias, product. culture, loisirs, tourisme. Tél. : 278-80-76.

---

**ADMINISTRATEUR**

rech. compagnie danse, théâtre, association musicale, travail à temps partiel. *Tél. : (6) 446-19-60.*

---

GÉOGRAPHE
DEA, climatologie, 29 ans, parlant all., anglais, chinois, esp., *russe*, ch. emploi.
Tél. : 252-74-44.

---

Architecte dipl. + 15 a. expér. concept. + et. + réal. + ap. d'off. ts bât. + tce en Fr. + RFA + Alger (+ 4 a. chef proj. + *bur.*), bilingue *allemand*. Tél. : (40) 47-88-92.

---

J. F. 27 ans, DEA de lettres, cherche emploi dans l'édition ou domaine proche, en France ou à l'étranger.
*Ecr. s/n° 9458 le Monde Pub.*, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

---

J.F. 28 ans, doct. 3e cycle socio *lettres, spécialiste éditing* dans organisme international, étudierait toute proposition (édition, etc.).
Ecr. s/n° 1368 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

---

J.F. 24 a., BAC B, niveau BTS tourisme, bonne connaissance anglais, 3 ans d'expérience aide-comptable, ch. emploi. *Ecr. s/n° 6.672 le Monde Pub.*, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

---

Grade CL IV resp. service portefeuille étr., crédit doc, ch. poste similaire si possible région ouest Paris. Libre de suite. Faire offre. Tél. : 093-96-87.

---

J.H., 24 a, *dégagé OM, licencié* anglais, BTS TC chambres de commerce angl. et espagn., ch. poste trad.-interpr., *étud.* ttes prop. Tél. : (13) 95-10-48.

---

J. F. 25 a., célibataire, diplômée *du CELSA option marketing*, publicité, première expérience réussie dans un groupe d'assurances, ch. poste dans la fonction marketing au sein du secteur tertiaire Paris, banlieue ouest (RER).
Ecr. s/n° 1364 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

## propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'ETRANGER sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) B.P. 291 - 09 PARIS.

---

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE-CARRIÈRES (C 16) B.P. 402 - 09 PARIS.

---

Urgent vds offset Ryobi 2700CD juin 82, état neuf. *Livrée 70.000 F T.T.C.* Tél. : (80) 65-30-74.

## traduction demande

Couple américain-français (solide expérience) cherche traductions améric.-franç. / franç.-améric. Ecrire à William Allen, villa Corot, 2, rue d'Arcueil, 75014 Paris.

## automobiles

### ventes

*de 8 à 11 C.V.*

Renault 18 TX, année 77, mod. 78, 120.000 km, pneus neufs, amort., pot d'échappement, bon état général, gris métal. Prix : 8.000 F. Tél. : 402-25-91.

## formation professionnelle

**FORMATION**

INFORMATIQUE
GESTION – LANGUES

INFORTEC
10, rue Saint-Marc,
75002 PARIS. T. (1) 508-96-94.

---

**STAGE DE HAUT NIVEAU**

**BAC, BAC + 2** — La filière informatique : un passeport pour un métier tourné vers l'avenir.

Vous êtes titulaire du bac + 2 années, demandeur d'emploi, salarié en puissance de reconversion ou de promotion ou encore vous bénéficiez du plan de formation de l'entreprise ou d'un congé individuel de formation. Vous pouvez devenir

**ANALYSTE-PROGRAMMEUR**
SUR IBM 38

*— Formation en 7 mois — propositions d'embaucher permanentes* sous réserve de l'obtention du certificat de technicité *informatique*. Agences PARIS, LYON, NANTES.

*Renseignements et inscriptions*
INSTITUT EUROPÉEN INFORMATIQUE
41, rue Volta, 75003 Paris. Tél. : (1) 274-33-28.

---

**INSIP**
INSTITUT SUPÉRIEUR D'INFORMATIQUE PROFESSIONNELLE
*CYCLES 84/85*
Ouverture des inscriptions pour la formation
***ANALYSTES-PROGRAMMEURS DE HAUT NIVEAU***
Priorité sera donnée aux candidats ayant NIVEAU BAC + 2 (DEUG ou BTS recommandé).
Base scientifique ou économique.
PROGRAMME : ASSEMBLEUR IBM-COBOL - ANS - DOS - VS - CICS - VSAM - DL1.
Méthode d'analyse. Programmation structurée.
*PROJET SUR MATÉRIEL IBM.*
Envoyer CV pour recevoir un dossier à INSIP - Service Admission 19, RUE YVES TOUDIC - 75010 PARIS - TEL. (1) 241 65 66

---

**CNAM**

COURS DU SOIR
INITIATION A L'INFORMATIQUE
INFORMATIQUE GÉNÉRALE

*On inscrit encore au*

**CENTRE OUEST PARISIEN**
14, RUE MARS-ET-ROTY
92800 PUTEAUX.
Téléphone : 506-37-74.

---

**FORMEZ-VOUS AU FUTUR AU**

CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE
205.24.63 - 241.83.83
Résidence Le Belvédère
118 - 130 Av. Jean Jaurès — 75019 PARIS
Formation Professionnelle continue agréée C.P.E. *aux techniques et emplois de :*

- ANALYSTES PROGRAMMEURS Gestion ou Industrie
- PROGRAMMEURS - PUPITREURS
- SECRETARIAT EN TRAITEMENT DE TEXTE
- *PREPARATION AU BTS*

Cours du jour et du soir — sessions d'été

---

**A DES FEMMES DE + DE 25 ANS**

*Niveau Bac, ayant une expér. professionnelle.*

NOUS PROPOSONS UNE FORMATION EN

**INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE**

*Stage à plein temps.* D'OCTOBRE 84 A JUILLET 85.

Renseignements et inscriptions tél. : 660-19-77.

---

**STAGE SECRÉTARIAT BILINGUE**

600 h. 6.000 F. Lycée M.-Sorre, 94-Cachan. 664-96-99.

## capitaux propositions commerciales

ASSISTANCE à contrôle fiscal et à dépôts de bilans. Tél. : 720-87-87.

## travail à domicile

Artisane effectue ts travaux de traitement de texte et dactylographie. Tél. : 051-44-49.

# L'immobilier

## appartements ventes

### 4e arrdt

MARAIS-VOSGES, 3e, ASC. apl., *hôt. LOUIS-XIV*, 3 P. 80 m², caract., park. 1.150.000 F. MARNIER. 222-69-50.

### 5e arrdt

JARDIN DES PLANTES
**2-3 P., 69 m² BALC., 24 m²**
récent stand., ét. élevé, soleil 1.050.000 F. Tél. 542-40-90.

---

**NEUF JARDIN DES PLANTES**
1 et 3, RUE POLIVEAU
CONSTRUCTION GD LUXE
Livraison immédiate
*3-4-5 P. et DUPLEX*
Vis. témoin ts jrs, 14/19 h. sauf mercredi et dimanche.

### 6e arrdt

Prox. Bon Marché. 703-32-31
**3 P., ASC., TERRASSE**

---

**SEINE, BEAUX ARTS**
200 m² divisibles. 703-32-44.

---

Occupés, studios, 2 pces. à partir de 35.000 F comptant + 1.350 F/mois. 268-05-43.

### 7e arrdt

RUE DE BABYLONE
*belle chambre*, w.-c., douche kitchenette. 140.000 F. GARBI. 567-22-88.

### 10e arrdt

*GDS BOULEVARDS*, 160 m² salons, s. à manger, 4 chbres DUPLEX DE CARACTÈRE 4e et 5e ét. 1.200.000 F. GARBI. 567-22-88.

### 15e arrdt

VOUILLE, récent, 4e étage dble living, 3 chbres s/jardin balcons, 2 bns, grand box. 1.500.000 F. MEYRAT. 531-51-10.

### 18e arrdt

Résidence « MAIRIE DU 18e »
**53, RUE DU SIMPLON**
IMMEUBLE NEUF de STAND.
Prêts conventionnés poss.
STUDIO, à part. de 354.100 F.
2 PCES, à partir de 395.900 F.
3 PCES, à partir de 517.000 F.
Bureau de vente ouvert *du MARDI au SAMEDI* (de 14 h. à 19 h.)
Tél. (1) 258-44-96 ou CECOGI (1) 575-62-78.

---

**MONTMARTRE, 3 P.**
Parfait état, vue sur Paris balc. 680.000 F. 254-71-96.

---

**AVENUE JUNOT**
SUPERBE 3-4 P., tt cft standing, 75 m² environ. IMPECCABLE. 254-71-93.

---

**RUE DAMREMONT, 4 P.**
Parfait état, soleil. 720.000 F. Tél. pour RDV. *252-21-90, POSTE 18.*

### 92 Hauts-de-Seine

**BOULOGNE, AFF. EXCEPT.**
*6e ét., terrasse, soleil*
4 pces stand., imm. p. de t. 1.200.000 F. *Tél.* 485-04-34.

---

NEUILLY, plein soleil, duplex 45 m², 3 pces, prof. libérale 320.000 F. Tél. 359-49-65.

### 94 Val-de-Marne

**NOGENT-SUR-MARNE**
Prox. immédiate RER et bois, *TRÈS BEAU SÉJ.*, 50 m² 2 CHAMBRES, étage élevé TRÈS BELLE AFFAIRE
**DEMICHELI**
Tél. 873-80-22/47-71.

## appartements achats

Recherche 1 à 3 pces, PARIS préfère rive gauche avec ou sans travaux PAIE COMPTANT chez notaire 873-20-67, même le soir.

---

**RECHERCHE URGENT**
Appartement toute surface même à rénov. Paris ou porte. Immo Marcadet. 252-01-82.

## locations non meublées offres

### Paris

**504-20-00** C'est le numéro de téléphone qui vous informe 24 h sur 24 des appts disponibles à louer Paris et environs.
L'ASSOCIAT. FRANÇAISE DES PROPRIÉTAIRES
3, rue Montvidéo, Paris-16e.

---

LOCATION *DISPONIBLE*
entre particulier
*Paris, banlieue*
**707-22-05**
CENTRALE DES PROPRIÉTAIRES ET LOCATAIRES
43, rue Claude-Bernard
Paris-5e. Mo Censier.

## locations meublées demandes

### Paris

*OFFICE INTERNATIONAL* recherche pour sa direction Beaux appts de standing 4 pces et plus. 285-11-08.

---

**EMBASSY-SERVICE**
8, av. Messine, 75008 PARIS
APPTS STANDING *UNIQUEMENT*
**562-78-99.**

## locations non meublées demandes

### Paris

Location demandée *pour cadres supérieurs* et personnel, IMPORTANTE STÉ INFORMATIQUE rech. appts toutes catégories et standing, Paris et environs ou villes. Tél. 504-48-21.

### Région parisienne

Pour stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES Tél. 889-89-66 - 283-57-02.

## immeubles

Jean FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet, 15e. 566-00-75 Paie comptant, 15e, 7e arrdts. IMMEUBLES MÊME OCCUPÉS.

## pavillons

ECRIN DE VERDURE
20 km de Paris, RER 2 km
Coteaux de CHENNEVIÈRES
Pavillon 5 pces, 2 s. d'eau 2 w.-c., combles, labo photo terrasse, *serv.*, s.-sol garage 2 voitures + 1 park. jardin paysagé, 800 m² 1.350.000 F. Tél. 576-11-35, après 19 heures.

## propriétés

*MAISONS-LAFFITTE, PARC*
**BELLE PROPRIÉTÉ**
s/3.300 m². Réception 70 m² 6 chbres, 2 bains, dépendances Très bon état. Prix justifié *Agence du Parc.* 962-01-92.

## terrains

Recherche terrain à bâtir banlieue sud Paris, même avec petite maison. Tél. 938-87-27.

---

A vdre, terr. 11.000 m² dont 5.500 *m² constr.*, *bord de mer* Manche (50). Tél. bur. (1) 564-02-21.

## viagers

Paris-3e, sur square, appt qualité exceptionnelle, 6 P., tt cft 2 chbres, service, 160 m² en *libre propriété*, 1 tête, 85 ans. 1.500.000 F. Tél. 206-32-27.

## bureaux

*Locations*

VOTRE SIÈGE A PARIS-17e domiciliation RM, RC, SARL Constitution sté. 763-47-14.

---

Votre adresse commerciale
**OU SIÈGE SOCIAL**
Loc. burx, secrétariat, télex
**CONSTITUTION STÉS**
et CRÉAT. DE TTES ENTREPR.
**ASPAC S.A. 293-60-50 +**

---

PARIS-ÉTOILE
**BUREAUX**
MEUBLÉS
Secrétariat, télex
Téléphone : (1) 727-15-59.

---

**CHAMPS-ÉLYSÉES**
Bureaux équipés avec services ou votre siège social
Tél., télex, secrétariat, salles de réunion av. vidéo, bar, etc.
Loc. courte ou longue durée.
**ACTE 562-66-00.**

---

VOTRE SIÈGE SOCIAL
**DOMICILIATIONS**
SARL - RC - RM
Constitution de sociétés
Démarches et tous services
Permanences téléphoniques.
**355-17-50.**

---

ARTISAN 100 F, RC 180 F. Constitution SARL 2.000 F. S.D.M. 21, rue Fécamp (12e) 340-24-54. 8, Faubourg - Poissonnière, 9e-10e. 770-84-65.

---

**SIÈGE SOCIAL**
CONSTITUTIONS de STÉS
CONSEIL D'ENTREPRISES
**PARIS ILE-DE-FRANCE**
**INITIATIVE. 260-41-81.**

## fonds de commerce

*Ventes*

Cède studio photo cause départ retraite 380.000 F chiffre d'affaires Bail, 2.000 F mensuels avec appt, matériel complet de prise de vues. banlieue Est 180.000 F. Tél. [illegible]

Le Monde

# économie

## L'OFFENSIVE DES YENS

### En deux ans le nombre des investissements japonais en France a été multiplié par cinq

1984 sera pour la France l'année où les Japonais auront fait une entrée par la grande porte. Tout le monde a en tête le rachat d'une partie des activités de Dunlop par Sumitomo, mais les investissements industriels japonais ne prennent pas tous cette tournure spectaculaire. Ce qui n'empêche qu'ils sont de plus en plus nombreux. Et ce n'est qu'un début...

En deux ans, le nombre des investissements nippons en France a été multiplié par cinq. Quand arrivera la fin de l'année, on dénombrera, si l'on prend en compte les projets qui sont en instance devant le comité des investissements étrangers et pour lesquels l'autorisation ou le refus relève de M. Bérégovoy, vingt-cinq à vingt-huit usines ou centres de décision. 1984 sera, et de loin, la meilleure année pour l'accueil des investissements japonais. Ce qui a un impact non négligeable en termes d'aménagement du territoire, d'emplois, de transferts de technologies et aussi de redressement de la balance commerciale.

On sait, de ce dernier point de vue, que le déficit de la France vis-à-vis du Japon a accusé un chiffre considérable de 12,6 milliards de francs en 1983. La RFA et la Grande-Bretagne, même si ce n'est pas une consolation, connaissent une situation comparable.

En deux ans, la courbe des emplois déjà créés ou décidés par des industriels japonais a connu une progression rapide : 1 260 à la fin de 1982, environ 7 500 créés ou sauvés (et peut-être 7 900 si deux projets importants débouchent prochainement) à la fin de 1984. Ces chiffres incluent le rachat de Dunlop France par Sumitomo, qui ne correspond évidemment pas à la construction d'une nouvelle usine mais, tout de même, à la « non-disparition » de quelque 3 500 postes de travail.

Ces résultats, qui illustrent une politique officielle beaucoup plus ouverte et libérale à l'égard des investisseurs japonais, et le dynamisme du bureau de la DATAR à Tokyo (1) placent la France au troisième rang en Europe en terme d'emplois créés, derrière l'Espagne (13 000 salariés, dont 8 700 pour l'usine Nissan de Barcelone), la Grande-Bretagne (12 000, dont 2 200 par Hitachi, qui fait des postes de télévision en couleurs), la Belgique (6 300), la RFA (4 700), la Grèce...

Une dizaine de dossiers japonais auront été acceptés par les autorités françaises cette année, ce qui devrait entraîner la création ou le sauvetage de 4 600 emplois et placer le Japon à peu près au même niveau que les Etats-Unis dans la hiérarchie des investisseurs étrangers.

Voilà qui va relancer le débat — que ne manquent pas d'alimenter certaines entreprises françaises en mal d'innovation et de développement, et aussi certains fonctionnaires frileux — sur « le loup dans la bergerie ». Mais la question essentielle est de savoir s'il ne vaut pas mieux construire sur notre sol des produits modernes et très demandés par les consommateurs, plutôt que de les importer. Les usines les plus récentes doivent même être avant tout des têtes de pont pour toute l'Europe. Ainsi Sony, dont l'usine de Dax vient d'être inaugurée, devrait exporter 80% de sa production de cassettes. Clarion (autoradios), situé à Pompey (Meurthe-et-Moselle), exportera 60 % à 70 % de ses fabrications qui n'incorporeront pas plus de 50 % de composants venus du Japon.

On souligne aussi, dans les milieux proches de Matignon, que la France n'a pas à rougir de ce qui a été fait vis-à-vis des investissements japonais depuis trois ans, et que les projets ont toujours été regardés à la loupe pour ne pas mettre en péril d'éventuels investissements français concurrents.

Dans certains cas d'associations, par exemple entre ELF, Pechiney et Toray, près de Pau, pour la fabrication de fibres de carbone, les partenaires innovent dans une technologie de très haut niveau (ce sera la seule usine de ce type en Europe) et permettent en aval la création d'activités industrielles induites. Le groupe Daïwa Seiko a en effet décidé d'installer à Saint-Etienne-du-Rouvray, près de Rouen, une usine de cannes à pêche, précisément à base de fibres de carbone (120 emplois) ; une usine, qui elle aussi, devrait exporter la majeure partie de sa production.

La direction du Trésor, au ministère des finances, met la dernière main à deux projets nouveaux dont on attend l'annonce publique. Bien qu'on reste d'une très grande discrétion à la DATAR sur la question, il est probable que Canon, qui vient d'annoncer à grand fracas publicitaire la sortie de son premier photocopieur dans l'usine de Liffré, en Ille-et-Vilaine, se lance dans la fabrication d'un autre produit et construise une nouvelle usine sur le même site, où il dispose de 10 hectares.

L'autre investissement attendu concerne la région de Honfleur, où est déjà installé Akaï et où pourraient être montés des magnétoscopes. Une affaire qui avait été longuement évoquée par M. Fabius, alors ministre de l'industrie, lorsqu'il était allé au Japon au début du mois de juillet.

C'est dans ce contexte que Mme Edith Cresson, part le 10 octobre, pour un voyage d'une semaine au Japon. Un déplacement qui a deux objectifs : favoriser les exportations de biens de consommation vers ce pays à l'occasion de l'exposition « Tokyo 84 » où seront présentes, à travers quatre cents entreprises, vingt et une régions françaises ; inciter les industriels nippons à multiplier leurs implantations en France dans un esprit de coopération et d'échanges réciproques de technologies.

Le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur aura deux séries de chiffres en tête. De 1979 à 1983, les investissements français au Japon sont passés de 54 à 107 millions de francs, selon la Banque de France, tandis qu'en sens inverse ils faisaient un bond de 115 à 604 millions de francs. Et la France n'a, à ce jour, accueilli encore que 1,3 % de l'ensemble des investissements japonais dans le monde...

FRANÇOIS GROSRICHARD.

(1) La DATAR, dont le rôle est d'attirer des investissements étrangers, essentiellement dans les zones prioritaires et notamment dans les quinze pôles de conversion, vient d'ouvrir un second bureau de prospection à Osaka.

## CONJONCTURE

## LE BUDGET DE LA CONSTRUCTION POUR 1985

### Moins de crédits, autant de logements ?

**Les budgets du logement et des transports, à nouveau réunis sous l'autorité d'un unique ministre, M. Paul Quilès, constituent, on le sait, un des ensembles les plus dépensiers des finances publiques, avec la défense et l'éducation nationale : plus de 17 % (soit 170,4 milliards de francs de dépenses ordinaires et de crédits de paiement) des 995,3 milliards de francs que l'Etat aura à distribuer en 1985. Une progression globale de 7,8 % par rapport à 1984 (158 milliards de francs), qui permet d'assurer correctement le règlement des dépenses engagées et de maintenir le volume des investissements décidés les années précédentes, puisque l'on table en 1984 sur un rythme d'inflation de 7,6 %.**

**En revanche si l'on considère les dépenses ordinaires et les autorisations de programme (101,5 milliards de francs contre 100,4 milliards en 1984) on observe une stagnation (+ 1,1 %), qui équivaut à un réel désengagement en volume. En effet, si les dépenses ordinaires (fonctionnement et intervention) progressent de 7,4 %, en passant de 67,4 milliards de francs à 72,4 milliards, si les crédits de paiement augmentent de 8,14 %, en passant de 90,7 milliards de francs à 98 milliards de francs, les autorisations de programme chutent, en francs courants, de 11,2 %, en tombant de 33 milliards de francs à 29,1 milliards de francs.**

**Quant au personnel de cet important ministère, il enregistre une baisse de 1 239 emplois (– 1,1 %), les effectifs de l'urbanisme et du logement étant ramenés de 96 959 à 95 883, et ceux des transports de 18 239 à 18 076.**

Il y a toujours une façon optimiste et une façon pessimiste de voir les choses. Et le logement, pièce maîtresse de l'équipement du pays, n'échappe pas à la règle.

La façon optimiste, c'est celle du ministère de l'économie et des finances, qui annonce pour l'urbanisme et le logement 45 milliards de dépenses publiques, en progression de 13,5 % sur 1984 (39,6 milliards de francs).

La vue pessimiste, c'est celle qui consiste à prendre en compte non plus les engagements que l'Etat doit remplir, mais les ambitions que le gouvernement lui assigne, puisque, par définition, la construction d'immeubles — même s'il s'agit de maisons individuelles — s'étend sur plusieurs exercices. Or le budget de l'urbanisme et du logement, si l'on considère les dépenses ordinaires (26,9 milliards de francs) et les autorisations de programme (qui étaient de 23,2 milliards de francs en 1984), chute de 11,6 % en francs constants, c'est-à-dire beaucoup plus si l'on tient compte de l'inflation.

Pourtant, le programme physique de logements favorisés par l'aide à la pierre reste inchangé. L'Etat aidera, comme cette année, à se mettre en place 70 000 prêts locatifs aidés (PLA) et 150 prêts à l'accession à la propriété (PAP). Cela ne peut être possible que grâce à la baisse du coût de la ressource financière (baisse du taux d'intérêt versé aux livrets A des caisses d'épargne, notamment).

En ce qui concerne les PLA, essentiellement utilisés par les HLM, nul doute que ces organismes, dont beaucoup connaissent de lourdes difficultés financières, ne cherchent à obtenir en conséquence une baisse du taux d'intérêt qu'ils versent (6,59 %).

Il est vrai que les logements locatifs les plus tributaires des aides à la pierre sont extrêmement coûteux pour la collectivité. Les crédits de paiement atteignent 8,2 milliards de francs, en progression de 51,5 % sur les dotations de 1984. Quant aux autorisations de programme, elles baissent de 14,8 %, de 9,4 milliards de francs à près de 8 milliards.

Pour les PAP, les crédits de paiement augmentent de 27,7 % (de 5,7 milliards à 7,2), tandis que les autorisations de programme baissent de 7,8 % (de 10,4 milliards à 9,6). Les subventions pour surcharges foncières dans les centres de ville baissent tant en crédits de paiement (–24,1 %) qu'en autorisations de programme (– 10 %) : celles-ci s'établissent à 121,7 millions de francs.

De même pour la PALULOS (prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale), dont les crédits de paiement baissent de 24,1 % et les autorisations de programme de 19,2 % (un peu plus de 1 milliard de francs contre 1,3 milliard pour 1984). Il est vrai que l'appel au Fonds spécial de grands travaux permet de répondre à la demande des organismes sociaux, désireux d'améliorer leur patrimoine.

Enfin, en ce qui concerne les aides à la personne, les crédits destinés à l'aide personnalisée au logement (APL) passent de 5,8 milliards à 6,5 milliards de francs (+ 11,8 %), tandis que ceux destinés à l'allocation de logement social (l'allocation de logement familial est distribuée par le budget du ministère des affaires sociales et de la solidarité) diminuent de 7,5 % de 6.645 milliards à 6,595 milliards de francs.

#### Les effets de la décentralisation

Côté direction de l'urbanisme et des paysages, les crédits subissent le contre-coup de la rigueur des temps avec une baisse de 5,1 % des crédits de paiement ( de 515 à 488, 7 millions de francs), et de 5,3% des autorisations de programme (de 395 à 374 millions de francs). Il est vrai que la décentralisation change la distribution des cartes et décharge le ministère d'une partie de ses tâches.

La direction de l'architecture connaît de la même façon une baisse de 13,3 % de ses crédits de paiement (de 42,3 à 36,7 millions de francs), et une baisse de 5% de ses autorisations de programme (de 18 à 17 millions de francs). En revanche, l'enseignement de l'architecture connaît une évolution positive de ses crédits : ses dépenses ordinaires doivent augmenter de 11,9 % pour atteindre 266 millions de francs, tandis que, pour ses investissements, les autorisations de programme progressent de 4,2 % (29,4 millions) et les crédits de paiement de 32,9 % (28,5 millions de francs).

Encore une fois budget de crise, budget serré, probablement budget raisonnable. Mais budget qui, par sa prudence, prouve à l'évidence que, pour l'avenir, la relance par le bâtiment n'est pas pour demain.

JOSEE DOYERE.

## LA CRISE DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

### Il n'y a pas de modèle Renault

*(Suite de la première page.)*

Le gouvernement Fabius et M. Hanon, le patron de Renault, pensent qu'il vaut mieux former les laissés-pour-compte de l'automobile, leur apprendre à apprendre, ne serait-ce que parce que, comme aime à le souligner le président de Renault, « *le tiers des métiers de l'automobile dans dix ans ne sont pas connus aujourd'hui* ». A automatisation croissante et machines plus sophistiquées doit correspondre une main-d'œuvre plus évoluée, ces bacheliers de Toyota qui font l'admiration du premier ministre.

Mais cela ne pourra être fait qu'avec un financement public. Car l'autre volet du rapport Dalle est clair : les deux groupes automobiles français sont surendettés par rapport à leurs concurrents japonais, américains, mais même européens (fin 1984, cet endettement global des constructeurs dépassera 90 milliards de francs), ce qui amoindrit leur capacité d'autofinancement. Et il ne faut pas promettre ce que l'on ne peut tenir. Une meilleure formation, l'acceptation d'une plus grande mobilité professionnelle comme géographique de la part des travailleurs permettront certes de limiter les effets de la baisse tendancielle des effectifs dans l'automobile. Mais affirmer que toute formation débouchera sur un emploi dans un pays qui perd plus de 130 000 emplois industriels par an, c'est dangereux. De là à dire que les pouvoirs publics et la Régie cherchent surtout à gagner du temps...

BRUNO DETHOMAS.

## AU « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

### M. Calvet reconnaît que le rachat des filiales européennes de Chrysler a été une erreur

« *Peut-être aurait-il mieux valu ne pas faire l'opération de 1979* » (le rachat par Peugeot des filiales européennes de Chrysler). Pour la première fois au « Club de la presse » d'Europe 1, le 7 octobre, un dirigeant de Peugeot — et même le principal d'entre eux, M. Jacques Calvet — reconnaît cette « erreur » provoquée par une mauvaise appréciation de la taille nécessaire dans l'automobile.

« *Mais qui ne commet pas d'erreur ?* », ajoute le nouveau président du directeur de Peugeot SA (qui n'était pas dans le secteur automobile au moment des faits), précisant encore que sans l'effet des grèves de 1982, le passage de quarante heures à trente-huit heures trente minutes de la semaine de travail, sans la cinquième semaine de congés payés et le blocage des prix, l'automobile française, et notamment Peugeot, se porterait mieux...

A en croire son président, la firme est cependant sur la bonne voie : les pertes en 1984 seront « *nettement inférieures* » aux 2,6 milliards de francs de l'année précédente.

## SELON LES PRÉVISIONS DE L'IISI AU CONGRÈS DE CHICAGO

### Le marché mondial de l'acier va stagner durant toute la décennie

La reprise observée sur le marché mondial de l'acier en 1984 va s'essouffler en 1985. L'International Iron And Steel Institute (IISI), organisme qui regroupe tous les maîtres des forges du monde, hormis les pays de l'Est, table pour l'an prochain sur « *un ralentissement de la vigoureuse reprise de 1984. La consommation dans les pays industrialisés atteindra 337 millions de tonnes d'acier et dans les pays en développement 104 millions de tonnes, soit un total de 441 millions de tonnes, ce qui représente une progression de 3 millions de tonnes seulement par rapport aux chiffres attendus pour 1984* ».

Donnés par M. Holschul, secrétaire général de l'IISI, à Chicago, le 8 octobre, au cours du congrès annuel qui réunit cette industrie, ces perspectives permettent de penser que 1985 sera certes « *une bonne année pour l'acier en comparaison avec la crise qu'a connue la sidérurgie en 1982 et 1983* ». Mais en ce qui concerne les seuls pays développés, on s'attend à « *une quasi-stagnation ou même à une légère chute de la demande* ». Les raisons en sont les perspectives des problèmes que connaissent les économies nationales : « *La consolidation de la reprise de 1983 et 1984 dépendra du contrôle des taux d'intérêt américains et du dollar* », note l'IISI.

Analysant les perspectives à plus long terme l'IISI prévoit que la consommation mondiale d'acier va stagner au cours de cette décennie (719 millions de tonnes) en 1985 à 722 millions de tonnes en 1990) pour s'améliorer très légèrement ensuite (745 millions de tonnes en 1995). La croissance sera d'ailleurs limitée aux pays comme la Chine et la Corée du Nord, « *les pays industrialisés se stabilisant au niveau actuel* » avec en particulier une consommation dans la CEE en légère décroissance de 94 millions de tonnes en 1984 à 91 millions en 1990 et à 90 millions en 1995.

En conséquence, l'IISI estime que les capacités actuelles de production seront « *bien suffisantes* », précisant : « *Dans les régions industrialisées, les réductions de capacités devront être poursuivies.* » Mais, parallèlement, on assistera à un développement technologique « *impressionnant* » dans les hauts-fourneaux et les laminoirs avec l'utilisation des coulées continues et des ordinateurs.



### Hausse des prix de détail en août : + 0,5 %

| | Variation (en %) au cours | | | |
|---|---|---|---|---|
| | des 12 derniers mois (août 84/ août 83) | des 6 derniers mois (août 84/ février 84) | des 3 derniers mois (août 84/ mai 84) | du dernier mois (août 84/ juillet 84) |
| ● ENSEMBLE | + 7,4 | + 3,6 | + 1,7 | + 0,5 |
| ● ALIMENTATION (y compris boissons) | + 8,8 | + 3,7 | + 1,9 | + 0,6 |
| Produits à base de céréales | + 6,8 | + 2,6 | + 1,3 | + 1,0 |
| Viandes de boucherie | + 4,8 | + 1,6 | + 1,1 | + 0,1 |
| Porc et charcuterie | + 8,3 | + 6,2 | + 5,3 | + 0,9 |
| Volailles, lapins, gibiers, produits à base de viande | + 8,3 | + 0,0 | – 1,0 | + 0,1 |
| Produits de la pêche | + 9,3 | + 4,6 | + 2,2 | + 0,6 |
| Laits, fromages | + 7,4 | + 3,8 | + 2,3 | + 0,4 |
| Œufs | + 6,6 | – 3,4 | – 5,5 | + 0,4 |
| Corps gras et beurres | + 16,9 | + 4,8 | + 2,5 | + 1,4 |
| Légumes et fruits | + 16,8 | + 6,2 | + 2,6 | + 0,7 |
| Autres produits alimentaires | + 8,6 | + 4,5 | + 1,9 | + 0,6 |
| Boissons alcoolisées | + 4,5 | + 2,4 | + 0,6 | + 0,2 |
| Boissons non alcoolisées | + 13,3 | + 7,1 | + 2,5 | + 0,6 |
| ● PRODUITS MANUFACTURÉS | + 7,1 | + 3,3 | + 1,4 | + 0,5 |
| 1) Habillement et textiles | + 9,9 | + 4,1 | + 1,1 | + 0,3 |
| Vêtements de dessus | + 9,3 | + 4,1 | + 0,7 | + 0,1 |
| Autres vêtements et accessoires | + 10,7 | + 4,3 | + 1,3 | + 0,4 |
| Articles chaussants | + 9,3 | + 3,5 | + 1,1 | + 0,4 |
| Autres articles textiles | + 10,6 | + 4,8 | + 1,7 | + 0,5 |
| 2) Autres produits manufacturés | + 6,4 | + 3,0 | + 1,4 | + 0,5 |
| Meubles et tapis | + 5,9 | + 3,1 | + 1,1 | + 0,3 |
| Appareils ménagers électriques et à gaz | + 5,0 | + 2,1 | + 0,7 | + 0,1 |
| Autres articles d'équipement du ménage | + 8,6 | + 4,3 | + 1,8 | + 0,6 |
| Savons de ménage, produits détersifs et produits d'entretien | + 6,1 | + 3,4 | + 1,8 | + 0,7 |
| Articles de toilette et de soins | + 5,2 | + 2,6 | + 1,0 | + 0,6 |
| Véhicules | + 6,9 | + 4,6 | + 1,9 | + 0,2 |
| Papeterie, librairie, journaux | + 7,4 | + 3,3 | + 1,3 | + 0,2 |
| Photo, optique, électro-acoustique | + 2,8 | + 1,5 | + 0,4 | + 0,1 |
| Autres articles de loisir | + 7,2 | + 3,3 | + 1,2 | + 0,4 |
| Combustibles, énergie | + 8,0 | + 4,2 | + 3,4 | + 1,5 |
| Tabacs et produits manufacturés divers | + 3,5 | – 1,2 | – 2,8 | – 0,9 |
| ● SERVICES | + 6,9 | + 3,9 | + 2,2 | + 0,6 |
| Services relatifs au logement | + 7,9 | + 3,5 | + 1,6 | + 0,3 |
| dont : loyers | + 7,7 | + 3,3 | + 1,6 | + 0,3 |
| Soins personnels, soins d'habillement (1) | + 6,7 | + 3,1 | + 1,0 | + 0,2 |
| Services de santé | + 3,6 | + 3,6 | + 2,5 | + 0,0 |
| Transports publics | + 6,1 | + 3,6 | + 1,4 | + 1,2 |
| Services d'utilisation de véhicules privés (2) | + 5,8 | + 3,8 | + 1,9 | + 0,3 |
| Hôtels, cafés, restaurants, cantines | + 7,0 | + 3,9 | + 2,3 | + 0,6 |
| Autres services (3) | + 9,5 | + 5,7 | + 3,8 | + 2,1 |

L'indice de l'INSEE, calculé sur la base 100 en 1980, s'est inscrit en août 1984 à 148,8, contre 148 en juillet, sur la base 100 en 1980 (une erreur nous avait fait indiquer, sous le tableau publié dans *le Monde* du 6 septembre, l'indice 149,8 pour juillet 1984 et 148,8 pour juin).

(1) Le poste « soins personnels, soins d'habillement » comprend notamment les dépenses de ressemelage, blanchissage, nettoyage, teinturerie, mais aussi les dépenses de coiffure.

*(2) Réparations automobiles, parkings, stations-service, péage sur autoroutes, etc.*

(3) Postes et télécommunications, frais d'enseignement (scolarité, mais aussi auto-écoles), spectacles, vacances, sports, camping, locations d'appareils, frais de réparation des appareils électro-acoustiques, tirage des films, redevance TV, etc.

# SOCIAL

LA FÊTE DE FO AU BOIS DE VINCENNES

## M. Bergeron « superstar »

Pour la quatrième année consécutive, Force ouvrière a organisé les 6 et 7 octobre sur la pelouse de Reuilly au bois de Vincennes sa Fête de l'amitié. Sans prétendre encore à l'affluence de la Fête de *l'Humanité* (cinq cent soixante-quatorze mille vignettes en 1984), ce rassemblement populaire a groupé, selon les organisateurs, un peu plus de deux cent mille personnes contre deux cent cinquante mille en 1983 et deux cent mille en 1982.

Des stands des unions départementales au cross organisé avec l'Union des sports travaillistes en passant par une exposition sur cent ans de syndicalisme et un spectacle quasi permanent de variétés allant des enfants du rock à Marie-Paule Belle, Pierre Bachelet, Philippe Lavil, Michèle Torr et Annie Cordy, il y en avait pour tous les goûts. La diversité dont se réclame Force ouvrière était au rendez-vous. Mais la vedette de cette fête était incontestablement, et de nouveau, M. Bergeron. Décidément « sperstar », à l'aise avec « son » public.

Le secrétaire général de FO, entouré sur l'estrade par une quinzaine de mineurs, a pris la parole le 6 octobre pendant une heure sous un chapiteau où s'étaient rassemblées environ huit mille personnes promptes à l'applaudir. En lever de rideau, MM^mes Ewa Kubasiewicz et Françoise Baluka (lisant un message de M. Andrzej Gwiazda, un des responsables de Solidarité) ont soulevé l'émotion – et les applaudissements – de l'assistance en évoquant le combat des syndicalistes polonais. Puis M. André Bergeron, le verbe haut et fort, a commencé son discours par une note d'humour : *« J'ai passé ma nuit à prier sainte Hortense... »* Hortense n'a pas gâché la fête.

Lisant son discours (en en sautant quelques passages et en en rajoutant d'autres), le secrétaire général de FO a repris ses thèmes habituels : *« Si nous le voulons, et je sais que vous le voulez, nous pouvons atteindre l'objectif que nous nous étions fixé lors des heures difficiles, mais exaltantes, de décembre 1947 : reprendre la place qui, historiquement, nous revient, c'est-à-dire la première. »* Devant une salle qui, contrairement à 1983, s'est bien gardée de huer ou de siffler des noms de responsables gouvernementaux, M. Bergeron a estimé que *« la dégradation de l'emploi est, en particulier – au moins dans l'immédiat, – une des conséquences de l'accentuation du rigorisme de la politique du gouvernement »*. Demandant de nouveau l'eengagement de grands travaux d'infrastructure et de communications, il a ajouté : *« Quelle que soit la nature des arguments qui nous sont opposés, il faut stopper le processus de dégradation du pouvoir d'achat. »*

M. Bergeron a recueilli les applaudissements les plus nourris lorsqu'il a constaté qu'*« il y a beaucoup de différence entre ce que les partis disent lorsqu'ils sont dans l'opposition et la politique qu'ils appliquent lorsqu'ils sont au pouvoir »* comme lorsqu'il a estimé qu' *« en allant trop loin, – et je crois qu'on va trop loin – on risque de voir naître une médecine des riches et une médecine des pauvres »*.

L'applaudimètre a cependant enregistré des records quand M. Bergeron a entonné l'air de la laïcité et rappelé la conception de l'école de FO (un projet de résolution est en préparation pour le quinzième congrès confédéral en novembre). *« On m'a demandé*, a-t-il poursuivi, *si notre entreprise était une agression à l'égard de la Fédération de l'éducation nationale. J'ai déjà dit – et je veux le répéter – que nous n'entendons agresser personne. Mais je ne vois pas en vertu de quoi nous interdirions à ceux qui le désirent de nous rejoindre. Nous ne nous sommes jamais résignés à voir les enseignants organisés en dehors du mouvement syndical confédéré. »*

Le secrétaire général de FO a évité pour l'essentiel la polémique – notamment avec la CFDT ou la CGC – mais il ne s'est privé d'attaquer ni le Parti communiste ni la CGT. Avant que les Concerts Colonne et les Chœurs de France entonnent solennellement *l'Internationale* – qui avait été « oubliée » il y a un an, à quelques jours des élections à la Sécurité sociale, – M. Bergeron a évoqué la tolérance : *« Notre engagement de respecter les opinions politiques ou religieuses de nos adhérents a été scrupuleusement tenu. En échange vous n'avez pas cherché à introduire dans nos syndicats des consignes ou mots d'ordre venant de l'extérieur. Chacun sait, d'ailleurs, que nous ne le tolérerions pas »*. Et, a-t-il conclu, *« dites à vos camarades de travail que la pire des choses serait de se désintéresser de l'action collective. »* M. Krasucki, lui, dit *« Mettez le paquet »*... A chacun son style.

M. N.



# Les syndicats de Technip contestent la gestion de la direction et demandent un gel des licenciements

Les salariés du groupe Technip, première entreprise française d'ingénierie, en difficulté, devaient manifester le 8 octobre à Paris, à l'appel des organisations syndicales CGT, CFDT et CGC, pour soutenir leurs représentants, qui doivent examiner les perspectives de l'entreprise avec la direction du groupe et les pouvoirs publics, dans le cadre d'une réunion tripartite organisée le même jour au ministère du redéploiement industriel et du commerce extérieur. Les syndicats qui s'opposent au plan de licenciements conjoncturels de 27,8 % du personnel (760 personnes sur 2 753 salariés), annoncé le 20 juillet par la direction, souhaitent un examen global des difficultés et des perspectives du groupe.

Le gonflement récent du plan de charge, qui atteint actuellement l'équivalent de neuf mois de travail, soit un niveau « normal », grâce à la signature de trois contrats importants (une raffinerie en Irak, une usine d'engrais au Maroc et le viscoréducteur de Donges, près de Nantes), justifie, selon les syndicats, le « gel », pendant trois mois au moins des licenciements. *« Si la direction maintenait son plan, elle serait dans l'incapacité de réaliser les affaires en cours »*, a assuré vendredi 5 octobre, M. Jean-Baptiste Milelli, secrétaire du comité central d'entreprise de Technip.

Sans nier la nécessité d'adapter les structures de l'entreprise à l'évolution du marché, afin de lui permettre notamment de se placer sur les petits et moyens contrats et pas seulement sur les les très gros, les syndicats contestent les prévisions de plan de charge de la direction et, plus généralement, la gestion du groupe.

Les difficultés de Technip ne sont pas de nature conjoncturelle, liées uniquement à la baisse de l'activité, estiment les salariés, mais aussi et surtout d'ordre financier, du fait d'une mauvaise gestion. *« La situation financière est très mauvaise et plus grave que le déclare la direction »*, a assuré M. Milelli. Aux pertes subies en 1983 (224 millions de francs) devraient s'ajouter, en 1984, des pertes de 250 millions de francs (contre 90 prévus par la direction), un reliquat de déficits importants (de l'ordre de 500 millions) restant à enregistrer au cours des années suivantes, alors que les dirigeants prévoient un retour à l'équilibre dès 1985.

Ces pertes, dues à la faiblesse des capitaux propres, aux *« insuffisances*, voire aux *« incompétences »*, notées dans la gestion financière et aux mauvaises conditions dans lesquelles ont été pris plusieurs gros marchés (pertes de changes), imposent un nouvel apport de capitaux, en sus de l'augmentation de capital de 250 millions de francs prévue cette année.

V. M.

## FAITS ET CHIFFRES

● **La fonction publique en Lorraine.** – Le Syndicat national de la fonction publique décentralisée (CGC) vient de naître en Lorraine, où son siège est installé. Harmoniser les statuts des fonctionnaires régionaux et départementaux et veiller à *« leur totale indépendance »* envers les élus, tels sont les deux premiers objectifs de ce nouveau syndicat rattaché à la Fédération nationale de la fonction publique CGC. Il rassemble déjà des personnels de cinq régions (Lorraine, Alsace, Nord-Pas-de-Calais, Picardie et Centre). Sa création s'inscrit dans le cadre de la décentralisation, a expliqué son fondateur, M. Philippe Dague, chargé de mission à la région Lorraine. – *(Corresp.)*

● **La CGT demande à M. Fabius une allocation pour tous les chômeurs non indemnisés.** – Dans une lettre adressée au premier ministre, et rendue publique le 6 octobre, M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, demande que les chômeurs privés de toutes ressources reçoivent une indemnité de 40 francs par jour, jusqu'à l'obtention d'un nouvel emploi. Estimant à un million cent trente mille chômeurs le nombre des personnes concernées, la CGT considère que *« cette revendication n'a rien d'excessif »* et ajoute : *« Cette mesure exige des moyens, mais dans un pays comme la France d'aujourd'hui ces moyens existent. »*

● **Neuf cents licenciements chez Pan Am.** – La compagnie américaine Pan American World Airways a annoncé, le 5 octobre, qu'elle licencierait neuf cents employés supplémentaires pour réduire ses coûts et tenter de diminuer son déficit. Pan Am, dont les effectifs s'élèvent actuellement à vingt-sept mille quatre cents employés, poursuit ainsi un mouvement de réduction des effectifs entamé il y a plusieurs mois, qui *« reflète la réduction de la taille de la compagnie »*, a indiqué un porte-parole de celle-ci. Les pertes de Pan Am se sont élevées, en 1983, à 74,4 millions de dollars et, en 1982, à 494,4 millions de dollars.

● **Menace de grève dans les compagnies aériennes françaises.** – Le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), le Syndicat national des personnels navigants de l'aviation civile et le Syndicat national des officiers mécaniciens ont arrêté, vendredi 5 octobre, le principe d'un arrêt de travail par solidarité avec les navigants d'Air Afrique, en grève depuis le 11 septembre. Ils veulent ainsi contraindre les compagnies aériennes et le gouvernement français à faire pression sur la direction d'Air Afrique, pour que cette dernière revienne sur les sanctions prises à l'encontre d'une partie de son personnel et respecte l'exercice du droit syndical des personnels navigants.

● **Intermarco-Farner devient Publicis International.** – Le réseau d'agences étrangères de Publicis, situées dans trente-deux villes (douze pays), prendra le 10 octobre le nom de Publicis International. Le groupe a réalisé en 1983 un chiffre d'affaires de 550 millions de dollars, ce qui le classe au sixième rang des groupes d'agences européennes.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| | COURS DU JOUR + bas | COURS DU JOUR + haut | UN MOIS Rep. + ou dép. – | | DEUX MOIS Rep. + ou dép. – | | SIX MOIS Rep. + ou dép. – | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| $ E.-U. | 9,3280 | 9,3295 | – 10 | + 20 | – 35 | + 10 | – 270 | – 210 |
| $ can. | 7,8742 | 7,8769 | – 77 | – 44 | – 144 | – 94 | – 429 | – 380 |
| Yen (100) | 3,7857 | 3,7874 | + 166 | + 183 | + 306 | + 333 | + 857 | + 931 |
| DM | 3,0674 | 3,0689 | + 151 | + 166 | + 273 | + 294 | + 750 | + 812 |
| Florin | 2,7203 | 2,7216 | + 117 | + 128 | + 208 | + 225 | + 589 | + 641 |
| F.B. (100) | 15,1379 | 15,1428 | + 8 | + 94 | + 54 | + 176 | + 78 | + 446 |
| F.S. | 3,7126 | 3,7147 | + 210 | + 231 | + 377 | + 405 | + 1052 | + 1133 |
| L.(1 000) | 4,9512 | 4,9546 | – 241 | – 212 | – 448 | – 406 | – 1314 | – 1200 |
| £ | 11,5481 | 11,5565 | + 34 | + 90 | + 97 | + 171 | + 419 | + 653 |

## TAUX DES EUROMONNAIES

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| $ E.-U. | 10 7/16 | 10 13/16 | 10 3/4 | 11 1/4 | 11 | 11 3/8 | 11 3/8 | 11 3/4 |
| DM | 5 3/8 | 5 3/4 | 5 3/8 | 5 3/4 | 5 7/16 | 5 13/16 | 5 3/4 | 6 1/4 |
| Florin | 6 | 6 1/2 | 6 | 6 3/8 | 6 1/16 | 6 7/16 | 6 5/16 | 6 11/16 |
| F.B. (100) | 10 1/2 | 11 1/2 | 10 3/8 | 11 1/8 | 10 3/8 | 11 1/8 | 10 5/8 | 11 3/8 |
| F.S. | 1 3/8 | 2 1/8 | 1 3/4 | 2 1/4 | 4 9/16 | 4 15/16 | 4 15/16 | 5 5/16 |
| L.(1 000) | 15 3/8 | 16 1/8 | 15 5/8 | 16 3/8 | 16 | 16 3/4 | 16 1/4 | 17 |
| £ | 10 5/8 | 11 1/8 | 10 1/2 | 10 7/8 | 10 7/16 | 10 13/16 | 10 3/8 | 10 3/4 |
| E. franç. | 10 3/4 | 11 1/4 | 11 | 11 1/2 | 11 1/4 | 11 3/4 | 12 1/8 | 12 5/8 |

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## LES PROJETS DE M. PAUL QUILÈS

# • Des détecteurs de danger montés en série sur les automobiles
# • Un permis de conduire probatoire de deux ans pour les jeunes conducteurs

**Voici le texte de l'entretien que nous a accordé M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports.**

*« Vous avez reçu, en plus de l'urbanisme et du logement, la responsabilité des transports. Pourtant, M. Jean Auroux a été nommé, à vos côtés, secrétaire d'Etat aux transports. Cette structure ministérielle n'est-elle pas redondante ?*

– Lorsque j'ai été nommé ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, je me suis trouvé à la tête d'un ensemble tellement vaste qu'il n'aurait pas été raisonnable de le gérer en direct. C'est pourquoi il a été proposé à Jean Auroux de prendre en charge les transports.

» J'ai donc choisi de m'occuper plus particulièrement des routes et de la sécurité routière. En effet, les cent dix mille fonctionnaires des directions départementales et de l'équipement, qui sont en charge de l'urbanisme et du logement, travaillent à 60 % pour les routes, on l'oublie trop souvent. Il aurait été illogique que cette administration se trouve soumise à une double tutelle.

» Mais mon ministère est fondé sur une autre cohérence : celle de l'exportation. Lorsque je me rends par exemple au Venezuela pour soutenir le métro français, je ne m'intéresse pas seulement au savoir-faire de l'ingénierie, mais aussi au génie civil et au matériel roulant.

» Je vois une troisième cohérence dans la structure ministérielle qui a été mise en place : celle de l'aménagement de l'espace. Nous assistons à un phénomène de « rurbanisation », terme barbare qui désigne l'urbanisation de la lisière rurale des villes. Il nous faut réfléchir aux types de transports adaptés à cette évolution. Souvenons-nous des difficultés des villes nouvelles. L'insuffisance des infrastructures de transport a souvent retardé leur développement. Or ces infrastructures contribuent aujourd'hui à en faire des villes à part entière.

» Les Français comprennent bien que le logement et les transports conditionnent la qualité de leur vie quotidienne. Ces deux postes de dépenses ne représentent-ils pas un tiers du budget total des ménages ? Une de nos missions principales dans ce secteur proche de la vie quotidienne consiste notamment à préparer l'avenir.

» C'est sur ces bases que Jean Auroux et moi-même avons élaboré une conception commune de nos responsabilités.

● *Quelle est cette conception commune ?*

– Dans la construction comme dans les transports, nous nous trouvons en présence de quelques grandes entreprises nationales et d'un secteur privé qui comporte beaucoup de PME.

» Nous nous sommes mis à l'écoute des professionnels pour comprendre leurs besoins, leurs réactions et leurs projets. Ce qui ne veut pas dire accepter automatiquement toutes les revendications de tel ou tel groupe de pression. Avec les entreprises nationales, nous irons dans le sens d'une plus grande autonomie de gestion grâce au système du contrat de plan.

» Enfin, la décentralisation est l'occasion rêvée pour réussir la symbiose entre l'urbanisme, le logement et les transports. Ainsi le Languedoc-Roussillon vient-il de financer deux des douze motrices qui améliorent les dessertes ferroviaires régionales. Ainsi les transports scolaires sont-ils, depuis le 1er septembre, subventionnés et encouragés au niveau local. Dans ce domaine, plus que dans d'autres, l'Etat ne fait plus tout lui-même ; il donne aux collectivités locales les moyens de s'organiser.

● *Pourquoi vous êtes-vous passionné pour la sécurité routière ?*

– Douze mille personnes meurent chaque année sur les routes. Depuis la fin de la dernière guerre, l'insécurité routière a causé la disparition de l'équivalent de la population de Nantes. Ajoutez à cela les dizaines de milliers de personnes handicapées à vie, et vous comprendrez que le gouvernement ne peut se contenter d'aligner des statistiques.

» Il est important de faire saisir à l'opinion publique l'ampleur du problème. Déjà, selon le sondage que nous venons de réaliser, 77,3 % des Français interrogés pensent que la limitation de vitesse est indispensable pour réduire le nombre des accidents. Et 67,3 % réclament un renforcement des contrôles de police pour faire respecter la limitation de vitesse.

» A l'évidence, les Français ont peur de la route. Ils la classent au deuxième rang des facteurs d'insécurité, derrière la maladie, mais devant l'agression sur la voie publique. Le gouvernement, lui, doit se préoccuper des trois facteurs qui peuvent être la cause d'accidents : la route, le véhicule et le conducteur.

» *La route a été bien améliorée*, en particulier grâce à la construction du réseau autoroutier. Un effort à poursuivre. Il faut aussi résorber les *« points noirs »* et perfectionner la signalisation. J'ai proposé au maire de Paris, à l'instar de ce qui se fait dans d'autres villes de France, de signer une convention aux termes de laquelle l'Etat apportera une aide financière importante si le nombre des accidents dans la capitale chute de 10 % en un an.

» En ce qui concerne les véhicules, l'Etat doit favoriser la recherche en matière d'équipements électroniques de sécurité. D'ici à la fin *de l'année, je lancerai un appel d'offres* auprès des constructeurs pour qu'ils proposent des équipements de série à des prix compétitifs : système anti-collision, détecteur de route glissante, récepteur de balise, détecteur de fatigue. Là encore, l'industrie française peut être à l'avant-garde et se tailler une part du marché international.

● *Et le conducteur ?*

– Il faut d'abord mieux l'informer. Nous menons déjà des campagnes en ce sens. Mais il faut également lui permettre d'être plus attentif. Prenons un exemple : en ville, les passages cloutés ont été remplacés par des bandes blanches parallèles au sens de la circulation. Or certains spécialistes ont constaté que ce signal n'était pas clairement perçu par les conducteurs. Ne serait-il pas plus efficace de disposer des bandes perpendiculaires à l'axe de la chaussée ?

» Il s'agit surtout de mieux former l'automobiliste.

### Conduite « surveillée »

● *Dans le cadre du nouveau permis probatoire ?*

– C'est cela. Il faut que les jeunes conducteurs obtiennent une expérience pratique et pas seulement des connaissances théoriques. Le but est de les aider à adopter un comportement social au volant.

» La réforme que nous envisageons – et qui est soumise à une large concertation – est la suivante : à partir de seize ans, l'apprenti conducteur se mettrait au volant aux côtés d'un adulte expérimenté, tout en bénéficiant de la capacité pédagogique des auto-écoles. C'est la conduite « accompagnée » qui débouchera, à dix-huit ans, sur le permis définitif. Les débutants de plus de dix-huit ans obtiendraient, eux, un permis probatoire après un examen allégé. Pendant deux ans, ils seraient tenus de noter sur un livret *d'apprentissage* le *kilométrage* parcouru et les accidents éventuels. Au terme de cet apprentissage, il faudra vérifier les conditions dans lesquelles le jeune conducteur peut être définitivement lâché sur les routes.

» Cette méthode de conduite « surveillée » est souple. Elle n'est pas privatrice de liberté et elle ne coûtera pas plus cher que le système actuel.

● *Etes-vous partisan de renforcer la sanction des infractions routières ?*

– La répression ne règle pas tout, mais il ne faut pas la négliger. En matière de lutte contre l'alcoolisme au volant, le nouvel éthylomètre sera bientôt disponible, et, en 1985, les forces de l'ordre pourront vérifier efficacement le taux d'alcoolémie des conducteurs. Je sais que le ministre de l'intérieur est très vigilant sur les contrôles de vitesse et que le garde des sceaux tient à ce que la justice soit particulièrement sévère avec les contrevenants.

» *J'ai aussi l'intention de faire* installer, l'an prochain, des panneaux informant sur les accidents graves. C'est peut-être une autre manière de sensibiliser les automobilistes.

● *Le budget 1985 des transports s'annonce difficile. On parle d'une croissance des crédits limitée à 3,9 %, soit nettement moins que celle de l'inflation. Votre prédécesseur, Charles Fiterman, s'en était ému. Aurez-vous les moyens d'une politique ?*

– Je ne vois pas les choses sous cet angle. D'ailleurs, en deux mois, nous avons pu améliorer les hypothèses initiales. Le Fonds spécial des grands travaux a vu sa dotation passer de 4 à 6 milliards de francs, dont une partie sera affectée aux transports, le reste allant au bâtiment, aux travaux publics et aux économies d'énergie dans l'industrie.

» *En fait, le Fonds spécial des* grands travaux et le budget général nous permettront de réaliser, en 1985, les engagements pris. C'est-à-dire les contrats État-région pour les routes qui se verront affecter 2 milliards de francs. Les plans routiers de Bretagne, du Massif central et du Sud-Ouest seront poursuivis, grâce à une dotation de 1 milliard de francs. Les objectifs du IXe Plan seront respectés : 200 millions de francs iront à la sécurité routière et le rythme de construction des autoroutes sera en augmentation notable. Nous continuerons les chantiers des métros de *Lille et de Lyon, celui du tramway* de Grenoble et les études des transports urbains de Toulouse et de Strasbourg.

● *Les concours financiers de l'Etat aux sociétés nationales ne devraient-ils pas diminuer ?*

– C'est probablement le déficit de la SNCF que vous visez. La société nationale n'a pas de fonds propres et elle accumule les frais financiers. Malgré cette situation structurellement défavorable, elle réduit année après année son déficit. Il était de 8 milliards de francs en 1983, il est estimé entre 5 et 5,5 milliards pour l'année en cours. En 1985, il devrait encore se réduire.

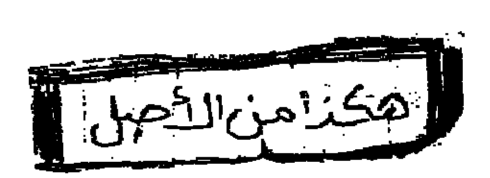
» Nous travaillons sur un contrat de plan qui sera mis au point avant la fin de l'année. Il nous faut trouver l'équilibre entre, d'une part, la résorption du déficit – par la modernisation et l'accroissement de la productivité – et, d'autre part, une politique de progrès social et l'amélioration du service public. En tout cas, il est clair que le redressement de la SNCF ne se fera qu'avec l'adhésion et la mobilisation de tous ses agents.

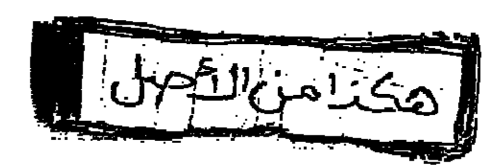
» A l'effort de modernisation dont je viens de parler pour le rail doit correspondre une mobilisation similaire des transporteurs routiers. Je connais leur dynamisme. Je n'ignore pas leurs difficultés. Reste à unir nos efforts, Etat, collectivités locales et secteur privé, pour mieux conforter cet important secteur économique qui correspond à une préoccupation quotidienne des Français. »

Propos recueillis par
**ALAIN FAUJAS.**

# UN DES GRANDS TALENTS DE LA FRANCE TIENT ENTRE LE POUCE ET L'INDEX.









# MARCHÉS FINANCIERS

## BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

| ACTIF | Au 27-9-1984 |
|---|---|
| 1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER | 405 408 |
| dont : | |
| Or | 258 098 |
| Disponibilités à vue à l'étranger | 55 324 |
| ECU | 75 606 |
| Avances au Fonds de stabilisation des changes | 18 379 |
| 2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR | 18 180 |
| dont : | |
| Concours au Trésor public | 11 540 |
| 3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT | 201 864 |
| dont : | |
| Effets escomptés | 39 015 |
| 4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM | 75 324 |
| 5) DIVERS | 9 288 |
| Total | 710 044 |

| PASSIF | |
|---|---|
| 1) BILLETS EN CIRCULATION | 192 102 |
| 2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS | 13 365 |
| 3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC | 32 728 |
| 4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS | 82 970 |
| dont : | |
| Comptes courants des établissements astreints à la constitution des réserves | 16 417 |
| 5) ECU A LIVRER AU FECOM | 75 605 |
| 6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR | 302 814 |
| 7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE | 2 817 |
| 8) DIVERS | 7 661 |
| Total | 710 044 |

## LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

| Indices généraux de base 100 en 1949 | 28 sept. | 5 oct. |
|---|---|---|
| Valeurs franç. à revenu variable | 1501 | 1515,8 |
| Valeurs étrangères | 3493 | 3453,1 |
| **Base 100 : 29 décembre 1972** | | |
| Valeurs franç. à revenu variable | 218,8 | 218,7 |
| Dont valeurs industrielles | 219,9 | 222,5 |
| Valeurs étrangères | 472,6 | 467,2 |
| **Base 100 : 31 décembre 1981** | | |
| Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981) | 188,2 | 190 |
| Dont valeurs industrielles | 192,4 | 194,7 |
| Pétroles-Energie | 184,8 | 185,9 |
| Métallurgie | 94,9 | 97 |
| Chimie | 224,5 | 227,2 |
| Bâtim., mat. constr., trav. publics | 113,2 | 114,6 |
| Constructions mécaniques | 147 | 148,6 |
| Matériel électrique | 199,9 | 202,5 |
| Automobile et accessoires | 127,1 | 138,5 |
| Industr. de consom. non alim. | 304,6 | 308,6 |
| Agro-alimentaire | 260,8 | 261,8 |
| Distribution | 119,6 | 120 |
| Transports | 175,1 | 174,1 |
| Services | 221,5 | 224,5 |
| Assurances | 169,7 | 169,1 |
| Banques | 225,1 | 228,2 |
| Immobilier et foncier | 169,1 | 171,2 |
| Investissement et portefeuille | 210,2 | 210,7 |
| **Base 100 : 28 décembre 1980** | | |
| Valeurs françaises à revenu fixe | 108,5 | 109,4 |
| Emprunts d'État | 109,3 | 110,6 |
| Emprunts garantis et assimilés | 108,2 | 109,1 |
| Sociétés | 108,9 | 109,5 |
| **Base 100 : 31 décembre 1972** | | |
| Emprunts garantis et assimilés | 95,1 | 95,9 |
| Sociétés | 103,6 | 104,1 |
| **COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981** | | |
| Indice général | 179,2 | 180,7 |
| Produits de base | 171,2 | 179,8 |
| Construction | 114,1 | 116,6 |
| Biens d'équipement | 151,4 | 151,4 |
| Biens de consom. durables | 174,2 | 178,4 |
| Biens de consom. non durables | 258,2 | 257 |
| Biens de consom. alimentaires | 254 | 254,4 |
| Services | 149,8 | 150,8 |
| Sociétés financières | 214,8 | 218,1 |
| Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger | 154,3 | 152,4 |
| Valeurs industrielles | 182,1 | 183,3 |
| **BOURSES RÉGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981** | | |
| Indice général | 160,8 | 161,8 |

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

MAISON PHENIX. — Situation toujours aussi délicate pour ce groupe, dont l'action a chuté de près de 48 % depuis le début de l'année (elle a terminé à 170,50 F le 5 octobre, son plus bas niveau depuis plusieurs années), sous le double effet des résultats peu encourageants de l'exercice 1983 (perte consolidée de 35 millions de francs), et, plus récemment, des déboires de sa filiale américaine US Home. En raison d'une conjoncture difficile dans le domaine du logement (les mises en chantier ont fléchi de 19 % au cours du premier semestre 1984), qui n'épargne pas le secteur de la maison individuelle, la société prévoyait, en août dernier, un nombre de maisons facturées inférieur de 8 % à celui de l'exercice 1983.

Implantée, pour l'essentiel (45 % de ses livraisons), au Texas, un Etat en proie actuellement aux conséquences de la crise pétrolière, l'une des principales activités locales, US Home subit également la concurrence des petits entrepreneurs régionaux aux structures plus souples.

Résultat de cette situation très défavorable : cette filiale à 13,8 % de Maison Phénix, qui lui avait rapporté, l'année dernière, quelque 20 millions de francs, a subi, au cours du premier semestre 1984, une perte de 8,7 millions de dollars, alors que les six premiers mois de 1983 avaient été bénéficiaires à hauteur de 18 millions de dollars. Pour autant, les dirigeants ont écarté devant le Club Presse Finance toute idée de sortir, tout ou partie, de la filiale américaine du périmètre de consolidation du groupe. Pour ce dernier, ce déficit se traduit, en termes consolidés, par une perte comptable voisine de 10 millions de francs, et la société s'est bien gardée de formuler des pronostics optimistes pour sa filiale américaine, dont l'horizon ne devrait pas se dégager avant l'année 1987.

LLOYDS BANK. — La Lloyds Bank International (anciennement Bank of London and South America), filiale de la Lloyds Bank pour ses activités à l'étranger, a indiqué que son bénéfice avait été comprimé de 85 %, à 4,7 millions de livres, au premier semestre 1984, en raison d'une provision massive de 36,5 millions de livres (22 % de ses frais d'exploitation), au titre de créances douteuses, un montant « *intolérablement élevé* ».

### INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 29 déc. 1983)

| | 4 oct. |
|---|---|
| Valeurs françaises | 118,2 |
| Valeurs étrangères | 93,9 |

### Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

| | 4 oct. | 5 oct. |
|---|---|---|
| Indice général | 179,3 | 180,7 |

### TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 8 octobre ........ 11 1/8 %

### COURS DU DOLLAR A TOKYO

| | 5 oct. | 8 oct. |
|---|---|---|
| 1 dollar (en yens) | 246,85 | 246,45 |

# BOURSE DE PARIS — Comptant — 5 OCTOBRE

| VALEURS | % du nom. | % du coupon |
|---|---|---|
| 3 % | 25 70 | 0 041 |
| 5 % | 41 51 | 3 388 |
| 3 % amort. 45-54 | 71 | 0 542 |
| Emp. 7 % 1973 | 9109 | .. |
| Emp. 8,80 % 77 | 118 50 | 3 279 |
| 9,80 % 78/93 | 94 65 | 2 309 |
| 8,80 % 78/86 | 95 60 | 7 189 |
| 10,80 % 79/94 | 98 20 | 0 947 |
| 13,25 % 80/90 | 104 20 | 4 538 |
| 13,80 % 80/87 | 106 20 | 13 423 |
| 13,80 % 81/99 | 104 | 9 992 |
| 16,75 % 81/87 | 113 40 | 1 193 |
| 16,20 % 82/90 | 116 15 | 11 818 |
| 16 % juin 82 | 116 40 | 5 216 |
| E.D.F. 7,8 % 61 | 140 80 | 10 798 |
| E.D.F. 14,5 % 80-92 | 105 | 4 648 |
| Ch. France 3 % | 135 70 | .. |
| CNB Bques janv. 82 | 103 40 | 3 433 |
| CNB Paribas | 103 50 | 3 433 |
| CNB Suez | 103 50 | 3 433 |
| CNI janv. 82 | 103 40 | 3 433 |

### Actions au comptant

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Aciers Peugeot | 44 20 | 45 70 |
| A.G.F. (St Cent.) | 380 | 381 |
| A.G.P. Vie | 5250 | .... |
| Agr. Inc. Madag. | 74 40 | 83 70 |
| Amrep | 155 | 89 40 o |
| André Roudière | 142 | 141 |
| Applic. Hydraul. | 342 | 340 |
| Arbel | 33 60 | 33 |
| Artois | 690 | 701 |
| At. Ch. Loire | 8 15 | 8 25 |
| Aussedat-Rey | 52 50 | 54 50 |
| Bain C. Monaco | 95 50 | 97 |
| Banania | 419 | 423 |
| Banque Hypoth. Eur. | 274 50 | 274 |
| Blanzy-Ouest | 315 | 316 |
| B.N.P. Intercontin. | 130 20 | 130 |
| Bénédictine | 1880 | 1920 |
| Bon-Marché | 146 60 | 150 |
| Bras. Glac. Int. | 855 | 815 o |
| Calf | 455 | 460 |
| Cambodge | 311 | 311 |
| C.A.M.E. | 105 | 105 |
| Campenon Bern. | 160 | 149 o |
| Caout. Padang | 370 | 370 |
| Carbone-Lorraine | 83 | 85 |
| Carnaud S.A. | 220 | 235 70 |
| Caves Roquefort | 900 | 910 |
| C.E.G.Frig. | 300 | 300 |
| C.E.M. | 38 | 38 80 |
| Centen. Blanzy | 1077 | 1092 |
| Centrest (Ny) | 102 | 103 |
| Cerabati | 44 60 | 40 |
| C.F.F. Ferrailles | 280 | 270 40 |
| C.F.S. | 675 | 690 |
| C.G.I.B. | 96 | .... |
| C.G.V. | 130 | 131 90 |
| Chambon (M.) | 452 | 450 |
| Chambourcy (M.) | 997 | 997 |
| Champex (Ny) | 104 | 106 |
| Chim. Gde Paroisse | 82 10 | 81 50 |
| C.I. Maritime | 435 | 430 |
| Ciram (B) | 162 | .... |
| Clause | 523 | 520 |
| Cofradel (Ly) | 485 | 485 |
| Cogifi | 253 50 | 252 |
| Comiphos | 185 | 187 90 |
| Comp. Lyon-Alem. | 235 | 244 40 |
| Concorde (La) | 288 | 276 |
| C.M.P. | 12 75 | 11 70 o |
| Conte S.A. (Li) | 37 | 37 |
| Crédit (C.F.B.) | 216 | 218 |
| Créd. Gén. Ind. | 522 | 522 |
| Cr. Universel (Cie) | 520 | 519 |
| Crédical | 124 | 124 |
| Darblay S.A. | 306 | 308 |
| Darty Act. d. p. | 915 | 915 |
| De Dietrich | 410 | 415 |
| Degremont | 112 50 | 123 d |
| Delalande S.A. | 743 | 773 |
| Delmas-Vieljeux | 712 | 715 |
| Dév. Rég. P.d.C (Li) | 130 | 130 |
| Didot-Bottin | 600 | 600 |
| Dist. Indochine | 437 50 | 431 |
| Drag. Trav. Pub. | 165 | 170 |
| Duc-Lamothe | 145 | .... |
| Eaux Bass. Vichy | 1610 | 1605 |
| Eaux Vittel | 1195 | 1200 |
| Ecco | 2810 | 2830 |
| Economats Centre | 451 | 455 |
| Electro-Banque | 265 20 | 270 |
| Electro-Financ. | 525 | 515 |
| Elf-Antargaz | 178 | 184 |
| E.L.M. Leblanc | 830 | 825 |
| Ennafi-Bretagne | 134 80 | 134 |
| Entrepôts Paris | 234 | 231 |
| Epargne (B) | 1027 | 1000 |
| Epargne de France | 310 | .... |
| Escaut-Meuse | 482 50 | 480 |
| Eurocom | 663 | 659 |
| Europ. Accumul. | 29 | 28 30 |
| Eternit | 380 | 371 |
| Félix Potin | 1265 | 1265 |
| Ferm. Vichy (Ly) | 107 | .... |
| Finalens | 110 | 110 |
| FIPP | 118 | 118 50 |
| Fnac | 320 | 319 |
| Focep (Chât. eau) | 1000 | 1000 |
| Foncière (Cie) | 246 | 254 |
| Fonc. Agache-W. | 248 50 | 254 |
| Fonc. Lyonnaise | 1780 | .... |
| Foncina | 190 | 192 |
| Forges Strasbourg | 155 50 | 159 |
| Forinter | 1185 | 1185 |
| Fougerolle | 47 | 48 90 |
| France I.A.R.D. | 111 | 111 10 |
| France (La) | 801 | 820 |
| Frankel | 171 30 | .... |
| Fromageries Bel | 970 | 990 |
| From. Paul Renard | 420 | 403 20 o |
| GAN | 800 | 810 |
| Gaumont | 486 | 486 |
| Gaz et Eaux | 1340 | 1355 |
| Genty S.A. | 349 50 | 349 50 |
| Gerviais | 110 | 136 50 d |
| Gér. Arm. Hold. | 26 | .... |
| Gerland (Ly) | 445 | 435 |
| Gévelot | 247 | 247 |
| Gr. Fin. Constr. | 223 | 221 |
| Gds Moul. Corbeil | 82 80 | 81 |
| Gds Moul. Paris | 412 | 425 |
| Groupe Victoire | 920 | 920 |
| G. Transp. Ind. | 163 20 | 163 20 |
| Hutchinson | 290 | 278 40 |
| Hydro-Energie | 326 40 | 310 30 o |
| Hydroc. St-Denis | 39 | 40 60 |
| Immindo S.A. | 220 50 | 221 70 |
| Immoinvest | 165 20 | 171 |
| Immobail | 340 | 340 |
| Immobanque | 536 | 530 |
| Immob. Marseille | 2360 | 2268 |
| Immofice | 423 | 429 |
| Industrielle Cie | 1005 | 982 |
| Invest. (Sté Cent.) | 720 | 725 |
| Jaeger | 15 | 16 90 d |
| Lafitte-Bail | 389 | 385 |
| Lambert Frères | 36 30 | 39 80 d |
| Lampes | 126 90 | 126 |
| La Brosse-Dupont | 109 | 110 |
| Lille-Bonnières | 282 90 | 291 |
| Locabail Immob. | 566 | 565 |
| Loca-Expansion | 230 | 232 |
| Locafinancière | 302 | 302 |
| Locatel | 336 50 | 325 |
| Lordex (Ny) | 108 | 108 |
| Louis Vuitton | 623 | 624 |
| Louvre | 442 | 440 |
| Luchaire S.A. | 306 50 | 318 80 |
| Machines Bull | 32 50 | 32 50 |
| Magasins Uniprix | 58 | 57 50 |
| Magnant S.A. | 77 | .... |
| Maritimes Part. | 145 | 143 |
| Marocaine Cie | 37 50 | 38 |
| Métal Déployé | 303 | 301 20 |
| M. H. | 90 | 89 90 |
| Mors | 245 | 236 |
| Nadella S.A. | 165 | 158 40 o |
| Naval Worms | 143 | 142 |
| Navig. (Nat. de) | 69 | 69 |
| Nicolas | 374 | 385 |
| Nobel Bozel | 6 55 | 6 30 |
| Nodet-Gougis | 71 20 | 71 20 |
| OPB Paribas | 159 90 | 159 90 |
| Optorg | 120 50 | 121 |
| Origny-Desvroise | 144 90 | 150 70 |
| Palais Nouveauté | 292 | 291 |
| Paris France | 87 20 | 87 20 |
| Paris-Orléans | 141 50 | 141 10 |
| Part. Fin. Gest. Im. | 327 80 | 328 |
| Pathé-Cinéma | 234 80 | 228 |
| Pathé-Marconi | 106 | 115 80 d |
| Piles Wonder | 137 90 | .... |
| Piper-Heidsieck | 347 | 350 |
| P.L.M. | 105 | 108 |
| Porcher | 170 | 170 |
| Provost ex-Lain.R. | 85 50 | 87 50 |
| Providence S.A. | 470 | 485 |
| Publicis | 1300 | 1300 |
| Raff. Souf. R. | 164 | 168 50 |
| Ressorts Indust. | 83 50 | 83 |
| Révillon | 353 | 361 |
| Ricqlès-Zan | 134 50 | .... |
| Rochefortaise S.A. | 79 90 | .... |
| Rochette-Cenpa | 21 15 | 21 65 |
| Rosario (Fin.) | 127 | 129 |
| Rougier et Fils | 50 | 50 |
| Roussalot S.A. | 933 | 920 |
| Sacer | 47 | 42 85 o |
| Sacilor | 3 40 | 3 50 |
| SAFAA | 134 | 143 50 |
| Safic-Alcan | 251 | 251 |
| SAFT | 243 | 243 |
| Saunier Duval | 19 | 19 75 d |
| Saint-Raphaël | 84 80 | 85 |
| Salins du Midi | 270 | 270 |
| Santa-Fé | 148 | 148 |
| Satam | 47 | .... |
| Savoisienne (M) | 77 | 76 |
| SCAC | 114 50 | 112 10 |
| Sellier-Leblanc | 342 | 356 d |
| Sanelle Maubeuge | 179 | 179 |
| S.E.P. (M) | 170 | 171 |
| Serv. Equip. Véh. | 29 | 29 |
| Sici | 35 75 | 34 30 |
| Sicotel | 291 | 295 |
| Sintra-Alcatel | 548 | 535 |
| Sinvim | 133 | 132 |
| Siph (Plant. Hévéas) | 225 | 241 |
| SMAC Acieroïd | 130 | 129 |
| Sofal financière | 446 | 450 |
| Soffo | 198 50 | 204 |
| Soficomi | 505 | .... |
| S.O.F.I.P. (M) | 90 20 | 90 50 |
| Sofragi | 795 | 785 |
| Sogepal | 236 80 | 226 30 |
| Soudure Autog. | 85 | 87 20 |
| Sovabail | 596 | 620 d |
| Speichim | 104 90 | 109 10 |
| S.P.I. | 320 | 321 |
| Spie Batignolles | 165 | 160 |
| Stemi | 284 | 282 10 |
| Taittinger | 815 | 815 |
| Testut-Aequitas | 500 | 480 o |
| Thann et Mulh. | 93 20 | 92 |
| Tour Eiffel | 358 | 344 |
| Ufiner S.M.D. | 105 80 | 104 |
| Ugimo | 233 | 233 |
| Ugine Gueugnon | 15 50 | 15 80 |
| Unibail | 629 | 630 |
| Unidel | 85 | 85 10 |
| U.A.P. | 690 | 688 |
| Union Brasseries | 65 10 | 65 10 |
| Union Habit. | 301 | 300 |
| Un. Imm. France | 293 | 293 |
| Un. Ind. Crédit | 348 | 363 |
| Usinor | 1 80 | 2 03 |
| U.T.A. | 244 | 242 |
| Vicat | 251 | 253 |
| Virax | 57 | 57 10 |
| Waterman S.A. | 269 | 269 |
| Brass. du Maroc | 175 | .... |
| Brass. Ouest-Afr. | 27 50 | 26 70 o |

### Étrangères

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| A.E.G. | 385 | .... |
| Akzo | 294 | 295 |
| Alcan Alum. | 266 | 270 |
| Algemeine Bank | 1012 | 1006 |
| Am. Petrofina | 605 | 600 |
| Arbed | 240 | .... |
| Asturienne Mines | 124 | 124 |
| Banco Central | 120 | 118 |
| Banco Santander | 80 80 | 81 50 |
| Bco Pop Espanol | 118 90 | 118 50 |
| Banque Ottomane | 721 | .... |
| B. Régl. Internat. | 27280 | 27290 |
| Barlow Rand | 65 50 | .... |
| Blyvoor | 103 10 | 103 |
| Bowater | 11 50 | 11 60 |
| British Petroleum | 64 05 | 65 |
| Br. Lambert | 384 | 385 |
| Caland Holdings | 94 10 | 92 |
| Canadian-Pacific | 370 60 | 369 |
| Cominco | 360 10 | .... |
| Commerzbank | 565 | .... |
| Dart. and Kraft | 802 | 810 |
| De Beers (port.) | 60 | .... |
| Dow Chemical | 285 | 288 |
| Dresdner Bank | 600 | .... |
| Femmes d'Auj. | 54 80 | .... |
| Finoutremer | 265 | 265 |
| Gén. Belgique | 300 20 | 305 |
| Gevaert | 580 | 580 |
| Glaxo | 126 90 | 125 |
| Goodyear | 269 | 263 |
| Grace and Co | 433 | 410 |
| Gulf Oil Canada | 151 | 150 |
| Hartebeest | 85 40 | 84 |
| Honeywell Inc. | 612 | 629 |
| Hoogovens | 178 | .... |
| I. C. Industries | 518 | 518 |
| Int. Min. Chem | 418 | 410 |
| Johannesburg | 975 | .... |
| Kubota | 13 80 | 14 45 |
| Latonia | 254 50 | 249 |
| Mannesmann | 549 | .... |
| Marks-Spencer | 17 | 16 20 |
| Midland Bank Plc | 46 20 | 46 20 |
| Mineral-Ressourc. | 71 50 | 70 10 |
| Nat. Nederlanden | 720 | 717 |
| Noranda | 163 10 | 160 10 |
| Olivetti | 28 | 28 15 |
| Pakhoed Holding | 185 | 186 |
| Pfizer Inc. | 357 | 374 |
| Phoenix Assuranc. | 82 10 | .... |
| Pirelli | 10 85 | 11 50 |
| Procter Gamble | 585 | 581 |
| Ricoh Cy Ltd | 42 | 42 50 |
| Rolinco | 188 | 191 30 |
| Robeco | 198 | 199 50 |
| Rodamco | 411 | 417 |
| Shell fr. (port.) | 86 20 | .... |
| S.K.F. Aktiebolag | 188 | 191 |
| Sperry Rand | 385 | 380 10 |
| Steel Cy of Can. | 186 | 185 |
| Stilfontein | 129 | .... |
| Sud. Allumettes | 255 50 | .... |
| Tenneco | 377 | .... |
| Thorn EMI | 61 | 60 c |
| Thyssen c. 1 000 | .... | .... |
| Toray indust. inc | 17 40 | 17 35 |
| Vieille Montagne | 670 | 660 |
| Wagons-Lits | 380 | 385 |
| West Rand | 62 50 | 61 |

### SECOND MARCHÉ

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| A.G.P.-R.D. | 1700 | 1710 |
| C.D.M.E. | 527 | 540 |
| C. Equip. Elect. | 222 | 222 |
| Dafsa | 331 | 330 |
| Dauphin O.T.A. | 1730 | 1700 |
| Guy Degrenne | 808 | 805 |
| Merlin Immobilier | 1560 | 1510 |
| Métallurg. Minière | 165 | 169 |
| M.M.B. | 274 | 285 |
| Om. Gest. Fin. | 280 | 279 |
| Petit Bateau | 420 | 411 |
| Petroligaz | 548 | 549 |
| Poron | 383 | 385 |
| Salomon | 1815 | 1820 |
| S.C.G.P.M. | 277 | 278 |
| Far East Hotels | 1 04 | 1 10 |
| Sofibus | 216 | 217 |
| Sovac | 600 | 606 |
| Zodiac | 1375 | 1358 |

### Hors-cote

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Alser | 210 | .... |
| Borie | 295 | 295 |
| Cellulose du Pin | 27 | 29 10 |
| C.G.M. | 15 30 | .... |
| Cochery | 39 60 | 19 40 o |
| C. Sabl. Seine | 116 10 | .... |
| Coparex | 510 | 521 |
| Dunlop | 9 20 | 8 50 o |
| F.B.M. (Li) | 70 | 3 50 o |
| La Mure | 50 | .... |
| Mic | 294 50 | .... |
| Novotel S.I.E.H. | 1650 | .... |
| Profils Tubes Est | 1 52 | .... |
| Promoptis | 114 60 | .... |
| Ripolin | 39 | .... |
| Rorento N.V. | 632 | 636 |
| Sabl. Morillon Corv. | 129 | 129 o |
| S.K.F. (Applic. méc.) | 45 | 65 d |
| S.P.R. | 144 | 144 |
| Total C.F.N. | 44 10 | .... |
| Ulinex | 313 | 322 |

### SICAV 5/10

| VALEURS | Émission Frais incl. | Rachat net | VALEURS | Émission Frais incl. | Rachat net |
|---|---|---|---|---|---|
| Actions France | 241 77 | 230 81 | Invest. St-Honoré | 661 48 | 631 48 |
| Actions-Investiss. | 273 48 | 261 08 | Japacic | 113 76 | 108 60 |
| Actions sélectives | 358 17 | 341 93 | Laffitte-crt-terme | 117018 78 | 117018 78 ◆ |
| Aedificandi | 370 93 | 354 11 | Laffitte-Expansion | 671 23 | 640 79 ◆ |
| A.G.F. 5000 | 263 50 | 242 | Laffitte-France | 214 21 | 204 48 ◆ |
| Agimo | 392 32 | 374 53 | Laffitte-Japon | 232 56 | 222 01 ◆ |
| A.G.F. Interfonds | 368 | 351 31 | Laffitte-Oblig. | 143 62 | 137 11 ◆ |
| Alefi | 222 35 | 212 27 | Laffitte-Placements | 107241 03 | 107133 90 ◆ |
| A.L.T.O. | 189 23 | 180 65 | Laffitte-Rend. | 197 25 | 188 31 ◆ |
| Amérique Gestion | 458 83 | 438 02 | Laffitte-Tokyo | 998 29 | 953 02 ◆ |
| A.M.I. | 230 40 | 219 95 | Lion-Associations | 12552 54 | 12552 54 |
| Assoc. St-Honoré | 12053 55 | 11993 58 | Lion-Institutionnels | 20625 16 | 20573 73 |
| Associc | 24859 08 | 24859 08 | Lionplus | 55244 19 | 54887 22 |
| Bourse-Investiss. | 311 69 | 297 55 | Livret portefeuille | 484 93 | 470 81 |
| Bred Associations | 2280 07 | 2263 31 | Mondiale Investissem. | 332 18 | 332 18 |
| Capital Plus | 1349 68 | 1349 68 | Monecic | 54409 46 | 54409 46 |
| Columbia (ex W.I.) | 682 91 | 651 94 | Multi-Obligations | 450 58 | 430 15 |
| Convertimmo | 287 97 | 274 91 | Mutuelle Unie Sél. | 112 12 | 107 04 ◆ |
| Cortexa | 931 78 | 889 53 ◆ | Natio.-Assoc. | 25491 60 | 25440 62 |
| Crédinter | 383 84 | 366 43 | Natio.-Epargne | 12667 90 | 12542 48 |
| Croiss. Immobil. | 386 80 | 369 26 | Natio.-Inter. | 940 54 | 897 89 |
| Démêter | 12484 83 | 12469 89 ◆ | Natio.-Obligations | 455 62 | 434 96 ◆ |
| Drouot-France | 331 48 | 316 43 ◆ | Natio.-Placements | 61384 75 | 61384 75 |
| Drouot-Investiss. | 736 41 | 703 02 ◆ | Natio.-Valeurs | 519 32 | 495 77 |
| Drouot-Sécurité | 196 26 | 187 36 ◆ | Oblicoop Sicav | 1088 11 | 1048 15 |
| Drouot-Sélection | 117 17 | 111 86 ◆ | Obilion | 1108 78 | 1058 48 |
| Energia | 242 09 | 231 11 | Oblisem | 162 96 | 155 57 |
| Eparcic | 53023 03 | 52917 20 | Pacifique St-Honoré | 405 53 | 387 14 |
| Eparcourt Sicav | 6494 22 | 6478 02 | Paribas Epargne | 12572 10 | 12522 01 |
| Epargne Associations | 23866 69 | 23795 30 | Paribas Gestion | 548 31 | 523 45 ◆ |
| Epargne-Capital | 5926 38 | 5867 70 | Patrimoine-Retraite | 1249 70 | 1225 20 |
| Epargne-Croiss. | 1386 87 | 1323 98 | Phenix Placements | 241 75 | 240 55 |
| Epargne-Industr. | 434 56 | 414 85 | Pierre Investiss. | 442 91 | 422 83 |
| Epargne-Inter | 664 47 | 634 34 | Placement crt-terme | 58700 03 | 58700 03 |
| Epargne-Long-Terme | 1111 91 | 1061 49 | Province Investiss. | 272 14 | 272 14 |
| Epargne-Oblig. | 181 59 | 173 36 ◆ | Rendem. St-Honoré | 11714 14 | 11655 86 |
| Epargne-Unie | 889 65 | 849 31 | Sécur. Mobilière | 405 81 | 387 41 |
| Epargne-Valeur | 353 71 | 337 67 | Sél. court terme | 11779 84 | 11692 15 |
| Eparoblig | 1234 32 | 1231 86 | Sélec. Mobil. Div. | 325 06 | 317 12 |
| Eurocic | 8776 94 | 8378 94 | Sélection-Rendem. | 173 91 | 169 67 |
| Euro-Croissance | 418 49 | 399 51 | Sélect. Val. Franç. | 208 20 | 198 78 |
| Europe Investiss. | 1090 26 | 1040 82 | Sicav-Associations | 1144 86 | 1142 57 |
| Foncier Investiss. | 867 18 | 836 93 ◆ | S.F.I. fr. et étr. | 463 54 | 442 52 |
| Foncival | 155 79 | 148 73 | Sicavimmo | 488 86 | 466 69 |
| France-Garantie | 284 23 | 278 66 | Sicav 5000 | 231 71 | 221 20 |
| France-Investiss. | 420 68 | 401 60 | Slivafrance | 355 88 | 339 74 |
| France-Net | 105 65 | 103 27 | Slivam | 326 88 | 312 08 |
| Fr.-Obl. (nouv.) | 394 49 | 386 75 | Slivarente | 197 86 | 188 89 |
| Francic | 251 86 | 240 43 | Slivinter | 343 51 | 327 93 |
| Fructidor | 232 39 | 221 85 | S.I.-Est | 981 03 | 936 54 |
| Fructifrance | 458 86 | 438 07 | S.I.G. | 776 61 | 741 05 |
| Fructivar | 64121 41 | 63961 51 | S.N.I. | 1020 38 | 974 12 |
| Fructi-Associations | 1074 88 | 1072 73 | Sofinvest | 450 83 | 430 39 ◆ |
| Fructi-Première | 10647 36 | 10490 01 | Sogepargne | 323 35 | 308 69 c |
| Gestilion | 57380 13 | 57217 09 | Sogevar | 856 16 | 817 34 |
| Gestion Associations | 117 77 | 114 90 | Soginter | 1118 54 | 1067 82 |
| Gestion Mobilière | 576 49 | 550 35 | Soleil Investiss. | 405 34 | 405 34 |
| Gest. Rendement | 479 81 | 458 05 | Technocic | 1119 34 | 1068 58 |
| Gest. Sél. France | 400 98 | 382 80 | U.A.P. Investiss. | 354 36 | 338 28 |
| Haussmann-Epargne | 1045 94 | 1045 94 | Uni-Associations | 113 27 | 113 27 |
| Haussmann Oblig. | 1302 27 | 1243 22 | Unifrance | 279 03 | 266 38 |
| Horizon | 744 49 | 722 81 | Unifoncier | 727 53 | 694 54 |
| I.M.S.I. | 393 38 | 375 54 | Uni-Garantie | 1126 03 | 1102 87 |
| Indo-Suez Valeurs | 622 84 | 594 60 | Unigestion | 665 49 | 635 31 |
| Ind. française | 13081 60 | 12834 90 | Uni-Japon | 1169 17 | 1116 15 |
| Interoblig. | 10092 45 | 9634 80 | Uni-Régions | 1627 66 | 1653 85 |
| Intersélect France | 310 68 | 296 57 | Univente | 1808 30 | 1748 84 |
| Intervaleurs Indust. | 426 01 | 406 69 | Univer | 144 02 | 144 02 |
| Invest. net | 11787 46 | 11763 93 | Univers-Obligations | 1120 29 | 1083 45 |
| Invest. Obligataire | 13770 62 | 13743 13 | Valorem | 374 19 | 357 22 |
| Invest. Placements | 780 02 | 754 20 | Valorg | 1204 22 | 1203 02 |
| | | | Valrel | 129508 95 | 129380 57 |

◆ : Prix précédent.

# Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé.

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | % + − |
|---|---|---|---|---|---|
| 1721 | 4,5 % 1973 | 1722 | 1722 | 1722 | .... |
| 3883 | C.N.E. 3 % | 3722 | 3747 | 3748 | + 0 69 |
| 1488 | Electricité T.P. | 1515 | 1550 | 1550 | + 2 31 |
| 1016 | Renault T.P. | 1025 | 1029 | 1035 | + 0 97 |
| 1410 | Rhone-Poul. T.P. | 1550 | 1542 | 1542 | − 0 51 |
| 1200 | St-Gobain T.P. | 1223 | 1218 | 1220 | − 0 24 |
| 1155 | Thomson T.P. | 1214 | 1215 | 1215 | + 0 08 |
| 225 | Accor | 227 | 228 50 | 229 50 | + 1 10 |
| 680 | Agence Havas | 730 | 730 | 730 | .... |
| 540 | Air Liquide | 543 | 548 | 548 | + 0 92 |
| 640 | Als. Superm. | 625 | 669 | 669 | + 7 04 |
| 97 | A.L.S.P.I. | 104 50 | 106 90 | 106 90 | + 2 29 |
| 194 | Alsthom-Atl. | 192 | 195 90 | 193 | + 0 52 |
| 275 | Applic. gaz | 280 | 278 | 278 | − 0 71 |
| 485 | Arjom. Prioux | 542 | 541 | 543 | + 0 18 |
| 820 | Ass. Entrepr. | 849 | 852 | 852 | + 0 35 |
| 636 | Av. Dass.-Br. | 650 | 666 | 672 | + 3 38 |
| 250 | Bail-Equipem. | 270 | 269 | 269 | − 0 37 |
| 630 | Bail-Investiss. | 632 | 631 | 631 | − 0 15 |
| 555 | Cie Bancaire | 595 | 596 | 597 | + 0 33 |
| 186 | Bazar H.-V. | 193 50 | 194 30 | 194 30 | + 0 41 |
| 280 | Béghin-Say | 273 | 276 | 276 | + 1 09 |
| 470 | Bic | 494 | 500 | 500 | + 1 21 |
| 275 | B.I.S. | 292 20 | 293 | 293 | + 0 27 |
| 1360 | Biscuit (Géné.) | 1365 | 1370 | 1370 | + 0 36 |
| 1700 | Bongrain S.A. | 1765 | 1790 | 1790 | + 1 41 |
| 630 | Bouygues | 841 | 844 | 841 | .... |
| 2550 | B.S.N. | 2525 | 2539 | 2539 | + 0 55 |
| 1570 | Carrefour | 1652 | 1661 | 1665 | + 0 78 |
| 940 | Casino | 959 | 959 | 958 | − 0 10 |
| 645 | Cedis | 601 | 601 | 601 | .... |
| 385 | Cetelem | 425 | 430 | 430 | + 1 17 |
| 636 | C.F.A.O. | 652 | 654 | 655 | + 0 46 |
| 85 | C.F.D.E. | 86 90 | 86 06 | 86 05 | − 0 97 |
| 400 | C.G.I.P. | 406 | 412 | 412 | + 1 47 |
| 315 | Chargeurs S.A. | 333 | 338 | 339 | + 1 80 |
| 27 | Chiers-Châtill. | 29 60 | 30 20 | 30 20 | + 2 02 |
| 250 | Ciments franç. | 276 | 290 50 | 291 | + 5 43 |
| 1170 | C.I.T. Alcatel | 1252 | 1250 | 1250 | − 0 16 |
| 1070 | Club Méditerr. | 1068 | 1078 | 1079 | + 1 02 |
| 119 | Codetel | 119 60 | 119 70 | 119 70 | + 0 08 |
| 225 | Cofimeg | 218 80 | 222 90 | 223 | + 1 91 |
| 200 | Colas | 216 | 215 | 215 | − 0 46 |
| 148 | Compt. Entrepr. | 184 80 | 183 | 181 50 | − 2 |
| 380 | Compt. Mod. | 381 | 385 | 391 | + 2 62 |
| 550 | Créd. Foncier | 674 | 690 | 695 | + 3 11 |
| 230 | Crédit F. Imm. | 230 | 230 | 230 | .... |
| 655 | Crédit Nat. | 666 | 666 | 665 | − 0 15 |
| 25 50 | Creusot-Loire | 25 50 | .... | .... | .... |
| 205 | Crouzet | 214 90 | 214 | 210 | − 2 28 |
| 2010 | Damart-Servip | 2128 | 2120 | 2125 | − 0 14 |
| 1090 | Darty | 1075 | 1098 | 1096 | + 1 95 |
| 806 | Docks France | 658 | 662 | 662 | + 0 60 |
| 90 | D.M.C. | 107 90 | 109 | 108 40 | + 0 55 |
| 895 | Dumez | 718 | 720 | 721 | + 0 41 |
| 515 | Eaux (Gén.) | 567 | 567 | 563 | − 0 70 |
| 230 | Elf-Aquitaine | 247 50 | 252 80 | 252 80 | + 2 14 |
| 225 | − (certific.) | 241 | 244 | 246 | + 2 07 |
| 1040 | Epeda-B-Faure | 1036 | 1069 | 1050 | + 1 35 |

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | % + − |
|---|---|---|---|---|---|
| 2970 | Essilor | 2960 | 2999 | 2999 | + 1 31 |
| 590 | Esso S.A.F. | 575 | 572 | 574 | − 0 17 |
| 895 | Eurafrance | 905 | 905 | 905 | .... |
| 700 | Euromarché | 676 | 675 | 675 | − 0 14 |
| 750 | Europe n° 1 | 791 | 772 | 782 | − 1 13 |
| 880 | Facom | 925 | 940 | 941 | + 1 72 |
| 670 | Fichet-Bauche | 700 | 720 | 720 | + 2 85 |
| 184 | Finextel | 187 | 186 10 | 186 10 | − 0 48 |
| 280 | Fives-Lille | 280 10 | 277 | 277 | − 1 10 |
| 48 | Fonderie (Gén.) | 49 60 | 49 90 | 50 | + 0 80 |
| 75 | Fraissinet | 73 60 | 72 | 72 | − 2 17 |
| 300 | Francarep | 309 90 | 309 | 309 | − 0 29 |
| 250 | Gal. Lafayette | 265 | 275 | 275 | + 3 77 |
| 880 | Gén. Géophys. | 881 | 861 | 861 | − 2 27 |
| 225 | GTM-Entrepose | 244 | 239 | 239 | − 2 04 |
| 305 | Guyenne-Gasc. | 308 50 | 308 | 308 | − 0 16 |
| 1520 | Hachette | 1616 | 1650 | 1650 | + 2 10 |
| 335 | Hénin (La) | 335 | 332 | 332 | − 0 89 |
| 92 | Imétal | 89 | 90 | 90 | + 1 12 |
| 365 | Imm. Plaine-M. | 370 50 | 372 60 | 372 80 | + 0 58 |
| 1290 | Inst. Mérieux | 1320 | 1330 | 1330 | + 0 76 |
| 425 | Interbail | 426 | 426 | 428 | .... |
| 1920 | Intertechnique | 1910 | 1900 | 1900 | − 0 52 |
| 142 | J. Lefebvre | 153 | 156 | 156 50 | + 2 28 |
| 710 | Lab. Bellon | 810 | 809 | 810 | .... |
| 350 | Lafarge-Coppée | 352 80 | 360 | 364 90 | + 3 42 |
| 790 | Lebon | 782 | 783 | 783 | + 0 13 |
| 1950 | Legrand | 1965 | 1969 | 1970 | + 0 25 |
| 1020 | Lesieur | 975 | 1002 | 1010 | + 3 58 |
| 295 | Locafrance | 314 | 315 | 315 | + 0 31 |
| 675 | Locindus | 664 | 668 | 668 | + 0 60 |
| 740 | Lyonn. Eaux | 734 | 735 | 737 | + 0 40 |
| 188 | Mais. Phénix | 173 50 | 170 10 | 170 50 | − 1 72 |
| 1200 | Majorette (Ly) | 1260 | 1260 | 1260 | .... |
| 101 | Manurhin | 115 | 115 50 | 115 | .... |
| 101 | Mar.-Wendel | 105 | 109 10 | 109 80 | + 4 57 |
| 2060 | Martell | 1977 | 1980 | 1985 | + 0 40 |
| 1300 | Merlin-Gerin | 1354 | 1340 | 1340 | − 1 03 |
| 1520 | Matra | 1780 | 1780 | 1780 | .... |
| 885 | Michelin | 902 | 896 | 899 | − 0 33 |
| 1680 | Midi (Cie) | 1759 | 1775 | 1775 | + 0 80 |
| 175 | Midland Bk S.A. | 208 50 | 209 | 209 | + 0 23 |
| 59 | M.M. Penarroya | 61 | 59 90 | 60 | − 1 63 |
| 1670 | Moët-Hennessy | 1848 | 1840 | 1840 | − 0 43 |
| 300 | Mot. Leroy-S. | 354 50 | 358 | 358 50 | + 1 12 |
| 95 | Moulinex | 97 50 | 97 95 | 97 95 | + 0 46 |
| 565 | Mumm | 634 | 635 | 636 | + 0 31 |
| 250 | Navig. Mixtes | 289 | 292 | 290 | + 0 34 |
| 55 | Nord-Est | 58 60 | 59 | 59 40 | + 1 02 |
| 345 | Nordon (Ny) | 330 | 330 | 330 | .... |
| 109 | Nouvelles Gal. | 113 50 | 113 50 | 113 50 | .... |
| 690 | Occident. (Gén.) | 683 | 683 | 685 | + 0 29 |
| 295 | Olida-Caby | 343 | 348 | 347 | + 1 16 |
| 805 | Omn. F. Paris | 830 | 805 | 805 | − 3 01 |
| 189 | Opfi-Paribas | 189 | 189 | 189 | .... |
| 2560 | Oréal (L') | 2555 | 2556 | 2557 | + 0 07 |
| 101 | Papet. Gascogne | 118 | 119 90 | 119 90 | + 1 61 |
| 690 | Paris-Réescomp | 746 | 750 | 746 | .... |
| 280 | Pechelbronn | 287 | 287 90 | 287 90 | + 0 31 |

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | % + − |
|---|---|---|---|---|---|
| 555 | Penhoet | 595 | 591 | 591 | − 0 67 |
| 790 | Pernod-Ricard | 799 | 799 | 798 | − 0 12 |
| 210 | Pétroles (Fse) | 217 50 | 218 80 | 219 | + 0 68 |
| 52 | − (certific.) | 53 95 | 52 50 | 52 60 | − 2 50 |
| 129 | Pétroles B.P. | 130 | 138 90 | 138 90 | + 6 84 |
| 225 | Peugeot S.A. | 218 | 219 | 219 | + 0 46 |
| 50 | Poclain | 58 50 | 59 | 59 05 | + 0 94 |
| 375 | Poliet | 389 | 389 80 | 388 | − 0 25 |
| 129 | Pompey | 128 | 128 | 128 | .... |
| 370 | P.M. Labinal | 357 | 362 | 363 | + 1 68 |
| 1740 | Presses Cité | 1741 | 1770 | 1770 | + 1 66 |
| 960 | Prétabail Sic. | 972 | 970 | 970 | − 0 20 |
| 230 | Primagaz | 232 | 231 50 | 231 50 | − 0 21 |
| 155 | Printemps | 166 | 167 | 167 70 | + 1 02 |
| 1580 | Promodès | 1600 | 1630 | 1630 | + 1 87 |
| 205 | Radiotechn. | 234 | 230 10 | 230 10 | − 1 66 |
| 72 | Raffin. (Fse) | 78 | 78 10 | 78 20 | + 0 25 |
| 1200 | Redoute (La) | 1200 | 1215 | 1215 | + 1 25 |
| 1650 | Roussel-Uclaf | 1600 | 1600 | 1620 | + 1 25 |
| 1280 | Roussel-C.N.I. | 1330 | 1336 | 1355 | + 1 87 |
| 1500 | Rue Impériale | 1485 | 1495 | 1495 | + 0 67 |
| 167 | Sade | 173 | 173 | 173 | .... |
| 1320 | Sagem | 1362 | 1419 | 1419 | + 4 18 |
| 285 | St-Louis B. | 307 | 304 | 304 | − 0 97 |
| 540 | Sanofi | 545 | 550 | 549 | + 0 73 |
| 310 | S.A.T. | 337 80 | 339 90 | 340 | + 0 65 |
| 570 | Saupiquet Cie | 585 | 589 | 589 | + 0 68 |
| 88 50 | Schneider | 88 50 | .... | .... | .... |
| 68 | S.C.O.A. | 58 90 | 59 90 | 60 50 | + 2 71 |
| 140 | S.C.R.E.G. | 135 | 135 | 135 | .... |
| 335 | Seb | 342 | 342 | 342 | .... |
| 245 | Sefimeg | 246 20 | 248 90 | 248 90 | + 1 09 |
| 970 | S.F.I.M. | 980 | 990 | 990 | + 1 02 |
| 60 | S.G.E.-S.B. | 64 95 | 64 | 64 | − 1 46 |
| 730 | Sign. Ent. El. | 743 | 735 | 735 | − 1 07 |
| 480 | Silic | 498 | 492 | 492 | − 1 20 |
| 310 | Simco | 310 20 | 313 80 | 313 80 | + 1 16 |
| 146 | Simnor | 144 | 145 20 | 145 20 | + 0 83 |
| 1570 | Skis Rossignol | 1555 | 1595 | 1595 | + 2 57 |
| 535 | Siminco | 539 | 535 | 535 | − 0 74 |
| 3180 | Sodexho | 3090 | 3140 | 3180 | + 2 91 |
| 470 | Sogerap | 475 10 | 470 10 | 470 10 | − 1 05 |
| 450 | Sommer-Allib. | 460 50 | 460 | 460 | + 2 10 |
| 505 | Source Perrier | 518 | 519 | 518 | + 0 38 |
| 225 | Synthélabo | 231 | 234 | 234 | + 1 29 |
| 465 | Talès Luzenac | 448 | 447 | 447 | − 0 22 |
| 1820 | Tél. Elect. | 1865 | 1865 | 1865 | .... |
| 365 | Thomson-C.S.F. | 379 50 | 380 | 382 | + 0 65 |
| 1890 | T.R.T. | 2000 | 2045 | 2040 | + 2 |
| 305 | U.F.B. | 330 | 335 | 340 | + 3 03 |
| 635 | U.I.S. | 634 | 628 | 628 | − 0 94 |
| 270 | U.C.B. | 289 | 293 | 294 | + 1 73 |
| 240 | Valéo | 242 | 242 | 242 | .... |
| 74 | Vallourec | 74 90 | 73 80 | 73 80 | − 1 46 |
| 2230 | V. Clicquot-P. | 2450 | 2440 | 2449 | − 0 04 |
| 810 | Viniprix | 830 | 840 | 840 | + 1 20 |
| 980 | Elf-Gabon | 1020 | 1030 | 1030 | + 0 98 |
| 189 | Amax Inc. | 198 | 194 50 | 197 50 | − 0 25 |
| 380 | Amer. Express | 343 | 347 50 | 347 50 | + 1 31 |

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | % + − |
|---|---|---|---|---|---|
| 198 | Amer. Teleph. | 199 50 | 199 90 | 199 90 | + 0 20 |
| 133 | Anglo Amer. C. | 150 80 | 148 | 148 | − 1 85 |
| 985 | Amgold | 1040 | 1020 | 1020 | − 1 92 |
| 525 | BASF (Akt) | 543 | 546 | 546 | + 0 55 |
| 685 | Bayer | 612 | 617 | 615 | + 0 49 |
| 465 | Buffelsfont. | 515 | 515 | 515 | .... |
| 30 | Charter | 31 15 | 31 40 | 31 30 | + 0 48 |
| 450 | Chase Manh. | 446 | 446 | 446 | .... |
| 340 | Cie Pétr. Imp. | 347 | 348 10 | 348 | + 0 28 |
| 55 | De Beers | 57 | 56 30 | 56 50 | − 0 87 |
| 1190 | Deutsche Bank | 1249 | 1268 | 1265 | + 1 28 |
| 110 | Dome Mines | 106 50 | 105 90 | 106 50 | .... |
| 305 | Driefontein Cnl | 323 | 317 | 315 20 | − 2 41 |
| 520 | Du Pont-Nem. | 502 | 497 | 497 | − 0 99 |
| 745 | Eastman Kodak | 736 | 737 | 740 | + 0 54 |
| 112 | East Rand | 123 | 123 50 | 123 | .... |
| 300 | Electrolux | 301 | 304 | 304 | + 0 99 |
| 430 | Ericsson | 409 | 411 | 411 | + 0 48 |
| 460 | Exxon Corp. | 464 80 | 468 | 468 | + 0 68 |
| 470 | Ford Motors | 467 | 465 10 | 466 | − 0 21 |
| 330 | Free State | 349 50 | 351 | 348 | − 0 42 |
| 140 | Gencor | 147 | 150 80 | 151 | + 2 72 |
| 310 | Gén. Belgique | 300 20 | 305 | 305 | + 1 59 |
| 585 | Gén. Electr. | 578 | 576 | 576 | − 0 34 |
| 770 | Gen. Motors | 803 | 801 | 806 | + 0 37 |
| 61 | Goldfields | 67 90 | 68 20 | 68 50 | + 0 88 |
| 40 | Gd Metropolitain | 38 66 | 39 70 | 39 70 | + 2 71 |
| 172 | Harmony | 186 | 187 10 | 187 | + 0 53 |
| 36 | Hitachi | 37 40 | 37 90 | 37 95 | + 1 47 |
| 590 | Hoechst Akt. | 606 | 606 | 605 | − 0 16 |
| 85 | Imp. Chemical | 85 35 | 85 60 | 85 70 | + 0 41 |
| 114 | Inco. Limited | 117 10 | 117 50 | 117 50 | + 0 34 |
| 1310 | IBM | 1288 | 1290 | 1292 | + 0 31 |
| 83 | Ito-Yokado | 95 20 | 96 40 | 96 40 | + 1 26 |
| 286 | ITT | 281 | 281 60 | 281 60 | + 0 21 |
| 70 | Matsushita | 71 10 | 71 | 71 | − 0 14 |
| 895 | Merck | 888 | 898 | 898 | + 1 12 |
| 820 | Minnesota M. | 803 | 796 | 796 | − 0 87 |
| 300 | Mobil Corp. | 300 | 303 | 304 50 | + 1 50 |
| 22210 | Nestlé | 22360 | 22450 | 22450 | + 0 40 |
| 745 | Norsk Hydro | 747 | 749 | 749 | + 0 26 |
| 1250 | Petrofina | 1276 | 1280 | 1280 | + 0 31 |
| 805 | Philip Morris | 800 | 800 | 801 | + 0 12 |
| 165 | Philips | 162 50 | 166 50 | 167 | + 2 76 |
| 345 | Pres. Brand | 370 | 374 90 | 374 90 | + 1 32 |
| 415 | Président Steyn | 462 | 457 | 456 50 | − 1 19 |
| 205 | Quilmès | 211 | 214 | 213 | + 0 94 |
| 1130 | Randfontein | 1285 | 1310 | 1300 | + 1 16 |
| 530 | Royal Dutch | 531 | 540 | 535 | + 0 75 |
| 76 | Rio Tinto Zinc | 77 20 | 76 35 | 77 50 | + 0 38 |
| 255 | St Helena Co | 264 60 | 262 70 | 263 | − 0 58 |
| 470 | Schlumberger | 475 | 480 | 479 | + 0 84 |
| 89 | Shell transp. | 86 25 | 87 40 | 87 50 | + 1 44 |
| 1480 | Siemens A.G. | 1515 | 1520 | 1511 | − 0 26 |
| 166 | Sony | 163 70 | 166 80 | 166 50 | + 1 71 |
| 230 | T.D.K. | 228 | 228 50 | 228 20 | + 0 08 |
| 19 50 | Toshiba Corp. | 19 20 | 19 50 | 19 50 | + 1 56 |
| 875 | Unilever | 880 | 888 | 888 | + 0 90 |
| 385 | Unit. Techn. | 381 | 385 | 386 | + 1 31 |
| 990 | Vaal Reefs | 1119 | 1118 | 1115 | − 0 35 |
| 455 | West Deep | 483 | 481 | 481 | − 0 41 |
| 385 | West Hold. | 409 | 401 | 409 | .... |
| 410 | Xerox Corp. | 390 50 | 392 50 | 392 50 | + 0 61 |
| 2 09 | Zambia Corp. | 2 09 | 2 09 | 2 09 | .... |

## COTE DES CHANGES

| MARCHÉ OFFICIEL | COURS préc. | COURS 5/10 | COURS DES BILLETS AUX GUICHETS — Achat | Vente |
|---|---|---|---|---|
| Etats-Unis ($ 1) | 9 326 | 9 320 | 9 050 | 9 550 |
| ECU | 6 859 | 6 857 | .... | .... |
| Allemagne (100 DM) | 306 870 | 306 950 | 293 | 313 |
| Belgique (100 F) | 15 134 | 15 150 | 14 400 | 15 500 |
| Pays Bas (100 fl.) | 272 100 | 272 190 | 260 | 280 |
| Danemark (100 krd) | 84 700 | 84 820 | 79 | 87 |
| Norvège (100 k) | 106 030 | 106 220 | 103 | 110 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 11 568 | 11 585 | 11 100 | 12 |
| Grèce (100 drachmes) | 7 470 | 7 457 | 6 900 | 8 400 |
| Italie (1 000 lires) | 4 949 | 4 955 | 4 700 | 5 200 |
| Suisse (100 fr.) | 371 400 | 370 750 | 364 | 380 |
| Suède (100 krs) | 108 150 | 108 140 | 104 | 111 |
| Autriche (100 sch) | 43 710 | 43 640 | 42 800 | 44 800 |
| Espagne (100 pes.) | 5 460 | 5 470 | 5 150 | 5 750 |
| Portugal (100 esc.) | 5 770 | 5 770 | 5 100 | 6 300 |
| Canada ($ can 1) | 7 095 | 7 078 | 6 850 | 7 200 |
| Japon (100 yens) | 3 781 | 3 776 | 3 600 | 3 760 |

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

| MONNAIES ET DEVISES | COURS préc. | COURS 5/10 |
|---|---|---|
| Or fin (kilo en barre) | 104 100 | 103500 |
| Or fin (en lingot) | 104000 | 103100 |
| Pièce française (20 fr) | 611 | 612 |
| Pièce française (10 fr) | 351 | ..... |
| Pièce suisse (20 fr) | 602 | 601 |
| Pièce latine (20 fr) | 600 | 595 |
| Souverain | 754 | 751 |
| Pièce de 20 dollars | 4205 | 4200 |
| Pièce de 10 dollars | 2080 | 2090 |
| Pièce de 5 dollars | 1150 | ..... |
| Pièce de 50 pesos | 3890 | 3885 |
| Pièce de 10 florins | 822 | 624 |

Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE



## M. Le Garrec annonce une augmentation des traitements des fonctionnaires de 2 % au 1er novembre

M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du premier ministre, chargé de la fonction publique et des simplifications administratives, devait annoncer le 8 octobre au matin, en recevant les sept fédérations syndicales de fonctionnaires, une augmentation en niveau des traitements de 2 % au 1er novembre. *Une précédente augmentation des traitements des fonctionnaires, de 1 %, avait eu lieu au 1er avril... ce qui donnera au total 3 % pour l'année 1984 alors que le glissement des prix jusqu'à la fin août était déjà de 4,9 % (*le Monde* du 19 septembre).*

M. Le Garrec a donc choisi de *faire* un geste minimal qui lui permet de rester dans l'enveloppe prévue pour l'*évolution* de la masse salariale 1984 sans pour autant procéder à la mise à niveau qui aurait satisfait les organisations syndicales. Il se donne ainsi une marge de manœuvre pour 1985 – où l'évolution des traitements en niveau ne devrait pas dépasser 4,5 % – mais s'interdit par là même tout accord salarial pour 1984, replaçant la fonction publique dans une situation analogue à celle qu'elle avait connue en 1977. FO avait averti que « *si des réponses positives relatives à la remise à niveau des salaires ne leur sont pas apportées, les instances Force ouvrière se réuniront en vue du déclenchement de l'action* ». La CGT a également menacé de recourir à la grève s'il n'y avait pas de remise à niveau tandis que la FEN entendait *tenir un langage très* ferme sans écarter également une action. M. Le Garrec entendait aboutir rapidement à l'engagement de négociations pour 1985 mais l'opposition des syndicats à la décision annoncée le 8 octobre risque de constituer un sérieux obstacle.

## A Lyon

### PRISE D'OTAGES POUR 100 KILOS D'OR FIN

*(De notre correspondant régional.)*

Lyon. – En arrivant tard dans la nuit de samedi 6 à dimanche 7 octobre chez ses parents, à Charbonnières, dans la banlieue de Lyon, Nathalie Rey-Coquais, dix-sept ans, et ses deux cousins sont menacés par *six hommes masqués et armés*. C'est le début d'un scénario préparé depuis plusieurs mois, au dire des malfaiteurs eux-mêmes. Les agresseurs peuvent ainsi pénétrer sans effraction avec leurs trois otages dans la maison familiale de Nathalie.

*Ils veulent obtenir*, par le chantage sur toute la famille l'ouverture des coffres de la Société d'affinage et d'apprêt des métaux précieux (SAAMP) dont M. Rey-Coquais est directeur. A l'intérieur de la villa se trouvent M. et Mme Rey-Coquais *et un de leurs enfants. Les six otages* devront attendre toute la nuit jusqu'à l'ouverture de la société sous la menace des armes.

A 7 heures, M. Rey-Coquais est emmené par quatre des agresseurs au siège de son entreprise protégée par une société de gardiennage. Ils *connaissent le mot de passe qui* permet de neutraliser les systèmes sophistiqués d'alarme. *Ils* entrent dans l'entreprise et ouvrent quatre coffres contenant une centaine de kilos d'or fin. Le butin est estimé à environ 10,3 millions de francs. Les *six hommes ont pu prendre la fuite*, laissant M. Rey-Coquais sur place, les autres membres de la famille se sont libérés seuls de leurs liens

## LA MORT D'OLIVIER ANGLADE

### Le jeune leucémique n'a pu bénéficier d'une greffe de moelle provenant de son frère

Olivier Anglade, un adolescent de quatorze ans, atteint d'une leucémie, sur qui avait été pratiquée, à la fin du mois d'août, une auto-greffe de moelle osseuse, en l'absence d'un donneur familial compatible, est mort le 6 octobre au CHU de Nantes.

Une greffe pratiquée à partir de la moelle de son frère, Thierry, porté déserteur de la marine depuis trois ans, aurait pu accroître ses chances de guérison (*le Monde* du 10 juillet 1984). Mais ce dernier ne s'est jamais manifesté, malgré des appels lancés par ses parents à plusieurs reprises par l'intermédiaire des médias.

## MORT DE JEAN-CHARLES PAYEN SPÉCIALISTE D'HISTOIRE MÉDIÉVALE

Jean-Charles Payen, professeur de littérature médiévale à l'université de Caen, est mort vendredi 5 octobre à Caen des suites d'une longue maladie.

[Né le 17 octobre 1931 à Paris, Jean-Charles Payen, ancien élève de l'École normale supérieure de la rue d'Ulm, agrégé de grammaire, docteur ès lettres, a fait une carrière universitaire, de 1960, où il est devenu assistant à la faculté des lettres de Paris, à sa nomination en 1969 comme professeur à l'université de Caen. Il a également eu pendant longtemps des activités syndicales. Il fut notamment secrétaire général du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNES) (1963-1964). Il avait renoncé à cet engagement syndical depuis de nombreuses années.

*Grand spécialiste de littérature* médiévale, Jean-Charles Payen a publié de nombreux ouvrages, parmi lesquels : *le Repentir dans la littérature française médiévale des origines à 1230*, sa thèse de doctorat (1968). *le Repentir cistercien, les Valeurs humaines de Chrétien de Troyes*, une édition du *Livre de philosophie et de moralité d'Alard de Cambrai* (1970), *la Rose et l'Utopie* (1977), *le Prince d'Aquitaine* (1980). Jean-Charles Payen a aussi collaboré à plusieurs livres d'histoire de la littérature ainsi qu'à diverses éditions de textes et traductions. Il avait reçu un prix de l'Académie française en 1968.]

## En Australie

### ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ANTICIPÉES LE 1er DÉCEMBRE

*Le premier* ministre australien, M. Bob Hawke, a annoncé lundi 8 octobre que des *élections législatives* auraient lieu le 1er décembre prochain. Le premier ministre travailliste a mis fin ainsi à des semaines de spéculations sur l'éventualité d'élections anticipées, en partie pour renforcer la position du Labour et profiter de sa popularité chez les électeurs.

Le Parti travailliste dispose déjà d'une majorité de ving-cinq sièges sur le Parti libéral et les autres petites formations, après les élections de mars 1983. Dans deux mois, les Australiens éliront leurs représentants aux deux Chambres du Parlement. *L'opposition est majoritaire* à la Chambre haute. – *(Reuter.)*

## En Espagne

### LE TRIBUNAL CONSTITUTIONNEL VA REPRENDRE LE DOSSIER RUMASA

Madrid *(AFP)*. – Le Tribunal constitutionnel espagnol (chargé de veiller au respect de la Constitution) devra se saisir une nouvelle fois de l'affaire du holding Rumasa, le plus gros groupe *privé* d'Espagne avant son expropriation, le 23 février 1983, par le gouvernement socialiste, a-t-on appris samedi 6 octobre.

Un juge de Madrid, M. Jose Maria Gil Suarez, a décidé de poser dans un *arrêté* la *question* de la constitutionnalité de la loi du 29 juin 1983, votée au Parlement espagnol, qui légalisait l'expropriation de Rumasa, un groupe concourant pour 1,8 % au produit intérieur brut espagnol.

*Le 2 décembre 1983*, le Tribunal constitutionnel avait déjà estimé dans un premier arrêté que le décret gouvernemental d'expropriation était conforme à la Constitution. Le *Tribunal devra cette fois* se prononcer sur la loi d'expropriation votée au Parlement.

La réouverture du dossier pourrait avoir d'importantes conséquences politiques et économiques. La décision du Tribunal constitu*tionnel de décembre 1983 sur* le décret du gouvernement avait été, rappelle-t-on, très serrée : six magistrats avaient voté pour sa constitutionnalité et six autres contre. C'est finalement le vote du président du Tribunal qui avait fait pencher la *balance en faveur du gouvernement*.

## UN SUPER-PÉTROLIER LIBÉRIEN ATTAQUÉ DANS LE GOLFE

### 6 morts, 6 blessés

Londres *(AFP)*. – Six personnes ont été tuées et six autres grièvement brulées lors de l'attaque d'un super-pétrolier libérien à une centaine de kilomètres au sud-ouest du terminal pétrolier *iranien de l'île* de Kharg, dans le Golfe, a annoncé, ce lundi 8 octobre, le service de renseignements des assureurs londoniens Lloyds. Le *World Knight* a été touché par une bombe qui a provoqué un incendie. Le navire se trouvait *par 28°30' de latitude nord et 50°25'* de longitude est.

## Les sommaires d'octobre

### • LE MONDE DIPLOMATIQUE : Deux pas vers le goulag

Pendant que le gouvernement français concentrait toute son attention sur les difficultés économiques, la droite l'attaquait sur le front des libertés, première opération d'une vaste offensive *contre l'État* accusé d'entraîner le pays vers un goulag occidental. *Claude Julien poursuit son* analyse par un examen des concessions que la gauche fait au néo-libéralisme qui s'étale dans la presse, les discours politiques et de nombreux livres.

Trois articles de Louis Puiseux, Dominique *Finon* et Michel de Perrot s'interrogent sur le *bien-fondé de la stratégie* nucléaire française. Au moment où Marguerite Yourcenar publie son livre *Blues et Gospels*, un dossier de quatre pages fait le point sur la culture noire aux États-Unis. Sous le titre « Fuite en avant au Zimbabwe », un autre dossier expose les difficultés politiques, économiques et culturelles auxquelles se heurte le *régime de M. Mugabe*. Dora-C. Valayer expose l'attitude du *Conseil œcuménique des Églises* à l'égard de l'Afrique du Sud.

Le même numéro contient des articles sur l'utilisation de la presse par le *président* Reagan, *sur la résistance dans le sud du* Liban et le rôle d'Israël en Amérique centrale, un long extrait du nouveau roman de Yachar Kemal, *Salman le solitaire*, et un texte de Juan Goytisolo intitulé *Mourir chaussures aux pieds*.

★ Le numéro : 11 F.

### • LE MONDE DE L'ÉDUCATION : Être bon élève

Les cracks du système scolaire, les vedettes des classes préparatoires et des concours, sont *toujours* là. *Qui sont-ils*, ces « bosseurs », ces champions, qui font la joie des professeurs et la fierté des familles ? Comment le devient-on ? *Le Monde de l'éducation* ne donne pas de recette, mais analyse et décrit leur situation.

*L'image du bon élève*, parfaitement adaptée au moule, gestionnaire attentif de sa carrière scolaire, est-elle aujourd'hui différente de ce qu'elle fut hier ? Dans le primaire et le secondaire, de nouveaux profils s'ébauchent. *En revanche*, dans les classes préparatoires aux grandes écoles, où l'on façonne avec amour les futures élites, la tradition se perpétue. *Le Monde de l'éducation* présente aussi une enquête sur les professeurs de collège. Ils sont quatre-vingt *mille*. De la sixième à la troisième, un professeur sur deux, ils enseignent *deux* matières. *Ils* sont méconnus et mal considérés. Injustement.

Également au sommaire de ce numéro : la misère des bibliothèques *universitaires* ; *où* en sera l'Université de demain ? Une enquête *sur l'une des causes du* retard scientifique français : l'absence d'une politique de la documentation universitaire. Et une interview de la psychologie Bianka Zazzo sur l'entrée à la maternelle à deux ans.

★ *Le numéro : 11 F.*

### • DOSSIERS ET DOCUMENTS : Les immigrés en France

*Ils sont en France plus de* 4 millions et, contrairement aux vagues *polonaise, espagnole* ou italienne du passé, ils ne viennent pas d'Europe *mais d'Afrique*, ce qui crée un choc culturel plus ample. Leur présence fait l'objet d'une intense exploitation politique, et il est vrai qu'ils interpellent la société française tout entière, une société qui refuse un *débat clair et public sur un sujet* qui engage pourtant son avenir.

Ce numéro spécial de 16 pages, illustré par Saladin, Pessin, Slim et Plantu, tente de faire le *point* sur les multiples facettes d'un problème qui touche *à la fois* à l'économie, au social, au culturel et au politique. *Refusant* le misérabilisme et les plaidoyers partisans, il aborde les vrais problèmes. Les articles sont rassemblés, organisés par Olivier Mazel et Jean-Claude Grimal, *professeur de sciences économiques*, avec le concours du service Société et de la documentation du *Monde*, et présentés par Robert Solé.

★ Le numéro : 10 F.

### • LE MONDE DE LA MUSIQUE : La Salomé de Strauss raconte les années 40

Marlène Dietrich façon diva, Ljuba Welitsch *est cette grande* dame de l'art lyrique dont Richard Strauss, à quatre-vingts ans, aimait la voix. D'un timbre virginal à l'aigu très pur, elle incarna, à Vienne *en 1944 puis* à New-York en 1949, le personnage de Salomé. Ce rôle de femme-enfant en fit une idole. Elle a aujourd'hui soixante-dix *ans, elle vit toujours à Vienne et* elle a raconté au correspondant du *Monde de la Musique* l'Autriche musicale des années 40 : « *Patates et choux, choux et patates* »...

Autres têtes d'affiche de ce numéro : Patrice Chéreau, Iannis Xenakis, Scott Ross, Henri Pousseur, Ornette Coleman maquisard du *free*, Keith Jarrett entre Debussy et Bartok, et six tuners au banc d'essai.

★ *Le numéro : 18 F.*

## DOLLAR STABLE : 9,32 F

Sur les marchés des changes, assez calmes, les cours du dollar n'ont guère varié, lundi 8 octobre, par rapport à ceux du vendredi 5 : 3,04 DM et 9,32 F. On a, toutefois, signalé des ventes en provenance d'Extrême-Orient, à la suite du duel télévisé Mondale-Reagan, jugé peu favorable à ce dernier.

## NOUVELLES BRÈVES

● *Creusot-Loire : M. Sainjon se dit prêt à rencontrer dans les plus brefs délais Mme Cresson.* – Dans une lettre adressée au ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, le secrétaire général de la Fédération de la métallurgie CGT affirme que son organisation « *ne peut accepter de s'engager avec son syndicat dans une négociation qui viserait au licenciement de milliers de travailleurs* ». Il demande donc au gouvernement de faire preuve « *d'imagination* », d'engager « *une véritable négociation* » et se déclare prêt à rencontrer le ministre dans « *les plus brefs délais* ».

D'autre part, la section SNJ (Syndicat national des journalistes) de Saône-et-Loire a estimé, le 6 octobre, que la « *retenue* » d'un journaliste de FR3-Bourgogne à la mairie du Creusot par des ouvriers de Creusot-Loire constituait « *une pression intolérable, qui discrédite ses auteurs ainsi que les responsables syndicaux, qui n'ont su empêcher pareille atteinte aux libertés* ».

● *Attentat à Alfortville.* – Une explosion d'origine criminelle, qui n'a pas fait de blessé, a partiellement détruit une conduite de gaz, le 8 octobre à 1 heure du matin, à Alfortville (Val-de-Marne). L'explosion a causé d'importants dégâts à une des huit conduites de gaz qui enjambent la Seine sur un parapet en béton. Selon la police, une charge creuse de mine antichars serait à l'origine de cet attentat qui n'était pas revendiqué le 8 octobre en fin de matinée.

Le numéro du « Monde » daté 7-8 octobre 1984 a été tiré à 419 814 exemplaires










A B C D F G H